DU

TRADITIONALISME

DEUXIÈME PARTIE.

JOSEPH DE MAISTRE.

I. — *Les Pouvoirs constitutifs de l'Église*, par M. Bordas Demoulin, 1855.
II. — *Essais sur la Réforme catholique*, par MM. Bordas Demoulin et F. Huet, 1856.

I.

Les lettres du comte de Maistre, publiées il y a quelques années, font mieux que ses livres juger son caractère. Le ton de ses écrits imprimés ne permettait guère de deviner qu'il fût aussi aimable, et ses lecteurs pour la plupart ignoraient ce que racontaient de lui ceux qui l'avaient connu. Considéré dans les relations de famille et du monde, il paraît avoir réuni tous les titres à l'affection comme au respect, et sa correspondance atteste combien son esprit ajoutait rrément à ses qualités sérieuses. Il y a de lui des lettres char-es; celles qu'il adresse à sa fille le sont toutes. Il y règne une e coquetterie paternelle qui n'ôte rien à la tendresse, un sen-incère, s'il n'est toujours naturel, une bonne grâce qui plaît, ne touche pas vivement. Dans les autres lettres, l'écrivain re généralement beaucoup d'élévation personnelle, souvent de bienveillance et même de l'équité, l'une et l'autre un peu capri-euses, une envie de plaire un peu gâtée par le désir d'étonner, ne véritable indépendance dans les jugemens et la conduite, enfin

beaucoup d'esprit. Sans doute il n'y faut pas chercher plus de justesse et de mesure dans les opinions que n'en offrent ses pages destinées à l'impression : souvent la violence des paroles y accompagne la singularité des idées et dépare ou compromet la vérité, quand par aventure elle lui échappe; mais une foule de pensées vives, prenantes, spécieuses du moins, et qu'il n'a empruntées à personne, attestent une facilité improvisatrice parfaitement en accord pour le fond avec la méditation sententieuse dont en public il garde les apparences, et chaque ligne offre la preuve que lorsqu'il se laisse aller ou se recueille, il pense et il écrit absolument de même. Cette lecture serait de tout point parfaitement agréable, si trop de passages ne laissaient percer une vanité un peu puérile que les gens du monde cachent d'ordinaire avec plus d'adresse. Il est trop évident que le mérite d'une diversité d'études rare dans sa condition et dans son pays, des réflexions constantes sinon profondes, l'originalité un peu cherchée de ses vues, l'habileté de déguiser des idées parfois superficielles ou communes sous une forme brillante qui le séduit lui-même, un certain amour du beau séparé du sentiment du vrai, une hardiesse d'esprit plus littéraire que philosophique, une haine consciencieuse contre le mal vu d'un seul côté, enfin les succès que dans la société une telle étrangeté d'aperçus et d'expressions ne pouvait manquer d'obtenir, ont fini par lui faire à lui-même une entière illusion sur la valeur, l'autorité, et j'ajouterai la mission de son esprit. Il se croit réellement à part au milieu des hommes de son siècle et comme envoyé pour les châtier et les surprendre, ce qu'il aimait encore mieux que les éclairer et les convaincre. L'excessive prétention ferait ici quelquefois douter de la supériorité, si trop d'exemples ne laissaient entrevoir de pareilles faiblesses, même chez des hommes de génie. A plus forte raison les gens d'esprit n'en sont pas exempts. C'est d'ailleurs une remarque qui me semble vraie que lorsque les hommes qui appartiennent à une certaine classe élevée de la société s'y font remarquer par les talens qui n'en sont pas l'apanage naturel ni le privilége obligé, ils se soustraient difficilement à une sorte d'infatuation dont les gens de lettres de profession se préservent plus facilement. Le plus célèbre écrivain de nos jours est tombé sous ce rapport en d'étranges puérilités, et si Clitandre eût écrit, il n'est pas impossible qu'il eût enchéri sur la vanité de Trissotin.

Celle de M. de Maistre était du moins justifiée par un talent remarquable, et le sérieux et la dignité de sa vie l'autorisaient à s'estimer fort au-dessus du monde frivole où l'avait placé sa naissance. L'activité et la fécondité de son esprit pouvaient l'abuser sur sa puissance intellectuelle, et l'on conçoit qu'il se crût un des grands

maîtres de la pensée, car cette erreur complaisante a gagné d'autres que lui, et dans un certain monde elle subsiste encore.

On peut exalter à loisir des talens que nous ne contestons pas. Nous ne nous soucions pas d'enlever à un excellent écrivain une seule louange; qu'il garde sa renommée, mais qu'il perde son autorité. Ceux à qui sont chères les grandes causes qu'il a cru servir, la religion et la monarchie, ne sauraient choisir un plus funeste guide. Lorsque par habitude, déférence ou orgueil de parti, on l'invoque encore comme un maître, on renouvelle imprudemment des dissidences ou plutôt des incompatibilités qu'il est pressant de faire disparaître. Je le remarque, parce que je pourrais citer un auteur de l'esprit le plus élevé et le plus conciliant qui ne s'est pas aperçu, dans un ouvrage récent et distingué, qu'en prenant M. de Maistre pour un des grands philosophes de son parti, il semblait chercher la discorde éternelle et recommencer la guerre de principes. Voici pourquoi. Quelque place que les questions religieuses aient paru tenir dans les ouvrages de M. de Maistre, on ne peut se dissimuler qu'il les considère presque exclusivement au point de vue de l'intérêt social. Ce n'est pas de l'autre vie, c'est du salut de ce monde qu'il nous entretient. Il s'agit avant tout pour lui de relever ou de raffermir l'église, le trône, toutes les garanties de l'ordre dans l'humanité, telles qu'il les conçoit, telles qu'il les regrette, telles qu'il les déclare ébranlées ou ruinées par le vent du siècle. C'est au génie des temps modernes qu'il déclare une guerre mortelle, à ce génie tel qu'il s'est manifesté par les principes de la révolution française. Ce ne sont pas les excès, les égaremens, les crimes qu'il attaque; les excès, les égaremens, les crimes sont pour lui de l'essence de la révolution, et vouloir la séparer du mal qu'elle a fait, c'est entreprendre de la séparer d'elle-même. Cette pensée est partout dans ses livres, mais nulle part plus condensée que dans ces paroles répétées deux fois : « La révolution française est satanique dans son principe (1). » Or je ne sais si je m'abuse, mais il me semble que les voix mêmes de ceux pour qui M. de Maistre écrivait se sont, depuis ces derniers temps, réunies pour proclamer leur adhésion aux principes de 1789. Qu'est-ce que les principes de 1789, si ce n'est la révolution française dans son principe ou dans son essence? Quiconque se rallie à cette déclaration de concorde se sépare donc de M. de Maistre de toute la distance qui sépare l'affirmation de la négation et le bien du mal, et il importe, si l'on veut que cette profession de foi ait toute l'autorité qui s'attache à la sincérité sans réticence, et qu'elle soit significative autant qu'intelligente, il importe que, par aucun retour

(1) *Lettres et Opuscules inédits*, t. Ier, p. 381 de la 3e édition. « La révolution française est satanique dans son essence. » *Du Pape*, préface de la 2e édition, t. Ier, p. xxxv.

imprudent vers les idées de celui qu'elle eût indigné, on ne relève d'une main ce qu'on détruit de l'autre, et l'on ne paraisse souscrire et protester à la fois. L'abandon des doctrines de M. de Maistre est de toute évidence une condition du rapprochement des esprits.

C'est à faciliter cet abandon, en soumettant ces doctrines à la critique, que peuvent servir les réflexions qui suivent.

II.

Les personnes qui avaient connu le comte Joseph de Maistre vantaient beaucoup sa conversation. De tous les éloges qu'il a reçus, ce doit être le plus mérité. Sa conversation devait être tour à tour élevée et piquante. Avec de fortes convictions, il s'amusait à jouer aux idées. La discussion suivie, mesurée, régulière, lui allait peu. Il n'aimait pas la méthode, et la méthode n'est guère de mise dans les entretiens du monde. Il préférait les traits aux raisonnemens, ne reconnaissait la vérité que sous les traits de l'hyperbole, et se plaisait à transformer en paradoxes jusqu'aux lieux communs. Sérieux, n'en doutons pas, dans ses opinions, il l'était moins dans sa manière de les défendre. Ses adversaires ne lui inspirant aucune estime, tout était contre eux de bonne guerre, et se croyant juste dans ses haines, il s'inquiétait peu de l'être dans ses accusations. Intolérant et irrité, il ne songeait qu'à se divertir et à se venger. Tout lui était bon pour la vérité, même l'erreur, pour le bien, même le mal, et mêlant la plaisanterie à l'indignation, les jeux de mots aux anathèmes, il devait séduire l'irréflexion par l'assurance, raffermir les croyances en les exagérant, les consoler de leurs disgrâces par l'invective, éblouir enfin des auditeurs déjà gagnés, en leur persuadant qu'il y avait beaucoup d'esprit dans leurs préjugés, et qu'ils étaient persécutés par des sots. La conversation peut être inexacte, superficielle, disparate, outrée, fausse, sans cesser d'être éloquente, et si la grâce de la personne relève encore celle des paroles, elle procure les plus grands succès qui soient accessibles aux gens du monde. Telle pouvait être la conversation du comte de Maistre, si elle ressemblait à ses ouvrages, et ses ouvrages ne m'ont jamais paru autre chose qu'une étincelante conversation. Sans me piquer d'être au-dessus de tout esprit de parti, je me crois pourtant capable d'en surmonter les préventions, au point de rendre justice au talent, à la conviction, à la puissance de raisonnement de mes adversaires. Je les ai lus de tout temps avec une sorte de préférence, et il m'est arrivé plus d'une fois d'être non-seulement ravi de leur talent ou touché de leur sincérité, mais encore ramené par eux, soit à modifier des opinions antérieures, soit à concevoir quelques doutes qui m'obligeaient à les raffermir par un nouvel examen; mais, je l'avoue, si j'ai parfois

éprouvé la triste émotion de me sentir ébranlé dans ce que je croyais la vérité, jamais je n'ai lu dix pages du comte de Maistre sans éprouver une joie profonde de ne point penser comme lui. La langue française manque d'un adjectif qui soit l'opposé de *persuasif;* c'est pour lui qu'il faudrait l'inventer.

Les *Considérations sur la France* ont commencé sa réputation. Suivant quelques bons juges, c'est ce qu'il a fait de mieux. On dit celá volontiers du premier ouvrage d'un auteur. D'autres de ses écrits pourtant me semblent préférables; au moins dans ceux-ci défend-il une meilleure cause, car il s'y agit de religion plus encore peut-être que de politique. Dans les *Considérations*, sa cause est la contre-révolution, et la plaidoirie répond à la cause. L'idée générale à laquelle il s'attache est le gouvernement de la Providence. Il en voit la preuve dans les fautes, les succès, les revers de la révolution française. Plus tout cela est invraisemblable, plus il faut que Dieu s'en mêle. Conclusion : la Providence fera la contre-révolution, et elle la fera par les moyens qu'elle choisira dans sa suprême sagesse. La première assertion est gratuite; la seconde est incontestable, la première admise. Le tout est plutôt donné comme un oracle que comme une conjecture raisonnée.

Si quelqu'un trouve à redire à l'idée d'une providence divine, ce n'est pas nous. Si l'on y ajoute qu'elle gouverne le monde, que son action, tout à la fois générale et particulière, est directe sur les choses humaines, cette pensée ou plutôt cette croyance peut être pour l'âme un principe de consolation et surtout de résignation dans le malheur; elle n'est pour agir ni un stimulant, ni une règle. A côté de cette idée : tout est conduit par la Providence, se place de plein droit cette autre idée : les voies de la Providence sont impénétrables, et ces deux idées s'annulent l'une l'autre dans la pratique. Nous ignorons le but auquel Dieu nous mène, nous ignorons les moyens par lesquels il veut l'atteindre. Si donc nous ne considérions dans les événemens de la vie que les effets de sa volonté, nous perdrions la faculté aussi bien que le droit de juger ces événemens; nous pourrions tomber dans l'indifférence et dans l'inertie, c'est-à-dire dans un absolu fatalisme. Si par exemple je me persuadais, comme on le prétend quelquefois, que Dieu veut amener le bien par l'excès du mal, il se trouverait qu'en m'opposant au mal j'entrerais en lutte contre le ciel, et travailler au bien deviendrait une sorte de révolte. Heureusement une philosophie plus véritablement religieuse nous enseigne à mettre au-dessus de toute conjecture sur les vues de la Providence la notion du devoir. Nous ignorons les volontés particulières de Dieu, si cette expression est permise; mais nous connaissons parfaitement sa volonté générale par rapport à nous : il veut que nous fassions le bien. Quand je serai persuadé que les événe-

mens ne sont que des moyens dont il daigne se servir pour accomplir l'inconnu, quand on m'aura convaincu que tout conspire, le mal comme le bien, la faiblesse comme la force, pour un but mystérieux, je n'en aurai pas un indice plus sûr de ce que je dois, ou plutôt je saurai uniquement comme auparavant que je dois chercher le vrai, le juste, l'utile et le possible, prier le ciel de me le faire connaître par la raison et de me soutenir dans l'épreuve. Si la distinction admise par de grands esprits et par Bossuet lui-même entre ce que Dieu veut et ce qu'il permet est sans nul fondement, si Malebranche a tort et que Dieu fasse pour ce monde quelque chose de plus que de lui donner des lois générales, si non-seulement il embrasse tous les événemens du regard unique de son universelle prescience, mais encore les prépare, les amène, et dirige à la lettre le cours de l'humanité, il veut alors également les institutions stables et les révolutions passagères; il veut également qu'il y ait des nations catholiques, des nations protestantes, des nations infidèles, et les hommes, ne connaissant ses volontés qu'après qu'elles sont accomplies, ne peuvent en juger que par l'événement. Ne sachant comment s'y conformer, ils agissent en aveugles, et leur aveuglement les absout; mais quoi qu'ils fassent, ils travaillent toujours pour une bonne fin, qui est celle de Dieu, et ils lui obéissent encore en faisant le mal d'où son infinie sagesse a décrété de faire sortir le bien... *Dî meliora piis.*

Là conduit l'abus de la pensée du gouvernement de la Providence, pensée qui n'est juste qu'autant qu'elle est générale. Dès qu'elle se particularise, elle ne met en lumière que notre profonde ignorance. Jamais cette ignorance ne se manifeste par des erreurs plus humiliantes que lorsque nous entreprenons d'expliquer le cours des choses par les desseins divins, ou le connu par l'inconnu. C'est nous exposer à rapporter en quelque sorte à Dieu tous les faits qu'enfante la fantaisie, la faiblesse ou la perversité des hommes. Oui, sans doute, le monde est sous le gouvernement de la Providence : c'est une croyance à laquelle la raison ne saurait rien objecter; mais il y a une témérité folle à risquer une conjecture sur les conditions, les formes, les détails de ce gouvernement. Prétendre reconnaître dans un événement l'action de Dieu et le motif de cette action n'est permis qu'à celui qui en aurait reçu la révélation. Il ne faut pas, ainsi qu'on le fait souvent, prendre les rapports qui résultent entre les choses de l'harmonie de l'ensemble comme des preuves spéciales d'une intervention actuelle et directe de la Divinité. Par exemple, il y a des relations entre l'ordre physique et l'ordre moral : s'il survient dans l'un des calamités, l'homme peut n'y pas demeurer indifférent, quoiqu'il appartienne surtout à l'autre; mais il serait vain d'imaginer qu'elles eussent l'homme pour but,

et que son existence en fût la raison suffisante. Des perturbations et des désastres affligent la nature dans le désert, en l'absence de l'homme. Avant même que notre espèce eût paru sur la terre, le monde a subi plus d'un bouleversement. Les cataclysmes ont donc des causes propres qui tiennent à la constitution de l'univers, et qui agiraient quand nous n'existerions pas. Lorsqu'il se manifeste quelqu'un de ces troubles de la nature qui deviennent pour nous des calamités, comme un tremblement de terre, comme une inondation, libre à l'homme assurément de s'y intéresser; il aura raison d'en faire un sujet de réflexion, pour chercher à les éviter, à y porter remède, en tout cas à les supporter. Il devra apprendre de ce spectacle la prévoyance, le courage, la résignation. Enfin, sous un point de vue plus élevé, cette expérience pourra développer en lui le sentiment de son impuissance, et, si l'on veut, de son néant devant les vastes lois de la création; il admirera la puissance de Dieu, la grandeur de la Providence, et, convaincu de sa faiblesse, il se tiendra prêt à endurer toutes les épreuves et à comparaître à toute heure devant le juge de l'avenir. Ainsi, pour la prudence, la sagesse, la religion, le spectacle des calamités naturelles n'est pas indifférent, et l'écrivain pieux y trouve matière de conseil ou d'enseignement. Dire que l'homme, créature intelligente et morale, et qui communique avec toutes choses par la faculté de connaître, est fait pour y chercher une idée, pour en déduire une leçon, c'est affirmer l'évidence; mais de là il y a loin à prétendre deviner à quelle fin tel événement matériel est arrivé, à soutenir que Dieu l'a déterminé tout exprès dans un moment donné pour agir sur telles ou telles personnes et produire tels et tels résultats: Ce sont suppositions gratuites, arbitraires, souvent immorales, puériles ou ridicules. Quand on s'engage dans cette voie, on ne sait où l'on peut être entraîné, et il peut arriver qu'on dise au public que les inondations du Rhône ont eu pour but providentiel de rappeler à l'observation du dimanche les habitans de la province lyonnaise, ou que Dieu a permis l'invention des chemins de fer particulièrement pour punir les aubergistes d'avoir fait faire gras aux voyageurs le vendredi.

Je le répète, lorsque l'on se risque à interpréter en détail et par les faits les volontés de la Providence, en reconnaissant, comme il le faut bien, que le choix des moyens qu'elle se réserve est hors de toute science humaine, et qu'il n'existe ni analogie visible, ni proportion apparente dans l'ajustement divin des effets et des causes, il y a une petite condition à remplir, c'est d'être inspiré. Bossuet a tenté de suivre la Providence dans l'histoire universelle, et il l'a pu sans une témérité insupportable, non parce qu'il était Bossuet, c'était encore trop peu pour une telle œuvre, mais parce qu'il considérait une longue suite de siècles révolus, et puisait ses explica-

tions dans la Bible; il écrivait les prophètes à la main. Mais l'Écriture n'a rien dit des événemens de la révolution française : en essayant, sept ou huit ans après qu'elle avait éclaté, de montrer dans sa marche les desseins d'en haut et de prédire l'avenir à l'aide d'un passé si court, en annonçant les faits, non parce qu'ils sont logiquement probables, mais miraculeusement singuliers et opposés à la sagesse humaine, l'auteur des *Considérations sur la France* se mettait dans l'obligation d'avoir un don surnaturel. La Providence étant, d'un avis commun, mystérieuse dans ses voies, le mystère reste mystère tant qu'il n'est pas révélé. La révélation de l'avenir, c'est l'inspiration prophétique, et les admirateurs de M. de Maistre n'ont pas uniquement cédé à un enthousiasme adulateur en le traitant parfois de prophète; ils n'ont fait que dire qu'il était ce qu'il faudrait qu'il eût été.

Lorsqu'on lit aujourd'hui son ouvrage à la distance des événemens, on ne peut malheureusement lui accorder aucun don de divination, ni même y admirer le bonheur des conjectures. A travers mille sarcasmes contre la révolution, contre ses principes et ses œuvres, contre les constitutions et leurs auteurs, il pose gratuitement que la vanité ou la brièveté de quelques-unes de ses créations, la violence ou la perversité de certains actes, la grandeur de certains succès, que tout en un mot témoigne que Dieu se propose immédiatement la contre-révolution. Pourquoi cela? Il oublie de le dire; mais il se montre convaincu en 1797 que la contre-révolution va se faire, et que Louis XVIII est près de revenir avec l'ancien régime. Par là toutes les choses révolutionnaires rentreront dans le néant, ou plutôt, les gouvernemens révolutionnaires n'ayant rien produit, la restauration n'aura rien à détruire. Tout ira de soi; la contre-révolution s'opérera en un tour de main. Le chapitre où elle est décrite à l'avance la présente comme un incident des plus simples amené par les plus petits moyens. Pas une haute pensée, pas une volonté énergique, pas un mouvement national, pas un événement dramatique n'est indiqué comme nécessaire. Rien de grand en un mot ne se lie, dans l'esprit du prophète, à la crise réparatrice qu'il se plaît à prédire. Il la souhaite mesquine, apparemment pour qu'elle soit plus humiliante. Lorsqu'en effet, pour avoir vu dans les affaires humaines le mal se mêler au bien, la petitesse à la grandeur, le ridicule au sérieux, on se plaît à exagérer en quelque sorte cette incohérence des choses et à outrer nos misères, parce qu'on croit grandir la Providence en lui prêtant des calculs fantasques, on rapetisse les hommes afin de les confondre, et l'on arrive peu à peu, sans s'en douter, à considérer le train de ce monde précisément au même point de vue que Voltaire. Comme Voltaire, M. de Maistre a besoin que l'humanité n'ait pas le sens commun, pour que Dieu seul

ait raison, et quelquefois les choses lui paraissent d'autant plus divines qu'elles sont plus moquables.

Mais enfin cette peinture satirique des événemens mêmes qu'il désire est-elle exacte? Pas le moins du monde. En considérant la France vers 1797, il ne s'est point avisé de cette prédiction facile qu'il aurait pu recueillir dans l'histoire, qu'il aurait pu lire dans Platon, savoir que l'anarchie pourrait amener la dictature militaire. Tout le monde alors s'y attendait, M. de Maistre n'y pensait pas. Ce que chacun prévoyait échappait à sa prévoyance, car ce lieu commun eût dérangé ses paradoxes. La république devait en effet périr; mais la monarchie qui lui devait succéder n'était ni la restauration, ni l'ancien régime. L'anarchie devait disparaître sans que la contre-révolution prît sa place, puis à son tour cette monarchie nouvelle devait tomber. Par la révolution? Non, par la guerre. C'est alors, c'est dix-sept ans plus tard que la restauration devait s'accomplir. Et comment? Parce que l'empire aurait abouti à la conquête de la France. Cette restauration, qui devait être amenée comme par hasard et que Dieu devait réduire à un changement subreptice, n'a été possible qu'à la suite d'événemens gigantesques. Il a fallu pour la réaliser des guerres inouies, des événemens dont les proportions dépassaient tout ce qui s'était vu depuis Charlemagne; il a fallu l'Europe deux fois envahie en sens contraire, par la France de Paris à Moscou, par la Russie de Moscou à Paris, en un mot le bouleversement du monde. Qui ne voit ici que les causes ont été tout autrement grandes que les effets? Quoi de plus complétement différent de ce chapitre IX, où la restauration est donnée comme si rapide et si aisée à faire qu'on dirait qu'elle est pour le lendemain? Et non-seulement aucun des incidens qui, selon M. de Maistre, pouvaient la ramener ne s'est produit, mais encore elle devait être, il n'en doute pas, la contre-révolution, et elle ne l'a pas été. Sans contredit, plus d'un germe de contre-révolution a pu se cacher dans son sein, mais c'est le jour où ces germes se sont développés qu'elle s'est perdue. Elle n'a duré qu'autant qu'elle a démenti son prophète. Voilà soixante-huit ans révolus depuis 89 : où en sont les prédictions politiques de M. de Maistre? On me dira : La révolution n'a pas définitivement triomphé. Soit, mais la contre-révolution encore moins. Il n'a prévalu, ce semble, que cette vérité expérimentale : l'anarchie mène au despotisme, et le despotisme peut ramener à l'anarchie; mais cette vérité un peu vulgaire, M. de Maistre n'en dit mot.

Tout cela ne l'empêchait pas d'écrire en 1814 avec une admirable confiance : « Mes *Considérations sur la France*, où, par un insigne bonheur, tout s'est trouvé prophétique. » — Comment en serait-il autrement? N'écrivait-il pas longtemps auparavant : « Il y a

quinze ans que j'étudie la révolution française; je me trompe peu sur les grands résultats. » Et une autre fois : « Je ne puis m'empêcher de croire que j'ai deviné ce qui se fait aujourd'hui dans le monde et le but vers lequel nous marchons. » De telles paroles suffisent pour diminuer grandement l'autorité de ceux qui les prononcent.

III.

Si l'observateur s'est assez constamment mépris, les systèmes du publiciste ont-ils plus de valeur et méritent-ils plus de confiance? Ici la raison humaine est sur un meilleur terrain, et il est plus aisé de se faire une idée des institutions qui conviennent à la société que de ses destinées futures et des événemens prochains qui l'attendent; mais la philosophie politique de M. de Maistre, lorsqu'on la distingue de sa philosophie religieuse, n'est pas facile à caractériser. On voit bien qu'en général il aime l'ancien régime des sociétés européennes, et préfère les monarchies qu'on appelle absolues aux gouvernemens qui se disent libres. En principe, il ne semble pas mettre de borne au despotisme : « Il n'y a point de souveraineté limitée, dit-il; toutes sont absolues et infaillibles. » Il s'élève en tout lieu contre le droit de résistance. La révolte lui paraît toujours un crime. La réforme exigée par voie de remontrance, imposée même par la volonté du peuple, n'a rien de légitime à ses yeux. Toute révolution est interdite. Cependant en fait il se félicite de ce que nulle souveraineté ne peut tout. La toute-puissance effective est impossible. Il ne se contente pas de souhaiter au pouvoir politique le contrôle du pouvoir spirituel, ce serait trop simple; il accepte toute force qui lui sert de frein : « c'est une loi, c'est une coutume, c'est la conscience, c'est une tiare, c'est un poignard; mais c'est toujours quelque chose. » Il n'y a qu'une chose qu'il ne puisse souffrir, c'est une limitation constitutionnelle, c'est une garantie de droit écrit. Son *Essai sur le Principe générateur des Constitutions,* ouvrage didactique par la forme, et qui, sous ce rapport, rappelle la manière de M. de Bonald, le contredit sur beaucoup de points, en étant cependant consacré à la défense de la même cause. Ainsi, tandis que M. de Bonald veut tout écrire, même la loi des lois, même la législation primitive, M. de Maistre prétend qu'aucune constitution ne doit être écrite, que rien de ce qui est écrit n'est durable, et que la religion chrétienne n'a duré que parce qu'elle est fondée sur la parole, oubliant apparemment qu'elle n'est pas moins fondée sur l'Écriture. De toutes les législations, celle qui jusqu'ici a eu la plus longue vie, c'est le droit romain, qui s'est appelé la raison écrite. La constitution anglaise qu'il cite, et dont il ne veut faire qu'un assemblage incohérent d'usages qui n'ont pas été recueillis, est un vaste en-

semble de lois fondamentales et de lois réformatrices dont le texte est partout. Dieu lui-même enfin n'a-t-il pas voulu que ses lois fussent gravées sur des tables de pierre, et le Décalogue a-t-il passé?

Nous avons nommé la constitution anglaise. C'est qu'en effet M. de Maistre en fait quelquefois l'éloge, se séparant sur ce point de M. de Bonald par une assez singulière inconséquence. « C'est, dit-il, l'unité la plus compliquée et le plus bel équilibre de forces politiques qu'on ait jamais vu dans le monde. » — « Quel peuple, dit-il encore, surpasse l'Angleterre en force, en unité, en gloire nationale? » Cela ne l'empêche pas d'écrire ailleurs : « L'Angleterre me paraît assez disposée à nous donner quelque tragédie du grand genre. Ce ne sera pas sans l'avoir bien mérité. » Il n'en est pas moins persuadé que la réformation a dans ce pays abrégé la durée des règnes et des familles patriciennes. Il n'en admire pas moins, en contemplant son église, *l'abîme d'égarement où le plus juste des châtimens plonge la plus criminelle des révoltes*. Il n'en regarde pas moins toute imitation des formes du gouvernement anglais comme l'aveu d'une grande misère et la preuve d'une grande extravagance. « Jamais on n'a rien vu d'aussi fou. Vous ne m'avez jamais dit, monsieur le vicomte (de Bonald), si vous croyez à la charte; pour moi, je n'y crois pas plus qu'à l'hippogriffe et au poisson remora. Non-seulement elle ne durera pas, mais elle n'existera jamais, car il n'est pas vrai qu'elle existe (1819). » Le grand tort de la charte en effet, de toute charte, c'est d'être écrite, et il importe à la gloire de la Providence qu'on ne croie à rien de ce qui est prévu et réglé par la sagesse humaine. C'est manquer à Dieu que de ne pas se fier à l'imprévu, et tout gouvernement constitué par des lois positives est une usurpation sur l'autorité du divin législateur. L'auteur est si sûr de son fait, il doute si peu de l'impossibilité de rien décréter qui vaille, que bien que les Américains, dénués d'un gouvernement antérieur, soient excusables d'avoir essayé de s'en donner un, il offre de parier que la ville de l'union ne se bâtira pas, ou qu'elle ne s'appellera pas Washington, ou que le congrès n'y résidera pas. Par malheur, la ville s'est bâtie, elle s'appelle Washington, et le congrès y réside.

Il serait très difficile de faire un système de la politique proprement dite de M. de Maistre. Elle se compose plutôt d'imprécations et d'épigrammes contre tout ce que le XIX[e] siècle a rêvé ou tenté que de principes et de conséquences touchant la constitution des états. Beaucoup de goût et de respect pour ce que les faits ont produit, pourvu toutefois que le produit des faits ne contrarie pas ses vues, une idée mystérieuse de l'élection des races royales et de l'autorité des rois, pourvu que les rois et leurs races respectent le pouvoir pontifical, une certaine disposition à regarder les familles nobles comme privilégiées d'en haut avec la persuasion qu'elles ont

fort compromis leurs privilèges, enfin une véritable admiration pour l'ancien régime unie à la conviction qu'il a à peu près mérité ses malheurs, tout cela ne forme pas une politique dont on puisse tirer un parti spéculatif ou pratique. Au fond, s'il fallait trouver un principe à ces déclamations constantes contre l'œuvre des hommes, contre leur prétention à organiser la justice et la liberté, contre leur idée absurde ou criminelle de réformer ce qui s'est fait sans eux, contre la témérité séditieuse qui veut affranchir leurs passions du frein de certains moyens rigoureux de contrainte et de châtiment, on irait forcément tomber sur les principes mêmes de Hobbes. C'était, comme on sait, la seule philosophie politique que comprissent les Stuarts. M. de Maistre, il est vrai, est religieux, et Hobbes ne l'était pas; mais les Stuarts l'étaient, et leurs confesseurs sortaient d'une école que M. de Maistre a rouverte. Le hobbisme chrétien est bien le fond de la doctrine des apôtres de contre-révolution; mais c'est une alliance de deux principes fort différens qu'il faut rompre, car le hobbisme n'y gagne rien qu'une bonne apparence, et le christianisme s'y compromet.

En politique comme dans le reste, la philosophie du comte de Maistre est tout agressive. Hormis sur quelques points du symbolisme théologique, ne lui demandez pas de rien affirmer, ni surtout de rien déduire. Il n'a point de méthode et il n'y prétend pas. Ce n'est pas qu'il n'y ait de l'unité dans son esprit. Toutes ses idées sont dans la même direction. Elles vont dans le même sens, mais éparses et comme à l'aventure. Il court en tirailleur sur le même ennemi, l'esprit du XVIII[e] siècle. Il fait une guerre de partisan plutôt qu'une guerre régulière, ou, pour le traiter d'une manière plus conforme à son rang et à ses goûts, il combat en chevalier errant. Il attaque, il défie, il soutient à coups d'épée que sa dame est la plus noble et la plus belle. Il le soutient en frappant plutôt qu'il ne le prouve, et pourvu qu'il ait blessé l'adversaire, il le tient pour convaincu. Dans la controverse, il ignore ou dédaigne les objections, passe à côté des difficultés, prend l'offensive avec autant de dextérité que de vigueur, s'arme de son mépris comme d'une lame acérée, pousse la raillerie jusqu'à l'insulte, et se moque de ceux qu'il n'écoute pas. Cette manière de discuter n'est pas de très bon aloi, mais elle est utile, et elle venait bien à propos pour venger des gens qui craignaient d'avoir l'esprit contre eux. Ce n'est pas ainsi que l'on résout les questions difficiles, que l'on établit de saines théories; mais qu'importe, si l'on satisfait ses amis, si on leur restitue l'entrain qu'ils ont perdu, si l'on amuse les siens en rendant ennuyeux ses ennemis? Nous avons ici à faire à un écrivain qui ne se pique nullement d'être difficile dans le choix des armes. Capable de vues élevées, quelquefois heureux en beaux traits, il semble ai-

mer autant les jeux d'esprit que les raisons; il ne s'interdit pas une pointe qui l'amuse; il va jusqu'au non-sens, si le non-sens a l'air d'une pensée. Encore une fois, il a une éblouissante conversation.

Inutile donc de le suivre sur le terrain de la philosophie proprement dite, non qu'il y fût étranger, mais il y était peu propre. Ses idées avaient un tour élevé qui dans la métaphysique le portait du bon côté. Ses lectures l'avaient initié beaucoup plus directement que M. de Bonald aux secrets de la sagesse antique. Familier avec les langues anciennes, il semble, à une époque où c'était rare, avoir quelque teinture d'Aristote, et il choisit avec bonheur des citations dans Platon; mais il lui manque pour la philosophie deux grandes choses, la dialectique et le calme. Son intelligence laissée à elle-même serait peut-être propre à tout comprendre; mais son pli est pris, et sa résolution formée : il ne comprend rien de ce qui le contrarie. On n'est point philosophe avec cela.

Citons pour exemple le seul de ses ouvrages qui puisse être regardé comme appartenant à la philosophie pure. Impatienté d'entendre sans cesse depuis l'Encyclopédie les philosophes invoquer Bacon, il imagina un jour qu'il devait y avoir là quelque funeste gloire à détruire et un prince des ténèbres à détrôner. Il se mit aussitôt à l'œuvre et composa un *Examen de la Philosophie de Bacon*, qui a paru après sa mort. C'est assurément le plus médiocre de ses écrits; mais peu importerait, un méchant livre est sans conséquence, si celui-ci n'offrait à chaque page les tristes preuves de l'incroyable légèreté avec laquelle le fougueux critique accuse ceux qu'il soupçonne et juge ceux qu'il accuse. Les intentions de Bacon, le sens de ses idées, le but de son œuvre, la sincérité de ses convictions ou de son langage, rien de tout cela ne semble accepté ni compris. La critique prend le ton de l'injure, la réfutation est un réquisitoire. La haine aveugle entraîne l'aveugle censeur aux méprises les plus plaisantes. Ainsi tout le monde sait qu'un des principaux ouvrages de Bacon a pour titre : *Novum Organum,* et peu de gens ignorent ce que ce titre veut dire. Ce que nous appelons la Logique d'Aristote est connu depuis des siècles sous ce nom d'*Organum,* c'est-à-dire d'instrument ou de clé, et ce titre s'explique de lui-même. Lorsque Bacon crut apercevoir que, guidées par la scolastique, les sciences avaient fait fausse route, et qu'il fallait, pour les rendre plus sûres et plus fécondes, les affranchir du joug de ce que lui et Descartes après lui nommaient *logica vulgaris,* il entreprit de leur donner une logique nouvelle; c'était, comme on l'a dit, celle de l'induction substituée à celle du syllogisme, et il intitula naturellement son ouvrage : *Novum Organum,* c'est-à-dire nouvel instrument, nouvelle méthode, et voilà plus de deux siècles qu'on estime la pensée juste et le titre bien choisi. Que trouve à dire à cela M. de Maistre?

« J'honore la sagesse qui propose un nouvel organe autant que celle qui proposerait une nouvelle jambe. » Voilà comment un écrivain qui appelle Voltaire bouffon comprend et juge un des plus mémorables monumens du génie de l'homme.

IV.

Les croyances religieuses de M. de Maistre sont assurément son meilleur côté, même au point de vue purement intellectuel. Ce sont elles qui donnent du sérieux à son esprit, une certaine règle à son humeur, et qui le retiennent dans le cercle d'un spiritualisme élevé. Sans elles, ce contempteur satirique de la raison humaine tomberait dans un scepticisme moqueur, et peut-être les choses de ce monde ne se montreraient-elles à lui que sous l'aspect qui frappait Voltaire. Ce serait Voltaire avec moins d'amour de l'humanité, avec moins de confiance dans les lumières de la raison. Il n'a déjà que trop de pente à considérer le fait plus que le droit, à s'exagérer la part de la force dans la direction des affaires de la société. Arrachez-lui ce que le christianisme ajoute nécessairement de hautes contemplations et de convictions désintéressées à la considération la plus malveillante et la plus prosaïque des choses d'ici-bas, rompez ce lien qui rattache la terre au ciel, et l'on ne sait vraiment à quelles extrémités d'opinions arides et décourageantes cet esprit dédaigneux et sardonique pourrait être conduit. Déjà même la sincérité de sa foi ne suffit pas pour le préserver du penchant à l'incrédulité et au dénigrement, quand il s'agit de justice, de grandeur, de liberté. Elle ne lui inspire qu'à de longs intervalles le langage communicatif de l'amour et de l'espérance, et il s'amuse trop souvent à rendre impitoyable une doctrine de charité, à diminuer la dignité humaine, comme si la grandeur divine avait besoin de notre petitesse, à prêter aux institutions mêmes et aux puissances qu'il veut sanctifier un caractère d'utilité pratique et d'efficacité oppressive plus fait pour contenter Machiavel que Fénelon. Que serait-ce donc s'il n'avait appris de l'Évangile que l'homme ne vit pas seulement de pain, que la vraie lumière éclaire tout homme venant au monde, et qu'il n'a pas reçu l'esprit de servitude pour se conduire toujours par la crainte?

Aussi n'hésité-je pas à regarder comme son meilleur ouvrage de beaucoup les *Soirées de Saint-Pétersbourg*. Il semble, en effet, y considérer les vérités religieuses un peu plus en elles-mêmes, un peu moins dans leur influence sur la société. Là elles sont plus des dogmes qui élèvent l'esprit que des moyens de police qui l'intimident. S'il ne parvient jamais à leur prêter l'accent de l'enthousiasme et de l'amour, s'il cherche plus à les rendre extraordinaires que pénétrantes et terribles qu'adorables, s'il donne à l'orthodoxie

même un air fâcheux de paradoxe, cependant il se montre ingénieux à rajeunir d'antiques croyances, à découvrir un sens caché aux traditions judaïques, qu'il s'efforce de rendre chrétiennes. Sa sévérité un peu rude n'est pas sans élévation morale, et il dévoile avec autant d'adresse que de vivacité les côtés faibles ou abjects des systèmes auxquels il s'attaque. L'ouvrage, un peu moins systématique, un peu moins visiblement politique que ses autres écrits, semble plus appartenir à la réflexion désintéressée : c'est une suite de dissertations, quelquefois même de divagations, où l'esprit paraît se jouer avec une certaine liberté, et suivre les lueurs qui naissent et brillent tout à coup dans le cours d'une lecture ou d'une conversation. La forme du dialogue d'ailleurs permet davantage de s'abandonner aux aventures de la pensée, et de hasarder des singularités ou des exagérations qui offrent une apparence fugitive de vérité. On peut se tromper en causant, pourvu que l'on pense et que l'on fasse penser, et quoique le public se rappelle surtout des *Soirées de Saint-Pétersbourg* certaines déclamations choquantes sur le bourreau et les expiations sanglantes, nous persistons à croire que c'est encore l'ouvrage de M. de Maistre le plus propre à faire admirer et même goûter son auteur. Il s'y montre plus libre et moins passionné, plus intelligent et moins absolu; il se meut dans un cercle dont le rayon est plus étendu, et, moins préoccupé des intérêts et des inimitiés du moment, il se rapproche davantage de la sphère des pures idées.

Mais il ne pouvait s'y maintenir longtemps; sa vocation ne l'y portait pas : même dans les choses de religion, la religion pour lui est encore le siècle. Il serait indigne d'élever l'ombre d'un doute sur la sincérité de sa foi; mais il faut avouer que si elle n'avait pas été sincère, il aurait pu encore écrire une grande partie de ce qu'il a écrit, tant il s'obstine à considérer le christianisme au point de vue terrestre, humain, politique, tant il aime à le présenter surtout comme la sauvegarde des souverains et la *première propriété* des nobles, *puisque la religion conserve leur privilége qui tombe toujours avec elle!* Il ne se lasse pas de la recommander aux princes, aux grands, aux puissans pour leur sûreté. Il semble s'acharner à la transformer en *instrumentum regni*. Il supplie les hommes d'état, *pour épargner les deux choses les plus précieuses de l'univers, le temps et l'argent,* de reconnaître en toute dispute religieuse l'autorité de Rome, ce qui est pour lui le fond de la religion. « Si j'étais athée et souverain, je déclarerais le pape infaillible par édit public pour l'établissement et la sûreté de la paix dans mes états; » ce qui transforme la religion en une bonne politique d'athée. Charmé de cette idée, il aime à répéter qu'il se chargerait d'amener des athées à son avis sur l'église, et il ne voit pas que de telles paroles sont l'arme la plus redoutable livrée à l'incrédulité. Il ne voit pas que c'est

rendre des points à l'opinion qui ne prétend voir dans les religions qu'un moyen de tromper les hommes. Assurément il est permis de rappeler qu'elles sont utiles à la société. Aucune nation civilisée ne s'est passée de culte public, et sous une forme sacrée comme elles, les croyances régulatrices du cœur humain ont obtenu plus d'empire et de popularité. Un homme sincère doit donc respecter la religion de son pays, lors même qu'il ne verrait pas en elle la vérité parfaite. Il peut s'abstenir de chercher à séparer les grandes vérités qu'elle renferme des illusions qui s'y mêlent, quand cette séparation est impraticable dans l'esprit des peuples, et préférer encore la vérité même altérée à l'erreur intégrale, à la négation de la vérité; mais c'est la crainte et la haine de l'athéisme qui l'inspirent alors et le justifient, et l'athée n'a pas le droit de l'imiter, s'il ne confesse le projet odieux de réaliser l'oppression par l'imposture.

Les argumens de ce genre ont ce grand inconvénient, qu'ils peuvent presque également servir pour une religion vraie et pour une religion fausse. C'est pour cela que tout fidèle n'en doit user qu'avec réserve, et que M. de Maistre, qui n'en connaît presque pas d'autres, compromet une cause digne pourtant d'être plus noblement défendue. Presque jamais la religion n'est présentée dans ses livres que comme une institution consacrée par l'histoire, salutaire dans ses effets, conservatrice des gouvernemens, en un mot contre-révolutionnaire. La vérité divine en est supposée plutôt qu'exposée, et bien rarement fait-il quelque allusion à la sublimité philosophique du dogme pour établir l'autorité de l'institution. C'est au contraire l'institution qui semble toujours recommander le dogme; c'est l'église qui sert de fondement à la foi, ou plutôt c'est le pape, car *l'église ou le pape c'est tout un*. Ce ne sont point ici des manières de parler. « Le dogme capital du catholicisme est le souverain pontife, » dit en toutes lettres M. de Maistre. « Les droits du souverain pontife et sa suprématie spirituelle, ajoute-t-il, forment l'essence même de la religion (1). » Le premier, je crois, il a exprimé en français d'une manière aussi absolue, aussi violente, ces maximes, qui sont devenues courantes aujourd'hui. Il y a cinquante ans qu'elles auraient bien surpris les vénérables restaurateurs de notre église. Je ne sais si de ce côté des Alpes un seul prêtre se fût permis au XVII[e] siècle un pareil langage; mais on a changé bien des choses pour la plus grande gloire de l'unité et de la perpétuité de la foi.

Nous arrivons ainsi au livre *Du Pape*. C'est assurément celui où l'auteur a le plus clairement montré combien les questions spirituelles étaient au fond pour lui des questions politiques, et il suffit

(1) *Lettres et Opuscules*, t. I[er], p. 444; t. II, p. 389. — *Du Pape*, t. II, p. 201 et *passim*.

de comparer cet ouvrage à l'*Essai sur l'Indifférence,* qui traite en réalité le même sujet, pour apercevoir la distance qui sépare M. de Maistre de son ancien émule. M. de Lamennais a fait un effort, malheureux il est vrai, pour établir philosophiquement le principe de l'autorité. M. de Maistre fonde sur des considérations empiriques ce qu'il y a de moins empirique au monde, l'infaillibilité. L'infaillibilité est en effet pour lui le synonyme de la souveraineté, et comme le pape est souverain, il est infaillible : tel est le fond de la doctrine. Or il faut se bien peu soucier de la rigueur et de l'exactitude pour établir, comme un point convenu et incontestable, que toutes les souverainetés étant tenues pour infaillibles, on ne demande pour le chef de l'église *aucun privilége particulier;* on demande seulement qu'il jouisse du droit commun à toutes les souverainetés. Il est trop évident que hormis peut-être en Asie, on n'a jamais pensé ni prétendu qu'aucun pouvoir souverain fût infaillible. L'orgueil des rois, la bassesse des courtisans ne sont jamais allés jusque-là. Tous les gouvernemens se sont trompés, l'histoire l'atteste, et la raison l'affirmerait à défaut de l'histoire; tous les pouvoirs humains peuvent se tromper, et tous se réforment, se rétractent, se démentent, quand la nécessité l'exige ou quand la raison les éclaire. Sans doute dans la législation, dans l'administration, dans les tribunaux, il faut bien des décisions définitives et dont on n'appelle pas. Les questions ne peuvent rester sans solution, les contestations ne peuvent être éternelles; il faut en finir. *Res judicata pro veritate habetur,* et puisque la chose jugée est prise pour la vérité, c'est qu'elle peut n'être pas la vérité, c'est que celui qui prononce n'est pas infaillible. S'il l'était, elle serait la vérité même; mais il suffit toujours ou presque toujours qu'elle soit tenue pour elle : c'est une fiction, c'est une convention utile au repos de la société. L'intérêt général la justifie dans la plupart des cas. Tout le monde consent que la cour de cassation juge définitivement; personne, pas même elle, ne la tient pour infaillible, et elle ne se fait aucun scrupule de réformer sa jurisprudence. La loi même, la loi, ce qu'il y a de plus auguste et de plus définitif dans les décisions des hommes, peut bien avoir droit à l'obéissance tant qu'elle reste loi : je ne veux pas même parler des cas extrêmes et rares où elle commanderait une telle iniquité qu'elle autoriserait la résistance; mais tandis qu'elle est en pleine vigueur, il n'est point d'état si absolu où quelqu'un n'ait le droit d'en conseiller ou d'en solliciter soit l'abrogation, soit l'amendement, et toute représentation contre la loi, fût-elle la plus humble et la plus modeste des prières, implique que le législateur n'est pas infaillible. M. de Maistre cite hardiment le parlement d'Angleterre, dont les publicistes vantent l'omnipotence, comme un pouvoir dont les actes portent le

sceau de l'infaillibilité. Il oublie que d'une année à l'autre un changement de ministère, une nouvelle élection, un mouvement d'opinion peut faire varier la volonté de cet immuable arbitre, et que le lendemain même du jour où ses décrets ont été promulgués, la presse, les pétitions, la clameur des réunions populaires peut en dénoncer l'erreur et en solliciter bruyamment la réforme. Ce sont là des faits simples et notoires qu'on est embarrassé de rappeler, parce qu'on ne sait comment qualifier la légèreté qui les omet.

Il n'y a personne en effet qui ne comprenne que, lorsqu'on réclame pour l'église et pour son chef l'infaillibilité, on réclame pour l'une ou l'autre ce qui n'appartient à personne. On leur attribue une prérogative unique, incommunicable, et qui n'est possible qu'à la condition d'un miracle toujours subsistant, d'une intervention directe et constante du Saint-Esprit. Assimiler cette autorité unique à l'infaillibilité artificielle et provisoire qui n'est que le dernier ressort légal des pouvoirs temporels, c'est confondre le ciel et la terre, ou diminuer l'église et la religion pour les faire passer plus aisément. Est-ce donc par fiction ou convention, est-ce pour terminer les querelles, pour éviter le bruit, est-ce parce qu'un mauvais jugement vaut mieux qu'un long procès, qu'on veut que l'autorité pontificale soit l'interprète divin de la vérité? M. de Maistre, en matière de religion, pense-t-il donc, comme Voltaire, que

la paix que l'on trouble et qu'on aime
Soit d'un prix aussi grand que la vérité même?

Plus grand, faudrait-il dire, car ses raisonnemens vont à conclure, non qu'une infaillibilité existe, mais qu'il y faut croire. Il semble que le titre du saint-siége soit uniquement dans la nécessité d'une décision. C'est pour la même raison que la sentence d'un tribunal de simple police est sans appel dans certaines affaires minimes. Voilà certes le successeur de saint Pierre placé bien haut! Mais l'autorité spirituelle ne statue pas sur des intérêts transitoires. Ses décisions portent sur des choses sacrées, sur des vérités éternelles. Il faut que ses jugemens soient à la lettre irréformables. Lorsqu'elle déclare par exemple que la vierge Marie a été conçue sans péché, elle ne le fait pas pour l'amour de la paix; elle entend proclamer un dogme vrai dans tous les siècles, et sa compétence, si elle existe, ne se fonde pas sur des motifs qui pourraient aussi bien servir à légitimer les ukases de l'empereur de Russie que les sentences d'un juge de paix.

Tel est pourtant le fondement de tout l'ouvrage. Qu'ensuite l'auteur montre historiquement que l'autorité du pape est loin d'avoir été constamment méconnue, qu'elle a pour elle de nombreux témoignages, qu'elle a été souvent exercée utilement, et que son interven-

tion a parfois mis obstacle aux violences du moyen âge, qu'enfin elle n'a pas toujours été dirigée par l'ambition, et que les papes ont été dans l'occasion moins passionnés que les rois : c'est ce qu'on lui accordera aisément, et ce qu'on le dispensera même de prouver, pourvu qu'il accorde que la suprématie pontificale a été souvent contestée dans les prérogatives qu'elle s'attribuait, qu'on peut invoquer contre elle d'imposantes autorités, qu'elle a souvent été contenue et réprimée avec avantage, que les princes ont eu souvent raison de la restreindre, et que si l'orgueil ou la passion les a quelquefois dirigés, ils ont souvent aussi, dans la lutte, défendu le bon droit et l'intérêt légitime de l'état et de la société. De la manière dont étaient constituées les deux puissances, leur conflit était inévitable, et il a dû servir à limiter les excès de l'une ou de l'autre. Le bien dans ce monde ne se fait le plus souvent que par la lutte, et il est peu de résistances qui n'aient leur jour d'utilité. Mais toutes ces considérations historiques, toutes ces vues de politique pratique, n'ont rien à faire avec la question de l'infaillibilité.

Si l'on ne pouvait soutenir l'autorité absolue des papes sans rencontrer le pouvoir et l'indépendance des gouvernemens, on ne pouvait soutenir l'infaillibilité des premiers sans se heurter aux droits de l'église et des conciles. Toutes les recherches de M. de Maistre ont abouti seulement à prouver qu'en toutes ces matières le pour et le contre avaient été soutenus, et que des deux côtés des Alpes personne n'avait formellement cédé. Rien d'absolu ne peut être établi par les faits; il faudrait donc des raisons spéculatives ou une révélation spéciale. Les premières ne vont pas à notre habile écrivain, et la seconde n'a pas été donnée sur ce point à l'église. Quoi qu'on soutienne aujourd'hui dans les bulles et dans les livres, quoi qu'on prononce dans l'avenir, on ne pourra faire que rétroactivement l'incertain ait été certain, le litigieux résolu, et ce qu'on établira manquera toujours de perpétuité et d'unité. En particulier, on rencontrera toujours la vieille et célèbre dissidence de cette église de France tant prônée par la chrétienté, tant louée par les papes eux-mêmes, et qui, sans avoir jamais été ni séparée ni condamnée, a maintes fois, et pendant de longues périodes, protesté contre la doctrine ultramontaine tant de la suprématie absolue que de l'infaillibilité pontificale. Il sera toujours impossible de regarder avec M. de Maistre cette doctrine comme un *dogme capital*, de dire : « C'est un point fixe;... qui balance sur ce point n'entend rien au christianisme, » et de tenir en même temps l'église gallicane pour constamment orthodoxe et catholique. Or, comme elle n'a jamais été sérieusement accusée de n'être ni l'un ni l'autre, c'est abuser des paroles pour effrayer les gens que d'incriminer si violemment les maximes qu'elle

a soutenues pendant plusieurs siècles. Je sais qu'on peut ainsi lui faire peur, et que même on y est parvenu; mais elle aurait beau changer de langage et se désavouer elle-même, en renonçant à sa gloire elle ne referait pas ses antécédens. Toutes ses variations, toutes ses rétractations, toutes ses déclamations, ne feront jamais que le passé ne soit point le passé, et que Gerson ou Bossuet aient été des hérétiques.

Là pourtant, ou peu s'en faut, devait être conduit M. de Maistre. On sait que, prenant enfin son parti, il a joint un troisième volume à son ouvrage sur le pape, et dressé l'accusation de l'église gallicane dans son rapport avec le souverain pontife. « L'opposition française a fait de grands maux au christianisme, » dit-il au début, et cette opposition, remarquez-le bien, ce n'est pas celle de Voltaire ou de Mirabeau, c'est celle de Philippe le Bel comme de Louis XIV, de Gerson comme de Bossuet. Il est divertissant de voir l'embarras de l'auteur obligé de mettre des rois dans leur tort, de s'en prendre à des prélats qui ont illustré l'église, d'inculper, sur la question la plus grave, les pouvoirs et les institutions de l'ancien régime. Il s'y résout bravement néanmoins, et ce n'est pas de faiblesse ni de complaisance qu'on peut l'accuser. Toute analyse serait ici oiseuse; rappelons seulement que l'expression la plus réfléchie et la plus modérée de l'ancienne doctrine de France, atténuée même dans les termes, si on la compare à ce que disait saint Louis, est la déclaration de l'assemblée du clergé en 1682, « cette célèbre déclaration qui est, dit le cardinal de Bausset, un des beaux titres de la gloire de l'église de France, » — « et qui est au fond, ajoute M. de Maistre, ce qu'on peut imaginer de plus méprisable et de plus dangereux. » — « C'est surtout dans la vie de Bossuet, dit encore le cardinal, qu'elle doit être inscrite comme le plus beau monument de son histoire. » — « Tant qu'un homme tel que vous (M. de Bonald), disait le laïque, regardera la déclaration de 1682... comme une chose médiocrement mauvaise, il n'y a plus d'espérance de salut. » Voilà les variations de l'unité.

Le caractère le plus saillant de ces derniers ouvrages de M. de Maistre comme de tout son système, c'est que tout y est poussé à l'extrême, qu'aucune place ne reste aux transactions, aux tempéramens, aux nuances. Ainsi chacun sait que le gallicanisme et certaines opinions sur la grâce, sur la morale, sont condamnées à la fois par les jésuites et toute l'ancienne école ultramontaine, et il faut bien reconnaître que ces diverses doctrines, bien que catholiques encore, sont à une distance un peu moindre des croyances protestantes que les doctrines romaines. Ces degrés sont inévitables, et personne ne peut empêcher que saint Augustin ne soit, touchant le libre arbitre, moins

éloigné de Calvin que de Pélage. Avant notre temps et surtout avant M. de Maistre, rien de ce qui pouvait être distingué n'était confondu, et les mots *tout ou rien* n'étaient la devise d'aucun esprit sage; mais maintenant parcourez la série des assertions suivantes : « 1° Il n'y a plus que deux systèmes possibles, le catholicisme et le déisme... Un protestant, s'il existait, serait un être risible. 2° Toutes les sectes sont filles du calvinisme; la plus dangereuse est le jansénisme, parce qu'elle se couvre d'un masque catholique... Calvin n'aurait pas mieux dit que Pascal et sa hideuse secte. 3° Un augustinien ou thomiste rigide pourra bien condamner le jansénisme, mais non le haïr;... jamais il ne le poursuivra comme ennemi. » 4° Enfin on connaît la phrase célèbre : « Si Bossuet n'a pas avant de mourir abandonné sa *Défense des quatre articles* (et l'on sait bien qu'il n'en a rien fait), il n'y a point de milieu; il faut croire que Bossuet est mort protestant. » 5° Un *ridicule gallican,* c'est d'opposer constamment le protestantisme et l'ultramontanisme comme deux systèmes également éloignés de la vérité; c'est oublier en effet qu'*il n'y a point de milieu.*

Il n'y a point de milieu! Tel est le texte favori des esprits de la trempe de M. de Maistre, et c'est, en toutes choses intéressant la société, la plus funeste conclusion à laquelle puisse mener l'union de la logique et de la passion. C'est parce qu'il tend constamment à l'excessif et à l'absolu que nous croyons toujours à propos de relever ses erreurs. C'est par là que son influence, en lui survivant, mérite encore d'être combattue, et qu'il faut prémunir contre elle quiconque veut le ralliement des opinions vraiment nationales et des convictions honorables. Il ne faut pas qu'il se forme sous son nom une école politique à la suite d'une école religieuse, car, on doit le dire avec douleur, dans l'église il a trop réussi.

V.

On a vu que notre foi était médiocre aux prophéties de M. de Maistre; en voici une pourtant qu'il écrivait en 1819, et dont nous ne pouvons contester l'accomplissement : « Le souverain pontife et le sacerdoce français s'embrasseront, et dans cet embrassement sacré ils étoufferont les maximes gallicanes. » Il est vrai qu'il ajoute : « Alors le clergé français commencera une nouvelle ère et reconstruira la France, et la France prêchera la religion à l'Europe, et jamais on n'aura rien vu d'égal à cette propagande. » Ceci reste à prouver; mais quant au premier point, c'en est fait : tout ce qui parle haut dans l'église s'exprime sur les doctrines gallicanes, sur les libertés chères à nos pères, sur la déclaration de 1682, sur Pascal et *les*

Provinciales, sur Bossuet et les quatre articles, sur le jansénisme et Port-Royal, comme M. de Maistre l'a voulu.

C'est là un fait grave et dont il est impossible qu'il ne sorte pas d'importantes conséquences. Le cardinal de Lorraine n'est pas suspect; c'était l'apôtre de la sainte ligue, et cependant, assistant au concile de Trente, voici quel était son langage : « Je ne puis nier que je suis Français nourri en l'Université de Paris, en laquelle on tient l'autorité du concile par-dessus le pape, et sont censurés comme hérétiques ceux qui tiennent le contraire;... et pour ça on fera plutôt mourir les Français que d'aller au contraire. » « L'église gallicane, dit M. de Bausset, a donné à la France ses plus grands ministres et à l'Europe ses plus grands orateurs; mais sa plus grande gloire est d'être la seule qui ait eu constamment un esprit national. » C'est cet esprit national qu'on l'exhorte à déposer. Il s'est manifesté, il s'est épanoui au XVIIe siècle, et comme pour la science, la critique et l'éloquence, le clergé n'a point eu dans notre pays de plus belle époque, c'est celle-là qu'il est juste et naturel de choisir pour le juger. Aussi, pendant près de cinquante ans, la plus grande partie de la jeunesse a-t-elle été élevée à chercher là ses maîtres et ses modèles, à considérer le siècle de Louis XIV comme l'âge d'or de la religion aussi bien que des lettres. Qu'on exagérât cette opinion, la chose est possible; mais on la fondait sur des faits éclatans, et que notre pays regarde avec raison comme une partie de sa gloire. Or, s'il fallait caractériser d'une manière générale l'esprit du clergé au XVIIe siècle, on pourrait dire qu'il tendait à ce que dans les deux derniers siècles on a appelé une religion éclairée ou un christianisme raisonnable. Ce qui le signalait, c'était, dans la politique religieuse, un certain goût d'indépendance et de nationalité, dans les lettres l'amour intelligent de l'antiquité, dans la morale une sévérité conséquente, dans la liturgie une pieuse fidélité à des usages révérés, dans le dogme un certain éloignement pour les accessoires superstitieux, pour les puérilités du moyen âge, et un soin jaloux de purifier la foi de tout élément légendaire. Que cet esprit s'unît par un rapport très explicable avec une interprétation particulière des doctrines de la chute, de la grâce et de la liberté qu'on appelle le thomisme, l'augustinianisme, et dont le jansénisme est l'expression la plus accusée; que malgré un contraste apparent, le gallicanisme, favorable à ces idées rigoureuses, eût un secret penchant vers ce que les modernes ont appelé le libéralisme, comme l'a montré par exemple l'Oratoire et comme le soupçonnait l'âme tyrannique de Richelieu, ce sont là des faits donnés par l'histoire, et qui peut-être sont le vrai motif de la réaction immodérée dont nous sommes témoins.

On peut dire, afin de se servir d'un seul mot, que cet esprit du

clergé était janséniste en puissance, ou du moins par tendance. Assurément ni Bossuet, ni une foule de gallicans, n'étaient actuellement jansénistes; mais M. de Maistre ne me démentirait pas, si je disais qu'ils étaient en voie de l'être. Bossuet se déclarait thomiste sur les matières de la grâce. Dans les affaires de la bulle, il demandait toujours qu'on ménageât M. Arnauld, *un si grand homme;* il combattait la morale relâchée des casuistes, il se défiait des jésuites. Fleury était son secrétaire et son ami. « Quoi! disait l'évêque de Meaux en parlant de Rome, Bellarmin y tient lieu de tout et y fait seul toute la tradition! Où en sommes-nous si cela est, et si le pape va condamner tout ce que condamne cet auteur? » Tout cela est bien gallican; tout cela est dans le sens du jansénisme. On ne peut nier que les livres de Port-Royal n'aient été l'école de la jeunesse française. Les sentimens presque unanimes de l'ancienne magistrature ne peuvent être méconnus, et à l'exception de Fénelon, on citerait difficilement un grand écrivain qui se soit explicitement déclaré pour les maximes ultramontaines. Encore Fénelon était-il libéral à sa manière, et a-t-il plus poussé qu'aucun autre, par l'indépendance de ses idées, à la sécularisation de la philosophie morale.

Ce caractère, que j'appelle janséniste faute d'un meilleur mot, et que j'attribue au génie du XVIIe siècle, est précisément ce qu'on tient aujourd'hui à effacer sans retour. L'église, qui vit du passé, l'église, à qui importent tant les exemples et les traditions, en est venue à reconnaître, à proclamer qu'en ses jours de splendeur elle a fait fausse route, et elle cherche à innover contre une tradition plus que séculaire. Pascal a eu tort d'écrire *les Provinciales* et de prendre si fort au tragique la misère de l'homme depuis le péché. Arnauld, Nicole et tant d'autres ont égaré les esprits par ces livres de piété, de morale et d'éducation, si longtemps étudiés avec autant de goût que de respect. Bossuet est un guide périlleux, dès qu'il s'agit du libre arbitre, des cas de conscience et de l'église. Les sermons du père Latour ne peuvent être lus qu'avec défiance, et Massillon a poussé le rigorisme jusqu'à l'hérésie. Dans l'histoire, non-seulement les Dupin et les Launoy, mais les Tillemont, les Mabillon, les Fleury, sont suspects. Un venin funeste avait été sucé avec le lait du christianisme par ces poètes admirables et ces prosateurs habiles, honneur de notre langue et de notre littérature. En un mot, le XVIIe siècle, ce temps de génie qui est certainement le zénith éclatant de l'ancienne France, s'est dangereusement trompé sur le péché originel, sur les rapports de la grâce et de la liberté, sur l'essence de la nature humaine, sur le gouvernement de la conscience, sur les conditions du salut, sur les rapports des deux puissances, sur la constitution de l'église, et par suite sur le principe même de l'autorité et

l'unique garantie de la vérité dans ce monde. S'il en est ainsi, une telle dissidence entre cette époque et la nôtre, toutes deux catholiques, ne constituerait-elle pas des variations aussi considérables que celles qu'on reproche si bruyamment aux églises protestantes? S'il en est ainsi, que faut-il penser de la sagesse du passé, de ces retours qu'on nous prêche vers les maximes et les institutions de nos pères, et quel est donc le régime religieux et civil auquel on voudrait revenir? Nous soumettons ces deux questions aux partisans avoués des idées d'unité et des idées conservatrices.

On ne contestera point apparemment la rigueur des condamnations lancées contre ce que j'ai appelé la tendance janséniste du XVII[e] siècle. Elles se lisent partout. Je ne citerai plus M. de Maistre parlant du jansénisme comme de « l'hérésie la plus subtile que le diable ait tissue. » Adressons-nous à des autorités plus fortes, parce qu'elles sont plus raisonnables. M. Gratry a l'esprit élevé, étendu, bienveillant, et voici comme il parle : « Il faut extirper entièrement les dernières fibres du jansénisme; il en faut signaler jusqu'aux moindres nuances dans notre XVII[e] siècle, dans nos plus grands auteurs, et les oratoriens doivent savoir les trouver et les effacer au besoin, même dans leur plus classique écrivain. » Bon exemple, qui nous vaudrait une édition des classiques du XVII[e] siècle expurgée à l'usage du XIX[e] ! Nous avons, dans une précédente étude, rendu hommage à un écrivain judicieux et sincère, au père Chastel; son ouvrage semble dicté par la modération même, et dans cet ouvrage si modéré on lit : « Arius et Pélage, Béranger et Wicleff, Luther et les jansénistes, furent-ils coupables dès le début comme ils le furent plus tard? Nous l'ignorons. » Ainsi l'auteur du livre *de la Perpétuité de la Foi* touchant l'eucharistie est, pour l'hérésie, mis sur la même ligne que Luther. Il existe une vie du cardinal d'Astros par le père Caussette, supérieur des pères du Sacré-Cœur. C'est un ouvrage intéressant, écrit avec mesure, et cependant, après une comparaison de Port-Royal avec les disciples de la première école de M. de Lamennais, l'auteur n'hésite pas à donner en ces termes la préférence à ceux-ci. « Les solitaires de Port-Royal, dit-il, ont tous laissé une mémoire équivoque qui fait trembler pour leur éternité; il n'en sera pas de même des solitaires de La Chenaye. » Enfin mon habile confrère, M. de Falloux, dans le manifeste conciliant et courageux qu'il a publié contre les opinions extrêmes, s'est cru lui-même obligé de dire à ses adversaires : « Vous détestez le jansénisme, et vous avez bien raison. » Or, si l'on a raison de détester le jansénisme, c'est apparemment qu'il est détestable.

Nous n'avons pas mission pour le défendre, et M. Royer-Collard n'est plus; mais a-t-on bien pensé à la portée de ce langage? Croit-

on qu'il serait indifférent, même dans l'intérêt de la religion, de dire à ses ministres : Fuyez l'exemple du XVIIe siècle; l'œuvre de Bossuet et de la majorité des évêques en 1682 est *le grand anathème qui pesait sur le sacerdoce français;* — aux théologiens et aux philosophes : Pascal et Arnauld ont prêché les doctrines d'une *secte hideuse;* — à tous les chrétiens : Il faut trembler pour le salut de Nicole et de Sacy; — aux hommes d'état : Le gallicanisme est *l'exemple le plus funeste qui ait été donné dans le monde catholique aux peuples et aux rois;* — aux écrivains et aux gens de lettres : Les opinions religieuses de Despréaux et de Racine étaient *détestables;* — à tous les gens d'esprit enfin : Mme de Sévigné dans sa dévotion suivait des maîtres *coupables,* comme Arius et Luther, et prenait parti pour *un fanatisme dangereux que trop de gens confondent encore avec le christianisme?* Le ciel me préserve de supposer qu'on ne croie pas ce qu'on dit, quand on parle ainsi; mais à côté d'une conviction nouvelle n'y a-t-il pas dans quelques réformateurs ultramontains un peu de tactique politique et beaucoup de déclamation?

L'église connaît ses devoirs et elle doit connaître ses intérêts. C'est à elle de savoir s'il lui importe de sortir sans retour de ce large milieu, de cette liberté modérée dont un grand siècle lui avait donné l'exemple, pour se jeter dans une extrémité, au risque de provoquer l'extrémité contraire. Elle seule peut décider quel avantage elle trouverait à se faire nouvelle après un tel passé, étrangère après avoir été nationale. L'état ancien du clergé français comportait des diversités d'opinions, de tendances et de conduites dont il semble qu'il n'avait pas à rougir, et l'on croyait jusqu'ici qu'il n'avait pas lieu de porter envie au clergé d'Espagne ou d'Italie. Aurait-il raison de rechercher avec les églises exotiques jusqu'à l'uniformité de costume et de bréviaire? serait-il jaloux à bon droit d'égaler les clergés de Rome ou de Madrid dans leur empire sur l'esprit du siècle et dans leur influence pour prévenir ou comprimer les explosions des idées de bouleversement, et pour mettre la barque de saint Pierre à l'abri des tempêtes?

La réponse, je le sais, serait celle-ci : L'ancienne église de France n'a pas empêché la révolution française. — Sans doute, ni l'église de Rome la révolution romaine.

VI.

Nous avons trouvé d'excellens écrivains qui, du sein de l'église, ont combattu le traditionalisme en philosophie. Nous désirerions sincèrement que l'orthodoxie opposât des adversaires non moins habiles aux tendances analogues d'une certaine politique ecclésiastique.

Il serait bon que ces innovations ou ces rénovations ne passassent point sans débat, et que tout fût discuté avant d'être adopté. Il est vrai qu'un grand courage est nécessaire pour lutter contre le courant, quand on appartient au saint ministère. On doit autant de respect que de sympathie à ce peu de lévites persévérans, isolés, qui bravent le discrédit, le dédain, l'injure, et quelquefois une sorte de persécution, pour témoigner qu'ils pensent encore comme saint Louis sur l'autorité royale, comme saint Thomas sur le libre arbitre, ou comme les cardinaux de Bausset et de La Luzerne sur l'autorité du pape. Les historiens de l'école de Fleury, les théologiens de celle d'Arnauld s'exposent aux sévérités de l'index, à la défiance de l'épiscopat, à la disgrâce et à l'abandon. Honorons la sincérité et la fermeté de leurs convictions, et regrettons que leur cause n'ait pas été jusqu'ici plaidée avec plus d'éloquence.

Ce serait pourtant une injustice que de laisser dans l'oubli un écrivain à qui le talent ne manque pas, mais qui n'appartient pas à l'église. M. Bordas Demoulin est un cartésien catholique. Il s'est fait connaître par un essai sur Descartes qui atteste de la force d'esprit, et où, dans un style remarquable, sont exposées d'une manière originale les doctrines et les destinées de la plus grande école philosophique du XVII[e] siècle. Des mélanges publiés depuis ont confirmé l'opinion qu'on avait pu se former des mérites et des défauts du système de l'auteur. Il a étudié avec soin tous les cartésiens qui ont suivi ou commenté le maître; mais il n'en sait pas beaucoup plus de l'histoire de la philosophie. Ne le consultez donc pas sur les doctrines de la Grèce, sur la scolastique, sur la philosophie allemande, anglaise, écossaise; il les connaît trop peu pour n'être pas injuste. C'est un esprit distingué, mais solitaire, et qui s'est un peu rétréci dans l'isolement. Chrétien ardent, avec quelques nuances d'hétérodoxie, plein d'une foi vive, attestée, dit-on, par les austérités de sa vie, il croit avoir découvert le point de jonction du catholicisme au cartésianisme, et il s'est persuadé que la science lui devait une vérité nouvelle; mais en même temps qu'il tient fermement à la tradition dogmatique de l'église, il se sépare hautement d'elle sur toutes les questions d'organisation, de politique et d'histoire, et convaincu que le progrès démocratique des sociétés est à la fois dans les vues de la Providence et dans l'esprit du christianisme, il se pose en ennemi déclaré du moyen âge, de l'ultramontanisme, de l'absolutisme, et en général de toute doctrine qui tend à l'alliance du dogme et de la force. C'est plus qu'un libéral, c'est un démocrate chrétien. Sans lui attribuer cette prudence d'esprit qui juge avec calme et s'arrête à temps, sans ignorer qu'il s'est trop étroitement renfermé dans ses méditations propres, et qu'il aurait eu besoin,

pour étendre ses idées, du commerce des livres et des hommes, on doit aimer à lui reconnaître une intelligence élevée, hardie, sincère, et ce courage de la conviction qui sait braver tout pour la vérité. M. Bordas Demoulin, peu connu du public, a un petit cercle d'admirateurs, ou plutôt de disciples, parmi lesquels nos lecteurs auront distingué M. Huet, dont la *Revue* a publié un travail remarquable.

Cette école est, on le pense bien, l'antipode de M. de Maistre. Elle est profondément mécontente de l'esprit qui semble dominer dans le monde religieux, et elle se croit fondée à défendre le christianisme contre l'église. Quelques écrits dignes d'attention ont manifesté son opposition, et, quoique rédigés avec négligence et singularité, ce sont d'intéressans mémoires pour servir à l'histoire des controverses du XIX[e] siècle.

Toute la philosophie, suivant M. Bordas Demoulin, est dans la question des idées, puisque l'homme ne pense que par elles. Lorsqu'on les ramène toutes aux sensations, on les annule; lorsqu'on les croit toutes humaines, on n'est, comme Aristote, Kant ou Reid, qu'à demi philosophe; lorsqu'on les croit toutes divines, avec Zénon ou Malebranche, on tombe dans le panthéisme. Le vrai, c'est qu'elles sont les unes divines, les autres humaines, ce qui est la doctrine de Descartes et ce qui devrait être la doctrine de l'église, en dépit de la scolastique. Par une erreur analogue à celle du panthéisme, l'église et la théologie ont professé depuis Constantin la théocratie. C'était l'effet d'une interprétation erronée du dogme de la chute de l'homme. Lorsque par suite d'une fausse théorie des idées on pense que l'homme est tombé d'un état de perfection surnaturelle, toute valeur de la nature humaine est anéantie, et les doctrines de tyrannie et de servitude absolues prévalent. Si l'on pense au contraire avec la vérité chrétienne que l'état de chute n'est que l'état de la nature corrompue, un amendement, un progrès, une délivrance est possible, grâce à l'intervention du Rédempteur, et l'histoire du christianisme peut être celle d'une lente émancipation de l'humanité. La doctrine contraire, dominante au moyen âge, a favorisé l'absolutisme par la théocratie et engendré une trompeuse assimilation du gouvernement de l'église aux gouvernemens temporels. Tout au contraire, ses pouvoirs sont d'une nature toute spéciale; ils n'ont rien de commun avec les pouvoirs civils. Ce sont des pouvoirs purement spirituels. C'est pour avoir méconnu ces vérités que Maistre (1) a été conduit à de monstrueuses erreurs.

(1) C'est ainsi que M. Bordas Demoulin désigne son illustre adversaire, et il a raison malgré un usage contraire. Le comte de Maistre le remarque lui-même avec beaucoup de justesse : « La particule *de* en français, dit-il, ne peut se joindre à un nom propre commençant par une consonne, à moins qu'elle ne suive un titre. Ainsi vous pouvez

L'église est divine, et la société humaine. La nature déchue ayant besoin, pour être réconciliée, de la foi, de la grâce et de Dieu, la communion des saints ou l'église n'est que la réunion de ceux qui sont ainsi régénérés, et le pouvoir de régénération, c'est-à-dire le pouvoir de donner la pénitence et Jésus-Christ, est le pouvoir éminent du sacerdoce. Tous les pouvoirs de l'église sont d'une nature plus ou moins mystique comme celui-là. Il s'ensuit que toute assimilation, toute union de sa puissance à la puissance temporelle est une hérésie; toute intrusion de la force dans le cercle de son autorité tout intérieure et toute morale est un sacrilége. Cette puissance ou cette autorité a été donnée à Pierre, et dans la personne de Pierre à l'église, d'où il résulte que Pierre n'a rien reçu que l'église n'ait reçu. Lors donc que l'on attribue à la papauté autre chose qu'une primauté nominale, ou un pouvoir exécutif, pure délégation de la société chrétienne, on introduit au sein de cette dernière la tyrannie, et avec la tyrannie mille erreurs originaires de Rome. M. Bordas Demoulin ne craint pas de qualifier ainsi les indulgences, l'invocation des saints, le culte de Marie, et surtout la doctrine de l'infaillibilité, et il conclut que toute résistance à ce pouvoir usurpé et à ses effets a été utile ou légitime. C'est dire qu'il prend sous sa défense le gallicanisme, le jansénisme, et que, bien que très opposé aux dogmes particuliers du protestantisme, il est porté à excuser et même à justifier les protestans. Ses idées d'indépendance à cet égard vont jusqu'à soutenir que la puissance spirituelle ayant été donnée à l'église, c'est-à-dire à toute la société chrétienne, les évêques, égaux des papes au spirituel, doivent être, dans les matières importantes et générales, assistés d'un conseil de prêtres, et que ceux-ci à leur tour ne peuvent se passer du concours des simples fidèles. Ainsi les conciles doivent être composés de trois états, les évêques, les prêtres, les laïques. Telle est la réforme à laquelle il aspire pour l'église, et en même temps il lui conseille de se ran-

fort bien dire : Le vicomte *de Bonald* a dit, mais non pas *de Bonald* a dit. Il faut dire : *Bonald* a dit..... Vous êtes donc obligé de dire : « Enfin M. (Maistre) a paru, etc., (citation de l'écrivain auquel il adresse cette observation). » L'exception même en faveur des noms qui commencent par une voyelle n'est pas une règle absolue. On peut très bien dire avec Boileau :

> Un bruit s'épand qu'Enghien et Condé sont passés,

ou

> Et ses arrêts par Arbouville
> Sont à plein verre exécutés;

mais les romanciers modernes, croyant très faussement prendre le ton aristocratique, ont changé tout cela, et pour les imiter il faudrait dire : De Richelieu fut un grand ministre, de Condé a gagné la bataille de Rocroy, de Voltaire est l'auteur de *Zaïre*, et de Montesquieu a écrit *l'Esprit des Lois*.

ger du côté des libertés et des lumières modernes, et de cesser de provoquer l'incrédulité et la révolte en se posant en ennemie devant les progrès de la démocratie.

Il y a, selon lui, deux christianismes, le christianisme religieux et le christianisme social. Le premier est depuis longtemps vainqueur du paganisme. Il n'en est pas de même du second. Constantin, ses successeurs, les papes, ont maintenu sous la loi nouvelle la société païenne, et c'est pour briser le joug qui pèse encore sur l'humanité que le gallicanisme, le jansénisme, le libéralisme s'épuisent en pénibles efforts. Ils triompheront, c'est l'espérance de M. Bordas Demoulin; mais la lutte est difficile, et l'école qu'il dirige la soutient avec passion. Son plan d'émancipation chrétienne, qui rappelle la constitution civile du clergé, passera facilement pour chimérique, et, quoiqu'il se fonde sur des idées comparables à celles que nous avons vu le docteur Arnold (1) proposer à l'église anglicane, il paraîtra sans doute appuyé sur des considérations très douteuses ou des appréciations fort exagérées. L'auteur, habitué à vivre avec lui-même, à se défier de tout ce qui choque ses croyances comme du mensonge ou de l'iniquité, est âpre et violent dans son langage, et il rend à M. de Maistre rudesse démocratique pour aristocratique insolence. Cependant on ne peut méconnaître dans ses excès d'expression et de pensée une franchise honorable, et qui tranche avec la timidité cauteleuse du langage à la mode; il écrit avec un talent un peu inculte, et tombe souvent dans la bizarrerie et la confusion. Il manque d'élégance et d'art, mais il a de la force, et il faut convenir que sur quelques points, comme l'infaillibilité romaine, comme l'indépendance du pouvoir politique, il presse ses adversaires de raisonnemens et de citations qui ont leur valeur, et contre M. de Maistre en particulier, il a presque toujours vigoureusement raison. Les trois premiers chapitres de son livre y laissent subsister peu de chose de l'ouvrage intitulé *Du Pape*.

Après un traité important sur *les pouvoirs constitutifs de l'église* (1855), M. Bordas Demoulin a publié en commun avec M. Huet un volume sous ce titre : *Essai sur la Réforme catholique*. C'est une suite de morceaux détachés composés dans le même esprit, et parmi lesquels les articles de M. Huet méritent, pour le fond comme pour la forme, d'être particulièrement distingués. Il nous semble cependant que ces deux écrivains s'attachent trop étroitement aux principes et aux exemples de quelques ecclésiastiques dont nous ne nierons pas les intentions droites et la foi courageuse, mais enfin qui, ayant essayé, à travers la révolution, de concilier l'Évangile et

(1) Voyez, sur le docteur Arnold, la *Revue* du 1er octobre 1856.

la démocratie, ont laissé une réputation contestée. Loin de nous la pensée de nous faire les échos des haines calomnieuses des partis; mais ces théologiens d'une école impuissante et oubliée n'ont point eu les caractères de supériorité qui permettraient de les prendre pour maîtres et d'invoquer leur autorité. Leurs écrits ne sont pas des monumens du génie, et la métaphysique aride et subtile de M. de Bonald, la hauteur dictatoriale des paradoxes de M. de Maistre, la véhémente dialectique du premier M. de Lamennais, enfin l'éloquence capricieuse mais animée, affectée mais brillante, de quelques prédicateurs de notre temps, pèseront toujours dans la balance de l'opinion plus que les argumentations modestes et les apologies obscures des adversaires démocrates du concordat. Il faut une doctrine plus nouvelle et moins compromise par de récens naufrages. Il faut des propagateurs d'idées dont l'esprit large parcoure tout le front de la société moderne pour pénétrer dans ses rangs, dont la voix douce et forte l'émeuve sans la troubler, dont la pensée sereine l'éclaire sans l'éblouir. Il faudrait un Gioberti dont le jugement dominât l'enthousiasme, et qui sût donner en même temps l'éclat et la solidité aux conseils de la raison et de la foi. Sans aucun doute on ne saurait tenir le passé en mépris : la faute même de ceux dont on voudrait arrêter les progrès est de méconnaître un passé glorieux en poussant la France à reculons dans la voie où les trois derniers siècles la faisaient marcher; mais en se réclamant des grands exemples, on ne doit pas s'attacher aux petits, et c'est d'une œuvre nouvelle qu'il faut entretenir la raison publique.

Disons-le avec un sincère regret, cette œuvre est presque tout entière à commencer, ou plutôt à recommencer. Ceux qu'elle devrait intéresser le plus, inquiets sur un dépôt sacré, entraînés par l'effroi universel, dominés par cet esprit étroit de conservation qui sacrifie à la sûreté du présent celle de l'avenir, n'ont su consacrer leur zèle, leur énergie, leur talent, qu'aux restaurations éphémères d'un semblant de moyen âge affecté et puéril, et par un mélange de vieillerie et de paradoxe, ils ont travaillé à détruire et à décrier les travaux des siècles les plus brillans de l'Europe moderne. A quoi sert pourtant d'être dans *un vaisseau battu de l'orage,* avec l'assurance qu'*il ne périra pas,* si l'on ne sait braver la haute mer, et si l'on ne songe qu'à se réfugier dans le port ruineux et ensablé d'où l'on était sorti sur la foi des astres et de l'espérance? Veut-on que l'église paraisse avoir cessé de croire en elle-même, qu'elle se sauve à la façon des pouvoirs de la terre, et comme si elle avait meilleure idée de son passé que de son avenir? Plus elle compte sur l'éternité, moins elle doit se défier du temps.

CHARLES DE RÉMUSAT.

LA

PRESSE AMÉRICAINE

DEPUIS L'INDÉPENDANCE

I.

La lutte de l'indépendance a été le plus beau temps de la presse américaine, peut-être même pourrait-on dire qu'en aucune occasion il n'a été donné à la presse périodique de jouer un rôle plus considérable et d'exercer sur les événemens une influence plus décisive. Dans une première étude sur l'histoire des journaux américains (1), nous avons essayé de montrer avec quelle vivacité la querelle entre les colonies anglaises et la métropole se débattit sur ce terrain avant de se vider sur les champs de bataille; on demeure frappé néanmoins de la disproportion entre les moyens employés et le résultat obtenu. De ces feuilles éphémères, publiées à de longs intervalles et vouées à une rapide destruction, quelques-unes à peine sont conservées aujourd'hui à la bibliothèque de la Société historique du Massachusetts et dans des collections particulières : à voir ces petits carrés de papier gris, imprimés avec des caractères de rebut, personne ne soupçonnerait en eux les instrumens tout puissans d'une révolution. Pourtant ce furent ces journaux qui instruisirent le peuple américain de ses droits, qui éveillèrent en lui le besoin de l'indépendance, et qui le jetèrent dans la lutte inégale d'où il devait sortir victorieux à force d'énergie et de persévérance.

(1) Voyez la livraison du 1er août 1853; pour *la Presse en Angleterre*, voyez les livraisons du 15 décembre 1852 et du 1er janvier 1853.

Mais ce n'est pas seulement la grandeur des événemens et l'importance des services rendus qui donnent un vif intérêt aux journaux de cette époque. Si la presse américaine eut alors une action si puissante sur les esprits, c'est qu'elle avait à sa tête tous les hommes éminens des colonies. Il ne fut possible à personne de garder la neutralité, et tous ceux que le rang, la fortune, le savoir investissaient de quelque autorité, tous ceux qui pouvaient tenir une plume durent prendre parti sous l'une ou sous l'autre bannière. Pour leur part, les journaux populaires offrirent une réunion de talens qu'on verra rarement égaler : Franklin, les deux Adams, Jefferson, Jay, Hamilton, tous ces noms appartinrent à la presse avant d'appartenir à l'histoire. Après avoir préparé la révolution par leurs écrits, ces hommes d'élite soutinrent pendant toute la durée de la guerre le courage de leurs concitoyens, et ce fut encore à eux qu'on s'adressa quand, au lendemain de la victoire, il fallut fonder un gouvernement. Ils déposèrent alors la plume pour devenir membres du congrès comme Carroll, Jay, Madison, ou ambassadeurs comme Franklin et Adams, ou ministres comme Jefferson et Hamilton, et la place qu'ils laissèrent vide dans les rangs de la presse ne fut pas remplie. Les gens instruits, bien élevés et capables de conduire les affaires, étaient peu nombreux dans les colonies : une grande partie des classes lettrées s'était prononcée contre la révolution, et la plupart des membres du barreau et du clergé avaient émigré ou étaient proscrits comme *loyalistes*. La jeune république n'eut donc pas trop, pour son gouvernement, pour ses chambres législatives, pour ses assemblées provinciales, de tous les hommes éminens qui avaient embrassé la cause populaire, et le recrutement de la presse devint de plus en plus malaisé.

Non-seulement les journaux tombèrent alors des mains des chefs de la révolution dans celles d'obscurs satellites ou de purs spéculateurs, mais les questions que les écrivains eurent à débattre perdirent en même temps de leur grandeur et de leur intérêt. Il ne s'agit plus désormais du salut de la nation, ni des libertés publiques, consacrées par la victoire; les luttes des partis tinrent le premier rang avec leur cortége de passions envieuses et de sourdes intrigues, et les rivalités de personnes se firent jour par des polémiques acharnées. En outre, les affaires intérieures des treize petits états qui composaient la confédération occupèrent dans les journaux une place de plus en plus considérable, et les querelles provinciales, toujours si fécondes en animosités et en scandales, achevèrent d'ôter à la presse américaine son autorité morale et sa dignité première. Aux argumentations savantes d'Hamilton, aux éloquentes philippiques d'Adams succédèrent des diatribes grossières, où le raisonnement

disparaissait sous des flots d'injures : le moindre dissentiment sur une question locale semblait légitimer toutes les violences, et les personnalités, la diffamation même devinrent l'ordinaire ressource des écrivains contre leurs adversaires. Plusieurs voix s'élevèrent pourtant et protestèrent au nom des lettres contre cet abus de la presse. Francis Hopkinson, qui, avant d'être un des signataires de la déclaration d'indépendance, avait défendu les droits des colonies dans des pamphlets amusans et de spirituelles brochures, essaya de ramener la presse à la décence par le ridicule. De malicieuses satires qu'il laissa tomber de son siége de magistrat, — *un Scandale dans une grande famille,* le *Projet d'une cour d'honneur, l'Art de laver son linge sale,* — vinrent à plusieurs reprises mettre fin à de déplorables polémiques et imposer silence à des journalistes diffamateurs. C'étaient là par malheur de courts temps d'arrêt, après lesquels l'esprit de parti prenait sa revanche en suscitant de nouveaux scandales.

Un écrivain plus habile et plus accrédité qu'Hopkinson, Franklin lui-même, fut impuissant à lutter contre le mal. C'était une douleur de tous les jours, pour ce patriarche de la presse américaine, de voir quels successeurs étaient entrés après lui dans la carrière, et comment s'en allait en lambeaux cette bonne réputation qu'il avait voulu faire à l'art d'imprimer. Son chagrin se traduit en plaintes amères à toutes les pages de sa correspondance : comme écrivain, il s'indignait de voir d'éhontés pamphlétaires déshonorer les lettres et compromettre par leurs excès une liberté salutaire; comme patriote, il appréhendait que le retentissement de ces querelles ignobles et le spectacle de cette licence effrénée n'eussent pour effet d'affaiblir ou même de changer en mépris la sympathie que l'Europe avait d'abord témoignée pour la cause américaine. Dans les derniers jours de 1782, il écrivait de Passy à son ami Francis Hopkinson : « Vous avez bien raison de demeurer étranger à tous ces articles de personnalités qui se multiplient d'une façon si scandaleuse dans nos journaux. Le mal en est à ce point, que je n'ose prêter ici à personne les journaux américains avant de les avoir lus et d'avoir mis de côté ceux qui feraient honte à notre pays en provoquant sur notre compte, de la part des étrangers, la réflexion qu'inspira une fois à un homme comme il faut une querelle de café. Les deux parties, après s'être libéralement prodigué les noms de drôle, de misérable, de pendard et de coquin, se tournèrent vers leur voisin comme pour le faire juge entre eux. — Je ne sais rien ni de vous ni de vos affaires, leur dit-il, je vois seulement que vous vous connaissez parfaitement l'un l'autre. » Fidèle aux principes que, pour sa part, il avait toujours pratiqués, Franklin ajoute dans la même lettre : « Le directeur d'un journal devrait, à mon avis, se considérer comme responsable jus-

qu'à un certain point de la réputation de son pays, et refuser d'insérer des articles de nature à faire tort à cette réputation. Que les gens qui veulent imprimer le mal qu'ils ont à dire d'autrui fassent des brochures et les distribuent comme bon leur semble, il est absurde d'en fatiguer tout le monde, et c'est faire tort aux abonnés que de bourrer leur journal d'une littérature si malsaine et si désagréable. »

Franklin était encore en Europe quand il s'exprimait ainsi sur le compte des journaux américains. A son retour dans sa patrie, il trouva le mal bien plus grand encore qu'il ne l'avait imaginé. Ni la position sociale, ni la renommée, ni l'éclat des services ne mettaient personne à l'abri des imputations les plus odieuses et les plus insensées. Non-seulement les journaux de Pensylvanie faisaient activement leur partie dans ce concert d'injures et de calomnies qui s'élevait de la presse américaine; mais cette chère cité de Philadelphie, où Franklin se flattait d'avoir donné de si bons exemples et d'avoir répandu tant de bonnes maximes, était un des foyers principaux de la contagion. Les journaux n'y étaient ni plus retenus ni moins ingrats qu'ailleurs. Franklin eut beau se plaindre, et prier, et prêcher: il ne gagna rien sur personne, et, tout gouverneur qu'il était, malgré son âge vénérable, malgré sa grande réputation, malgré l'estime universelle, il fut attaqué, bafoué, insulté comme le moindre des *aldermen* ou des députés. Cela ne laissa point de lui être sensible en dépit de toute sa philosophie, et à l'âge de quatre-vingt-deux ans il reprit la plume, sinon pour récriminer, au moins pour prémunir ses concitoyens contre ce qui lui paraissait être un danger sérieux. Le dernier écrit qu'ait tracé cette main si ferme encore, mais que la mort allait bientôt glacer, est une critique ingénieuse des écarts de la presse; il a pour titre : *Notice sur le Tribunal suprême de Pensylvanie, autrement dit le Tribunal de la Presse.* C'est une satire allégorique, genre que Franklin a toujours affectionné. Quelques mois avant cette brochure, Franklin avait publié ce qu'on peut appeler son dernier article. Il s'était adressé, sous un nom supposé, au journal que lui-même avait fondé, à la *Gazette de Pensylvanie*, dirigée alors par les fils de son ancien associé David Hall, et avait demandé qu'on voulût bien y insérer une lettre qu'il prétendait avoir reçue d'un de ses amis de New-York. Il avait entendu dire, assurait-il, à l'éloge de la *Gazette de Pensylvanie*, que, depuis cinquante ans qu'elle existait, elle n'avait pas publié un seul article diffamatoire; elle ne devait donc pas hésiter à publier une lettre qui montrait quelle mauvaise réputation les excès de la presse pensylvanienne faisaient à la province, et qui servirait peut-être d'avertissement à tous les écrivains des États-Unis. En effet, un journal d'Europe, accusé de calomnier souvent les Américains, avait pu alléguer, pour

sa justification, qu'il n'avait rien imprimé de fâcheux sur leur compte qu'il ne l'eût emprunté tout au long aux journaux des États-Unis. Après cette introduction, destinée à piquer l'amour-propre national, venait la lettre du prétendu citoyen de New-York, caustique représaille des erreurs, des contradictions et des violences des journaux de Philadelphie.

Est-il besoin de dire que les épigrammes de Franklin ne corrigèrent point les journaux? La fermentation était grande chez un peuple nouvellement appelé à l'indépendance et encore échauffé de la lutte; les violences de la presse n'étaient que l'écho fidèle des passions populaires, et celles-ci parlaient trop haut pour que la voix de la raison pût se faire entendre. Du reste, malgré des excès qui contristaient tous les esprits élevés et tous les bons citoyens, on n'aurait pu sans injustice envelopper toute la presse américaine dans un même arrêt de condamnation : quelques-uns de ses organes ne laissaient pas de rendre des services, et jusqu'en ce déclin rapide elle allait retrouver quelques jours d'éclat. Elle les dut à Alexandre Hamilton, qui, dans le tumulte des camps et accablé des occupations les plus diverses, trouvait le temps d'écrire pour éclairer ses concitoyens. La guerre avait révélé tous les inconvéniens du gouvernement improvisé qui régissait les États-Unis. L'absence de toute direction, le défaut d'unité dans le commandement, les conflits entre le congrès et les assemblées d'états, de continuels tiraillemens entre des autorités issues d'origines différentes, avaient en maintes occasions compromis la cause américaine. Hamilton fut un des premiers à se préoccuper du mal et à chercher le remède. Autour de lui, tous les esprits flottaient entre mille combinaisons chimériques; le plus grand nombre songeaient à affaiblir encore la débile autorité du congrès; les autres au contraire étaient prêts à faire bon marché de la souveraineté provinciale; quelques-uns même pensaient à une monarchie. L'œil pénétrant d'Hamilton vit le salut de l'Amérique dans un meilleur partage d'attributions, qui laisserait l'administration aux assemblées locales et remettrait entièrement au congrès le règlement des intérêts généraux, — qui, en respectant l'indépendance mutuelle des anciennes colonies, substituerait une fédération durable à une alliance précaire. Il fonda un journal pour exposer ses idées, et il l'intitula le *Continentaliste* pour rendre hommage à sa thèse favorite de l'unité de la nation américaine. Plusieurs numéros de ce journal, ou plutôt de cette publication périodique, sont aujourd'hui introuvables; ceux que l'on a conservés suffisent à faire connaître les vues de l'auteur : Hamilton y mettait à nu tous les défauts du gouvernement alors subsistant, et il y posait les bases de la constitution qui régit aujourd'hui les États-Unis.

Au *Continentaliste* succédèrent les *Lettres de Phocion,* publiées dans un journal de New-York à propos d'une loi présentée au congrès, et qui prononçait la peine de l'exil et de la confiscation contre tous les Américains demeurés fidèles à la métropole. Hamilton s'indigna qu'on voulût déshonorer la victoire populaire par d'inutiles proscriptions, et il combattit avec toute l'éloquence du cœur cette mesure de vengeance. Qui croirait aujourd'hui que cette intervention généreuse en faveur d'adversaires vaincus faillit lui coûter la vie? Telle était encore l'irritation laissée dans les esprits par la guerre, qu'une association de jeunes gens se forma à New-York pour provoquer successivement Hamilton jusqu'à ce qu'il eût succombé. Par bonheur cette abominable conspiration vint à la connaissance d'un autre écrivain, de John Ledyard, adversaire d'Hamilton dans la polémique provoquée par la loi, mais adversaire loyal, et qui fit honte à ces jeunes gens de leur indigne projet. Bientôt après se réunit la convention chargée de donner une constitution aux États-Unis : les travaux de cette assemblée firent naître un journal qui est demeuré un livre immortel; nous voulons parler du *Fédéraliste,* auquel concoururent Jay et Madison, mais dont la plus grande partie fut l'œuvre d'Hamilton. Cette publication eut à la fois pour objet de commenter et de défendre la constitution, d'en faire connaître l'esprit, d'en expliquer le mécanisme à la foule, et de réfuter les attaques contradictoires auxquelles le nouveau pacte fut en butte dès le premier jour. Mettre à la portée du vulgaire les plus hautes considérations de la politique n'est pas une tâche facile : Hamilton s'en acquitta avec un rare bonheur, et *le Fédéraliste,* chef-d'œuvre d'analyse, de clarté et de sagacité, vivra autant que la constitution dont il est le commentaire lumineux et dont il détermina l'adoption.

Ce fut là le dernier effort d'Hamilton, que la confiance de Washington, devenu président, appela aux plus importantes fonctions, et qui dut déposer la plume. Après l'auteur du *Fédéraliste,* on ne trouve plus que deux écrivains qui méritent une mention, Fisher Ames et J. Quincy Adams. Celui-ci collabora à un journal de Boston sous les pseudonymes de Publicola et de Marcellus : sous cette dernière signature, il défendit la politique de neutralité que Washington eut la sagesse d'adopter et le courage de suivre, même aux dépens de sa popularité. Quant à Fisher Ames, né dans le Massachusetts en 1758, il débuta au barreau et dans la presse à l'âge de vingt-trois ans, et se fit tout aussitôt remarquer par ses talens. En 1788, il fit partie de la convention chargée de ratifier la constitution fédérale, et Boston le choisit pour son représentant au premier congrès. Par ses connaissances étendues, par son éloquence, par l'intégrité de son caractère, Fisher Ames s'acquit une haute considération et devint en peu

de temps l'âme du parti fédéraliste et son chef dans la chambre des représentans; il semblait appelé à jouer un rôle important, mais il fut trahi par une santé toujours défaillante. Il donna sa démission de député lorsque Washington quitta le pouvoir, et déclina la présidence de l'université d'Harvard comme une tâche trop lourde pour ses forces épuisées. Il continua pourtant de consacrer à la presse les intervalles de repos que lui laissa la maladie jusqu'à sa mort, arrivée en 1808. J. Quincy Adams et surtout Fisher Ames furent les écrivains du parti fédéraliste, les défenseurs de la tradition puritaine, les adversaires de ce qu'on appelle aux États-Unis, non sans quelque raison, les idées françaises (*french opinions*).

Quand les hommes éminens, qui faisaient encore de rares apparitions dans la presse, eurent tout à fait renoncé à écrire, le ton des journaux américains descendit au-dessous de tout ce qu'il est possible d'imaginer. Les plus forcenées et les plus ignobles de nos feuilles révolutionnaires en donneraient à peine une idée; mais les excès qui furent en France l'œuvre de quelques bandits et le produit passager de quelques mois de fièvre furent en Amérique le langage habituel de la presse et formèrent le fonds de sa polémique. On a peine à comprendre comment un peuple civilisé a pu, au milieu d'une tranquillité profonde et d'une prospérité croissante, supporter pendant de longues années, sans un invincible dégoût, un système régulier de diffamation et d'insultes contre tous ses fonctionnaires, tous ses magistrats et tous ses hommes publics. Aucun journal ne résista à la contagion, pas même la *Gazette nationale*, fondée en Virginie par Jefferson et Madison, et qui passa toutes les bornes dans ses attaques contre Washington et contre les chefs du parti fédéraliste. Néanmoins la palme de l'injure et de la calomnie appartint à un journal de Philadelphie, l'*Aurora*, rédigé, on a regret à le dire, par le petit-fils et le filleul de Franklin, Benjamin Franklin Bache, dernier et indigne héritier d'un nom glorieux. L'*Aurora*, publiée sous le patronage de Jefferson, et organe de toutes ses rancunes et de toutes ses passions, prit pour objet de ses attaques incessantes Washington, Jay, Adams, Hamilton, tous les hommes qui faisaient la force et l'honneur de la démocratie américaine. Disons tout de suite que l'*Aurora* eut le sort qu'elle méritait : elle n'enrichit aucun de ceux qui la rédigèrent. Elle passa des mains de Franklin Bache en celles de Duane sans devenir plus modérée ni plus prospère, et en 1811, en attaquant avec acharnement Madison et Gallatin, que l'unanimité de la nation allait élever aux fonctions de président et de vice-président, elle se mit en opposition si directe avec l'opinion publique, qu'elle fut l'objet d'un abandon universel. Jefferson essaya de lui venir en aide; mais ce fut en vain qu'il fit appel à ses amis person-

nels, il ne put obtenir d'eux aucun sacrifice en faveur de l'*Aurora*.

Les journaux de la Nouvelle-Angleterre n'apportaient pas dans leur polémique plus de retenue et de décence que ceux de la Virginie ou de la Pensylvanie. Un document officiel en fait foi. Elbridge Gerry, un des signataires de la déclaration d'indépendance et l'un des chefs du parti démocratique, avait été élu gouverneur de l'état de Massachusetts. Quoique son parti eût adopté comme un des points de son programme la liberté illimitée de la presse, Gerry voulut savoir à quoi s'en tenir sur les plaintes que beaucoup de bons esprits faisaient entendre au sujet de la licence des journaux, et il demanda un rapport au procureur-général et à l'avocat-général du Massachusetts. Ce rapport lui fut présenté dans les premiers jours de février 1812; il embrassait les journaux publiés à Boston depuis le 1er juin 1811. Il faut se rappeler qu'à cette époque les feuilles quotidiennes étaient l'exception : quelques-unes paraissaient trois fois, et le plus grand nombre une fois seulement par semaine. Les deux magistrats commençaient par faire observer qu'ils n'avaient pu se procurer de collections complètes des journaux soumis à leur examen; ils ajoutaient qu'ils n'avaient pas tenu compte des articles calomnieux dirigés contre des gouvernemens autres que celui des États-Unis ou contre des étrangers de distinction, ni des imputations diffamatoires échangées de journaliste à journaliste. Malgré toutes ces défalcations, il résultait du rapport que dans cette courte période il avait paru dans les journaux de Boston 221 articles susceptibles de donner lieu à des procès en diffamation : à savoir, dans *la Verge* (*the Scourge*) 53, dans *la Sentinelle* 51, dans la *Gazette de Boston* 38, dans *le Répertoire* 34, dans *le Palladium* 18, dans *le Patriote* 9, dans *la Chronique* 8, dans *le Messager* 1, dans *le Yankee* 9. Le rapport donnait la date de tous les articles qu'il divisait en deux classes : les articles dont les auteurs auraient pu, en cas de poursuites, demander à faire la preuve, et ceux à propos desquels la preuve des faits n'était pas admissible. Cette statistique paraîtra sans doute une marque décisive de l'état d'abaissement dans lequel était tombée la presse américaine.

Toute législation eût été impuissante à arrêter un mal qui avait fait de tels progrès; l'opinion publique d'ailleurs ne permettait pas qu'on essayât d'un semblable remède. Le président Adams, en butte aux attaques les plus odieuses pour être demeuré fidèle à la politique de Washington, avait bien obtenu du congrès une loi qui mettait au rang des délits les imputations calomnieuses contre les fonctionnaires publics, et qui autorisait le gouvernement à instituer des poursuites; mais le seul effet de cette loi avait été d'attirer sur ceux qui l'avaient présentée l'animadversion de toute la presse et de détermi-

ner la défaite du parti fédéraliste. Jefferson avait été élu président, et, en prenant le pouvoir, son premier acte avait été de faire abandonner les poursuites ordonnées par son prédécesseur. Ainsi la loi, sans être rapportée, avait été déchirée des mains mêmes de ceux qui auraient pu seuls l'invoquer. On ne pouvait songer à recommencer une pareille expérience, et depuis cinquante ans en effet il n'y a pas eu d'exemple de procès de presse intenté soit par les autorités fédérales, soit par les autorités d'aucun état. Les circonstances spéciales dans lesquelles l'Union américaine se trouve placée ont rendu la liberté illimitée et même les abus de la presse sans danger pour elle; mais si rien jusqu'ici n'est venu justifier les craintes exprimées au commencement de ce siècle par quelques-uns des hommes d'état américains les plus éclairés et les plus libéraux, on reconnaîtra du moins que les inquiétudes de ceux-ci étaient légitimes en présence des faits que nous venons de rapporter.

C'est à peine si dans cet abaissement général de la presse américaine on trouve une couple de noms en faveur desquels il soit possible de faire une exception. Nous citerons pourtant Théodore Dwight, qu'on pourrait considérer comme une sorte de trait-d'union entre les écrivains d'autrefois et la presse contemporaine, car, né en 1765, il débuta dans la carrière sous les auspices d'Hamilton, de Fisher Ames, d'Oliver Walcott et des autres chefs du fédéralisme, et il n'est mort qu'en 1846, à l'âge de quatre-vingt-un ans, après avoir appartenu à la presse pendant près d'un demi-siècle. Dwight, homme instruit, de convictions sincères et d'un caractère irréprochable, dirigea pendant plusieurs années à Hartford *le Miroir* (*Mirror*), le journal whig le plus influent du Connecticut. Sur les instances de ses amis politiques, il transporta sa résidence à New-York, où fonda en 1817 le *Daily Advertiser,* qui existe encore sous le nom de *New-York Express*. Sous la même bannière que Dwight combattait William Wirt, avocat distingué du barreau de Richmond en Virginie. Wirt commença en août 1803, dans l'*Argus* de Richmond, une série de lettres ou d'articles évidemment imités du *Spectateur,* et qu'il signait *l'Espion anglais* (*british Spy*). C'était un tableau assez piquant des mœurs et des usages de la Virginie, avec des portraits des hommes les plus influens de cet état, alors le premier de la confédération. Ces lettres eurent un immense succès, elles furent reproduites par un grand nombre de journaux des états du nord, et elles furent réunies en un volume. Pareille vogue accueillit les trente-trois lettres d'*un Vieux Célibataire* (*Old Bachelor*), que le même écrivain adressa, de novembre 1810 à la fin de 1811, à l'*Enquirer* de Richmond, et qui, réunies en deux volumes, n'eurent pas moins de trois éditions. Wirt s'essaya aussi dans la politique. En 1808, il défendit

dans l'*Enquirer* et réussit à faire adopter par la Virginie la candidature de Madison à la présidence. Il eut en cette occasion une polémique acharnée à soutenir contre le parti démocratique, qui se croyait maître du terrain en Virginie, et dont la fraction la plus ardente, avec John Randolph à sa tête, ne craignait pas de demander hautement la dissolution de la confédération. Après avoir puissamment contribué à la nomination de Madison, Wirt continua à défendre sa politique dans la presse, et ne déposa la plume que lorsqu'il fut appelé à un poste dans la magistrature.

Wirt et Dwight lui-même étaient des hommes médiocres qui n'arrivèrent à la réputation que grâce à l'infériorité intellectuelle et morale de tous ceux qui écrivaient autour d'eux. La presse américaine était vouée à une incurable stérilité faute de pouvoir se recruter dans un pays où l'instruction primaire est universelle, mais où une éducation supérieure est encore une exception. Le développement des publications religieuses, qui forment la principale lecture du peuple américain, la controverse et la littérature biblique absorbaient l'activité du clergé, obligé de vivre de l'autel et tenu sans cesse sur la brèche par la multiplicité des sectes rivales. Quant aux gens de loi, tous ceux qui avaient quelque valeur faisaient une fortune rapide au barreau et dans la politique à raison de leurs connaissances et de leurs aptitudes spéciales, et ceux qui ne réussissaient point à percer dans les états anciens étaient sûrs d'arriver au premier rang par le seul fait de leur émigration à l'ouest; il leur suffisait de se transporter dans les états nouveaux, au milieu des pionniers, pour posséder aussitôt l'influence politique, qu'ils n'avaient pu acquérir dans leur état natal. Ce n'était donc pas au sein du barreau que la presse pouvait se recruter : au milieu de cette population laborieuse et affairée, il n'existait point encore, et on aurait peine à trouver aujourd'hui même, une classe lettrée et oisive vouée aux plaisirs et aux travaux de l'intelligence, et capable de produire des écrivains. Ajoutons que, par une autre conséquence du même fait, il n'y avait pas non plus aux États-Unis de lecteurs exigeans dont la sévérité fît du mérite littéraire une condition de succès pour les journaux. Pourvu que le public ne se plaignît pas, et Dieu sait s'il était aisé à contenter! qu'importait tout le reste? Lorsque des besoins d'un ordre plus élevé commencèrent à se manifester dans les grandes villes du littoral de l'Atlantique, ils reçurent satisfaction par la création des *revues* et *magazines,* dont la naissance fut une nouvelle cause de faiblesse pour les journaux. Les recueils périodiques enlevèrent en effet à la presse quotidienne le petit nombre d'écrivains de mérite qu'elle comptait dans son sein, et appelèrent à eux tous les jeunes talens. Si donc quelques hommes de valeur

ont débuté dans la presse américaine, ils n'ont jamais fait que la traverser sans s'y fixer. C'est ainsi qu'Henry Wheaton, après avoir fait de 1812 à 1815 la fortune du *National Advocate* de New-York et avoir conquis à ce journal une grande influence pendant la guerre contre l'Angleterre, l'abandonna au bout de trois ans pour entrer dans la diplomatie, et n'écrivit plus que dans les *revues*. Vers la même époque, James Hall, qui, après avoir été soldat, est devenu un jurisconsulte éminent, fondait un journal à Shawneetown, dans l'Illinois; mais au bout de quelques années il déposait la plume pour entrer dans la politique, et il renonçait pour toujours à la presse.

La presse n'était donc point une carrière; elle n'aurait pu en devenir une que s'il était né aux États-Unis comme en Angleterre de grands journaux s'adressant à de nombreux lecteurs, disposant de capitaux considérables et capables par conséquent de rallier autour d'eux et de retenir les hommes de lettres. C'est ainsi que le *Times*, le *Chronicle*, le *Post*, ont été autant de foyers littéraires autour desquels se sont toujours groupés des hommes d'une incontestable valeur. Il n'en pouvait être de même en Amérique à cause de la division du pays en un grand nombre de petits états. Quelle que soit l'importance des questions de politique générale, celles-ci pâlissent toujours devant les questions d'intérêt local, qui s'adressent aux besoins ou aux passions de tous les jours. Les dissensions intérieures de l'état, les rivalités personnelles, les débats de l'assemblée, les élections locales, voilà quelles étaient partout les premières et constantes préoccupations du citoyen américain. Les lecteurs recherchaient donc de préférence les journaux de leur état, et quelquefois même seulement les journaux de leur comté. Il en résultait que les journaux, même les mieux conduits, parqués dans un cercle excessivement restreint, ne pouvaient étendre leur clientèle ni acquérir, par l'accroissement de leur publicité, les moyens de se développer et de se créer une influence sérieuse. Rien n'était plus aisé que de fonder un journal; point de nécessité de se faire autoriser, point de timbre, point de droit sur le papier, point d'impôt d'aucune sorte : il suffisait d'avoir à sa disposition, par argent ou par crédit, du papier et une imprimerie. Rien aussi n'était plus difficile que de donner au journal ainsi fondé un peu de notoriété et d'influence et une existence durable, parce qu'à chaque pas, dans la ville la plus proche et quelquefois dans le village voisin, il rencontrait des concurrens nés dans les mêmes conditions. Créé par la fantaisie et l'intérêt d'un individu, le journal demeurait nécessairement une œuvre toute personnelle; sa carrière reproduisait toutes les vicissitudes de la fortune du fondateur. Que celui-ci vînt à s'enrichir ou à se fatiguer d'écrire, qu'il acceptât une place ou qu'il

tombât malade, ou seulement qu'il fût pris de l'envie de voyager, c'en était fait du journal le plus prospère. Nous en avons déjà donné des exemples; on en pourrait citer des centaines. Il n'est point de ville aux États-Unis qui n'ait vu ainsi naître et mourir un nombre considérable de journaux, aussitôt remplacés par des successeurs également éphémères. Disséminés sur toute la surface du pays et atteignant même les points les plus reculés, croissant continuellement en nombre et en popularité, mêlés à tous les intérêts et à toutes les passions, affranchis de toute entrave, les journaux exercent en Amérique une influence sans rivale, mais cette influence appartient à la presse prise en masse; aucune feuille ne sort de la foule et ne peut revendiquer une place à part.

N'oublions pas d'ailleurs, pour être équitables, que la presse est placée aux États-Unis dans des conditions toutes spéciales, qui favorisent son développement rapide, mais qui lui rendent peu accessible la supériorité littéraire. En Europe, le journal, qui répond surtout à un besoin intellectuel, a devancé les annonces; en Amérique, ce sont les annonces qui enfantent les journaux, et ceux-ci se ressentent nécessairement de leur origine toute mercantile. Si dans le vieux monde, au sein de nos villes populeuses, l'affiche est encore le moyen de publicité le plus général et le plus sûr, il n'en saurait être ainsi dans un pays tout neuf : aux États-Unis, l'affiche, quand elle n'est pas matériellement impossible, est improductive, parce que la population est clair-semée et disséminée sur de vastes étendues de terrain : il faut que l'annonce aille trouver le client jusque dans la solitude de la forêt; elle est donc conduite nécessairement à emprunter la voie du journal, et où le journal n'existe pas, elle le fait naître. Le journal d'ailleurs est toujours le bienvenu au milieu des défrichemens; il est une mine de renseignemens indispensables, il donne les jours de marché dans tout le district, il fait connaître le prix des denrées, il enseigne où l'on pourra trouver au plus près ce dont on a besoin; en politique, il enregistre les décisions législatives et rappelle l'époque des élections, il indique les candidats en spécifiant leurs opinions et leurs titres : il sert à la fois d'almanach, d'annuaire et d'agenda, et souvent il est toute la bibliothèque du *squatter*. En France, le gouvernement ne se borne pas à nous gouverner; c'est lui qui nous instruit de ce que nous avons à faire, qui nous renseigne sur ce que nous devons savoir, qui nous convoque quand nous devons nous réunir : peu s'en faut qu'on ne le charge du soin de nous loger et de nous nourrir. Un journal est donc pour nous un objet de luxe : en Amérique, où il est souvent le seul lien qui rattache au monde le colon isolé, le journal est un objet de première nécessité. Quand les chênes séculaires sont tombés sous la cognée, quand le

feu a déblayé la plaine et que des cabanes s'élèvent où le buffle et le daim avaient jusque-là régné sans partage, les pionniers réunissent leurs efforts pour bâtir la maison de Dieu. Quand, à côté du temple achevé, s'élève la maison d'école, le village est né, mais son existence est encore incomplète. Bientôt un homme arrive avec quelques livres de caractères dans une couple de caisses; cet homme s'intitule imprimeur, et le lendemain de sa venue il sera journaliste. Ce qu'il aura écrit le matin, il le composera le soir, souvent seul, quelquefois aidé d'un apprenti, de deux tout au plus; il fera lui-même le tirage, car il lui serait presque impossible de trouver un manœuvre pour l'assister, et le lendemain matin deux ou trois enfans iront vendre pour un sou une petite feuille de papier, imprimée d'un seul côté, dont la moitié, peut-être les trois quarts, seront occupés par les annonces les plus diverses. *L'Aigle, le Courrier* ou *l'Indépendant* de *** est né; le village est devenu ville. Après le temple, l'école; après l'école, le journal, tel est l'ordre invariable dans lequel les trois grands besoins de toute commune américaine reçoivent satisfaction. Quand le village s'est accru et qu'un peu de loisir fait éclore parmi les pionniers les discussions politiques, le journal prend couleur, et le parti contre lequel il se prononce fait des offres à quelque ouvrier imprimeur de la ville la plus proche. Un second journal est créé, qui engage aussitôt avec son aîné une polémique acharnée. Un troisième naîtra bientôt, qui se dira indépendant et qui recueillera les souscriptions et les annonces des neutres et des indécis. Puis, à mesure que la population croîtra et que les annonces se multiplieront, chacun des trois journaux, au lieu de se publier tous les huit jours, paraîtra deux fois, puis trois fois par semaine; quelques années encore, et tous les trois seront quotidiens. Voilà ce qui s'est passé depuis le commencement de ce siècle dans les états qui s'intitulent anciens parce qu'ils ont au moins cinquante ans d'existence; voilà ce qui se passe encore journellement dans les états nouveaux. Veut-on avoir une idée de cette rapide multiplication des journaux : les chiffres suivans paraîtront suffisamment éloquens. En 1775, il y avait aux États-Unis 37 journaux, dont 36 étaient hebdomadaires : un seul, l'*Advertiser* de Philadelphie, paraissait trois fois par semaine, parce qu'il se publiait dans la ville où siégeait le congrès; vingt-cinq ans plus tard, en 1800, on comptait déjà 200 journaux, dont dix-sept quotidiens; en 1810, 358; en 1828, 812; en 1839, 1555; en 1850, 2,800, et aujourd'hui le nombre des feuilles américaines approcherait de 4,000, si la période de calme que les États-Unis viennent de traverser n'avait coûté la vie à quelques centaines de journaux, créés à l'occasion des grands débats sur la question de l'esclavage. Il importe de faire remarquer que cette mul-

tiplication inouie des journaux n'est pas due uniquement au développement de la population et à sa dissémination sur un plus vaste territoire; le nombre des journaux continue de s'accroître dans les états anciens, et d'autant plus rapidement même que ces états étaient déjà mieux pourvus. Ainsi l'état de New-York, qui avait 245 journaux en 1842, en avait 460 en 1850. Pareil fait s'est produit dans la Pensylvanie, l'Ohio et le Massachusetts.

Le tableau suivant, résumé des statistiques publiées par ordre du congrès à la suite du recensement de 1850, permettra d'embrasser d'un coup d'œil le développement qu'avait atteint dès-lors la presse américaine :

			Exemplaires par numéro.		Feuilles par an.
Journaux quotidiens	350	à	750,000	ou	235,000,000
— paraissant trois fois par semaine.	150		75,000		11,700,000
— paraissant deux fois par semaine.	125		80,000		8,320,000
— hebdomadaires	2,000		2,875,000		149,500,000
— semi-mensuels	50		300,000		7,200,000
— mensuels	100		900,000		10,800,000
— trimestriels	25		20,000		80,000
Totaux	2,800	à	5,000,000	ou	422,600,000

Ce sont là de merveilleux progrès; ajoutons que la presse américaine n'a point grandi sans s'améliorer. Nous avons été sévère pour elle, et il nous eût été facile d'accumuler les témoignages américains pour motiver une condamnation plus rigoureuse encore; mais on ne saurait, sans manquer à l'équité, ne pas reconnaître qu'elle compte aujourd'hui dans son sein quelques heureuses exceptions, et même qu'à la prendre en masse, elle n'est plus ce qu'elle était il y a trente ans. L'homme à qui revient l'honneur d'être entré le premier dans la voie du progrès existe encore, il tient encore la plume, et c'est justice de payer à sa verte et laborieuse vieillesse le tribut d'hommage auquel elle a droit. M. Robert Walsh est né à Baltimore vers 1782. Fils d'un négociant aisé, il reçut une éducation libérale, et, ses études terminées, il vint en Europe pour compléter son instruction. Pendant plusieurs années, il parcourut la Grande-Bretagne, la France et une partie du continent; il se familiarisa avec la civilisation et les mœurs du vieux monde, et il vit partout le spectacle d'une presse lettrée et polie, pour qui l'observation des convenances et la courtoisie étaient des conditions d'existence. Ce spectacle ne fut pas perdu pour une intelligence d'élite et pour un esprit observateur. Revenu en Amérique en 1808, à l'âge de vingt-six ans, M. Walsh établit sa résidence à Philadelphie et se fit recevoir au barreau. Toutefois la presse était sa carrière naturelle, et il ne tarda point à y entrer. Immédiatement après son retour, il avait pu-

blié, sur le caractère et les tendances du gouvernement de Napoléon I[er], une brochure qui fit sensation aux Etats-Unis, et qui eut un grand retentissement en Angleterre. Ce succès lui ouvrit l'entrée du *Portfolio,* recueil mensuel alors fort en vogue. Deux ans plus tard, en 1811, il publia le premier numéro de la *Revue américaine,* recueil trimestriel sur le modèle de la *Revue d'Édimbourg;* mais il n'y avait point encore aux États-Unis assez d'esprits lettrés, assez de lecteurs d'élite pour faire subsister une publication de ce genre, et la première *revue* américaine put à peine achever sa seconde année. Sans se laisser décourager, M. Walsh fonda en 1817 un recueil mensuel consacré à la politique, à l'histoire et à la statistique, qu'il intitula l'*American Register,* et qu'il rédigea presque seul. Enfin en 1821 il s'associa avec M. William Fry pour fonder à Philadelphie, sous le nom de *Gazette nationale,* un petit journal du soir qui paraissait d'abord trois fois par semaine, mais qui devint bientôt quotidien. M. Walsh en fut le rédacteur en chef. Il y donna aussitôt l'exemple d'un langage élégant et poli, d'une polémique courtoise, qui savait allier la liberté de discussion avec le respect de toutes les convenances. En outre, s'inspirant de ce qu'il avait vu en Europe, M. Walsh ne laissa point envahir exclusivement son journal par la politique, les nouvelles locales et les annonces; il fit une place, et une place considérable, à la littérature, aux sciences et aux beaux-arts. Il rendit compte des représentations théâtrales, il apprécia les livres publiés en Angleterre et aux États-Unis dans des articles qui attestaient beaucoup de savoir et de conscience, et un sens très droit et très ferme. C'étaient là autant d'innovations, et elles obtinrent le succès qu'elles méritaient. Le public fut charmé de trouver dans un journal une lecture instructive et variée; il fallut agrandir le format de la *Gazette nationale,* qui compta bientôt plus d'abonnés qu'aucun journal de Pensylvanie, et qui commença même à se répandre dans les états voisins. C'est le premier et presque le seul exemple d'un journal américain qui ait trouvé des lecteurs en dehors de l'état dans lequel il se publiait. Pendant quinze ans, M. Walsh dirigea la *Gazette nationale,* et le succès de ce journal ne se démentit point. En 1837, obligé de se rendre en Europe pour rétablir sa santé altérée, M. Walsh vendit sa part de propriété; il est venu se fixer en France, et après avoir été longtemps le correspondant parisien du *National Intelligencer* de Washington, il est aujourd'hui le correspondant très lu et très goûté du *Journal du Commerce* de New-York.

Le succès de la *Gazette nationale* fut contagieux: il apprit au public qu'un journal pouvait être une œuvre honnête, sérieuse et utile; il apprit aux écrivains que, pour arriver à la popularité, s'adresser à l'intelligence valait mieux que flatter les passions; il rendit le pu-

blic plus exigeant et les écrivains plus sévères pour eux-mêmes. Il fut donc véritablement le point de départ d'une réforme de la presse, et l'opinion publique ne s'y est pas trompée : elle associe invariablement le nom de M. Walsh avec l'amélioration qui s'est produite dans le ton et les habitudes de la presse depuis trente ans. C'est à New-York que M. Walsh trouva ses premiers imitateurs. Trois jeunes gens de talent, MM. Charles King, James Hamilton et Gulian G. Verplank, s'associèrent pour fonder le *New-York American*, qui se maintint pendant vingt ans au premier rang par l'habileté et l'honorabilité de sa rédaction, et qui exerça par contre-coup la plus salutaire influence sur les autres journaux de New-York. M. Charles King, qui en avait toujours été le rédacteur en chef, et qui en était resté le seul propriétaire, l'a réuni en mars 1845 au *Courier and Inquirer*, qui est aujourd'hui une des feuilles les plus accréditées et les plus répandues des États-Unis. A Philadelphie, l'héritage de M. Walsh a été recueilli par M. Joseph Neal, né en 1807, dans le New-Hampshire, mais qui vint de bonne heure s'établir en Pensylvanie. M. Neal prit en 1831 la direction du *Pensylvanien*, dont il fit en très peu de temps le journal le plus influent de l'état par un talent polémique qui unissait l'éclat et la vivacité à une extrême courtoisie. Au bout de treize ou quatorze ans, M. Neal, dont la santé avait succombé à l'excès du travail, s'est retiré du *Pensylvanien* pour se borner à la direction d'un recueil littéraire auquel sa grande réputation a assuré aussitôt la popularité. Citons encore, comme ayant appartenu à la même école, un journaliste du sud, P. H. Cruse, né à Baltimore en 1793 et mort du choléra en 1832. M. Cruse s'était destiné au barreau, mais un penchant irrésistible l'entraînait vers la carrière des lettres. Il délaissa le droit pour l'étude approfondie de l'antiquité, et quoiqu'il n'ait écrit que dans les *revues* et les journaux, il a laissé aux États-Unis la réputation d'un des écrivains les plus purs que l'Amérique ait produits. Il fut pendant près de dix ans le rédacteur en chef de *l'Américain* de Baltimore, auquel collaborait son ami Kennedy, comme lui déserteur du barreau, qui s'est fait connaître par des romans historiques avant de devenir un homme politique influent.

Les écrivains que nous venons de nommer appartenaient au parti whig. Dans les rangs opposés se trouve le poète W. C. Bryant. Né en 1794 à Cummington, dans le Massachusetts, Bryant vint s'établir à New-York en 1825, et débuta dans la *Revue de New-York*, pour laquelle il écrivit plusieurs de ses poèmes et des articles de critique. En 1827, il devint un des propriétaires et le rédacteur en chef de l'*Evening-Post*, fondé au commencement du siècle par Hamilton et Walcott pour être l'organe dirigeant des fédéralistes et

des whigs leurs héritiers, et dont Bryant fit bientôt le journal le plus important du parti démocratique. Bryant suivit dans l'*Evening-Post* l'exemple donné par M. Walsh dans la *Gazette nationale;* il fit une place considérable à la littérature, il s'associa même en 1832 le littérateur Leggett, afin de pouvoir se consacrer exclusivement à la politique. Depuis trente ans en effet, Bryant a pris une part très active à toutes les luttes politiques, et il a exercé une incontestable influence sur l'opinion. Épousant avec ardeur les opinions démocratiques dans ce qu'elles avaient de plus absolu, il a été l'ennemi acharné de la banque des États-Unis, l'adversaire du pouvoir central et de ses prétentions à diriger lui-même des entreprises d'utilité publique, et le défenseur de la liberté illimitée des échanges. Seulement la vigueur et la droiture de son esprit l'ont toujours élevé au-dessus des passions et des préjugés de son parti, et il n'a cessé de réclamer, même pour ses adversaires, la plus entière liberté de discussion. Il a donc été conduit à combattre bien souvent ce qui est et ce qui demeurera aux États-Unis le fléau de la liberté, à savoir la tyrannie de la majorité, qui ne se contente pas de faire prévaloir sa volonté, mais qui veut trop souvent étouffer la voix du parti opposé. Il est demeuré pur de toutes les intrigues où sont trop souvent entrés des publicistes de son opinion, et avec un talent hors ligne qui aurait justifié toutes les prétentions, avec une influence que personne ne conteste, il n'a jamais voulu être qu'un simple écrivain. Le style de Bryant est clair, vif, animé; mais c'est à une évidente sincérité et à un accent de profonde conviction que ses articles doivent surtout leur succès et leur autorité.

Pour clore la liste des écrivains qui se sont fait un nom dans la presse américaine, il nous faut mentionner encore Nathaniel P. Willis et Mme David Lee Child. Tous deux sont avant tout des littérateurs, mais c'est à la presse quotidienne qu'ils ont dû leur succès. N.-P. Willis, né en 1807, à Portland, dans le Massachusetts, n'avait écrit encore que dans les *magazines* lorsqu'il entreprit un voyage en Europe. Il parcourut successivement la France, l'Italie, la Grèce, l'Asie-Mineure, et revint en Angleterre, où il séjourna deux ans. Pendant cette longue absence, il adressa au *Miroir* de New-York, sous le titre de *Coups de Crayon sur la route* (*Pencillings by the way*), une série de lettres ou d'impressions de voyage qui eurent le plus grand succès. Réunies en volumes, ces lettres ont été goûtées en Angleterre presque autant qu'aux États-Unis, et ont eu plusieurs éditions. M. Willis est aujourd'hui le directeur de la *Feuille du Foyer* (*Home Journal*), journal hebdomadaire qui se publie à New-York et qui est consacré presque exclusivement à la littérature. Mme Child a débuté dans les lettres en 1824, sous le nom de miss Lydia Francis :

elle n'avait pas encore vingt ans. Elle a publié d'abord des romans, ***Hobomok***, les ***Rebels***, et un assez grand nombre d'ouvrages de morale et d'éducation. Devenue Mme Child, elle suivit son mari à New-York, et dans l'été de 1841 elle commença une série de lettres hebdomadaires dans le ***Courrier*** de Boston. Ces lettres, imitation américaine du ***courrier de la semaine*** de quelques feuilles parisiennes, étaient une chronique de New-York, mais avec une tendance morale très manifeste. Elles roulaient sur tous les thèmes que peut suggérer à un esprit élevé, sincère et légèrement utopiste le tableau d'une grande ville à une époque de fermentation politique et religieuse. Par leur grâce familière et leur vivacité piquante, les ***Lettres de New-York*** charmèrent le public; elles furent reproduites par des journaux de tous les états et de toutes les nuances, elles furent longtemps l'événement de chaque semaine. Réunies en volumes, elles n'ont pas eu moins de succès sous cette forme : il s'en vendit vingt mille exemplaires en deux ou trois ans, et aujourd'hui encore elles sont fréquemment réimprimées.

On vient de suivre l'histoire politique de la presse américaine jusqu'à sa dernière période. C'est sur les conditions présentes de cette forme de publicité aux États-Unis que doit maintenant se porter notre attention.

II.

Il existe aujourd'hui dans les états riverains de l'Atlantique et dans toute la Nouvelle-Angleterre des journaux sérieux, faits avec honnêteté, sinon avec un grand talent, et qui ont, chacun dans son cercle d'action, une incontestable importance. A New-York, nous citerons le ***Courier and Enquirer***, le ***Journal of Commerce***, le ***Commercial Advertiser***, l'***Evening Post***; à Boston, le ***Courier*** et l'***Atlas***; à Philadelphie, l'***United north american Gazette*** et le ***Ledger***. Aucune des feuilles que nous venons de nommer n'a cependant, soit comme organe politique, soit comme entreprise commerciale, l'importance des grands journaux de Londres ou de Paris, et n'exerce, à beaucoup près, une action aussi directe et aussi puissante sur l'opinion publique.

La cause de cette infériorité inévitable, on le sait déjà, tient à la constitution politique du pays. Bien que les États-Unis forment une nation homogène, ils sont avant tout une agrégation de petits états, dont chacun a sa métropole particulière et son foyer d'activité. Il en résulte qu'aucune ville n'a une influence un peu sérieuse au-delà d'un certain rayon, et surtout qu'il n'y a point de capitale en qui viennent se résumer les forces vives du pays, et d'où puisse

partir en retour une impulsion prépondérante. Les journaux de Washington, où réside le président et où siége le congrès, doivent à leur position particulière certains avantages et certaines charges; mais, à tout prendre, l'importance de ces journaux s'efface devant celle des principales feuilles des grandes villes du littoral. Il est même à remarquer que le gouvernement américain n'a point jusqu'ici éprouvé le besoin d'un organe officiel et n'a attribué à aucun journal le rôle qui en France est l'apanage du ***Moniteur***. Tout au plus peut-on dire qu'il existe une feuille semi-officielle. Cette situation a longtemps appartenu au ***National Intelligencer***, dont l'établissement remonte à 1800, à l'installation même du gouvernement fédéral dans la capitale nouvellement fondée, et qui fut créé pour exposer et défendre la politique léguée par Washington à ses premiers successeurs. Malgré son origine fédéraliste et sa prédilection incontestable pour les whigs, le ***National Intelligencer*** a conservé pendant près de quarante ans des rapports plus ou moins étroits avec la présidence; mais en 1829, après la complète disparition des hommes qui avaient débuté dans la politique sous les auspices des fondateurs de la confédération, lorsque les partis se dessinèrent d'une façon plus tranchée et que la faveur populaire sembla bannir pour longtemps les whigs du pouvoir, les démocrates, victorieux avec le général Jackson, voulurent avoir à Washington un organe qui leur appartînt exclusivement, et ***le Télégraphe*** fut fondé à côté du ***National Intelligencer***, qui, depuis lors, n'a plus été qu'un journal whig, rédigé avec talent et habileté, exclusivement consacré à la politique, — où l'on suit avec autant d'intelligence que d'exactitude le mouvement politique et littéraire de l'ancien monde, et qui se rapproche des journaux anglais plus qu'aucune feuille américaine. ***Le Télégraphe***, qui avait remplacé le ***National Intelligencer*** dans le privilége des communications gouvernementales, a été à son tour dépossédé en 1834 par ***le Globe***, auquel ont succédé depuis ***l'Union*** et ***la République***. Maintenant presque chaque présidence voit naître un nouveau journal destiné à servir d'organe au ministère. Ce n'est pas que le gouvernement américain dispose de fonds à l'aide desquels il puisse contribuer à l'établissement d'un journal; mais au nombre des attributions du pouvoir exécutif est le droit de désigner l'imprimerie à laquelle sont confiées les publications officielles et les innombrables impressions que le congrès ordonne chaque année. Cette désignation équivaut à une fortune pour l'établissement qui en est l'objet, et aucun imprimeur ne croit acheter trop cher une pareille faveur en courant les chances de la fondation d'un journal à la rédaction duquel il est assuré de voir concourir les hommes influens du parti dominant.

Placés au centre de la vie politique, les journaux de Washington peuvent suivre exactement les débats du congrès, en pressentir l'issue, en reproduire la physionomie : en outre ils sont à même, pendant toute la session, de recevoir les inspirations des chefs de parti, et ils se trouvent plus facilement et plus vite au courant des rivalités et des intrigues que ne manque jamais de faire naître l'approche d'une élection présidentielle. Cette double circonstance en rend la lecture indispensable aux hommes qui s'occupent de politique, elle leur assure une petite clientèle dans tous les états et leur donne ainsi un caractère d'universalité que n'ont point les journaux des autres villes. En effet, en dehors des chefs de partis qui ont intérêt à suivre le mouvement de l'opinion sur les divers points du territoire, et qui sont obligés de consulter assidûment les journaux des grandes villes, personne en Amérique n'a souci de ce qui se passe dans un autre état que le sien, de même qu'en France personne ne recherche les journaux du département voisin. C'est à peine si les feuilles des villes les plus considérables font exception à cette règle générale. Les journaux de Boston sont lus dans la Nouvelle-Angleterre, parce que le Massachusetts entraîne habituellement du côté où il penche le Maine, le Vermont et le Connecticut; les journaux de New-York sont assez répandus dans les états du centre et au Canada; ceux de Philadelphie pénètrent dans le sud et dans l'ouest : encore cela est-il vrai surtout des feuilles publiées en allemand, qui trouvent chez les nouveaux colons un débouché assuré. Un journal de New-York, le *Herald,* qui s'était posé franchement en défenseur de l'esclavage, a dû à cette circonstance une clientèle assez étendue dans quelques villes du sud, et spécialement à Baltimore et à Charleston. On voit, en somme, que les journaux les plus favorisés ne dépassent point un cercle assez restreint. On peut résumer ainsi la répartition de leur tirage : six dixièmes dans la ville même où ils se publient, trois dixièmes dans l'état, un dixième au dehors.

A part les causes déjà indiquées, les règlemens de la poste ont contribué à maintenir à la presse américaine son caractère purement local. Jusqu'à ces dernières années, la taxe était proportionnelle à la distance, et le journal le moins coûteux de New-York serait revenu très cher à un abonné de la Nouvelle-Orléans. Depuis 1853, la taxe est uniforme; elle est de 1 cent ou un peu plus de 5 centimes pour tout le territoire des États-Unis, sans excepter la Californie; mais elle n'est que d'un demi-cent dans l'intérieur de l'état où le journal se publie. Ajoutez que la poste ne distribue pas les journaux à domicile : il faut ou envoyer prendre chaque jour son journal, ou payer aux employés des postes une rétribution supplémentaire. Il y a donc tout avantage sous le rapport du prix, de la commodité et

de la célérité d'information, à prendre un journal de la ville que l'on habite, quelle qu'elle soit, de préférence aux journaux de Boston, New-York ou Philadelphie. Ceux-ci en effet, tout en coûtant 20 ou 25 pour 100 plus cher, sont nécessairement en retard sur les feuilles locales, qui se font expédier par le télégraphe les nouvelles importantes, les cours des fonds publics et les mouvemens des marchés. Pour la majorité des habitans, les affaires locales ont d'ailleurs plus d'intérêt et d'importance que les nouvelles du dehors, et même que la politique fédérale. La meilleure preuve qu'on en puisse donner, c'est qu'il n'y a pas un seul journal qui n'accorde plus d'attention et plus de place aux débats de la législature de l'état qu'aux discussions du congrès. Les journaux de Washington sont les seuls qui publient régulièrement et *in extenso* les débats du congrès : les journaux des autres villes se contentent d'une analyse qui leur est envoyée par le télégraphe, et qui, dans les occasions les plus graves, ne dépasse guère une colonne. Seulement, quand il s'agit d'une de ces questions brûlantes qui ont le privilége de remuer l'opinion, ils manquent rarement de reproduire, d'après les feuilles de Washington, les discours des hommes considérables.

On doit comprendre maintenant que si, aux États-Unis, aucun journal n'a pu prendre le rôle ni acquérir l'importance des grands journaux européens, cela tient surtout aux conditions toutes spéciales dans lesquelles la presse américaine se trouve placée. Joignez-y une concurrence rendue très active par l'absence de toute entrave législative et de tout impôt, et la facilité de fonder un journal sans une avance de fonds considérable. New-York, qui, avec ses faubourgs et Brooklyn, présente une agglomération de 700,000 âmes, compte quinze journaux quotidiens, c'est-à-dire autant que Paris et Londres. Ces quinze journaux distribuent 130,000 feuilles par jour : six journaux à un et deux cents entrent pour les deux tiers dans ce chiffre; ce qui ne permet pas d'élever au-dessus de quatre ou cinq mille le tirage moyen des meilleurs journaux de New-York. Boston, avec 140,000 âmes, compte douze journaux quotidiens; Philadelphie, avec 340,000, en compte dix, et Baltimore six, avec 170,000. On peut évaluer à 15,000 numéros le tirage maximum des deux principaux journaux de Philadelphie; aucun journal de Boston n'a une vente supérieure à 10,000 exemplaires. Dans les états du sud, où la population est beaucoup moins dense, et où elle est pour moitié dans les liens de l'esclavage, les journaux sont à la fois beaucoup moins nombreux et beaucoup moins répandus qu'au nord. En somme, au témoignage de M. Horace Greeley, directeur de l'un des principaux journaux de New-York, on ne saurait évaluer au-delà d'un million de feuilles par jour le tirage total des deux cent cinquante journaux

quotidiens des États-Unis, ce qui donne un tirage moyen de 4,000 numéros par journal.

Avec une clientèle aussi peu considérable, les journaux américains, obligés par la concurrence à se vendre bon marché, ne peuvent faire que de faibles recettes et disposent de très peu de ressources. Aussi les conditions faites aux écrivains ne sont-elles pas de nature à retenir dans la presse les hommes à qui leur talent peut ouvrir une autre carrière. Le directeur d'un journal influent de New-York, interrogé à Londres en 1851 par la commission d'enquête sur le timbre, déclarait qu'il connaissait un écrivain en possession d'un traitement de 600 livres sterling, mais que c'était une exception : il évaluait de 100 livres à 300 le taux ordinaire des traitemens dans les principaux journaux. Pour apprécier combien est faible cette rémunération d'un travail tout intellectuel, qui exige des connaissances étendues et certaines aptitudes spéciales, il suffit de se rappeler que le taux des salaires aux États-Unis est de beaucoup supérieur à ce qu'il est en Europe. Un écrivain attaché à la presse gagne moins à New-York qu'un ouvrier mécanicien ou qu'un ébéniste un peu habile. Les journaux à bon marché, introduits, il y a vingt ans, aux États-Unis par une révolution toute semblable à celle qui s'accomplissait, à la même époque, dans la presse française, n'y ont pas, comme en France, amélioré la condition des écrivains. Il est probable que c'est de leur initiative que viendra cette réforme, mais elle ne se réalisera pas de quelque temps, parce que ces journaux sont encore à l'état d'exception, et surtout parce qu'ils s'adressent à un public spécial, qui n'a aucune exigence littéraire.

Le prix ordinaire des grands journaux quoditiens était, jusqu'en 1833, de 6 cents (31 centimes 1/2) par numéro. A ce prix, un journal qui avait un millier d'abonnés et quelques annonces suffisait à ses dépenses. D'une industrie qui ne donnait que des profits très médiocres, mais où les chances de perte étaient à peu près nulles, les journaux à bon marché ont fait une industrie précaire, mais où il est possible de réaliser de grands bénéfices. Leur concurrence a obligé les grands journaux à réduire leur prix à 3 ou à 4 cents, et même un peu au-dessous, pour les personnes qui s'abonnent aux 313 numéros de l'année à raison de 8 ou de 10 dollars. A vrai dire, l'abonnement, qui était autrefois la règle générale, est aujourd'hui l'exception. C'est là le changement le plus radical apporté par les journaux à bon marché dans la situation de la presse américaine. Autrefois toute personne domiciliée dans une ville et un peu connue recevait un journal sur sa simple demande; hors de la ville, il suffisait de consigner d'avance au bureau de poste de sa résidence le port du journal pendant un trimestre. La grande majorité des abonnés

n'acquittaient le prix de leur abonnement qu'à la fin du trimestre, souvent même pas avant la fin de l'année. Cet état de choses entraînait pour les journaux de très graves inconvéniens : la nécessité de faire des avances considérables, une grande irrégularité dans les recettes, et des pertes fréquentes. Nombre d'abonnés, par oubli ou par mauvaise foi, faisaient banqueroute au journal. Un spéculateur intelligent s'avisa qu'en substituant à l'abonnement la vente au numéro, on dispenserait un journal de tous frais d'administration intérieure, de toute écriture et de toute comptabilité, et on le mettrait à l'abri des non-valeurs. Réduire le prix à la dernière limite du bon marché pour attirer l'acheteur, ne demander à une vente, même considérable, que de couvrir les frais généraux, et attendre son bénéfice uniquement des annonces, tels furent les principes qui présidèrent à cette transformation de la presse; mais pourrait-on, en réduisant le prix des journaux, compter sur un accroissement considérable dans le débit? Cet espoir était permis aux États-Unis plus que partout ailleurs à raison de deux circonstances spéciales, — la diffusion de l'instruction primaire et le suffrage universel. Dans un pays où tout le monde sans exception sait lire et écrire, et où tout le monde est électeur, la lecture d'un journal est un besoin de première nécessité; on peut même dire que c'est un besoin plus impérieux pour les classes inférieures que pour les classes élevées, attendu que le journal seul peut guider les premières dans l'exercice de leurs droits politiques. Les faits d'ailleurs ont répondu. Les 700,000 habitans de New-York et des environs absorbent 130,000 exemplaires des journaux quotidiens, c'est-à-dire qu'un citoyen sur trois achète ou reçoit un journal. Les feuilles du matin sont obligées d'avoir terminé leur tirage pour l'heure à laquelle les ouvriers vont déjeuner, parce que la lecture du journal est pour ceux-ci l'assaisonnement indispensable du premier repas.

Le succès récompense rarement les inventeurs; les premiers journaux qu'on essaya de fonder à 1 cent le numéro ne parvinrent point à vivre; une nouvelle tentative, en portant le prix à 2 cents, fut plus heureuse et provoqua des imitations. Le *Herald* et quelques autres feuilles réussirent à faire une concurrence victorieuse aux journaux d'un prix élevé, et, quand ces feuilles mêmes eurent pris racine, elles virent naître un concurrent à 1 cent, le *Sun*, qui se fit à son tour la part du lion. C'était là une spéculation hasardeuse, s'il en fut. Quoique le *Sun* ne donnât que quatre pages d'impression au lieu de huit, le bénéfice sur chaque feuille vendue était tellement faible, qu'il fallait une vente régulière de 40,000 numéros pour couvrir les frais généraux de l'entreprise. Comme le *Sun* est arrivé à une vente moyenne de 43 à 45,000 numéros, les annonces ont afflué dans ses bureaux,

et il a fait la fortune de ses heureux fondateurs. On a vu pour la première fois aux État-Unis un journal assez riche pour se loger chez lui. La construction de l'immense édifice où le ***Sun*** a installé ses ateliers et ses bureaux a coûté 500,000 francs. Après s'être enrichi, le propriétaire du ***Sun***, M. Benjamin Day, l'a vendu 250,000 dollars (1,250,000 francs), et ce prix n'a point paru excessif, puisque la vente quotidienne du journal couvre les dépenses et que les annonces, qui presque toutes sont affermées à l'année, donnent un bénéfice net de 1,500 francs par jour de publication, c'est-à-dire d'environ 500,000 francs par an.

Sans approcher de pareils résultats, les journaux à 2 cents sont également des entreprises lucratives. Comme le ***Sun***, ils attendent des annonces tout leur bénéfice, mais ils s'imposent pour la rédaction des sacrifices beaucoup plus considérables. Les deux plus prospères sont le ***Herald*** et ***la Tribune***, qui, outre l'édition du matin, publient une édition du soir et une édition hebdomadaire, et dont le tirage total, sous ces diverses formes, s'élève jusqu'à 20 et 25,000 numéros. ***La Tribune***, rédigée par M. Horace Greeley, date de 1841. Le 11 avril 1853, jour où elle accomplissait sa douzième année, elle a pris le format des plus grands journaux de New-York, c'est-à-dire qu'elle a paru sur huit pages, et ses propriétaires, en annonçant ce changement, déclaraient que le coût seul du papier sur lequel ils imprimaient leur journal dépassait la valeur de l'abonnement. C'est donc uniquement le produit des annonces qui couvre les frais de rédaction et d'impression, ainsi que toutes les dépenses de l'entreprise. On rattache généralement ***la Tribune*** au parti whig; mais elle est avant tout l'organe des doctrines socialistes. Elle a été longtemps l'avocat assidu du fouriérisme, et il n'est guère d'utopie venue d'Europe qui ne trouve dans ses colonnes un accueil empressé. Le ***Herald*** est aujourd'hui avec le ***Sun*** le doyen de la presse à bon marché; mais ce n'est point à cette circonstance qu'il doit d'être incontestablement le journal américain le plus connu et le seul répandu en Europe. Le procédé employé par son fondateur a été des plus simples : sans attendre les abonnemens, sans réclamer un échange que les exigences de la poste auraient rendu difficile et onéreux, il a adressé gratuitement son édition hebdomadaire aux principaux journaux d'Europe, aux clubs et aux cercles en renom. Il a poussé l'obligeance plus loin : il a fait pour l'Europe un tirage spécial de cette édition, afin d'y introduire un résumé des nouvelles américaines de la semaine, condensées avec soin. Les journaux sont œuvre d'improvisation, on y aime la besogne facile et surtout la besogne toute faite : les écrivains européens, généralement peu au courant des affaires américaines, ont transcrit purement et simplement les résu-

més du *Herald* en citant le journal auquel ils faisaient cet emprunt. Quand ils ont eu des jugemens à porter sur ce qui se passait aux États-Unis, c'est dans le *Herald* qu'ils ont puisé leurs renseignemens, ce sont ses opinions qu'ils ont adoptées ou combattues. Comme il n'y a guère que les journaux de Liverpool qui s'imposent la dépense de faire venir des journaux américains, le *Herald* s'est trouvé la seule feuille des États-Unis dont le nom se rencontrât jamais dans les feuilles européennes. Or tous les articles où il était question du *Herald*, qu'ils fussent laudatifs ou désapprobateurs, ont toujours été soigneusement reproduits dans les éditions américaines du journal, afin de constater qu'il est lu et discuté au-delà de l'Atlantique, et de diminuer, par le prestige de cette notoriété européenne, le discrédit dont il est frappé aux États-Unis. Le *Herald* en effet, malgré son incontestable succès, n'a point d'autorité, et, tout en faisant la part de l'inimitié et de l'envie dans un pays de concurrence acharnée, il faut bien dire que l'opinion générale ne lui est point favorable. Il doit cette sévérité ou cette injustice aux nombreuses excentricités qui ont signalé les premiers temps de son existence, excentricités qui ont contribué à son succès en éveillant la curiosité et en attirant de vive force l'attention, mais qui dépassaient souvent les bornes des convenances et du respect qu'on doit au public. En outre, le caractère agressif du fondateur du *Herald*, M. James Gordon Bennett, lui a valu de nombreuses et désagréables querelles, dont l'éclat fâcheux a rejailli défavorablement sur le journal (1). Néanmoins on doit reconnaître que le *Herald* a rendu de grands services à la presse américaine; il l'a tirée violemment de sa torpeur et de sa somnolence, et c'est à lui qu'elle doit une bonne partie des progrès qu'elle a faits depuis vingt ans. M. Bennett, quelle que soit sa valeur morale, sur laquelle nous n'avons pas à nous prononcer, est incontestablement un homme d'esprit et d'initiative aussi bien qu'un journaliste habile. Ce n'est point seulement à force d'audace et d'excentricité qu'il a conquis des milliers de lecteurs et un succès croissant, ç'a été surtout en déployant une infatigable activité et en accomplissant des tours de force analogues à ceux de certains publicistes anglais. Il a su hardiment et à propos jeter l'argent par les fenêtres pour avoir la primeur des nouvelles importantes, pour donner en entier des documens dont les autres journaux n'avaient que de maigres analyses; c'est lui qui a imaginé d'envoyer des bateaux à vapeur au-devant des paquebots européens, obligés d'aller toucher à Halifax avant de venir à New-York; c'est lui qui a fait du télégraphe électrique

(1) Voyez, dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er juin 1856, l'article intitulé *Mœurs et Caractère du Journalisme américain*.

le collaborateur principal des journaux; c'est lui enfin qui a organisé le premier, sur une vaste échelle, tout un réseau de correspondances. Tous les propriétaires de journaux américains sont entrés dans cette voie, mais c'est à lui que doit rester l'honneur de l'avoir ouverte. Les excentricités sont demeurées; on peut extraire de ses colonnes bien des vanteries bouffonnes et bien des diatribes: ce cynisme et ces hâbleries sont, il faut le dire aussi, rachetés par un esprit vif et mordant, une verve railleuse, un grand fonds de bon sens écossais; le *Herald* a fait souvent une guerre heureuse aux rêveries socialistes ou mystiques des deux continens, aux exagérations puritaines, aux hypocrisies de l'abolitionisme américain. En politique, il n'a d'autre couleur que le succès, mais tel est le cas de la majeure partie des journaux américains : c'est ce qu'on appelle être *indépendant*.

Il serait fort malaisé d'établir le budget d'un journal américain, parce que la quotité des recettes et la nature des dépenses varient à l'infini suivant les localités. Le prix d'abonnement des journaux de premier ordre est de 8 et 10 dollars (43 fr. 20 et 54 fr.), non compris les frais de poste, qui sont à la charge de l'abonné. C'est un prix plus élevé que celui des journaux français, puisque les feuilles américaines ne publient que 313 numéros par an et sont exemptes de tout impôt, tandis que les feuilles parisiennes publient 360 numéros et sont assujetties au timbre, qui représente un tiers de la somme payée par le public. L'abonnement aux journaux à 2 cents est de 6 dollars. Le paiement en est maintenant exigé d'avance, mais l'abonnement est, on le sait, devenu l'exception, au moins à l'intérieur des villes. Il y a dans chaque quartier des agens qui prennent à forfait un certain nombre d'exemplaires des journaux et qui se chargent de les placer, soit qu'ils les fassent crier dans la rue, soit qu'ils les colportent à domicile. Les lecteurs préfèrent s'adresser à eux, surtout dans les classes inférieures, parce qu'il leur est plus facile de faire tous les jours la dépense de 1 ou 2 cents que de payer en une fois le prix de l'abonnement, et parce que les agens se plient aux habitudes et aux exigences particulières de leurs pratiques. De leur côté, les journaux ont intérêt à favoriser un système qui simplifie leur comptabilité, qui leur assure une recette quotidienne et leur épargne les frais de distribution. Du reste, quelque rigoureuse économie qu'ils apportent dans leurs dépenses, le produit de l'abonnement ou de la vente représente à peine ce qu'ils donnent au public, et le plus souvent même ne couvre pas les frais matériels. Ce sont les annonces qui se chargent de combler le déficit et de rendre un bénéfice possible. Aussi les annonces tiennent-elles la première place dans les feuilles des États-Unis comme dans les habitudes du public améri-

cain. Nous ne saurions nous faire une idée du développement qu'ont pris les annonces au-delà de l'Atlantique. On se récrie bien souvent sur la prodigieuse quantité d'annonces que publient les journaux anglais, et les huit pages que le *Times* distribue à ses abonnés en sus de leur numéro régulier paraissent la dernière limite du possible. Cependant on n'évalue pas à plus de 2 millions par an le nombre des annonces publiées par tous les journaux anglais réunis, et en portant à 10 millions le nombre de celles que publient annuellement les feuilles américaines, on est plutôt au-dessous qu'au-dessus de la vérité. Nous ne saurions trop le répéter, les journaux américains n'existent que par les annonces et que pour elles. On n'en saurait juger par les numéros des feuilles de Boston ou de New-York qui parviennent en Europe. Les journaux à 2 cents donnent à leurs lecteurs quatre pages de matière et quatre pages d'annonces; les journaux à 1 cent consacrent aux annonces trois pages sur quatre. A mesure que l'on s'éloigne des bords de l'Atlantique, où le public a certaines exigences littéraires et où la concurrence commande d'offrir quelque pâture au lecteur, la part faite aux annonces va toujours en augmentant. Ainsi Saint-Louis du Missouri, ville de 44,000 âmes et métropole d'un état, possède un journal quotidien plus grand de format que le *Times*, imprimé en caractères beaucoup plus serrés et plus fins, mais qui est tout entier, sauf quatre colonnes, envahi par les annonces. Du reste, cette multiplication prodigieuse des annonces s'explique par l'absence de tout autre moyen de publicité et par un bon marché extrême. Une annonce de quatre lignes coûte 25 cents la première fois, et elle peut être répétée indéfiniment à raison de 12 cents par fois. Des arrangemens interviennent en outre entre les habitués et le journal, et il n'est pas rare dans l'ouest de voir le prix des annonces acquitté en nature. Cependant le mode le plus usité parmi les commerçans et les industriels consiste à louer à l'année un emplacement spécial, et toujours le même, dans un journal. Le locataire dispose souverainement de l'espace qui lui est attribué par son marché; il peut faire usage d'une petite vignette représentant un bateau à vapeur, un cheval, une charrue, une botte, suivant qu'il est armateur, éleveur, mécanicien ou bottier. Il peut faire imprimer son annonce en renversant les caractères de telle sorte qu'il faille retourner le journal pour la lire, ou diagonalement, la disposer en losange ou en rond, la rédiger en prose ou en vers : c'est pour lui une affaire de goût, et le journal, à qui ces fantaisies rapportent le plus clair de son revenu, n'a garde de les décourager.

Si, dans les dépenses des journaux américains, les frais de rédaction entrent pour une très faible part, les frais matériels sont

assez considérables (1). Une des plus fortes dépenses des journaux américains leur est imposée par les innombrables dépêches télégraphiques qui en remplissent les colonnes. En vain les tarifs du télégraphe sont-ils infiniment moins élevés aux États-Unis qu'en Europe, les frais demeurent très considérables. Les cinq journaux à 2 *cents* de New-York se sont associés pour recevoir en commun l'analyse des débats du congrès de Washington, le compte-rendu des séances de l'assemblée législative à Albany, le résultat des élections, etc., et la dépense s'élève annuellement à 100,000 dollars, soit plus de 500,000 francs. Cela ne dispense pas chaque journal de consacrer des sommes très fortes aux dépêches particulières qui lui sont expédiées par ses correspondans. Comme les paquebots anglais doivent toucher à Halifax avant de venir à New-York, les feuilles de cette dernière ville envoient à frais communs ou séparément des bateaux à vapeur attendre les paquebots à la hauteur de Terre-Neuve, pour rapporter directement à New-York les paquets à leur adresse. Il n'est guère de journal américain qui n'entretienne à Halifax un correspondant chargé de lui transmettre par le télégraphe, aussitôt après l'arrivée de chaque paquebot, l'analyse des nouvelles d'Europe.

Après les dépêches télégraphiques, la dépense la plus considérable des journaux des États-Unis est leur correspondance. Non-seulement ils ont sur les points principaux du territoire des correspondans, avec mission de recourir au télégraphe et d'écrire chaque fois qu'un événement se produit, mais ils en ont également en Europe et dans toutes les villes un peu importantes de l'Amérique du Sud. Les journaux anglais se contentent des nouvelles du continent européen : un journal américain est comme un panorama du monde entier, il

(1) On nous permettra de citer à ce sujet quelques détails purement techniques. Le papier qu'emploient les éditeurs américains, si léger et si mince qu'il soit, est plus résistant qu'il ne paraît; il est en général d'une nuance agréable à l'œil et propre à faire ressortir l'impression. Le caractère, quoique très fin, est toujours fort lisible; l'impression est nette et d'une belle venue. Le mérite est ici d'autant plus grand, qu'il s'augmente de la difficulté vaincue. La concurrence impose en effet l'obligation d'un tirage extrêmement rapide : il faut pouvoir mettre en vente une seconde ou une troisième édition une heure au plus tard après l'arrivée d'un paquebot d'Europe ou la réception d'une nouvelle importante. Aussi, sous ce rapport, les journaux des États-Unis laissent loin derrière eux leurs confrères européens et le *Times* lui-même. *La Tribune* et le *Herald* se servent de presses à cylindres horizontaux qui impriment régulièrement 10,000 exemplaires à l'heure; mais les presses du *Sun*, qui paraissent jusqu'ici le dernier mot de la mécanique, peuvent tirer jusqu'à 20,000 feuilles à l'heure, et le tirage moyen de ces presses n'est jamais au-dessous de 18,000 feuilles. Elles impriment donc de 5 à 6 feuilles par seconde : c'est une rapidité qui confond l'imagination. On n'obtient de pareils résultats qu'avec des machines puissantes, d'un établissement et d'un entretien très coûteux, et qu'au prix d'une usure très rapide du caractère.

enregistre ce qui se passe au Brésil, au Pérou, au Chili, avec autant de soin et autant de détails que les nouvelles de Paris et de Londres, et une lettre de Chine y fait quelquefois suite à une lettre de Constantinople. Le *Delta* et les autres grands journaux de la Nouvelle-Orléans publient tous les jours des nouvelles de la Californie et de tous les points de l'Amérique du Sud, qu'ils se procurent régulièrement au prix de dépenses énormes, envoyant au besoin des exprès, avec ordre de noliser des navires quand les moyens de transport ordinaires manquent, ou sont trop lents. Quant aux nouvelles transatlantiques, ces mêmes journaux les publient toujours avant l'arrivée des malles; elles leur sont transmises par le télégraphe d'Halifax, de Boston, de New-York, de Philadelphie, de tous les points où peut aborder un navire venant d'Europe.

Cette multitude de correspondances et de dépêches ne contribue pas médiocrement à l'aspect étrange que les feuilles des États-Unis présentent à l'œil du lecteur européen. Rien ne diffère plus d'un journal français qu'un journal anglais : cependant, avec un peu d'habitude, on se reconnaît aisément au milieu des immenses colonnes du *Times* ou du *Chronicle;* chaque matière a sa place spéciale, où l'on est assuré de retrouver tous les jours les faits du même ordre. Rien de pareil dans les journaux américains; quand on les ouvre, l'œil se noie dans une mer de caractères microscopiques où rien ne le guide, où rien ne lui sert de point de repère. Point de classement méthodique des matières; aucune différence dans les caractères employés ne vient détacher l'un de l'autre des articles sans rapport entre eux, et appeler l'attention sur les parties importantes du journal. Des annonces au commencement, des annonces au milieu, des annonces à la fin, voilà ce qu'on aperçoit d'abord. De distance en distance, le haut d'une colonne est bariolé de sept ou huit titres à la suite desquels se trouve une note d'autant de lignes; quelquefois il s'agit simplement d'une dépêche dont on a dépecé et retourné le texte avant de le donner purement et simplement. Trois colonnes plus loin, vous pouvez retrouver de nouveaux détails sur le même fait, ou une variante de la même dépêche, et rien autre chose que le caprice du journaliste ou de l'imprimeur ne peut vous expliquer pourquoi un article est à telle place plutôt qu'à telle autre. Quant à l'article *éditorial*, c'est-à-dire à l'article qu'on pourrait appeler le *premier New-York* ou le *premier Philadelphie,* il est toujours extrêmement court : il est très rare qu'il excède une demi-colonne ou trois quarts de colonne. Il est suivi d'une multitude de petits paragraphes, encore plus courts, qui traitent des matières les plus diverses. En revanche, une même question fait quelquefois l'objet de trois ou quatre notes successives qu'on n'a pas pris la peine de fondre en

un seul article. Les nouvelles locales sont données à profusion, avec une abondance et une minutie de détails qui impatienteraient un lecteur français. A la suite des nouvelles locales, il est rare de ne pas rencontrer deux ou trois listes de candidats, car les élections sont perpétuelles : élections fédérales, élections pour l'état, pour le comté, pour la ville; élections de députés, d'*aldermen*, de juges, de collecteurs de taxes, d'inspecteurs de la voirie, etc. Un citoyen exact et zélé a toujours quelqu'un à élire à quelque chose entre son déjeuner et son dîner, et il faut que son journal lui fasse connaître les candidats au poste vacant. Viennent ensuite des statistiques où l'on compare les résultats des élections avec ceux des élections précédentes, pour savoir qui des whigs ou des démocrates a gagné ou perdu des voix. Enfin une grande place est réservée aux nouvelles commerciales, et l'esprit pratique de la nation américaine se retrouve là tout entier. Rien n'est plus lucide, plus sensé, plus nourri de faits et d'argumens que les articles où l'on rend compte du mouvement des valeurs, où l'on apprécie la situation des affaires. Les nouvelles sont classées avec ordre et méthode, résumées avec une concision qui n'ôte rien à la clarté. Quant aux variations des fonds et des denrées sur toutes les places des deux mondes, elles sont scrupuleusement enregistrées, parce que le moindre oubli, le moindre retard, mécontenteraient gravement les gens d'affaires. Presque chaque ligne de cette partie du journal représente une dépêche télégraphique, et lorsqu'on voit ces cotes, qui offrent pour la plupart l'aspect de véritables hiéroglyphes, remplir deux et trois colonnes, et quelquefois davantage, on est effrayé des dépenses que cette accumulation de renseignemens impose aux journaux américains. Lorsque les diverses matières que nous avons énumérées ne suffisent pas, avec les annonces, à remplir le journal, l'éditeur *bouche le trou*, car c'est là la véritable expression à employer, avec tout ce qui lui tombe sous la main, avec des pièces de vers, avec des citations empruntées aux bons auteurs, quelquefois avec un roman, qu'il découpe en morceaux suivant les besoins de l'imprimerie. En somme, si l'on retranchait d'un journal américain tout ce qui est oiseux et dépourvu d'intérêt, tout ce qui sent le caquetage de petite ville, il resterait souvent assez peu de chose à lire, et un écrivain anglais avait le droit de dire que toutes les nouvelles du plus grand journal des États-Unis tiendraient dans une seule page du *Times* ou du *Daily-News*.

Nous ne saurions terminer ces observations sur la presse politique des États-Unis sans dire quelques mots de sa situation morale. Ici encore la vérité ne permet point de conclusion trop absolue. Comme instrument de publicité, la presse américaine joue un rôle immense :

on peut dire qu'elle fait partie de la vie même de la nation, et qu'elle est le complément nécessaire de ses institutions politiques. C'est la presse seule qui anime et vivifie cet immense système électif; c'est elle seule qui suscite et entretient les compétitions, sans lesquelles les élections dégénéreraient souvent en de pures formalités; c'est elle seule qui, en attachant une signification à des noms propres, en associant une nomination au triomphe d'une idée ou d'un parti, appelle au scrutin les masses populaires. A un autre point de vue, le journal n'a pas moins d'importance : lecture des classes laborieuses, il est le grand éducateur du peuple; c'est lui qui instruit l'ouvrier de ses droits, qui le guide dans l'exercice de ses prérogatives civiques, qui le renseigne sur les hommes et les choses, qui combat et qui trop souvent fortifie ses préjugés. Dans un pays de suffrage universel, quiconque dispose des masses est maître des destinées nationales : lors donc que la majorité de la presse s'accorde à pousser la nation dans une voie, vers la paix ou la guerre, vers l'annexion du Texas ou la conquête de la Californie, et qu'aucun événement imprévu ne vient absorber l'attention publique, cette incessante prédication finit toujours par déterminer un mouvement d'opinion auquel rien ne résiste. C'est là un pouvoir immense, mais chaque journal n'en possède qu'une minime fraction, et qui ne suffit point à faire un piédestal à un homme. La collaboration à un journal, même considérable, ne donne donc point aux États-Unis ce prestige qui en Europe s'attache aux écrivains politiques : elle mène rarement à l'influence, plus rarement encore à la renommée.

On pourrait citer, comme preuve de l'importance acquise par les écrivains, la présence de plusieurs journalistes au sein du congrès : il est certain qu'en 1851 on en comptait six dans la chambre des représentans et quatre dans le sénat, ce qui est beaucoup plus significatif; mais il est douteux que ces représentans et ces sénateurs aient été élus uniquement comme écrivains. En outre, la carrière politique est aux États-Unis la moins fructueuse de toutes; elle ne tente guère ceux qui ont une fortune faite, et encore moins ceux qui ont une fortune à faire. Dans les états nouveaux, on est quelquefois embarrassé pour trouver quelqu'un qui veuille quitter tous les ans sa famille et ses affaires pour aller, à trois ou quatre cents lieues, siéger au congrès, et quiconque veut bien consacrer son temps à la politique est sûr d'y arriver promptement à la situation de chef de parti. Seulement, s'il est aisé de devenir une notabilité sur les bords de l'Illinois ou de l'Arkansas, il faut franchir encore bien des échelons avant de faire entendre sa voix de la confédération entière, comme les Clay, les Calhoun et les Webster. Entreprise toute personnelle, le journal aux États-Unis n'a d'autorité et de valeur que

celles qu'il reçoit de l'écrivain qui est le principal rédacteur, et celui-ci à son tour est jugé sur son œuvre. Dans les plus grandes villes, un homme de mérite qui conduit habilement et honnêtement un journal est sûr d'obtenir l'estime et la considération, mais il arriverait plus vite à la notoriété et à l'influence par la chaire ou par le barreau. Si, sur le littoral de l'Atlantique, il faut pour écrire dans la presse des connaissances et de l'aptitude, — dans les solitudes de l'ouest, le journaliste pourra n'être qu'un spéculateur sans éducation, et il sera apprécié suivant ses mérites. La statistique que nous avons donnée plus haut prouve que les deux tiers des journaux américains sont des feuilles hebdomadaires, c'est-à-dire de ces journaux à l'état rudimentaire dont nous avons expliqué la naissance, et dans lesquels un seul homme est à la fois rédacteur, compositeur et imprimeur. Partageant les travaux, les habitudes et les passions des populations rudes et turbulentes au milieu desquelles ils vivent, ces journalistes improvisés se font les échos fidèles des pionniers ou des planteurs qui les entourent : leur unique tâche est de servir des inimitiés de clocher, et comme la lutte politique se complique souvent de rivalités d'intérêt personnel, ils en viennent très vite à l'injure et aux violences, bientôt après aux voies de fait. De là ces provocations fréquentes, ces duels et même ces assassinats qu'enregistrent trop souvent les feuilles du Nouveau-Monde. On croit faire le procès de la presse américaine en représentant le journaliste écrivant avec des pistolets chargés sur son bureau, et ne sortant qu'armé jusqu'aux dents : ce portrait, qui peut être vrai sur les rives du Mississipi, qui ne serait qu'une fantaisie sur les bords de l'Océan, est simplement la condamnation des mœurs violentes de l'ouest et du sud. Si les journalistes se battent plus souvent et sont plus fréquemment assassinés que leurs voisins, c'est parce qu'ils sont plus en évidence, et que leur profession leur crée plus d'inimitiés.

Demander si la presse est libre aux États-Unis peut sembler une question paradoxale : on est cependant fondé à la faire. A défaut d'entraves législatives, les journaux américains sont dans la dépendance absolue d'un maître capricieux et despotique qui est tout le monde. Ce qui fait la grandeur et la noblesse des lettres, c'est la mission que l'écrivain semble avoir reçue d'éclairer et de guider l'opinion, et de la ramener au vrai quand elle s'égare. Malheureusement le public est prompt à former ses jugemens; il obéit à ses instincts plutôt qu'à la raison, et il faut quelque temps pour le détromper. Ce temps manque toujours à la presse américaine. N'ayant pas d'abonnés, elle n'a pas, comme les journaux européens, une clientèle captive qui assure son existence pendant la durée d'une

crise; elle vit au jour le jour de la vente de ses numéros : lorsque la foule mécontente délaisse la feuille qui a été l'objet de sa prédilection, lorsque les crieurs et les agens restreignent leurs achats, la famine frappe à la porte, et le journal est obligé de se condamner au silence, ou de changer d'opinion et de hurler avec les loups. Il y a souvent pour procéder ainsi un mobile plus impérieux encore que la crainte de la ruine. La multitude est aussi absolue dans ses exigences que le despotisme, et elle n'a pas besoin comme celui-ci de recourir à l'hypocrisie. On a vu plus d'une fois aux États-Unis la populace envahir les bureaux d'un journal et les mettre à sac pour étouffer une contradiction qui déplaisait. Les journaux catholiques ont eu mille persécutions à endurer, et il est rare que du sein du parti vainqueur il ne sorte pas des menaces à l'adresse des journaux qui ont défendu et qui soutiennent encore l'opinion qui a succombé. Vingt fois l'écrivain le plus écouté du parti démocratique, Bryant, a dû élever la voix et réclamer pour ses adversaires la liberté de la contradiction. Lorsque la question du Nicaragua, assoupie plutôt que résolue par le traité Clayton-Bulwer, passionnait l'opinion publique et que les têtes tournaient à la guerre, le *National Intelligencer* garda un silence absolu. Ce mutisme fut d'autant plus remarqué, que ce journal, en relations alors avec le ministère des affaires étrangères, était plus en état qu'aucun autre d'éclairer le public et d'exprimer un avis sur la question en litige entre les États-Unis et l'Angleterre. Interpellé par ses confrères, le *National Intelligencer* se contenta de répondre : « Il est des sujets sur lesquels un journal quelconque ne peut entreprendre de dire la vérité sans risquer moins que la pendaison. » En enregistrant cet aveu, le *Journal du Commerce* de New-York le faisait suivre des réflexions suivantes : « On a souvent remarqué, et cela est parfaitement vrai, que l'opinion est moins libre, que la presse est plus enchaînée dans ce pays que dans aucun autre en possession d'institutions libérales. La presse des États-Unis a la licence sans avoir la liberté; elle sert d'organe à bien des calomnies, mais à fort peu de vérités. Elle a le courage de falsifier et de défigurer, et elle n'a pas l'énergie d'exprimer des opinions qui ne seraient point agréables à certaines cliques, ou qui seraient contraires au courant des préjugés aveugles. » Nous nous en tiendrons à cette appréciation, dont la sincérité ne saurait être suspecte, puisqu'elle émane d'une plume américaine.

Il est une justice à rendre aux journaux des États-Unis, c'est qu'ils sont généralement irréprochables au point de vue de la morale. Tout ce qui peut porter atteinte à la religion ou blesser une oreille délicate est soigneusement banni de leurs colonnes. Ils ont sous ce rapport des scrupules qui leur font honneur, et ils sont sou-

tenus dans cette voie par le public. On a fait deux ou trois tentatives pour établir à New-York de petits journaux consacrés aux gaillardises et destinés à vivre de scandale : ils sont morts en naissant. L'expérience a rassuré les Américains sur les prétendus dangers que la liberté de la presse ferait courir aux mœurs. Il y a dix ou douze ans, quelques membres du clergé s'alarmèrent fort de la vogue immense qu'obtenait la publication par livraisons du *Juif-Errant* et d'autres romans équivoques traduits du français. Cette vogue fut passagère : au bout de deux ou trois ans, toutes ces publications ne donnaient plus que de la perte à leurs éditeurs, et on signalait un accroissement notable dans la vente des *magazines* et des publications irréprochables. Il en est de l'esprit comme de l'estomac, qui ne peut supporter longtemps qu'une nourriture saine et fortifiante. Les journaux américains ont créé et entretenu dans les classes laborieuses le besoin de lire, et ce besoin, qui a d'abord accepté toute pâture, sert puissamment aujourd'hui la cause de la morale et de la vérité.

Ceci nous amène naturellement à faire connaître un des élémens les plus recommandables de la presse américaine : nous voulons parler des journaux religieux, qui se publient en grand nombre et avec un remarquable succès. Ces journaux (1) sont destinés à fournir le dimanche une lecture instructive et morale aux familles, et ils sont rédigés avec beaucoup de soin. Presque tous contiennent une grande quantité de nouvelles politiques ou littéraires, mais sous la forme de résumés très serrés. La plus grande partie du journal est consacrée aux nouvelles religieuses, soit de l'intérieur de la confédération, soit des pays étrangers. Une place est également réservée à la polémique. Ces feuilles absorbent toute l'activité intellectuelle du clergé américain, et quoiqu'elles soient créées et soutenues par l'amour de la controverse qu'entretient aux États-Unis la rivalité des sectes religieuses, quoiqu'une part considérable y soit forcément faite à la théologie, on ne peut disconvenir qu'elles n'offrent un réel intérêt à ceux qui aiment les lectures sérieuses. Il existait depuis longtemps aux États-Unis des recueils consacrés spécialement aux matières de piété; mais le premier journal religieux rédigé sur le plan que toutes les publications du même genre ont adopté a été fondé à Boston en 1816 par le révérend Sydney E. Morse; il portait le titre de *Boston Recorder*. Il n'a point tardé à avoir beaucoup d'imitateurs, parce que chaque secte a voulu avoir son organe. C'est ainsi qu'à New-York seulement se publient : l'*Observer,* l'*Evangelist,* le *Christian Advocate,* le *Presbyterian,* l'*Independant,* qui tous ont un très grand

(1) D'un format in-quarto, imprimés très fin, pouvant contenir la valeur de 150 pages in-12; ils paraissent une fois par semaine, et ne coûtent que 2 dollars par an.

nombre d'abonnés. Il existe aujourd'hui aux États-Unis 120 journaux de ce genre, et on ne peut évaluer à moins de 500,000 exemplaires leur tirage de chaque semaine.

Nous avons à peine besoin de dire qu'on publie aux États-Unis, comme en Angleterre, un très grand nombre de journaux spéciaux. Toute doctrine inconnue, toute opinion naissante a recours à la presse pour conquérir la faveur publique, et tout novateur commence par fonder un journal. La tempérance, l'abolition de l'esclavage, la franc-maçonnerie, l'agriculture, les sciences, la pédagogie, ont enfanté et enfantent tous les jours une multitude de feuilles. Il n'est point jusqu'aux sauvages qui n'aient des journaux rédigés dans leur langue : les Choctaws en ont un, les Cherokees en ont deux. L'immigration européenne a donné également naissance à des feuilles françaises, italiennes et allemandes. Les journaux allemands sont aujourd'hui au nombre de plus de cent; quelques-uns d'entre eux semblent n'avoir d'autre objet que de continuer en Amérique une polémique devenue impossible en Europe : ils sont exclusivement envahis par l'exposition des doctrines les plus contraires à tout esprit religieux et à tout ordre social. Ils obtiennent d'ailleurs le succès qu'ils méritent. Quelque haine que l'émigrant allemand ait apportée contre la société, une fois qu'il a un champ à mettre en culture et une famille à nourrir, il oublie ses préjugés; il délaisse la politique pour la cognée ou la charrue, et s'il ouvre un journal, ce n'est point pour y lire quelque tirade contre les tyrans ou contre la superstition, c'est pour y chercher le prix courant du froment et des salaisons.

III.

Les commencemens de la presse périodique ont été aux États-Unis plus pénibles et plus laborieux que ceux de la presse quotidienne. De longues années s'écoulèrent avant qu'un seul recueil mensuel, du genre de ceux qui sont aujourd'hui si répandus en Amérique, réussît à vivre. Cependant c'est un nom illustre, celui de Franklin, qui s'offre à nous le premier. Franklin fut séduit par le succès qu'obtenait en Angleterre le *Gentleman's Magazine,* qui date de 1731 et qui existe encore, et dès 1741 il publia à Philadelphie, sous le titre de *The general Magazine and Historical Chronicle,* le premier numéro d'un recueil analogue. Franklin attachait beaucoup d'importance à cet essai. Une publication mensuelle lui paraissait avoir beaucoup d'avantages sur le journal : il y voyait un moyen précieux de répandre l'instruction parmi les masses, de combattre les préjugés, et de mettre, par des résumés substantiels, le public

au courant de toutes les questions propres à l'intéresser. Il apporta donc un soin infini à la composition de son recueil, mais ce fut peine perdue : il lui fallut, faute de souscripteurs, s'arrêter après le sixième numéro. Un recueil rival, qu'un certain John Webbe s'était empressé de créer sous le titre d'*American Magazine*, était déjà mort après le second numéro. Deux tentatives furent essayées en 1757 et en 1769 pour faire revivre l'*American Magazine :* toutes deux furent également malheureuses. En juillet 1771, Aitkin fonda à Philadelphie le *Pennsylvania Magazine,* ou *American Monthly Museum*, dans lequel écrivirent Thomas Paine et Francis Hopkinson. Ce recueil acquit, grâce à leur collaboration, une certaine popularité, mais il dut suspendre sa publication en juillet 1776, lorsque éclata la guerre de l'indépendance. Au lendemain de la paix, en 1787, Matthew Carey ressuscita l'*American Museum*, qui ne put prolonger son existence au-delà de 1798.

Les essais tentés dans la Nouvelle-Angleterre pendant la même période ne furent pas couronnés de plus de succès. La plupart des recueils fondés à Boston de 1743 à 1796 ne fournirent qu'une courte carrière; quelques-uns même moururent dans l'année qui les avait vus naître. Il faut arriver jusqu'au commencement de ce siècle pour rencontrer aux États-Unis des recueils mensuels qui aient eu une existence sérieuse et une véritable valeur littéraire. En 1800, la démission du secrétaire d'état Pickering entraîna celle de Joseph Dennie, ancien avocat de Boston, à qui Pickering avait fait donner une petite place à Philadelphie. Dennie, esprit cultivé et causeur séduisant, fort recherché dans les salons et amoureux des lettres, s'était plié malaisément aux exigences d'une situation officielle : il dit de grand cœur adieu à la politique, et résolut de ne demander qu'à sa plume ses moyens d'existence. Il fut, avec le romancier Brockden Brown, le premier Américain qui fit franchement profession de n'être qu'un homme de lettres, et son exemple resta longtemps sans imitateurs. Il fonda en 1801 le *Portfolio*, recueil hebdomadaire qu'il rendit mensuel en 1809, et qui obtint un rapide succès. Écrivain recherché et un peu prétentieux, Dennie rachetait ces défauts par infiniment de vivacité et d'esprit : il eut d'ailleurs pour collaborateurs des hommes de mérite. John Quincy Adams publia dans le *Portfolio* de curieuses lettres sur la condition sociale et industrielle de la Prusse; Robert Walsh y fit ses débuts; Nicholas Biddle, le célèbre directeur de la banque des États-Unis, et James E. Hall y travaillèrent assidûment. Dennie mourut en 1812, mais le recueil qu'il avait fondé lui survécut, et ne cessa de paraître qu'en 1820.

Depuis 1813, le *Portfolio* avait un concurrent redoutable dans l'*Analectic Magazine*, fondé également à Philadelphie par Moses

Thomas, et auquel collaboraient Washington Irving, le romancier Paulding, et le célèbre ornithologiste Wilson. Le succès de l'*Analectic Magazine* fut très grand et s'étendit à toutes les parties de la confédération; mais les frais étaient excessifs. Malgré le grand nombre des souscripteurs, il fut impossible d'y faire face, et l'*Analectic Magazine* cessa de paraître après huit ou neuf ans d'existence. Il avait cependant ouvert la voie que des successeurs plus heureux ont parcourue avec honneur et profit. Aujourd'hui encore les *magazines* de Philadelphie l'emportent de beaucoup sur ceux de New-York et de Boston par la variété de la rédaction, par la beauté des gravures, et par le nombre des abonnés. Les plus prospères sont *le Livre des Dames* (*the Lady's Book*) et le *Graham's Magazine.* Tous deux ont commencé très modestement, et ne vivaient d'abord que des dépouilles d'autrui, choisissant dans les divers recueils publiés en Angleterre et aux États-Unis, et surtout dans les *magazines* anglais, les matériaux de leurs numéros mensuels. A mesure que leur clientèle s'est étendue et que leurs ressources ont augmenté, ils ont joint à ces articles d'emprunt un nombre de plus en plus considérable d'articles originaux, et ils ont fini par s'attacher à grands frais les meilleurs écrivains des États-Unis. Aujourd'hui le *Graham's Magazine* est presque exclusivement composé d'articles et de romans inédits : c'est pour ce recueil que Fenimore Cooper a écrit *les Ilots de la Baie* (*the Islets of the Gulph*). Le *Graham's Magazine* est le plus répandu de tous les recueils américains, car il tire au-delà de 35,000 numéros. Le *Livre des Dames* a environ 30,000 lecteurs; le *Godey's Magazine* et le *Sartain's Magazine,* qui se publient également à Philadelphie, en ont chacun de 15,000 à 20,000.

New-York n'a possédé aucun recueil littéraire digne de mention jusqu'en 1824, époque où fut fondé l'*Atlantic Magazine,* qui ne tarda pas à échanger ce titre contre celui de *New-York Monthly Review,* et qui dut quelques années de succès à la collaboration d'un écrivain spirituel, Robert C. Sands, et du poète Bryant. C'est aussi dans ce recueil que Dana a publié son premier poème, *le Corbeau mourant* (*the Dying Raven*). En 1832, le romancier C.-F. Hoffmann fonda le *Knickerbocker Magazine,* qui passa bientôt de ses mains dans celles de Timothée Flint, puis dans celles du rédacteur en chef actuel, Lewis Gaylord Clark. Le *Knickerbocker* a été un des recueils les plus brillans des États-Unis; il a eu pour collaborateurs assidus Washington Irving, Paulding, William Ware, qui y a publié son roman épistolaire de *Zénobie,* Bryant et Longfellow. C'est dans ses colonnes qu'ont débuté, comme critiques ou comme auteurs de nouvelles, presque tous les jeunes écrivains qui, depuis vingt ans, sont arrivés à la réputation aux États-Unis. Le *magazine* de New-

York qui vient immédiatement après le ***Knickerbocker*** est celui de Putnam. La ***Revue démocratique,*** fondée à Washington en 1837 par M. O'Sullivan et transférée à New-York en 1841, est le recueil politique qui a eu le plus de succès aux États-Unis : elle a été dirigée à la fois avec habileté, dignité et bon goût. Le parti whig a cru devoir lui opposer un recueil mensuel qui se publie également à New-York : c'est la ***Revue américaine,*** établie en 1844 par George H. Colton.

A Boston se publient les recueils mensuels les plus anciennement fondés. Le premier en date est l'***American Baptist Magazine,*** créé en 1803 par le révérend Thomas Baldwin. Après lui vient le ***Missionary Herald,*** qui ne porte ce nom que depuis 1820, et qui a été formé en 1808 par la réunion du ***Missionary Magazine,*** fondé en 1805, avec une publication rivale, le ***Panoplist,*** datant de 1806. Ces deux recueils, dont la circulation est très grande, ont pourtant, comme le titre l'indique suffisamment, un caractère religieux, et sont presque exclusivement rédigés par des membres du clergé protestant. Les recueils purement littéraires ont eu beaucoup plus de peine à se faire une place. En 1803, Phineas Adams forma à Boston, sous le nom de ***Club de l'Anthologie,*** une réunion de jeunes gens qui avait pour objet la culture des lettres et la discussion des matières philosophiques. Les principaux membres de cette société littéraire étaient le professeur Ticknor, connu depuis pour son ***Histoire de la Littérature espagnole***, l'aîné des deux Everett, William Tudor, les docteurs Bigelow et Gardner, les ministres Buckminster, Thatcher et Emerson, père du philosophe. Un recueil fut fondé, sous le nom d'***Anthologie,*** pour publier les productions des membres de la société; il parut jusqu'en 1811. La guerre éclata alors avec la Grande-Bretagne, et l'élection de Madison à la présidence fut l'occasion d'une lutte acharnée entre les partis : au milieu de cette crise, la plupart des membres du club se dispersèrent ou se jetèrent dans la vie politique, et l'***Anthologie*** discontinua sa publication. Ce recueil paraît avoir eu quelque valeur; mais son principal titre est d'avoir été le berceau de la revue la plus estimable que possèdent les États-Unis, la ***Revue de l'Amérique du Nord,*** qui a eu, on le verra, les mêmes fondateurs. Aucun des recueils mensuels publiés à Boston ne s'est distingué jusqu'ici par un mérite exceptionnel. Le seul qui ait fixé l'attention et exercé une action sur les esprits n'a eu qu'une existence éphémère : c'est le ***Dial,*** recueil philosophique et littéraire, établi en 1840 par Ralph Waldo Emerson, et qui fut rédigé presque entièrement par lui et la célèbre Marguerite Fuller (1). Le ***Dial*** ne vécut que quatre années.

(1) Voyez, sur Marguerite Fuller, la *Revue* du 1er avril 1852.

Dans les états à esclaves, on ne trouve à mentionner que le ***Southern Literary Messenger,*** fondé en 1834 à Richmond, par T. W. White, et qui, à la mort du fondateur, est passé entre les mains de M. B.-B. Minor. La collaboration de quelques écrivains distingués de la Virginie et des hommes politiques les plus influens des états du sud ont donné de l'importance et de la valeur à ce recueil, qui se soutient honorablement à côté des publications analogues de New-York et de Philadelphie.

L'agriculture, la pédagogie, la jurisprudence et la médecine comptent aux États-Unis des organes spéciaux qui acquerront plus de valeur à mesure que les institutions scientifiques, en se développant, leur fourniront des collaborateurs plus assidus et plus nombreux. L'économie politique et la statistique sont représentées par deux recueils mensuels excellens : la ***De Bow's Review***, qui se publie à la Nouvelle-Orléans depuis 1846, et le ***Magasin du Marchand***, fondé à New-York en juillet 1835 par M. Freeman Hunt. M. De Bow a entrepris la tâche difficile de défendre l'esclavage au nom et par les armes de la science économique : il y usera sans doute inutilement un savoir étendu, un esprit pénétrant et un grand talent de dialecticien. Une meilleure fortune est réservée à ses travaux de statistique. M. De Bow a été chargé de diriger le recensement de 1850, et il en a résumé les résultats en un petit volume rempli des détails les plus instructifs. Le ***Magasin du Marchand***, de M. Hunt, est incontestablement le meilleur recueil d'économie politique qui existe dans aucune langue et dans aucun pays. La science théorique y occupe une place suffisante, et il est impossible d'imaginer rien de plus clair, de plus net et de plus substantiel que les travaux consacrés à suivre le mouvement de la richesse dans l'ancien et le nouveau monde. Il ne paraît nulle part un document statistique, un renseignement précieux, un livre instructif, qui ne soit ou reproduit ou analysé et commenté dans ce recueil, empreint à chaque ligne de l'esprit pratique et du génie commercial des Américains.

On ne saurait non plus donner trop d'éloges au ***Journal américain des Sciences et des Arts,*** publié à New-Haven par MM. Silliman père et fils, et qui tient aux États-Unis la même place que les ***Annales de Physique et de Chimie*** et les ***Annales des Ponts et Chaussées*** en France. Le recueil de MM. Silliman a paru longtemps quatre fois par an; il paraît maintenant tous les deux mois, et un inévitable progrès en fera une publication mensuelle. C'est une œuvre de dévouement et de patriotisme qui fait honneur au pays qui l'a vu naître et aux hommes qui l'ont entreprise. Les États-Unis ne comptaient en 1817 qu'un seul recueil purement scientifique, le ***Journal de Minéralogie,*** que la santé défaillante de son

directeur condamnait à une disparition prochaine. Un homme de mérite, le colonel Gibbs, rencontrant M. Silliman, professeur de chimie, de minéralogie et de géologie, au collége de Yale, à New-Haven, lui témoigna qu'il y allait de l'honneur des savans américains de ne pas laisser la science sans organe aux États-Unis. M. Silliman fut aisément convaincu, et, après s'être assuré le concours d'un certain nombre d'écrivains, il fit paraître en juillet 1818 le premier numéro de son journal. En assumant cette tâche, il avait, dit-il, le sentiment que l'œuvre qu'il entreprenait absorberait sa vie entière, et une expérience de trente-cinq années lui a fait voir qu'il ne s'était pas trompé. Toutes les difficultés se réunirent en effet pour entraver son entreprise. Au bout d'un an, le *Journal* n'avait encore que 350 abonnés, et comme les recettes ne couvraient pas les dépenses, les éditeurs avec qui on avait traité ne voulurent pas continuer. Il fallut que M. Silliman leur garantît le remboursement de leurs frais, et empruntât en son nom personnel à une banque la somme nécessaire pour servir de fonds de roulement. Après le dixième volume, en février 1826, les éditeurs mirent M. Silliman en demeure de discontinuer la publication ou d'en prendre toutes les charges à son compte. Les frais avaient absorbé tous les produits du recueil, qui s'était agrandi, et de nouveaux fonds étaient nécessaires. Confiant dans son œuvre et convaincu de la nécessité de la persévérance, M. Silliman racheta sur sa fortune personnelle les exemplaires disponibles, remboursa les éditeurs, et se chargea désormais d'administrer aussi bien que de rédiger son recueil. Depuis lors, le *Journal des Sciences et des Arts* a continué sans interruption sa publication; mais malgré le soin merveilleux avec lequel il est fait, malgré sa grande et légitime réputation, il a été plus profitable à la science qu'à son propriétaire. Pendant bien des années, il a été complétement improductif, et maintenant encore c'est à peine s'il couvre ses frais matériels. On doit ajouter, il est vrai, à l'honneur de M. Silliman et de son fils, qu'il s'est associé en 1838, que le résultat aurait pu être tout autre, si le moindre calcul d'intérêt personnel les avait dirigés. Non-seulement les gravures et les planches qui accompagnent chaque livraison sont en quelque sorte des œuvres d'art; mais ils ont accepté et ils continuent des échanges onéreux avec presque toutes les publications scientifiques du monde, et jamais, aux États-Unis, les fondateurs d'un collége, d'une bibliothèque ou d'une académie, ne se sont adressés à eux sans recevoir gratuitement la collection complète de leur publication. Ce sont là des faits auxquels on ne saurait donner trop de retentissement, parce qu'ils honorent l'humanité. Il est beau de voir, au fond d'une université, dans une petite ville des États-Unis, deux hommes consacrer

leur vie entière et le modeste salaire qu'ils gagnent par leur savoir et leur travail à élever un monument à la science, s'épuisant dans un labeur sans relâche pour maintenir leur pays au niveau des autres nations. Cependant on aurait tort de ne voir dans une pareille abnégation et dans un désintéressement si obstiné que le fruit du patriotisme ou l'inspiration d'une âme généreuse : le sentiment religieux a rendu les sacrifices faciles. Familier avec l'esprit qui anime encore les classes élevées de la Nouvelle-Angleterre, nous n'avons pas été surpris de lire à la fin de la préface du cinquantième volume du *Journal des Sciences* les lignes touchantes que voici : « Quand nous remontons le cours des années écoulées, et que nous songeons aux relations d'autrefois, une foule de pensées s'éveillent en nous, et le souvenir des collaborateurs qui ne sont plus jette une ombre épaisse sur le regard avec lequel nous embrassons le passé. L'attente de l'heure de la délivrance, quand viendra notre tour d'être appelés, arrête l'élan de notre pensée, et modère la confiance que la santé et l'intégrité de nos forces nous inspireraient sans doute, si nous n'étions avertis presque chaque jour par la mort d'un contemporain, d'un collaborateur, d'un ami ou d'un patron. Le moment même où nous écrivons est attristé par un semblable événement, mais nous continuerons à travailler, nous ferons en sorte d'être trouvés au poste que le devoir nous assigne, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus rien à faire pour nous, remettant nos espérances pour une vie future entre les mains de celui qui nous a placés au milieu des splendeurs de ce bas monde, et qui n'a pas pris moins de soins pour notre passage dans un monde meilleur. » Depuis que ces lignes ont été écrites, plusieurs années se sont écoulées sans que les efforts de M. Silliman se soient ralentis, et les amis de la science espèrent qu'il pourra continuer longtemps encore son utile et honorable entreprise.

Nous ne pouvons quitter ce sujet sans donner quelques chiffres qui feront juger de l'accroissement des recueils mensuels aux États-Unis : on en comptait 26 seulement en 1810, 140 en 1835, et 175 en 1850 : le nombre actuel de ces recueils ne saurait être évalué au-dessous de 200.

Les recueils trimestriels auxquels, en Amérique comme en Angleterre, le nom de *revues* est plus spécialement affecté, sont de date récente aux États-Unis, et ont eu beaucoup de peine à se faire une place dans les rangs de la presse. Ils sont voués par nature aux discussions philosophiques et littéraires, et le contenu en est trop grave et trop sérieux pour un peuple qui, à aucun degré, n'a le goût de la métaphysique, et qui ne cherche dans la lecture qu'une distraction ou un moyen d'instruction rapide : en outre ils ont le tort, impardonnable en Amérique, d'être devancés sur toutes les

questions par les recueils mensuels, et ils ne rachètent pas toujours ce retard inévitable par la supériorité de la rédaction; mais le principal obstacle qui a arrêté le développement des recueils trimestriels aux États-Unis a été la concurrence qu'ils ont toujours rencontrée dans les *revues* anglaises. Il n'est en effet aucune de celles-ci qui, aussitôt après la publication à Londres ou à Édimbourg, et dans les quarante-huit heures qui suivent l'arrivée en Amérique, ne soit réimprimée à Boston, à New-Haven, à New-York et à Philadelphie. Or, comme les libraires américains qui se livrent à cette spéculation médiocrement honnête n'ont à supporter que les frais du papier et de l'impression, la *Revue d'Edimbourg*, la *Quarterly Review*, la *Revue de Westminster* non-seulement se vendent aux États-Unis meilleur marché qu'en Angleterre, mais y coûtent moins cher que les *revues* américaines, qui, outre leurs frais matériels, ont un personnel de rédaction à payer. La *North British Review* et le *Christian Observer* de Londres, organes des deux partis entre lesquels se divise l'église anglicane, et qu'on appelle la haute et la basse église, sont également réimprimés aux États-Unis aussitôt après la publication. Il en est de même du reste de la plupart des *magazines* anglais, et spécialement du *Blackwood's Magazine*, recueil radical qui a plus d'abonnés en Amérique qu'en Angleterre, sans que ses propriétaires et ses rédacteurs en tirent le moindre profit. Il existe en outre aux États-Unis diverses publications périodiques, telles que le *Magasin éclectique*, le *Magasin international*, le *Magasin de Harper*, le *Littell's Living Age*, qui ont pour unique destination de reproduire les meilleurs articles des recueils de Londres et d'Édimbourg. Ces réimpressions des publications étrangères ont fait aux recueils nationaux une concurrence d'autant plus irrésistible que les Américains ont été moins prompts à secouer le joug de l'Angleterre en littérature qu'en politique.

Nous avons eu déjà occasion de dire que le premier essai d'une *revue* américaine fut l'œuvre de M. Robert Walsh, qui, en 1811, fonda à Philadelphie l'*American Review of History and Politics*. Cette tentative était prématurée, et le moment était d'autant moins favorable que la guerre absorbait l'attention de tous les esprits. Le recueil de M. Walsh ne vécut que deux années. Une existence plus courte encore fut le partage du *General Repertory and Review*, recueil de littérature et de théologie établi à la fin de 1812, à Cambridge près de Boston, par Andrews Norton avec le concours des professeurs de la plus florissante université du Massachusetts : la publication s'arrêta après le quatrième numéro. Enfin en 1815 naquit la *Revue de l'Amérique du Nord*, la plus ancienne et la plus prospère des *revues* américaines, et la seule jusqu'ici qui ait marqué sa trace. Faire l'histoire

de cette *revue*, c'est presque faire l'histoire de la littérature aux États-Unis. Elle a eu pour fondateur un des membres de l'ancien club de l'Anthologie, William Tudor, qui en commença la publication avec ses ressources personnelles. Au bout de deux ans, il céda son droit de propriété à Willard Phillips, ou plutôt au club de l'Anthologie, reconstitué sous le nom de club de l'Amérique du Nord, et dont les membres les plus actifs étaient Edouard E. Channing, Richard H. Dana et Jared Sparks, l'historien de Washington, alors répétiteur à l'université d'Harvard. A la fin de 1819, M. Edward Everett, qui voyageait en Europe, fut élu professeur de littérature grecque à Harvard, et revint en Amérique après quatre ans d'absence. La rédaction en chef de la *Revue de l'Amérique du Nord* lui fut aussitôt confiée. M. Edward Everett, qui depuis la mort de Daniel Webster est le premier orateur des États-Unis, qui a été tour à tour secrétaire d'état et ambassadeur à Londres, jouit d'une réputation plus grande encore comme écrivain que comme homme politique. Profondément versé dans la connaissance des littératures anciennes, il possède en outre la plupart des langues de l'Europe. C'est un écrivain ingénieux et disert, dont le style abondant et flexible convient merveilleusement à la critique littéraire, et un savoir étendu lui fournit une mine inépuisable de rapprochemens heureux et d'instructives comparaisons. C'est sous sa direction que la *Revue de l'Amérique du Nord* a jeté le plus d'éclat. Dans le cours de quatre années, il écrivit pour elle près de cinquante articles, c'est-à-dire à peu près la moitié du recueil. Plusieurs de ces articles, notamment ceux sur la Grèce moderne, que M. Everett venait de visiter, et sur la littérature anglaise contemporaine, eurent l'honneur d'être reproduits et commentés en Angleterre. Aux États-Unis, la vogue fut très grande : il fallut réimprimer jusqu'à trois fois certains numéros. Ce succès attira sur M. Everett l'attention publique, et à la fin de 1823 il fut élu membre du congrès pour le Massachusetts; il avait alors vingt-neuf ans. Il résigna la rédaction en chef du recueil entre les mains de Jared Sparks, mais il en demeura encore pendant près de dix ans un des collaborateurs les plus assidus. On évalue à près de soixante le nombre des articles qu'il y a publiés pendant cette période, et qui sont le fruit des heures qu'il a pu dérober à une vie politique des mieux remplies. M. Jared Sparks dirigea la *Revue de l'Amérique du Nord* jusqu'à la fin de l'année 1829 : il abandonna alors la rédaction en chef pour se consacrer à ses travaux historiques, et pour commencer la publication en douze volumes de la *Correspondance diplomatique de la révolution américaine*, suivie bientôt de la *Vie de Washington*. Depuis l'achèvement de ces grands travaux, c'est-à-dire depuis 1839, M. Sparks est professeur d'histoire

ancienne et moderne à Harvard. Il eut pour successeur dans la direction de la *revue* M. Alexandre Everett.

Plus âgé que son frère de quatre ans, M. Alexandre Everett, né à Boston en 1790, débuta dans l'*Anthologie* presque au sortir du collége. Il entra de bonne heure dans la carrière politique, où son savoir étendu et sa rare capacité hâtèrent ses progrès. Dès 1818, il fut envoyé en Hollande avec le titre de chargé d'affaires, et il y demeura jusqu'en 1824. Les loisirs de ses fonctions officielles furent consacrés par lui à des études sur l'économie politique, qui aboutirent à la publication d'une réfutation de Malthus. Il adressa en outre d'Amsterdam au recueil que dirigeait son frère quelques articles sur la littérature et la philosophie françaises au XVIIIe siècle, dont il avait fait une étude spéciale. En 1824, il alla représenter son pays à Madrid, où il continua d'écrire sur l'économie politique. Le service le plus grand qu'il ait rendu aux lettres pendant son séjour à Madrid a été d'user de sa situation et de son crédit pour ouvrir à Washington Irving, à Prescott, à Ticknor et à Longfellow les archives et les bibliothèques de l'Espagne, et de contribuer ainsi à faire naître trois ouvrages remarquables : la *Vie de Christophe Colomb,* l'*Histoire d'Isabelle et de Ferdinand,* et l'*Histoire de la littérature espagnole.* De retour aux États-Unis à la fin de 1829, il acquit la propriété de la *Revue de l'Amérique du Nord,* où il traita personnellement les questions d'économie sociale et de politique intérieure. Supérieur peut-être à son frère Edward pour la profondeur du savoir et la portée d'esprit, M. Alexandre Everett est toujours demeuré au-dessous de lui comme critique et comme écrivain. Il céda sa *revue* au docteur Palfrey en 1835 pour rentrer dans la politique active, et depuis lors il n'a guère écrit que dans la *Revue de Boston* ou dans la *Revue démocratique* de New-York. Des mains du docteur Palfrey, la *Revue de l'Amérique du Nord* est passée, en 1842, dans celles de M. Francis Bowen.

Outre Jared Sparks et les deux Everett, presque tous les écrivains éminens des États-Unis ont collaboré à la *Revue de l'Amérique du Nord.* Elle a compté parmi ses rédacteurs le célèbre jurisconsulte Story, M. Henry Wheaton, connu par ses écrits sur le droit international et par son *Histoire des invasions des Normands,* Daniel Webster, l'historien Prescott, qui, au retour de ses voyages, y publia des articles sur la littérature italienne et sur l'Espagne, enfin l'émule de Prescott, M. Bancroft. Le premier poème de M. Cullen Bryant, *Thanatopsis,* a paru en 1818 dans la *Revue de l'Amérique du Nord.* Un nom glorieux manque à cette liste, celui de Fenimore Cooper, dont cette *revue* critiqua amèrement le premier roman américain, *l'Espion,* et pour qui elle est toujours demeurée fort injuste. La critique

littéraire, dans la ***Revue de l'Amérique du Nord***, était confiée à Richard H. Dana, qui fut le premier en Amérique à s'affranchir de la tutelle des aristarques anglais. Les écrivains de la ***Quarterly Review*** et de la ***Revue d'Edimbourg*** étaient encore à cette époque les fidèles gardiens de la tradition du XVIIIe siècle : ils ne juraient que par Pope et par les contemporains de la reine Anne, et pendant qu'ils conservaient à des productions aussi glaciales que régulières une admiration exclusive, ils accueillaient avec une impitoyable sévérité les débuts de Byron, de Moore et de toute l'école nouvelle. Comme il arrive toujours, les littérateurs de Boston, les universitaires d'Harvard et de Cambridge renchérissaient encore sur les rigueurs de Jeffrey. Dana rompit avec les défenseurs de la règle, et tout en blâmant la recherche, la prétention et les écarts des premiers essais de Moore, il osa trouver à louer et chez Moore et chez Byron; au grand scandale de tous les classiques, il se fit le prôneur de Wordsworth, de Coleridge et de Southey. A ceux qui reprochaient aux poètes lakistes de s'affranchir de toute règle, de déserter la réalité et de se perdre continuellement dans les régions du mysticisme et de l'abstraction, Dana répondait en défendant le droit de la poésie à poursuivre l'idéal et à s'aider de l'imagination pour s'élever par-delà le monde sensible. Trop libéral et trop éclairé pour apporter dans le jugement des œuvres de goût un esprit étroit et des préventions exclusives, Edward Everett s'affranchit, comme Dana, de tous les préjugés du passé. Longfellow, qui vint ensuite, renchérit sur tous les deux et appliqua à la critique les règles d'une esthétique obscure et raffinée qui ressemblait trop à une importation malheureuse de la métaphysique allemande. Tout au contraire le docteur Cheeve, ministre congrégationaliste à Salem, qui débuta dans la ***Revue de l'Amérique du Nord*** en 1832, apporta dans la critique littéraire toutes les qualités d'un esprit à la fois ferme et pénétrant et une grande sûreté de jugement unie à une diction élégante. M. Cheeve a considérablement écrit sur la littérature et la théologie dans les recueils périodiques de la Nouvelle-Angleterre. Beaucoup plus jeune que ses devanciers, M. E. Whipple, qui n'a commencé à écrire qu'en 1843, a fait preuve d'une facilité élégante et spirituelle, mais sa critique est essentiellement laudative.

La ***Revue de l'Amérique du Nord*** n'a pas rendu moins de services aux études philosophiques qu'à la littérature. Au commencement de ce siècle, les doctrines de Locke régnaient encore sans partage dans toutes les écoles de la Nouvelle-Angleterre; c'est à peine si dans quelques cours de timides emprunts faits à Reid et à Dugald-Stewart venaient mitiger la philosophie dominante. La première attaque contre l'école sensualiste partit de la ***Revue de l'Amérique du Nord;*** elle était

l'œuvre d'un jeune étudiant en théologie d'Andover, James Marsh, aujourd'hui docteur en théologie et président de l'université du Vermont, où il professe la philosophie. Esprit vigoureux et lucide, M. Marsh entreprit de réhabiliter le spiritualisme dans des articles qui remuèrent les universités et les séminaires. Il fut suivi bientôt dans cette voie par Orestes Brownson, qui se déclara ouvertement le disciple de M. Cousin et de l'école spiritualiste française; par le docteur Walker, professeur de philosophie à Harvard; par le révérend Théodore Parker, et par un métaphysicien original et profond, le révérend W. R. Greene. La défaite de la philosophie sensualiste fut complète, et l'honneur d'avoir porté le premier coup appartient à la *Revue de l'Amérique du Nord*. Cependant les spiritualistes victorieux n'ont pas tardé à être dépassés et compromis par les *transcendentalistes*, qui, sur les traces de Ralph Waldo Emerson, sont allés se perdre dans les nébuleuses régions du mysticisme. Ces exagérés n'ont pas eu d'adversaire plus habile et plus résolu que M. Francis Bowen, qui a pris, en 1842, la direction de la *Revue de l'Amérique du Nord*. M. Bowen, dont toutes les études ont porté sur la métaphysique et sur la philosophie du droit, est un esprit net et pénétrant, un logicien vigoureux et un écrivain plein de nerf. Il a fait une guerre acharnée au *transcendentalisme*, qu'il définit un mélange de prétentions, de sentimentalité et de déraison, et sa polémique contre Emerson et son école est ce que la philosophie a produit de plus solide aux États-Unis.

La *Revue de l'Amérique du Nord* est le seul recueil trimestriel qui ait parcouru une longue carrière; on ne trouve à mentionner à côté d'elle que des publications éphémères ou de fondation toute récente. La *Revue Américaine*, établie en 1827 à Philadelphie par M. Robert Walsh et rédigée dix années par lui avec un grand succès, disparut en 1837, lorsque son fondateur quitta les États-Unis pour l'Europe. L'existence de la *Revue trimestrielle du Sud* a été plus courte encore. Ce recueil avait dû pourtant un grand éclat à la collaboration de quelques hommes de talent tels que Hugh Legaré, Stephen Elliott et W. G. Simms. Legaré, né à Charleston en 1792 et tué par accident en 1843, lorsqu'il était ministre de la guerre sous la présidence de M. Tyler, était d'origine française. Il vint en 1818 à Paris pour étudier la philosophie et le droit, et il passa ensuite quelque temps à l'université d'Édimbourg. A son retour aux États-Unis, il débuta dans le barreau à Charleston et se plaça immédiatement au premier rang des avocats et des hommes politiques de la Caroline du sud. Lorsque la *Revue trimestrielle du Sud* fut créée en 1827 à Charleston pour défendre les intérêts et les opinions des états du sud en matière de politique et de finances, Legaré en devint le principal collaborateur,

et ses articles en firent le succès. Legaré a été souvent mis en balance, aux États-Unis, avec Edward Everett; le savoir de tous les deux était immense, et si le second avait dans le style plus de souplesse et d'éclat, le premier passait pour avoir un talent plus ferme et plus vigoureux. La *Revue du Sud* ne survécut point au départ de Legaré pour Bruxelles, où il fut envoyé en 1833 comme chargé d'affaires. Elle a été ressuscitée en 1842 par le révérend Whittaker, mais elle n'a point jusqu'ici jeté un vif éclat. La *Revue du Massachusetts*, qui se publie à Boston, l'*American Register* de Stryker, et les autres recueils trimestriels de la Nouvelle-Angleterre n'ont jamais pu s'élever au-dessus de la médiocrité. Une seule *revue* eut un moment de vogue, dû à l'attrait de la curiosité : c'est la *Revue trimestrielle de Brownson*, ainsi appelée du nom de son fondateur. M. Orestes Brownson, né dans le Vermont en 1802, est l'un des écrivains les plus remarquables et les plus discrédités des États-Unis. En politique, il a été tour à tour whig et démocrate; en philosophie, il a professé, puis combattu l'éclectisme; en religion, il a été successivement déiste, universaliste, unitaire, et depuis 1844 il est catholique ultramontain. On a dit malignement de lui que, si tous ses écrits et ses discours étaient recueillis et classés chronologiquement depuis *Charles Elwood*, le roman qui fut son début dans les lettres, jusqu'à son dernier article en faveur du catholicisme, ils formeraient l'étude psychologique la plus curieuse et la plus intéressante. Ce qu'on ne lui conteste point, c'est un grand savoir, beaucoup de subtilité et de ressources d'esprit, un talent puissant et nerveux.

C'est M. Brownson qui fit connaître aux États-Unis, vers 1830, les travaux de l'école philosophique française. Il ne jurait que par Royer-Collard, Cousin et Jouffroy, qu'il a fort attaqués depuis. S'étant associé de toutes ses forces à la réaction qui se produisit alors en Amérique contre la philosophie de Locke, il écrivit dans le *Christian Examiner*, sur la métaphysique, des articles éloquens et fort remarqués. En 1836, il publia ses *Vues nouvelles sur le Christianisme, la Société et l'Église*, qui signalèrent sa rupture avec les unitaires, et en 1838 il commença la *Revue de Boston*, qu'il rédigea presque seul, pendant cinq années, avec un talent et une originalité qui lui valurent une grande réputation. La métaphysique, la théologie et la politique étaient ses sujets de prédilection, et il y déployait une égale supériorité. A la fin de 1842, il se décida à fondre la *Revue de Boston* avec la *Revue démocratique* de New-York; mais il ne put s'entendre avec les directeurs de ce recueil, et en 1844 il ressuscita son ancienne *revue*, qu'il a depuis lors rédigée presque seul, et qui a naturellement reflété toutes les variations du fondateur.

Les seuls recueils trimestriels qui aient une existence assurée aux

États-Unis sont ceux qui s'adressent à une secte religieuse en particulier, et dans lesquels la littérature et la philosophie cèdent la première place à la théologie. Les *revues* religieuses réunissent en effet les deux conditions qui peuvent donner de la vitalité et de la valeur à une publication périodique, d'une part une clientèle fidèle, de l'autre des traditions et l'esprit de suite. Le départ ou la mort d'un homme ne suffit pas pour faire périr le recueil le plus florissant : il se trouve toujours quelque membre du clergé ou quelque professeur de séminaire pour reprendre et poursuivre l'œuvre commencée. On ne sera donc point surpris de trouver aux États-Unis des *revues* religieuses qui comptent déjà de longues années, et au double point de vue du mérite littéraire et de l'influence, elles l'emportent peut-être sur les recueils politiques et littéraires. La plus ancienne est aujourd'hui le *Christian Examiner*, établi en 1818, mais qui succédait immédiatement au *Christian Disciple*, fondé à Boston en 1812 par Noah Worcester, un des premiers apôtres de la doctrine unitaire. Le *Christian Examiner* a eu dans la Nouvelle-Angleterre une popularité et une influence qui s'expliquent par la collaboration de tous les membres éminens du clergé unitaire. Le docteur Dewey, qui était le métaphysicien de la secte, Channing, qui en était le moraliste, les deux Ware, qui en étaient les théologiens, ont été pendant de longues années les rédacteurs assidus de l'*Examiner*, et c'est à côté d'eux que M. Brownson a débuté dans la carrière des lettres. Le *Répertoire biblique*, qui se publie depuis 1824, est l'organe d'une école théologique renommée, le collége de Princeton. La *Revue chrétienne*, qui remonte à 1835, a eu pour rédacteurs principaux les docteurs Wayland, Scars, Williams, et autres notabilités du clergé baptiste. Le *New-Englander* a été fondé en 1843, à New-Haven, par les congrégationalistes. Néanmoins tous ces recueils s'effacent devant une *revue* qui a droit à une mention spéciale à cause de l'action puissante qu'elle a exercée.

Les études théologiques ont toujours été florissantes aux États-Unis : la rivalité des sectes n'a pas faiblement contribué à ce résultat en entretenant une vive émulation entre les membres des différens clergés; mais ici encore l'impulsion venait des universités et des écoles d'Angleterre, envahies depuis longtemps par le relâchement et la routine. La théologie semblait avoir presque entièrement pour objet la controverse, surtout la controverse avec le catholicisme, et quoique l'étude de l'hébreu fût cultivée plus généralement et avec plus de succès aux États-Unis qu'en Angleterre et en France, elle était invariablement ramenée à l'interprétation littérale des textes sacrés. Les commentaires sur la Bible pullulaient, mais les commentateurs semblaient n'envisager les deux Testamens que

comme matière obligée de sermons et de lectures édifiantes, et leurs écrits n'étaient pour la plupart que de longues dissertations morales, émaillées de citations plus ou moins nombreuses. Quant aux immenses travaux dont les livres saints ont été l'objet en Allemagne depuis soixante ans, s'ils n'étaient pas tout à fait inconnus aux États-Unis, ils y étaient peu compris et peu goûtés. Une véritable révolution s'est enfin accomplie, il y a trente ans, dans les études théologiques. Elle a été l'œuvre de deux hommes et d'une *revue*. Edward Robinson, né dans la Nouvelle-Angleterre en 1796, se destina de bonne heure au ministère sacré. Après avoir terminé une éducation brillante, il s'appliqua tout entier à l'étude de la théologie et des antiquités judaïques. Doué d'une volonté peu commune et d'une incroyable puissance de travail, il épuisa bientôt, dans un labeur sans relâche, toutes les ressources que les États-Unis offraient à l'instruction d'un hébraïsant; il recourut alors aux travaux de l'érudition allemande, qui lui devinrent promptement familiers. Appelé malgré sa grande jeunesse à professer au séminaire d'Andover, dont il devait faire la première école théologique des États-Unis, il enflamma de son ardeur les jeunes disciples qui se pressaient autour de lui. Il publia coup sur coup divers écrits qui furent lus avidement dans les universités de la Nouvelle-Angleterre, et provoquèrent des travaux analogues. Le mouvement imprimé par Robinson fut secondé par son ami Moses Stuart, auteur de savans ouvrages sur la langue et la littérature hébraïques. Tous les deux cependant comprirent que des livres isolés ne suffiraient pas pour commencer la réforme des études théologiques, et que des publications périodiques seraient un moyen d'action infiniment plus puissant. Ils fondèrent en 1831, à Andover, un recueil trimestriel sous le nom de *American Biblical Repository*. L'objet de cette *revue* était de faire connaître aux étudians des universités américaines les résultats les plus importans et les moins contestables de la critique germanique, et de suivre le mouvement des études théologiques dans le monde.

Longtemps l'*American Biblical Repository* fut rédigé presque entièrement par Robinson et par Stuart, et comme ce recueil embrassait l'exégèse, la philologie et l'archéologie hébraïques, l'interprétation des livres saints et toutes les branches de l'érudition biblique, il imposa à ces deux savans hommes des efforts extraordinaires. Le résultat obtenu fut très grand. Le *Biblical Repository* pénétra dans toutes les écoles de théologie, et y détermina la rénovation de l'enseignement. La réputation du *Repository* ne demeura pas longtemps circonscrite dans les limites des États-Unis : elle s'étendit jusqu'en Europe. Après la publication des premiers numéros, un professeur de

l'université anglaise de Cambridge, le docteur Lee, reconnaissait que l'Angleterre n'avait aucun recueil ni même aucun livre qui fût comparable à cette publication américaine. Quelques années plus tard, le célèbre professeur de théologie de l'université de Halle, Tholuck, proclamait le *Biblical Repository* un livre vraiment classique. La direction de ce recueil n'empêchait pas Robinson de poursuivre un grand ouvrage, les *Recherches bibliques* (*Biblical Researches*), qui devaient être le résumé de tous ses travaux, et qui ont obtenu l'admiration de Ritter et de toute l'Allemagne savante. Désireux d'y mettre la dernière main et de vérifier par lui-même la géographie des lieux-saints, Robinson partit à la fin de 1837 pour Jérusalem; mais son absence se prolongea plus qu'il n'avait pensé, car, après avoir visité la Palestine et la Syrie, il passa deux années entières à Berlin pour revoir et compléter son livre. A son retour à Andover en 1843, il annonça, sous le titre de *Bibliotheca sacra*, la publication d'un recueil trimestriel, exclusivement consacré à l'exégèse, qu'il rédigea seul pendant six ans. Après le départ de Robinson, Stuart, aidé des professeurs Park et Shepard et des autres membres du séminaire d'Andover, avait continué avec un succès croissant la publication du *Biblical Repository*. Après avoir absorbé en 1833 un recueil du même genre, le *Quarterly Observer*, le *Repository* absorba en 1839 l'*American Spectator*, et en 1850 ce fut le tour de la *Bibliotheca sacra* elle-même. Le *Biblical Repository* est toujours au premier rang des recueils théologiques des États-Unis, et on a plusieurs fois imprimé en Angleterre, avec un grand succès, un choix de ses meilleurs articles.

Nous voilà arrivé au terme de la tâche difficile que nous nous étions imposée. Nous nous sommes efforcé de dire le bien et le mal sur la presse périodique des États-Unis avec une équitable impartialité, et quoique nous n'ayons dissimulé ni les écarts des publicistes américains, ni les progrès qu'il leur reste à accomplir, nous croyons que l'opinion qui demeurera dans les esprits sera plutôt favorable que contraire. La presse américaine n'est encore aujourd'hui qu'un levier puissant, mais elle contient déjà tous les germes d'un grand mouvement intellectuel. A mesure qu'une prospérité sans exemple augmentera et fortifiera aux États-Unis les classes qui peuvent élever leurs idées au-dessus du culte des intériels matériels, des besoins nouveaux se révéleront, qui ne trouveront leur satisfaction que dans les jouissances de l'esprit. Alors les lettres tiendront dans la vie des Américains la place qui leur revient de droit chez toutes les nations civilisées, et la presse, qui aura préparé et rendu possible ce triomphe de l'esprit sur la matière, en recueillera sa bonne part.

CUCHEVAL-CLARIGNY.

DE

LA MORALITÉ DE L'HISTOIRE

ET

DU RÈGNE DE HENRI IV

Histoire du Règne de Henri IV, par M. Poirson, 3 vol. in-8°.

Le sens des événemens se renouvelle d'année en année. De nouveaux documens se produisent qui demeuraient enfouis depuis longtemps, et dont la lecture attentive nous force à changer d'avis sur des faits qui semblaient définitivement jugés. Pour ceux qui se complaisent dans la paresse, qui chérissent l'indolence comme une des joies les plus douces de ce monde, c'est un grand malheur sans doute, et qui nous inspire une compassion sincère. Pour ceux qui tiennent à connaître la vérité sur le passé, et qui savent de combien de voiles elle s'enveloppe, ce n'est pas un sujet de découragement. Si le sens des événemens se renouvelle, si le point de vue se déplace, ce n'est pas une raison pour douter du savoir acquis et proclamer la vanité de l'étude. Quand on connaît le développement de la science humaine, on s'aperçoit que l'histoire n'est pas placée dans une pire condition que les autres parties du domaine scientifique. Pour l'intelligence des faits qui s'accomplissent chaque jour, il y a eu, qu'on ne l'oublie pas, autant de tâtonnemens, autant d'hypothèses que pour l'interprétation des faits accomplis depuis longtemps, et qui, par leur nature même, ne doivent

plus se reproduire. L'histoire n'est donc pas condamnée à des chances d'erreur plus nombreuses que l'étude des lois qui régissent le monde extérieur. On se trompe sur l'origine d'une guerre, sur la pòrtée d'une négociation; faut-il nous en étonner, nous en affliger? Ne s'est-on jamais trompé sur l'origine de la foudre, sur les affinités qui président à la composition des corps? Les découvertes de Franklin et de Lavoisier sont-elles donc si vieilles? La physique et la chimie, cultivées aujourd'hui avec tant d'ardeur, ont-elles débuté par la certitude, et sommes-nous assurés que les théories acceptées maintenant ne subiront aucun changement d'ici à dix ans? Ce qui se passe dans l'étude du monde extérieur se reproduit dans l'étude du monde moral. Les théories se multiplient et se détrônent à propos des phénomènes dont nous sommes témoins chaque jour, et nous trouverions singulier que les faits accomplis sous les yeux des générations qui nous ont précédés donnent naissance à des théories contradictoires! Notre étonnement serait de l'ingénuité. Les mêmes événemens racontés à cinquante ans de distance ne peuvent pas se présenter sous le même aspect à l'esprit des hommes studieux. Ils ne demeurent ce qu'ils étaient que pour les lecteurs frivoles qui négligent les nouvelles sources d'information. D'ailleurs, en dehors des documens inattendus qui se produisent, que souvent le hasard met entre nos mains, il y a d'autres raisons pour que nous changions d'avis sur le passé. Ce qui se fait dans le temps présent nous oblige à juger les événemens du siècle dernier autrement que ne les jugeaient nos pères. Il suffit d'ouvrir les yeux pour comprendre qu'il n'y a pas en histoire d'opinion définitive.

Parmi les momens du passé qui ont donné lieu aux interprétations les plus diverses, il faut placer au premier rang la renaissance et la réforme; mais il y a deux manières d'étudier la réforme et la renaissance, comme les autres époques de l'histoire. On peut se placer au point de vue scientifique et chercher la vérité dans les livres; on peut se placer au point de vue politique et demander au passé la raison du présent. On peut interroger la renaissance et la réforme, et, s'inspirant des passions qui animaient le xv[e] et le xvi[e] siècles, écouter la parole de Luther dans l'église de Wittenberg, le suivre à la diète de Worms, se glisser parmi les soldats qui allaient combattre les armées espagnoles. L'application de la seconde méthode conduit à écrire des récits vivans qui excitent dans les cœurs généreux des frémissemens de colère, d'indignation. L'application de la première nous donne des livres sérieux, instructifs, mais dégagés de toute passion. Chacun est libre de préférer le point de vue scientifique ou le point de vue politique. Pour ma part, je crois que ces deux points de vue ont une égale importance, une égale utilité. La

science désintéressée nous révèle bien des choses qui ne sont pas aperçues par un esprit passionné, et la passion politique devine, sans qu'on sache comment, bien des secrets qui demeurent impénétrables pour la science désintéressée. Il ne faut ni décourager, ni proscrire aucune interprétation, pourvu qu'elle soit sincère. L'écrivain même qui se trompe, lorsqu'il se trompe de bonne foi, rencontre sur sa route des vérités dont nous pouvons faire notre profit. Le but qu'il touche n'est pas le but qu'il devait toucher; mais en s'égarant il a suivi des sentiers inconnus que nul pied n'avait encore foulés, et c'en est assez pour que nous lui tenions compte de ses efforts.

Le mérite dont je parle se rencontre surtout dans les monographies. L'esprit le plus laborieux, lorsqu'il embrasse un large espace de temps, se trouve obligé malgré lui de négliger un grand nombre de détails. Il voudrait tout connaître, et se voit forcé d'abréger ses études. S'il poussait à bout ses investigations, sa vie serait trop courte pour accomplir son dessein. En circonscrivant le champ de ses recherches, en se résignant à n'embrasser qu'une courte période, il peut scruter les causes des événemens et ne rien négliger pour se mettre en possession de la vérité complète sur un point déterminé. Il est donc sage d'encourager les monographies. A toutes les époques où la science historique a senti le besoin de se renouveler, avant de raconter la vie entière d'une nation d'après les documens que le hasard ou la persévérance venait de lui livrer, elle a réuni ses efforts sur un espace étroit, et cette résolution a toujours été féconde. Pour justifier ce que j'avance, il me suffira de citer les noms de Sharon Turner et d'Augustin Thierry. Comment ces deux grands esprits sont-ils parvenus à enrichir la science historique de faits nouveaux, de faits inattendus? N'est-ce pas en concentrant tous leurs efforts sur un espace facile à embrasser? C'est à l'application de cette méthode que nous devons l'*Histoire des Anglo-Saxons* et l'*Histoire de la Conquête de l'Angleterre par les Normands*. Si Augustin Thierry eût tenté le récit de la vie entière de la France, aurait-il pu fouiller en tous sens l'époque mérovingienne? Personne n'oserait le croire. Aujourd'hui nous savons sur cette époque, je ne dis pas tout ce qu'il est permis de savoir, car l'avenir peut nous livrer bien des secrets qui ne sont pas même entrevus, mais du moins tout ce qui demeurait enfoui dans l'ombre et la poussière des bibliothèques. A moins qu'on ne découvre dans le fond d'un château ou d'un couvent quelques manuscrits ignorés de ceux qui les possèdent, l'époque mérovingienne sera pour ceux qui viendront après nous ce qu'elle est pour nous dès à présent. Malgré la persévérance et la pénétration qui recommandaient Augustin

Thierry à l'admiration de tous les érudits, il y a cent contre un à parier qu'il n'aurait jamais pu épuiser et mettre au net la narration de Grégoire de Tours, si, au lieu de s'enfermer dans la période mérovingienne, il eût essayé d'embrasser d'un regard tous les événemens accomplis dans notre pays depuis le ve jusqu'au XIXe siècle. Nous devons souhaiter qu'un esprit aussi courageux, aussi pénétrant que le sien fasse pour la période carlovingienne ce qu'il a fait pour la première période, car la période carlovingienne n'est pas encore inondée de lumière. A partir de la troisième race, tout devient plus facile à comprendre. Les témoignages se multiplient en même temps que la société s'organise.

M. Poirson vient de publier sur le règne d'Henri IV une monographie qui mérite d'occuper l'attention. Lors même qu'on ne partagerait pas toutes ses opinions, on serait forcé de reconnaître qu'il a épuisé toutes les sources d'information. On peut juger les faits autrement que lui; dans les documens que nous possédons, il serait difficile de trouver un fait qu'il ait passé sous silence. Peut-être ne s'est-il pas renfermé rigoureusement dans les limites de l'histoire proprement dite. Passionné pour la tâche qu'il s'était imposée, il a voulu l'accomplir jusqu'au bout, et dans son désir de ne rien omettre, peut-être lui est-il arrivé de traiter des questions qui ne se rattachent pas directement au sujet de son livre. Ce surcroît de bonne volonté doit exciter notre sympathie. Parmi les écrivains de nos jours, il y en a bien peu qui cèdent à une pareille tentation. Au lieu de franchir les limites qui leur sont assignées, trop souvent ils s'arrêtent en chemin, et achèvent par l'imagination ce qu'ils n'ont pas le courage d'achever par l'étude.

Si la monographie offre à la science un immense avantage, elle n'offre pas un avantage moins évident à l'art historique. Chez les modernes, chacun le sait, dans le domaine de l'histoire, la science et l'art sont trop souvent séparés. Le public s'est habitué à croire qu'une science profonde ne peut se concilier avec les artifices de la narration. Or c'est une des opinions les plus fausses qui circulent aujourd'hui. La science et l'art sont faits pour se donner la main dans tous les ordres d'idées, et dans le domaine historique plus naturellement que partout ailleurs. Il y a des géomètres qui écrivent élégamment, comme Legendre, Lacroix et Poinsot. Il y a des naturalistes qui connaissent tous les artifices du style, comme Buffon et George Cuvier. Sur le terrain de l'histoire, la conciliation de l'art et de la science est encore plus facile. Cependant la plupart des écrivains qui entreprennent le récit des faits accomplis depuis longtemps accordent volontiers à l'érudition plus d'importance qu'à l'art d'écrire. Ils dédaignent les ornemens du style, comme si élégance

était synonyme de frivolité, et je dois reconnaître que trop souvent les lecteurs se rangent à leur avis. Un récit qui émeut inspire la défiance. La Grèce et l'Italie, qui nous ont laissé d'incomparables modèles de narration historique, procédaient autrement que les écrivains modernes. Elles ne séparaient pas l'art de la science, et je crois qu'elles faisaient bien. Les historiens qui ont excellé parmi nous tiennent compte de leurs enseignemens. Ils s'efforcent de connaître les faits comme pourraient les connaître les témoins oculaires, et quand ils sont en possession de la vérité, ils la présentent tantôt en orateurs, tantôt en poètes. C'est ainsi que procédait Augustin Thierry, c'est ainsi que procède aujourd'hui M. Thiers. Les beaux récits qui nous émeuvent dans l'*Histoire du Consulat et de l'Empire* ne seraient pas ce qu'ils sont, si l'auteur n'eût tenté la conciliation de l'art et de la science; mais ce qu'il a fait, il est à peu près certain qu'il n'aurait pas pu le faire, si, au lieu d'embrasser la période comprise entre le 18 brumaire et la bataille de Waterloo, il se fût proposé comme sujet de narration une période plus longue. Quand il s'agit de parler aux penseurs, on peut résumer les événemens et les caractériser en quelques traits hardis; quand il s'agit de parler à la foule, résumer est dangereux, ou du moins il est difficile d'émouvoir la foule en résumant les faits. Ce qui plaît au plus grand nombre des lecteurs, ce qui grave dans leur esprit le souvenir des événemens, c'est un fait raconté dans tous ses détails, et pour l'application d'une telle méthode, la monographie est excellente, car cent volumes ne suffiraient pas pour raconter la vie entière de la France comme M. Thiers vient de nous raconter le consulat et l'empire. La prise de Saragosse, qui sera comptée certainement parmi les modèles de narration, aurait perdu la meilleure partie de son intérêt, si l'auteur eût été obligé de se renfermer dans un petit nombre de pages. Si la prise de Saragosse est pleine de vie et d'angoisse, si elle excite tour à tour l'admiration et la pitié, c'est que nous assistons heure par heure à toutes les péripéties de ce drame sanglant. Résumées en quelques pages, la défense et la prise de Saragosse ne pourraient intéresser qu'un petit nombre d'esprits. Or l'histoire qui raconte la vie des nations doit s'adresser aux nations tout entières. Il faut qu'elle émeuve si elle veut instruire, pour émouvoir elle ne peut se dispenser de présenter les faits sous un aspect animé, et comme il est impossible d'animer les faits sans appeler les détails à son aide, les monographies historiques deviennent nécessaires.

Le temps manquerait aux lecteurs les plus laborieux, si toute notre histoire était divisée en monographies. — Cette objection ne m'effraie pas. Qu'y a-t-il en effet de plus intéressant pour une nation

que de se connaître elle-même? Savoir ce qu'ont voulu, ce qu'ont souffert les générations qui nous ont précédés, n'est-ce pas en effet la plus noble étude que puisse se proposer un homme intelligent, dont l'éducation a développé les facultés? Au lieu de dépenser des heures sans nombre en lectures frivoles, ne vaut-il pas mieux concentrer notre attention sur un sujet digne de toutes nos sympathies? Ceux mêmes à qui le courage manquerait pour donner à l'étude de l'histoire nationale une dizaine d'années n'oseraient blâmer ceux qui se dévouent à ce noble dessein. La vie humaine est comprise entre des limites bien étroites; l'étude de l'histoire agrandit notre vie. Le souvenir du passé élargit le présent. En assistant aux grandes actions accomplies par nos pères, notre personne, notre volonté nous paraissent moins petites; indolens ou actifs, nous sentons le besoin d'achever ce qu'ils ont commencé. Or, si les grands esprits, si les cœurs généreux conçoivent ce projet en lisant le résumé de la vie d'une nation, les esprits ordinaires, les cœurs tièdes le conçoivent difficilement quand les faits ne leur sont pas présentés dans tous leurs détails. Le récit d'une bataille écrit par un témoin oculaire donne au lecteur le moins hardi des frissons belliqueux, et ce mérite se retrouve dans les monographies historiques. L'histoire d'une nation résumée en quelques centaines de pages ne réussit à susciter de grandes pensées que chez les esprits préparés déjà par des études spéciales et capables de comprendre à demi-mot. Quant à la foule, il faut pour l'enflammer recourir à d'autres procédés. La foule ne comprend pas à demi-mot; l'historien qui veut lui inspirer de généreux projets doit lui raconter les faits tels qu'il les a vus dans le récit des contemporains et n'omettre aucune des circonstances qui l'ont frappé.

Si nous possédions une histoire de la France sous le règne de Louis XIV conçue dans les mêmes proportions que l'*Histoire du Consulat et de l'Empire,* combien d'illusions s'évanouiraient! combien d'erreurs accréditées seraient réduites à néant! La valeur personnelle de Louis XIV et de ses ministres ne serait pas supprimée, mais elle deviendrait pour tous ce qu'elle est déjà pour quelques-uns, une chose qui n'a rien à démêler avec le merveilleux. On saurait au prix de combien de souffrances s'est établi ce gouvernement proclamé parfait par les partisans de l'ancien régime. L'histoire de cette période racontée dans un tableau général de la vie française laisse dans l'ombre de nombreux détails que la foule apprendrait avec étonnement, dont elle ferait son profit. Et ce que je dis de la période comprise entre 1643 et 1715, je pourrais le dire avec une égale justesse de la période comprise entre 1515 et 1547, car les opinions accréditées sur François Ier ne sont guère mieux fondées

que les opinions répandues sur Louis XIV. L'amant de Françoise de Foix, le prisonnier de Pavie est accepté comme le Mécène le plus généreux de la science, de l'art, de la pensée. Si les trente-deux ans dont se compose son règne étaient racontés par un historien habile, résolu à tout dire, décidé à ne ménager aucun orgueil, les proportions du personnage seraient un peu amoindries. On saurait qu'il n'avait pas pour la science un ardent amour, qu'il redoutait la pensée, et l'étouffait au besoin par les moyens les plus cruels. Ce que je dis n'est pas une nouveauté pour ceux qui étudient; pour la foule, qui ne vit pas avec les livres, ce serait une révélation inattendue. Les faits que je rappelle sont en effet mentionnés dans toutes les histoires générales de notre pays, mais souvent atténués. Une monographie du règne de Francois Ier pourrait seule les remettre dans leur vrai jour et leur rendre toute l'importance qui leur appartient. C'est pourquoi nous devons accueillir avec empressement toutes les monographies qui se produisent sur l'histoire de notre pays. Et lorsque l'auteur a voué toute sa vie à l'étude du passé comme M. Poirson, lorsqu'il a suivi d'un regard attentif le développement moral et politique des nations anciennes et modernes, nous sommes sûrs du moins qu'il ne se méprendra pas faute d'informations. S'il lui arrive de contrarier nos convictions, nous accepterons cette divergence intellectuelle comme une conséquence de ses études, et nous trouverons dans les documens qu'il invoque le moyen de contrôler sa pensée. S'il raconte sans paraître s'émouvoir, s'il n'émeut pas, nous hésiterons avant de l'accuser d'indifférence, car il n'est pas donné à tous les esprits d'exprimer leur pensée de façon à la rendre contagieuse. Il y a des artifices de style familiers aux écrivains les plus tièdes, et qui abusent la crédulité du lecteur.

Au moment où l'invention languit, les ouvrages historiques réclament une attention spéciale. Quand la vie entière de l'auteur nous prouve qu'il n'a interrogé que des documens originaux, quand nous sommes assurés qu'il ne dit rien sans pouvoir le démontrer, nous devons l'écouter avec confiance. A l'heure où nous parlons, l'invention sommeille, nous sommes obligés de le reconnaître; ceux qui expriment sous la forme lyrique ou narrative leurs impressions personnelles paraissent désespérer de l'attention des lecteurs. Sans partager leur découragement, nous croyons que le vent n'est pas aujourd'hui à l'invention. C'est une raison de plus pour lire, pour étudier d'un œil attentif toutes les œuvres d'histoire qui se produisent de nos jours. L'histoire en effet, si l'on prend la peine d'en mesurer la portée, est un des enseignemens les plus salutaires que puisse se proposer l'intelligence humaine. Si l'histoire,

comme je le souhaite sans oser l'espérer pour un avenir prochain, devenait une science populaire, si l'on se donnait pour la propager la peine qu'on se donne pour propager les notions de chimie et de mécanique, je crois pouvoir affirmer que la civilisation prendrait bientôt un autre cours. A l'heure où j'écris, tous les efforts sont dirigés vers le bien-être matériel. La mécanique et la chimie sont des moyens de fortune dont la puissance ne peut être contestée par personne. Ce qui manque à la société moderne, j'ai regret à le dire, c'est le sens moral. Je ne crois pas calomnier mon temps. Il existe encore parmi nous un petit nombre d'esprits chez qui le sens moral n'est pas complétement aboli; mais, s'il nous était permis de les compter, nous serions effrayés. Ceux qui s'applaudissent de leur condition, ceux qui obtiennent les suffrages, l'admiration du monde, n'ont aucun souci de la valeur morale des actions dont ils sont témoins. Qu'un homme réussisse par des moyens illégitimes, pourvu que son succès soit parfaitement avéré, ils ne songent pas à le blâmer. Le fait accompli s'élève à la hauteur du droit. Or l'étude attentive de l'histoire est le plus sûr moyen de ruiner l'opinion que je signale. Si le passé n'était pas ignoré du plus grand nombre, nous ne verrions pas ce que nous voyons chaque jour, la foule indifférente aux événemens qui s'accomplissent; la connaissance du passé l'obligerait à comprendre le présent. La foule n'abandonnerait pas au hasard la solution des questions qui seraient posées; elle n'assisterait pas, le cœur tiède et indifférent, aux transformations du gouvernement.

Malheureusement l'histoire n'est pas aujourd'hui populaire. On s'est habitué à croire que l'étude du passé est une étude superflue. Ceux qui s'occupent des événemens accomplis sont rangés parmi les rêveurs; le présent absorbe l'attention de tous ceux qui se donnent pour sages; bien vivre et bien dormir sont l'idéal suprême. Tout ce qui s'éloigne de cet idéal ne mérite pas un regard. L'histoire ne peut rien pour notre bonheur présent; elle peut tout au plus nous enseigner la notion de nos droits. Que signifie l'histoire, comparée à la mécanique, à la chimie? Elle n'enseigne qu'à juger les actions humaines, et c'est un bien maigre profit. La mécanique et la chimie sont des sources de richesse, des sources fécondes, qui frappent tous les yeux d'admiration. Il ne faut pas parler d'histoire aux heureux du siècle. Qu'on ne s'y méprenne pas pourtant : la mécanique et la chimie ne régissent pas le monde; elles peuvent donner la richesse, mais elles n'ont rien à démêler avec le développement moral des nations, et la notion du droit, qui relève de la philosophie et de l'histoire, demeure aujourd'hui ce qu'elle était avant les progrès récens de la mécanique et de la chimie. Savoir ce qu'on doit faire, ce qu'on doit défendre, ce qu'on doit espérer, trois idées qui

n'ont rien de commun avec la prospérité matérielle de la nation. Les magasins peuvent s'emplir, les navires peuvent emporter sur l'aile des vents les richesses du coin de terre que nous habitons, sans rien changer aux lois morales, que nous devons respecter. L'étude de l'histoire est le plus sûr moyen de populariser la valeur de ces lois. C'est pourquoi j'attache une immense importance à toutes les œuvres consacrées au récit du passé, conçues lentement, exécutées par un esprit patient. Or le livre de M. Poirson se présente précisément dans ces conditions.

On m'a conté qu'il voulait d'abord écrire un volume; puis la matière s'est agrandie à mesure qu'il l'étudiait, et sans le vouloir, sans l'avoir prévu, M. Poirson a écrit trois volumes. Loin de moi la pensée de lui reprocher son imprévoyance; il n'avait pas mesuré d'abord l'étendue du champ qu'il avait à parcourir. Quand il s'est aperçu de sa méprise, il n'a reculé devant aucun effort. Il a senti la nécessité de se livrer à des investigations nouvelles pour obtenir la vérité qu'il cherchait, et ne s'est pas effrayé de la tâche qui s'offrait à lui. Nous connaissons désormais d'une manière complète tous les événemens compris entre 1589 et 1610. Ce que l'avenir pourra nous apprendre à cet égard ne changera pas grand'chose aux jugemens qu'il nous est permis de porter aujourd'hui. La maison de Bourbon a joué un rôle immense dans la vie de la nation française, et l'écrivain qui raconte fidèlement le règne de Henri IV rend à son pays un service éminent. Qu'il soit absorbé par l'érudition et néglige d'insister sur le sens politique des événemens, c'est un malheur sans doute; mais comme il a tout vu de ses yeux, comme il a fait tout ce qui dépendait de lui pour s'éclairer, nous sommes assurés, en le prenant pour guide, de ne pas nous égarer. Que son sentiment s'accorde avec le nôtre ou le contrarie, nous sommes certains du moins de ne pas faire fausse route. Il expose les faits; nous pouvons les juger librement. Il place sous nos yeux les événemens racontés par les témoins oculaires; il a lu et consulté tout ce que nous serions forcés de lire, si nous voulions connaître complétement la période qu'il a choisie comme sujet de ses études. Sa bonne foi n'est pas douteuse. Nous savons qu'il appartient à la science, et que jamais les passions politiques n'ont altéré la rectitude de son jugement. Si son opinion ne s'accorde pas avec la nôtre, ce n'est pas qu'il se laisse entraîner par des prédilections que nous pourrions condamner. Entouré de livres, étranger à tous les mouvemens qui se produisent, il s'est fait le contemporain des événemens qu'il raconte, et arrive à son insu à partager les illusions des hommes dont il accueille le témoignage. Une critique sévère peut le blâmer; mais tout en le blâmant, elle doit reconnaître qu'il n'a

rien négligé pour s'éclairer. Enseveli dans l'étude du passé, il assiste sans passion et sans colère à tous les âges de l'humanité; il ne s'émeut pas, parce qu'il sait le passé tout entier. Il vaudrait mieux s'émouvoir, oui, sans doute; mais quand on n'a pris aucune part au gouvernement de son pays, quand on a vécu dans le commerce des livres, il n'est pas étonnant que l'on juge les événemens autrement qu'un homme mêlé à la vie publique. La comparaison des faits, en élevant l'intelligence, attiédit parfois le cœur. Il ne faut pas s'indigner contre cette impassibilité apparente. Les écrivains mêmes qui ne semblent pas s'émouvoir ne sont pas indifférens aux choses qu'ils racontent, mais, prenant l'histoire comme une matière purement scientifique, ils ne veulent pas paraître déroger, et dédaignent tout ce qui paraît ressembler à l'émotion. Les livres qu'on est habitué à déclarer inanimés sont souvent plus profitables que les livres déclarés vivans. Aux livres en effet qui éblouissent par une parole ardente, il manque souvent la connaissance des faits. Les monographies écrites par des hommes studieux et sincères sont une bonne fortune pour ceux qui aiment à s'instruire; il y a dans ces livres, conçus en dehors de toute passion, un charme singulier. Un homme qui oublie le monde entier pour étudier une période comprise en d'étroites limites arrive à découvrir un nombre infini de choses inattendues, souvent même il ne prévoit pas la portée de ses découvertes; mais que nous importe? Il nous révèle des vérités que nous n'aurions pas entrevues. C'en est assez pour que nous lui prêtions une attention vigilante, et son œuvre est d'autant plus digne de notre sympathie, qu'elle peut réveiller dans les cœurs les plus tièdes, dans les esprits les plus indolens, les passions les plus généreuses.

L'histoire est l'étude la plus féconde, la plus salutaire que les peuples puissent se proposer. Si, en présence de chaque événement qui bouleverse la face d'un pays, la foule pouvait se rappeler les événemens de même nature qui ont agité les générations précédentes, j'ose croire que les révolutions deviendraient plus rares. La foule ne puiserait pas dans la connaissance de l'histoire le goût de l'immobilité, mais le sentiment de son droit, et le jour où ce sentiment deviendrait populaire, il n'y aurait plus ni découragement ni surprise. Une nation s'interrogerait comme un homme s'interroge, et trouverait dans son passé des leçons éloquentes pour sa conduite dans le présent; elle ne marcherait plus au hasard, mais s'avancerait d'un pied ferme vers le but marqué par l'expérience et la raison. La connaissance de l'histoire fait d'une nation adolescente une nation virile. C'est là une vérité vulgaire parmi les hommes studieux, qu'il ne faut jamais perdre de vue. En présence de cette vérité, toutes

les chicanes sur la certitude historique, comparée à la certitude des sciences qui se donnent pour positives, s'amoindrissent singulièrement. Il n'y a pas pour les nations qui prétendent à la dignité morale une étude plus profitable que l'étude de l'histoire. Tous ceux qui par leurs efforts accroissent le trésor de nos souvenirs ont bien mérité de la chose publique. M. Poirson, connu déjà depuis longtemps par des recherches persévérantes sur la vie des peuples anciens, s'est détourné de sa route pour concentrer son attention sur le règne de Henri IV. S'il nous arrive de le contredire, nous le contredirons toujours avec déférence : il a recueilli tant de témoignages, que nous ne pouvons pas l'accuser de légèreté; mais il nous permettra de ne pas partager son avis en toute occasion. Nous n'avons pas vécu dans le passé aussi longtemps que lui, et nous ne pouvons pas excuser ce qu'il excuse, admirer ce qu'il admire, sans renoncer à nos espérances.

Les hommes qui veulent toujours garder leur dignité personnelle ont soin de n'oublier aucune des actions de leur vie. S'ils ne les consignent pas dans un journal, ils les gravent dans leur mémoire, et toutes les fois qu'ils ont à prendre une résolution décisive, toutes les fois qu'ils se trouvent en face d'un danger, ils interrogent leur passé comme le guide le plus sûr et le plus fidèle. Ceux qui suivent cette méthode ont rarement à se reprocher une faiblesse qui les oblige à rougir. Ils ne sont pas prémunis contre tout égarement, car s'ils parvenaient à se prémunir contre les périls imprévus sans exception, ils sortiraient de la condition humaine. Cependant, quoi qu'il arrive, à quelque épreuve qu'ils soient soumis, ils portent légèrement le poids de leur conduite, parce qu'ils n'abandonnent rien au hasard. Si les grands événemens du passé étaient gravés dans toutes les mémoires, les peuples ne seraient pas exposés à des changemens de fortune si soudains et si nombreux. Le vœu que j'exprime sera-t-il jamais réalisé? Les peuples arriveront-ils à comprendre la solidarité qui unit entre elles les générations mortes et les générations vivantes? Sera-t-il donné à ceux qui viendront après nous d'interroger le passé de notre pays comme un homme attaché à sa dignité personnelle interroge le souvenir de son adolescence et de sa virilité pour assurer la paix et le bonheur de ses dernières années? Les esprits livrés aux plaisirs du monde accuseront mon vœu de folie et me renverront au pays des chimères. J'ai meilleure opinion de l'avenir, et quoique je n'ajoute pas foi au progrès indéfini de l'humanité, je suis convaincu pourtant qu'un jour viendra où les principes auront autant d'importance que les intérêts. Que ce jour soit près de nous ou loin de nous, c'est une question qu'il ne m'appartient pas de décider, car je n'ai pas entre les mains les élémens d'une solu-

tion; mais si mon espérance s'accomplit, l'étude de l'histoire aura certainement joué un rôle immense dans cette transformation morale, qui mérite bien autant d'attention et de sollicitude que les transformations de l'industrie. Il n'est pas dans la nature de la philosophie de devenir jamais populaire. L'histoire au contraire, si l'on consent à la présenter sous une forme vivante, en la dégageant de tout ce qui n'appartient pas au récit proprement dit, l'histoire s'adresse à tous les esprits, et quand tous les esprits seront amenés à s'en occuper, un monde nouveau s'ouvrira devant les générations assez heureuses, assez sensées pour ne pas mettre les intérêts audessus des principes. Pour que l'histoire soit vraiment digne d'occuper une nation entière, il ne faut pas qu'elle se contente d'exciter la curiosité; il faut que les faits soient caractérisés en même temps que racontés, de manière à servir de leçons. L'histoire ainsi présentée ne peut manquer de porter ses fruits; mais le nombre des écrivains qui conçoivent ainsi le récit du passé est malheureusement bien restreint.

Je ne m'étonne pas que tant de lecteurs soient dépourvus de sens moral. Il y a d'excellentes raisons pour qu'ils en soient dépourvus, c'est que la plupart des historiens attachent plus d'importance à la révélation de faits nouveaux qu'à l'estimation des hommes et des choses. Ils tiennent à montrer l'étendue de leur érudition, et négligent trop souvent de caractériser les événemens en prenant pour guides des principes sévères. Or, comme les trois quarts des lecteurs ne sont pas en mesure de contrôler les pages qui passent sous leurs yeux, ce n'est pas merveille si l'insouciance morale des historiens se retrouve dans la foule. Le problème à résoudre dans la composition d'une monographie historique, c'est de concilier l'exactitude, le nombre et la variété des détails avec le respect du sens moral. M. Poirson, j'aime à le dire bien haut, s'en est vivement préoccupé. On sent à chaque page de son livre qu'il ne sépare pas la conscience de l'érudition, ou plutôt que, privée du contrôle de la conscience, l'érudition n'est à ses yeux qu'une chose sans valeur. Il veut que la connaissance de la vérité mène à la pratique du bien, et lors même qu'il n'aurait pas puisé dans les documens originaux que nous possédons sur le XVe et le XVIe siècles de quoi renouveler la physionomie de cette période, il se détacherait de la plupart des écrivains qui ont traité le même sujet par la franchise et la fermeté de ses principes. Il aime la justice, et ne néglige aucune occasion de le prouver. Ce mérite n'est pas vulgaire, et suffirait pour lui concilier notre sympathie. On suit avec confiance un maître qui n'oublie jamais le droit pour s'incliner devant le fait. Le passé jugé par lui, à mesure qu'il le raconte, nous intéresse comme un événement accompli sous

nos yeux, et qui nous aurait atteints dans notre bonheur, dans nos affections. Si la narration n'est pas toujours conçue avec toute l'habileté qu'on pourrait souhaiter, en revanche la conscience du lecteur est constamment satisfaite. Chacun, après avoir suivi le développement de sa pensée, sait à quoi s'en tenir sur la valeur des hommes dont les actions viennent de se dérouler sous ses yeux. Ni embarras, ni hésitation, ni doute, ni obscurité. M. Poirson parle des plus grandes choses avec simplicité, et la rectitude de son esprit n'est jamais troublée par le nombre ou l'éclat des événemens : heureux privilége des travaux entrepris dans la retraite, loin du bruit des affaires, achevés sans autre ambition que la connaissance de la vérité. M. Poirson, je n'en doute pas, a commencé l'histoire du règne d'Henri IV sans aucune idée préconçue. Il s'est souvenu de la parole de Quintilien : « On écrit l'histoire pour raconter, non pour démontrer. » Seulement il s'en est souvenu en homme qui possède les *Annales* aussi bien que les *Institutions Oratoires*, et qui ne comprend pas le récit sans moralité. On sent que dans sa pensée l'indifférence n'est pas moins coupable que l'ignorance. Réfléchir l'image du passé comme le fleuve réfléchit les arbres de ses rives n'est pas le rôle d'une créature intelligente.

L'époque choisie par M. Poirson est une des plus importantes de notre histoire, car c'est l'époque de la renaissance et de la réforme. Quoique le Béarnais ait régné de 1589 à 1610, quoique la renaissance, pour les chronologistes, commence en 1453 et la réforme en 1517, cependant la renaissance et la réforme jouent un grand rôle dans le gouvernement de Henri IV. Chose digne de remarque, et je ne suis pas le premier à le dire, en même temps que la renaissance ouvrait à l'esprit humain des perspectives nouvelles en lui révélant le secret de la sagesse et de la science antiques, en même temps que les prédications de Luther revendiquaient comme un droit sacré la liberté de conscience, la condition politique de la société, au lieu de faire un pas en avant, faisait un pas en arrière; le champ de l'intelligence s'élargissait, la liberté d'examen devenait familière à tous les esprits élevés, et cependant le gouvernement devenait de plus en plus absolu. L'avilissement des mœurs de la cour rendait encore plus odieuses les formes tyranniques de l'administration. M. Poirson, qui, avant d'écrire l'histoire du règne de Henri IV, a pris la peine d'étudier l'histoire entière de notre pays, n'a pas négligé ce point de vue. Pour lui, Dieu merci, la science ne commence pas au sujet qu'il traite aujourd'hui; il connaît l'origine des faits qu'il expose. Charles IX et Henri III lui sont aussi familiers que Henri IV, et lui permettent d'expliquer ce qui resterait obscur sans ces notions préliminaires. Il existe en effet une contradiction apparente

entre la renaissance, la réforme et l'accroissement de la tyrannie politique; mais cette contradiction s'évanouit devant la réflexion. Que la renaissance ait préparé la réforme, ce n'est plus aujourd'hui une question. Les Grecs réfugiés en Italie et en France après la prise de Constantinople par Mahomet II avaient préparé les esprits à toutes les hardiesses de la pensée. Dans l'espace compris entre la chute de l'empire d'Orient et les premières prédications de Luther, c'est-à-dire dans l'espace de soixante-quatre ans, l'Europe avait eu le temps de s'habituer à toutes les hardiesses de l'intelligence, ne prenant conseil que d'elle-même, et ne reculant devant les conséquences d'aucun principe. Les quêtes faites par les moines pour l'achèvement de Saint-Pierre, les indulgences promises à la générosité des fidèles, n'ont été que l'occasion et non pas la cause de la résistance opposée à l'autorité pontificale. Lors même que la papauté n'eût rien demandé aux âmes pieuses pour enrichir les églises consacrées à la foi catholique, la liberté d'examen en matière religieuse eût trouvé moyen de se produire.

Le nouvel historien de Henri IV a très bien montré que le XVIe siècle, qui est un siècle de progrès, si l'on ne considère que le développement général de l'esprit humain, est un siècle rétrograde, si l'on s'applique à n'envisager que le développement politique de l'Europe. Il marque avec une précision parfaite l'intervalle qui sépare le domaine des idées pures du domaine des faits. Les grands esprits, qui forment toujours la minorité, les esprits généreux, plus nombreux sans doute, mais qui ne sont pas la multitude, sentaient le besoin de consacrer la liberté de conscience; mais leur franchise déplaisait au pouvoir établi, car du libre examen en matière religieuse au libre examen en matière politique, il n'y a qu'un pas, et ce pas, il fallait à tout prix empêcher les esprits de le franchir. Les bûchers allumés sous François Ier révèlent assez clairement les inquiétudes, les terreurs du pouvoir. On a dit que la résistance religieuse masquait la résistance de l'aristocratie à la royauté. Il y a dans cette affirmation une part de vérité, et je le reconnais d'autant plus volontiers que cette affirmation s'accorde parfaitement avec la filiation des idées qui ont dominé la seconde moitié du XVe siècle et le XVIe siècle tout entier. Élargissement du champ des spéculations philosophiques, revendication de la liberté de conscience, résistance au pouvoir absolu, trois termes qui s'enchaînent, et qui expliquent très nettement les événemens compris entre les années 1515 et 1589. Sans doute la résistance de l'aristocratie à la royauté a pu s'abriter derrière la liberté de conscience; mais lors même que l'alliance de la cause politique et de la cause religieuse serait pleinement démontrée, il n'en resterait pas moins avéré que

la liberté de conscience a suscité la guerre civile, car, sans la liberté de conscience, qu'elle revendiquait, une partie de la noblesse française n'eût jamais trouvé moyen de tenir tête à la royauté. Préparé à l'intelligence, à l'explication de ces faits, l'historien de Henri IV n'a rien négligé pour les mettre en évidence. Il a compris que le règne des derniers Valois pouvait seul rendre compte des premières années du règne de Henri IV. Sa prétention n'est pas de donner au Béarnais une physionomie nouvelle. Il contrôle librement les témoignages; mais après les avoir contrôlés, il les accepte sans réserve, et ne s'attache pas à les interpréter d'une manière inattendue. Il consent à se trouver de l'avis de ses devanciers, quoiqu'il ait étudié autrement qu'eux le sujet qu'ils ont déjà traité. Il n'a pas le goût du paradoxe, et ne cherche pas à tirer parti des documens qu'il tient entre ses mains pour étonner le lecteur. C'est une preuve de bon sens et de modération que je loue avec empressement, car ce n'est pas une vertu vulgaire parmi les historiens de nos jours. Chaque fois qu'ils disposent de documens inédits, ils n'ont rien de plus pressé que de concevoir et de dessiner une physionomie inattendue. Leur plus grand plaisir est de dérouter les opinions accréditées. M. Poirson, qui a dépensé les plus belles années de sa vie dans l'enseignement de l'histoire, dont l'autorité est depuis longtemps établie, ne cède pas à ces tentations puériles. Il ne tient pas à étonner, il tient à instruire. Quand ses études l'obligent à confirmer les croyances acceptées depuis nombre d'années, il ne s'effraie pas de cette nécessité. Ainsi ceux qui chercheraient dans son dernier livre un portrait du Béarnais qui ne s'accorde pas avec les portraits dessinés par les historiens qui l'ont précédé seraient complétement désappointés. La figure que nous avons devant nous ressemble à celle que nous connaissons déjà. Ce qui donne au livre de M. Poirson une valeur singulière, ce qui le recommande à l'attention des érudits et des hommes du monde, c'est qu'il n'y a pas dans son récit un fait dont il ne puisse fournir la preuve. Il dit ce qu'il sait et n'invente rien, il raconte ce qu'il a trouvé dans le témoignage des contemporains, et n'essaie pas d'ajouter des traits nouveaux qui pourraient séduire l'imagination, mais qui ne s'accorderaient pas avec la sévérité loyale de l'histoire. Ceux qui aiment l'inattendu se plaindront sans doute, car M. Poirson laisse debout le Béarnais des croyances populaires; mais ceux qui aiment la vérité ne se plaindront pas, car ils sauront gré à l'auteur de n'avoir rien négligé pour former sa conviction, et pour eux croire ce qu'ils croyaient ne sera pas un désappointement.

D'ailleurs, si M. Poirson ne donne pas au Béarnais une physionomie nouvelle, il traite avec un soin scrupuleux toutes les questions

de droit public qui se rattachent à son avénement, toutes les questions de politique intérieure ou extérieure comprises dans son règne. Les missions diplomatiques et les mesures économiques tiennent une grande place dans son livre, et quand on a tourné la dernière page, on connaît sur le bout du doigt les relations de la France avec l'Europe depuis la mort de Henri III jusqu'à l'avénement de Louis XIII. La conduite et les projets de Sully sont expliqués de manière à contenter les esprits les plus curieux. La tâche de l'historien ainsi comprise a déjà de quoi contenter son ambition, et pourtant l'auteur ne s'en est pas tenu là. Après avoir traité les questions de finances, d'agriculture, de commerce, d'industrie, il traite avec le même soin toutes les questions qui intéressent le développement du génie national. Sciences, littérature, beaux-arts, il a tout abordé sans s'effrayer du champ qui s'ouvrait devant lui. Peut-être n'a-t-il pas étreint d'une main assez puissante tous les épis qu'il avait moissonnés, peut-être n'a-t-il pas noué la gerbe qu'il nous donne d'un lien assez solide; mais sa faucille n'a pas laissé grand'-chose à glaner. Ceux qui viendront après lui pourront ordonner d'une manière nouvelle les faits qu'il a recueillis, il est douteux qu'ils recueillent des faits nouveaux. C'est pourquoi on est obligé d'attribuer au livre de M. Poirson une très grande valeur, car c'est, dans le domaine scientifique, un des ouvrages les plus consciencieux qui honorent notre temps. A proprement parler, il ne raconte pas ce qu'il sait, il se contente de l'exposer. Aussi pour les hommes d'étude son livre est une œuvre satisfaisante; mais pour ceux qui désirent l'union d'une forme attrayante et d'un enseignement sérieux, c'est une œuvre incomplète, car l'histoire est tout à la fois une science et un art. La science privée du secours de l'art effarouche les esprits qui n'aiment pas la vérité pour elle-même, et le nombre en est grand. L'art privé du secours de la science n'offre au lecteur qu'un passe-temps puéril. Quelle que soit mon estime pour la science pure dans le domaine historique, je regrette que M. Poirson, qui a vécu dans le commerce familier des grands écrivains de l'antiquité, n'ait vu dans le règne de Henri IV qu'un sujet d'étude et d'enseignement. S'il eût essayé de vivre de la vie de ses personnages, de les mettre en scène, son livre, au lieu d'obtenir un succès inférieur à son mérite, serait aujourd'hui connu de tous ceux qui aiment l'histoire de leur pays, mais qui ont besoin d'être attirés vers la science, et n'osent l'aborder quand elle se présente seule et sans ornement. Vouloir appliquer à l'histoire les procédés de style qu'on emploie dans un traité de chimie ou de botanique, c'est se tromper, c'est méconnaître la nature du sujet qu'on a choisi. La décomposition et la composition des corps, le développement et la reproduction des

plantes se passent très bien des artifices oratoires; mais lorsqu'il s'agit d'événemens historiques, c'est-à-dire d'actions conçues, préparées, accomplies par des hommes, nous ne voulons pas séparer l'émotion de l'enseignement. A cet égard, M. Poirson ne partage pas notre avis. Comment pourrions-nous en douter? Il expose les événemens compris entre 1589 et 1610 comme un professeur du Collége de France ou du Muséum d'histoire naturelle décrirait la croissance du chêne ou du palmier, la formation d'un sel ou d'un oxyde. Au point de vue scientifique, son exposé ne laisse rien à désirer : après avoir lu son livre, on sait touchant ce règne laborieux tout ce qu'il est permis de savoir; mais la science présentée sous une forme plus animée ne perdrait pas une parcelle de sa valeur. M. Poirson n'a pas tenté une seule fois de nous émouvoir : il a compté sur les habitudes studieuses de ses lecteurs, et s'il n'a pas obtenu tout ce qu'il espérait, on ne peut pas dire cependant qu'il ait été déçu dans son attente. Ceux mêmes qui ne jugent pas Henri IV comme il l'a jugé reconnaissent et proclament le caractère sérieux de ses investigations.

En voyant avec quelle persévérance l'auteur évite tout ce qui pourrait sembler attrayant, je me suis demandé si je devais attribuer cette résolution singulière aux fonctions qu'il a remplies pendant un grand nombre d'années, ou si quelque motif tiré de l'état présent de notre littérature n'était pas venu s'ajouter aux habitudes de l'enseignement. M. Poirson a longtemps professé l'histoire dans nos colléges, il a formé des élèves qui font aujourd'hui pour la génération nouvelle ce qu'il a fait pour la génération précédente; mais je ne crois pas m'abuser en affirmant qu'il y a derrière son dédain constant pour les artifices de la narration un sentiment plus vif. Depuis quelques années, nous avons vu se produire des œuvres qui se donnaient pour historiques, où l'éclat du langage ne réussissait pas à déguiser l'ignorance des faits. Ces œuvres qui n'enseignent rien, qui peuvent tout au plus obscurcir et troubler les idées acquises dans des livres sérieux, ont obtenu un succès populaire. Témoin de cette injustice de la foule, M. Poirson, je suis porté à le croire, a pensé que la seule manière de restituer à l'histoire le caractère qui lui appartient était de proscrire sans pitié tout ce qui accuse le désir de plaire. Il s'est dit en lui-même : « Je me suis donné pour mission de propager la connaissance du passé; je ne veux pas être confondu avec ceux qui parlent du passé sans le connaître. La foule dévore aujourd'hui d'un œil avide de prétendus récits qui ne sont qu'un vain assemblage de mots; elle va chercher l'histoire dans un pompeux entassement de périodes sonores et vides; je ne ferai rien pour attirer la foule. Ceux qui aiment la science viendront à

moi, car ma parole est depuis longtemps respectée. Quant à ceux qui ne goûtent l'histoire que sous la forme du roman, leur sympathie ne me flatterait pas, je n'accepterais pas leurs éloges, et je me sens incapable de rien faire pour les obtenir. » En se plaçant à ce point de vue, on arrive à trouver tout naturel le dédain de M. Poirson pour les artifices de la narration. Cependant il s'est laissé emporter trop loin, il a dépassé le but qu'il se proposait. S'il a cru réagir ainsi contre la frivolité des œuvres qui se donnent pour historiques, je ne puis que m'associer à cet excellent dessein; mais pour ruiner la popularité de ces œuvres, il aurait fallu présenter la science sous une forme qui n'effarouchât point la foule, et dans l'histoire du règne de Henri IV il n'y a pas une page qui ne soit l'expression austère des faits. Si M. Poirson a conçu l'espérance d'envoyer à l'oubli les livres qui jouissent aujourd'hui d'une renommée illégitime, il n'a pas pris le moyen le plus sûr de remplacer le roman par la vérité. Un peu plus de mouvement dans l'exposé des faits serait une excellente ruse de guerre. Les lecteurs qui manquent de courage pour suivre pendant un millier de pages le développement d'une pensée toujours grave s'instruiraient à leur insu, si l'auteur consentait à raconter ce qu'il sait, au lieu d'exposer les causes et les effets sans tenir compte de la force moyenne des intelligences. Ce serait, à mon avis, l'expédient le plus adroit, et les amis de la science ne pourraient trouver mauvais qu'on ornât la vérité pour la populariser. M. Poirson, en offrant au public le fruit de ses études, n'y a pas songé.

L'auteur a publié pour ses élèves un précis d'histoire de France qui s'arrête à l'avénement de Henri IV. Par ce livre, justement estimé comme ouvrage d'enseignement élémentaire, il s'est cru dispensé de rappeler les règnes des derniers Valois. Je pense pourtant qu'il eût fait une chose utile en réunissant dans une large introduction les événemens compris entre 1515 et 1589, car son histoire de Henri IV est destinée aux gens du monde aussi bien qu'aux érudits, et les gens du monde, qui ont quitté depuis longtemps les bancs du collége, ont oublié son précis. Le règne du premier Bourbon est difficile à comprendre pour ceux qui n'ont pas sous les yeux la conduite de François Ier, de Charles IX, de Henri III. Les dernières années du XVIe siècle et les dix premières années du XVIIe demeurent à peu près lettre close quand on ne connaît pas familièrement les rois dont je viens d'écrire les noms. L'historien a beau prodiguer les détails, reproduire sa pensée sous des formes nombreuses et variées; il n'est jamais compris qu'à demi de la plupart des lecteurs. La conduite de Henri IV, qui n'est pas irréprochable aux yeux mêmes de ses admirateurs, soulève des objections faciles à réfuter dès qu'on sait la conduite de ses prédécesseurs. Pour tout

dire en un mot, M. Poirson a trop compté sur l'érudition et sur la mémoire de la génération à laquelle il s'adresse. C'est de sa part une courtoisie qui sera, je le crois du moins, payée d'ingratitude. Les persécutions de François Ier contre la réforme naissante, le massacre de la Saint-Barthélemy, l'organisation de la ligue, sont les prolégomènes nécessaires de l'histoire de Henri IV. Bien des gens ont entendu parler des faits que je rappelle; mais pour bien comprendre en face de quels périls se trouvait le Béarnais le lendemain de son avénement, il faut quelque chose de plus qu'un vague souvenir. Le bûcher de Berquin, le meurtre de Coligny, la conspiration des Guises, marquent dans la défense de l'église romaine contre la réforme trois momens décisifs, et sans la connaissance complète de ces trois momens il est à peu près impossible de juger sainement les actions dont se compose le règne de Henri IV. M. Poirson n'avait qu'à détacher quelques pages de son précis, à les remanier, pour nous donner l'introduction que je regrette de ne pas trouver en tête de son livre. J'insiste d'autant plus volontiers sur ce point, que malgré les travaux récens publiés en France et en Allemagne, la réforme et la ligue ne sont pas encore entrées dans le domaine des connaissances populaires. Bien des esprits qui se croient éclairés ne voient dans la Saint-Barthélemy qu'un coup de tête, dans la révolte des Guises qu'une question politique. Et comment juger avec de telles données le règne de Henri IV? Les prolégomènes que je demande expliqueraient ce qui demeure obscur pour le plus grand nombre.

On sait aujourd'hui que le massacre de la Saint-Barthélemy n'est pas un coup de tête, que dans la conspiration des Guises contre la royauté la religion tenait autant de place que l'ambition politique. On a renoncé à ne voir dans François Ier qu'un protecteur dévoué de la science et des lettres. Les palais qu'il a construits, les statues dont il a orné ses jardins, ne suffisent pas pour caractériser son règne. Ce qu'il combattait dans la réforme, ce n'était pas seulement l'hérésie, mais bien aussi et surtout la liberté de penser. Il n'acceptait de la renaissance que le développement des arts; quant à la pensée, il n'en voulait pas. Il se posait comme le défenseur de l'église, et l'église acceptait avec empressement le secours de son épée; mais ce qu'il défendait, c'était son gouvernement. M. Poirson, qui, malgré sa prédilection pour la monarchie, pour la foi catholique, est animé de sentimens libéraux, n'aurait pas eu de peine à caractériser très nettement la conduite de François Ier. A l'égard de Charles IX, sa tâche eût été encore plus facile, car il n'y a pas de catholique sincère qui ne maudisse et ne flétrisse la Saint-Barthélemy. Tout homme qui se dit soumis à l'église romaine et ne voit dans la Saint-Barthélemy qu'une rigueur salutaire perd le droit d'accuser Dio-

clétien et de plaindre les chrétiens envoyés au supplice. Il n'y a pas deux justices. Si Charles IX a pu, sans mériter l'exécration de la postérité, verser le sang des huguenots, les empereurs romains ont pu, sans appeler notre haine sur leur mémoire, verser le sang des chrétiens et les jeter aux lions dans le cirque frémissant de joie. M. Poirson, comme tous les cœurs généreux, comme tous les esprits droits, condamne et maudit Charles IX; pour éclairer pleinement la conduite de Henri IV, il eût bien fait de développer ce qu'il avait dit dans son précis. Enfin il était de son devoir d'insister sur l'avilissement de la royauté dans la personne du dernier Valois pour expliquer la hardiesse des ligueurs et les espérances de l'Espagne. Henri III appelait sur sa tête le mépris de la France; ses mœurs dissolues, le scandale de ses débauches et la puérilité de sa dévotion le rendaient indigne du trône. M. Poirson, en esquissant le règne du dernier Valois, eût donné plus de relief au règne du premier Bourbon. Comme la substance des prolégomènes réclamés par le sujet de son nouveau livre se trouve dans son précis d'histoire de France, les lecteurs ne peuvent mieux faire que de consulter ce dernier ouvrage pour se préparer à l'intelligence du règne de Henri IV. Ils apprendront en quelques jours ce qu'ils ont besoin de savoir pour saisir la cause et l'enchaînement des faits. S'ils négligent de s'éclairer par cette étude préliminaire, ils assisteront aux batailles, ils suivront les négociations, mais ils ne réussiront pas à démêler l'origine des événemens. Ignorant le caractère des personnages entre qui s'engage la lutte, ils seront réduits aux conjectures.

Avant d'entamer l'histoire du Béarnais, M. Poirson esquisse en quelques pages l'état de l'Europe dans les dernières années du XVIe siècle. Pour ceux qui ont appris ailleurs ce qu'il rappelle, c'est un tableau plein de précision et d'intérêt; mais ce tableau n'est pas à la portée de tous les lecteurs. L'auteur a cru faire tout ce qu'il devait, et sa confiance est d'autant plus excusable, que son nom se rattache à la renaissance des études historiques dans notre université. Par son enseignement oral, par ses livres, il a puissamment contribué à propager parmi la jeunesse la connaissance du passé. C'est un mérite que personne ne lui contestera. Comme il ne sépare pas notre histoire de l'histoire générale de l'Europe, il se contente de rappeler ce qu'il croit connu de ses lecteurs. Je voudrais pouvoir lui donner raison et dire que la génération instruite par ses leçons sait encore aujourd'hui ce qu'elle apprenait il y a trente ans; mais je suis forcé de reconnaître et d'avouer que M. Poirson a trop présumé de la mémoire de ses auditeurs. L'état de l'Espagne et de l'Italie, de l'Allemagne et de l'Angleterre pendant le XVIe siècle n'est pas un sujet familier à tous les esprits. Si je voulais apporter

des preuves, je n'aurais que l'embarras du choix : l'ignorance ou l'oubli de l'histoire est trop facile à démontrer. Non-seulement les poètes qui mettent en scène les plus célèbres personnages du passé leur prêtent des actions et des paroles qui ne s'accordent pas avec leur caractère; mais parmi les hommes qui parlent du haut de la tribune, nous retrouvons trop souvent la même légèreté. Les orateurs qui connaissent la vie politique de leur pays composent une minorité affligeante. La chaire à cet égard n'est guère plus savante que la tribune. Je me souviens d'un sermon fort applaudi où ne manquaient pas les énormités historiques. Le prédicateur affirmait que Charles-Martel avait terrassé l'islamisme, et que François Ier avait exterminé la réforme. Eh bien ! ces énormités excitaient à peine l'étonnement de quelques auditeurs; la foule croyait le prédicateur sur parole. Dans un pays et dans un temps où de telles choses peuvent se dire et passent inaperçues, il est imprudent de compter sur l'érudition et la mémoire des lecteurs. Il ne faut pas leur dire seulement ce qui se rattache directement au sujet du livre, mais leur apprendre ce qu'ils doivent savoir pour saisir le sens de la première page. Et pourquoi nous en étonner? A quoi mène la connaissance de l'histoire? A penser. Ce n'est pas là un sujet de convoitise. Autant vaut dire que l'histoire ne mène à rien. Penser ne donne pas une position, réfléchir sur le passé n'est guère plus utile que de connaître la langue du Céleste-Empire.

L'historien ne néglige rien pour susciter dans l'esprit du lecteur des idées de nature diverse; il envisage avec une égale attention tous les aspects du règne de Henri IV. J'ai parlé de sa méthode, qui me paraît convenir aux sciences naturelles beaucoup mieux qu'à l'histoire. J'ai lieu de croire que mon opinion sera celle de tous les hommes qui ont lu et relu les grands historiens de l'antiquité. Néanmoins cette méthode, que je blâme parce qu'elle remplace la narration par l'exposé des faits, offre à ceux qui veulent étudier un avantage précieux. L'impartialité ou, si l'on veut, l'impassibilité de l'érudit laisse au lecteur une entière liberté. L'analyse des documens originaux, si complète, si fidèle qu'elle soit, ne peut être acceptée comme une œuvre vivante; mais si elle ne présente pas la vérité sous une forme animée, du moins elle la dégage, et celui qui veut l'exprimer n'a plus devant lui qu'une tâche facile. Il y a bien des livres historiques d'une forme plus séduisante qui ne portent pas le même profit. M. Poirson excelle à classer les faits. Il introduit dans son livre une nomenclature sévère qui plaît à tous les bons esprits. Il croit que l'émotion se concilie malaisément avec les devoirs de l'enseignement, et comme son but n'est pas de nous offrir un plaisir passager, mais de graver dans notre mémoire l'image de la vérité, il se

défie de l'émotion. Aussi son livre, envisagé au point de vue didactique, réunira de nombreux suffrages. Quant aux gens du monde qui cherchent dans l'histoire une distraction plutôt qu'un enseignement, je crains fort qu'ils ne lisent pas sans désappointement cette nomenclature de faits si laborieusement réunis. Qu'importe à l'auteur? Il a touché le but qu'il se proposait, et ne regrettera pas ses veilles. Il y a d'ailleurs dans ces pages, qui effarouchent d'abord les esprits frivoles par leur physionomie austère, de quoi exciter la curiosité. Les indolens, les désœuvrés qui ont peine à porter le poids de leurs loisirs, s'ils réussissent à surmonter leur frayeur, s'applaudiront bientôt de leur courage. Après avoir lu d'un œil attentif les cent premières pages, ils s'étonneront du monde nouveau qui s'ouvrira devant eux. Le spectacle des choses accomplies dans une période de vingt et un ans, en détachant leur pensée des mille puérilités dont leur vie se compose, leur donnera d'eux-mêmes une opinion meilleure. L'austérité de la forme, qui décourage les esprits sans vigueur, est une épreuve salutaire pour les esprits qui ne sont qu'engourdis et se réchauffent aux rayons de la vérité. On a tenté depuis quelques années de rendre la science amusante, et je ne crois pas que la science y ait gagné grand'chose. La science qu'on déclare ennuyeuse a cela d'excellent, qu'elle commande le silence et la modestie à ceux qu'elle effarouche. La science amusante fait croire aux ignorans qu'ils en savent assez pour parler en toute occasion, à tout propos. On aura beau s'évertuer, on ne fera jamais de l'histoire une lecture divertissante comme les contes de Perrault. L'intelligence du passé exige autant d'attention que l'intelligence des phénomènes astronomiques et physiologiques. M. Poirson n'a pas tenté de rendre amusant le règne de Henri IV, je ne m'en plains pas, car je ne confondrai jamais l'émotion produite par un récit bien fait avec le plaisir futile que donne le passé arrangé en roman.

Nous pouvons, après avoir lu le livre de M. Poirson, dessiner le caractère politique de Henri IV. Il ne dit rien de nouveau quant aux conclusions, mais les idées reçues trouvent dans les documens qu'il produit une confirmation imposante. Ce qui paraît évident dans la conduite de Henri IV de 1589 à 1594, c'est qu'il a parfaitement compris son rôle, et s'est attaché à le remplir avec une résolution qui devait amener le succès. Or quel était ce rôle? C'était un rôle de conciliation. Appartenant à la religion réformée, qui n'était pas celle de la majorité des Français, il ne pouvait, sans s'avilir, sans se déshonorer, abjurer la foi de sa famille. Il a très bien senti le côté délicat de sa position, et avant d'abjurer il a voulu conquérir son royaume. Il y avait dans la tâche qui lui était échue des difficultés sans nombre. Il en a triomphé avec un courage, avec une sagacité au-dessus de

tout éloge. Ce qu'il a fait, bien peu d'hommes auraient pu le faire. Tous ceux qui ont étudié d'un œil attentif les luttes soutenues par le Béarnais de 1589 à 1594 rendront pleine justice à son énergie en même temps qu'à la souplesse de son caractère. Intrépide en face du danger, il savait charmer, convertir ses adversaires devenus prisonniers. Or, pour un roi qui doit conquérir son royaume, ce n'est pas là un médiocre avantage. Toutes les fois qu'il trouvait l'occasion de ramener ou d'amener à son parti un homme nourri d'autres convictions, il n'omettait rien pour atteindre son but. Naïf dans son commerce particulier, naïf jusqu'à l'abandon, il défiait les plus habiles lorsqu'il s'agissait de rallier à son drapeau des convictions chancelantes. C'est ce qui lui donne dans l'histoire une physionomie à part. Il y a cela de singulier dans le premier Bourbon qui ait régné sur la France, qu'il paraissait libre, imprudent dans ses manières, dans ses propos, jusqu'à compromettre la dignité de la couronne, et que cependant il n'a jamais été bon et familier sans profit. C'est pour les souverains une leçon sur laquelle je n'ai pas besoin d'insister. Henri IV, avec le ton de sa parole, avec la simplicité de son langage, a autant fait pour lui-même et pour la France qu'avec ses batailles gagnées. La victoire d'Arques lui a conquis moins de terrain que son aménité, la souplesse de son langage et la grâce de son accueil. Ce n'est pas sans raison que le peuple bénit sa mémoire

L'historien ne tient pas à paraître nouveau, il tient à demeurer vrai. Pourvu que la vérité se propage et fasse son chemin, il est satisfait. Il n'essaie pas de présenter sous un aspect inattendu les combats de Henri IV contre Mayenne. Il se borne à enregistrer les défaites et les victoires, et quand il voit le Béarnais triompher, il mesure pied à pied le terrain conquis par le vainqueur. Cette méthode pourra sembler singulière aux lecteurs qui ont vécu dans le commerce des historiens modernes. Habitués aux coups de théâtre, et, comme on l'a dit récemment, toujours prêts à contempler l'inattendu, ils pourront trouver que M. Poirson marche terre à terre et ne sort pas assez souvent des routes battues. Malgré mon amour pour la nouveauté, je ne saurais donner tort à M. Poirson. J'aime mieux, qu'on me le pardonne, une vérité consacrée, fût-elle même vieille de vingt années, qu'un paradoxe éclatant paré de toutes les grâces du langage. M. Poirson, en dessinant la figure de Henri IV, a consulté Tallemant des Réaux moins souvent que Du Fay, petit-fils de L'Hôpital. Qui oserait s'en plaindre? Au lieu d'anecdotes plaisantes ou scandaleuses, nous avons des traits qui appartiennent à l'histoire. Nous pouvons trouver que Du Fay apporte un peu trop de pompe dans l'expression de son sentiment, mais nous sommes du moins forcés de reconnaître qu'il y a dans ses discours un accent de sincérité.

Henri IV, après avoir conquis son royaume pied à pied, s'occupa sérieusement de l'administration intérieure de la France. Il avait fait la guerre avec courage, de façon à se concilier la sympathie et l'admiration des plus braves. Dès qu'il fut maître incontesté du trône, il sentit le besoin de justifier sa conquête, et voulut répandre sur ses sujets tous les bienfaits de la paix. Doué d'une vive intelligence, mais incapable d'une longue attention, il se faisait lire pendant une demi-heure le *Théâtre de l'Agriculture* d'Olivier de Serres, et se préparait ainsi à l'œuvre de pacification qu'il avait entreprise. Avant d'abjurer, il avait voulu vaincre, et son abjuration échappait ainsi à tout reproche de lâcheté. Maître absolu du royaume de France, il choisit pour but unique de ses efforts la dignité de son pays et le bonheur de ses sujets. C'est là le caractère que lui ont assigné les devanciers de M. Poirson, et le nouvel historien n'y a rien changé. Est-ce donc à dire que son livre soit inutile? Loin de moi cette pensée. Toutes les fois qu'une idée vraie se trouve confirmée par des faits nouveaux, on doit s'en applaudir. M. Poirson célèbre avec un égal empressement les victoires glorieuses et les bienfaits de la paix. Après avoir lu les documens réunis par lui, on se sent pénétré d'une respectueuse admiration pour le Béarnais, qui fut d'abord un grand *roi de guerre,* et plus tard le protecteur assidu, éclairé des gentilshommes campagnards de son royaume. Il rêvait pour l'abaissement de la maison d'Autriche ce que Richelieu réalisa plus tard, mais il voulait l'accomplir dans d'autres conditions. Sa diplomatie généreuse et loyale se conciliait avec le respect des seigneuries locales. Avait-il tort? J'abandonne la réponse à ceux qui ont suivi le développement politique de la France de 1610 à 1643. Ce qu'il y a de certain, c'est que la politique intérieure et la diplomatie de la France sou Henri IV ont pour la morale publique un aspect plus satisfaisant que la politique intérieure et la diplomatie de Richelieu. Permis à ceux qui ne voient dans les révolutions nationales que des accès de fièvre de dire que la tyrannie de Richelieu est pleinement justifiée par l'arrogance de l'aristocratie. Avec de pareilles théories, on trouve moyen d'amnistier les plus grandes cruautés. Quant à nous, qui plaçons en toute occasion le droit au-dessus du fait, nous ne plions pas le genou devant la puissance de Richelieu, et nous préférons le gouvernement conciliateur du roi Henri IV au gouvernement tyrannique du cardinal-ministre. L'échafaud envisagé comme remède drastique n'est pas de notre goût, et nous croyons que tous les hommes d'état vraiment dignes de ce nom partagent à cet égard notre répugnance. La hache n'est pas un argument, le sang qui coule n'est pas un aveu d erreur; ceux qui mettent Richelieu au-dessus de Henri IV me paraissent l'avoir oublié.

Tous les rois qui ont laissé dans l'histoire une trace glorieuse de leur passage comprenaient qu'ils avaient une tâche à remplir, et que le pouvoir ne leur était pas donné pour contenter leurs passions et leurs caprices. Henri IV était du nombre de ces rois. Il savait que sa tâche était de réconcilier les partis, et s'il n'a pas accompli son dessein comme il le souhaitait, il faut du moins lui rendre cette justice, qu'il n'a rien négligé pour toucher le but de son ambition. Sans être doué d'une intelligence supérieure, il possédait une sagacité qui pouvait abuser ses contemporains. Sa force était dans l'intelligence du passé. Toute sa vie politique doit s'expliquer par une préoccupation unique et constante : il voulait effacer autant qu'il était en lui le souvenir de la Saint-Barthélemy. Parvenu au trône après l'avilissement de la royauté par Henri III, il songeait surtout à réhabiliter la royauté, rendue odieuse par Charles IX. Le règne de Henri IV ainsi envisagé est un de ceux qui méritent l'attention la plus sérieuse et la plus sympathique. La réforme, combattue par François Ier avec le secours du bûcher, avait grandi dans la lutte. Charles IX avait cru pouvoir l'exterminer en versant le sang à flots; mais le sang criait vengeance, et la réforme grandissait toujours. L'Espagne prit en main la cause de l'église romaine; Henri III, affaibli par la débauche, répondit à la ligue par le meurtre de Blois. Henri IV prit pour règle de sa conduite le souvenir de François Ier, de Charles IX et de Henri III. Il sentit le besoin de réunir tous ses sujets dans une foi commune, et comme il désespérait de les réunir au pied des autels, il voulut du moins qu'ils fussent animés d'une confiance unanime dans la royauté. Nous savons par le témoignage des contemporains que ses vœux n'étaient pas demeurés stériles. Après avoir gagné sa couronne sur les champs de bataille, il s'efforçait d'effacer le souvenir de ses victoires, et confondait dans une même affection les vainqueurs et les vaincus. Pour conquérir le trône dans ces années difficiles, le courage ne suffisait pas; il fallait jouer sa vie comme un soldat, et ruser comme si l'on ne payait pas de sa personne. Les seigneurs rangés sous le drapeau du Béarnais craignaient de vaincre trop vite et ménageaient leurs succès pour ne pas devenir inutiles. Pour garder près de soi de pareils capitaines, il devait unir la patience à la générosité. Il n'a pas failli un seul jour à ce double devoir. Il leur pardonnait de ne pas pousser trop avant ses affaires sans avoir arrangé leur fortune. S'il était permis de pénétrer, à la distance où nous sommes, les pensées secrètes du vainqueur d'Arques, je dirais qu'il n'aimait pas la royauté pour le seul plaisir de régner, mais pour le bonheur de faire le bien dans la plénitude de sa volonté. Je n'irais pas jusqu'à lui prêter le sentiment démocratique : son éducation, demeurée très incomplète, ne lui avait

pas révélé de tels sentimens; mais s'il ne se croyait pas pétri du même limon que ses sujets, il trouvait dans la supériorité qu'il s'attribuait un puissant aiguillon. Il voulait le bien non-seulement par générosité de nature, mais par fierté de race. Il faut bénir de telles erreurs qui peuvent invoquer de telles excuses. Henri IV, malgré ses faiblesses, n'a pas besoin d'être défendu. Il a trop bien compris son rôle, il a dépensé trop d'énergie et de sagacité au service de la justice, pour que la postérité estime toutes ses actions avec une sévérité absolue.

Parmi les adversaires les plus acharnés du roi de France, nous rencontrons les coreligionnaires du roi de Navarre. J'excuserais leurs rancunes, si le Béarnais n'eût pas triomphé avant d'abjurer; mais quand il entra dans le sein de l'église romaine, il avait prouvé à ses ennemis, l'épée à la main, qu'il était en mesure de les contenir et de les dominer. Son abjuration n'était donc pas une lâcheté. Les protestans qui veulent trouver dans cette résolution toute politique un sujet de condamnation ne paraissent pas tenir compte de la condition où il était placé. Sans doute, pour me servir d'une expression mondaine, son abjuration arrangeait ses affaires; mais il avait vaincu assez souvent pour les arranger sans abjurer : voilà ce qu'oublient ses adversaires protestans. D'ailleurs, et c'est là ce qui demeure son éternel honneur, en abandonnant le parti de la réforme, il ne s'est pas tourné contre les réformés. Il n'a pas persécuté ceux qu'il avait conduits à la victoire. Ce n'est pas une abjuration digne de mépris que celle d'un roi qui garde son affection à ses compagnons d'armes après avoir renoncé à leur croyance. L'histoire est pleine de conversions et d'apostasies qui se traduisent en cruelles représailles, pleine de vainqueurs qui renient la cause victorieuse, et se font pardonner leur victoire en frappant ceux qui les ont servis au péril de leur vie. La mémoire de Henri IV n'est pas souillée d'une pareille tache. Assis sur le trône, il a respecté la liberté de conscience, qu'il avait défendue de son épée. Il avait senti la nécessité d'abaisser la maison d'Autriche, et Richelieu n'a fait que suivre ses desseins. C'est là sans doute une preuve de sagacité, mais qui ne suffirait pas pour justifier le rang glorieux qu'il occupe dans l'histoire de notre pays. A mes yeux, son titre le plus solide, c'est d'avoir fait le bien dans la mesure de sa puissance, de n'avoir pas renié ses amis huguenots en embrassant la foi catholique. Il avait maudit la Saint-Barthélemy, il aurait cru s'y associer par la pensée, en répondre devant Dieu comme un complice dévoué, s'il n'eût pas traité ses sujets huguenots avec la même bienveillance que ses sujets catholiques. Vainement dira-t-on que cette justice égale pour tous était un trait d'habileté; c'était aussi un trait de courage, car, en ne témoignant pas la même sympa-

thie aux deux croyances, il eût rendu son règne plus facile. Son respect pour la liberté de conscience, en faisant de son gouvernement une tâche plus laborieuse, a marqué sa place parmi les souverains les plus aimés.

Le livre de M. Poirson, écrit en vue de la seule vérité, semble destiné à justifier la vénération traditionnelle qui entoure le nom de Henri IV. Après avoir lu ces pages savantes, où l'œil le plus clairvoyant ne saurait surprendre le désir de conquérir la faveur populaire en atténuant la portée d'un fait, on sent que la sympathie des générations qui nous ont précédés ne s'est point égarée. Henri IV n'était pas un homme de génie; mais quoiqu'il fît semblant de se décider par lui-même en toute occasion, il écoutait avec attention, avec profit les avis qui combattaient le sien. Ceux qui lui apportaient leur pensée, heureux de la voir appliquée, lui en laissaient volontiers l'honneur et ne songeaient pas à se plaindre. Il se montrait si joyeux d'accomplir un dessein qu'il n'avait pas formé, que l'indiscrétion eût été de mauvais goût. Comment ne pas accepter sans dépit ce petit manége de roi? Les souverains ne savent pas tout; ils s'instruisent, comme les autres hommes, à la sueur de leur front; c'est chez eux un travers fréquent de ne vouloir pas avouer qu'ils ignorent. Pourvu qu'ils consentent à écouter ceux qui savent, on aurait mauvaise grâce à leur demander un aveu en forme. Henri IV, dont la pensée n'embrassait pas un vaste horizon, mais qui possédait pour le gouvernement une aptitude singulière, aimait à s'instruire, à s'éclairer, pour se tenir à la hauteur de sa tâche. Non-seulement il écoutait sans impatience ceux qui venaient solliciter son attention pour leurs projets, mais il interrogeait avec empressement les hommes dont le savoir était prouvé, pour donner à ses idées personnelles une forme plus précise et les rendre plus facilement applicables. De la part d'un souverain, cela s'appelle modestie. M. Poirson, en dessinant la figure de Henri IV, n'essaie pas de dissimuler ses faiblesses; il ne tente pas de grouper les témoignages qui s'accordent avec ses prédilections, en laissant dans l'ombre ceux qui pourraient les blesser. Il dit ce qu'il sait, il nous associe à ses lectures, et arrive sans effort au but qu'il se proposait. Si les contemporains eussent donné tort à la tradition populaire, M. Poirson s'en fût affligé sans doute, mais il n'aurait pas lutté contre l'évidence. Les contemporains l'ont affermi dans sa croyance, il s'en réjouit, et ne cherche pas à le cacher. Ce qui excite surtout son admiration dans le Béarnais après l'amour de la justice, c'est l'art de gagner les cœurs. C'est en effet un don précieux chez un souverain, et l'art de se faire aimer entre pour beaucoup dans la pratique du gouvernement. La crainte contient, l'affection entraîne; Henri IV ne l'ignorait pas.

Or tous les traits que je rassemble ici se trouvent épars dans le livre de M. Poirson. Après avoir lu les trois volumes qu'il vient de publier, on connaît le Béarnais comme si l'on avait vécu dans son intimité. On l'a suivi sur les champs de bataille, on a surpris le secret de ses entretiens avec ses conseillers, on connaît le mobile de ses actions, on n'a plus rien à souhaiter pour former son jugement. On regrette avec lui que Henri IV n'ait pas gardé le trône pendant quelques années de plus pour continuer son œuvre, sinon pour l'achever, car dans le domaine politique il n'y a pas d'œuvre qui s'achève. Les desseins commencés dans la paix sont interrompus et souvent ajournés à long terme par une guerre inattendue. Une chose digne de remarque dans les derniers temps de ce règne glorieux et bienfaisant, c'est le soin avec lequel le souverain s'appliquait à tenir les seigneurs éloignés de la cour. Il tenait à les voir ou du moins à les savoir activement occupés de l'administration de leurs domaines, et ne craignait pas le réveil de la puissance féodale. Il voulait une aristocratie agricole, et, si le temps ne lui eût pas manqué pour accomplir son vœu, le gouvernement de Richelieu n'aurait pas ordonné tant de supplices avec la signature de Louis XIII. A Dieu ne plaise que j'essaie de refaire le passé au gré de mes conjectures : ce serait pour moi et pour le lecteur un passe-temps puéril. Cependant, comme j'ai une foi profonde dans la liberté humaine, je ne crois pas à la nécessité des événemens. Il ne m'est donc pas défendu de me demander ce qu'aurait pu devenir la France, si Henri IV eût vécu seulement dix années de plus. Le pouvoir royal, affranchi dans une certaine mesure par l'éloignement de l'aristocratie, mais soumis au contrôle de l'opinion, aurait pu réaliser les réformes qu'il méditait. La hache de Richelieu n'aurait pas tranché tant de têtes, et Louis XIV n'aurait pas trouvé le sol préparé pour l'établissement de la monarchie absolue. Si l'aristocratie ne se fût pas avilie en quittant ses châteaux pour mendier des charges de cour, les scandales de la régence et du règne de Louis XV devenaient impossibles, et Louis XVI, malgré la médiocrité de son intelligence, entouré de conseillers éclairés, aurait peut-être suffi à sa tâche. Turgot aurait repris les projets de Sully en les agrandissant. Il y a dans l'enchaînement de ces idées quelque chose de plus qu'un rêve, et le livre de M. Poirson les suggère naturellement. Sans doute il n'est pas donné à la sagesse humaine de prévenir les secousses politiques, il y a dans la vie des nations comme dans la vie des individus des crises que nulle prévoyance ne saurait conjurer; mais il n'est pas interdit aux souverains pénétrés de leurs devoirs d'en diminuer le nombre et le danger. Henri IV est de cette famille de souverains heureusement inspirés. Doué de facultés qui ne l'élevaient pas au-dessus du niveau commun, il avait conquis l'affection et le dévouement de ses sujets

par le respect du droit, par la pratique de la justice. S'il lui est arrivé plus d'une fois, au début de son gouvernement, d'accepter des compromis que sa conscience ne ratifiait pas, nous devons lui pardonner cette faiblesse, car il a fait tout ce qui était en lui pour en effacer le souvenir. S'il n'est pas demeuré à l'abri de tout reproche, il a fait assez de bien pour qu'on excuse ses défaillances.

J'ai dit librement ce que je pense du livre de M. Poirson. Quoique je le compte parmi les maîtres de ma jeunesse sans avoir jamais assisté à ses leçons, je n'ai pas cru devoir atténuer pour lui ce qui me paraît la vérité. J'honore son érudition, qui lui a coûté tant de veilles. Les sentimens généreux qui animent toutes ses pages excitent ma sympathie. Cependant je suis obligé de reconnaître qu'il ne réunit pas l'art à la science de l'historien. Si je parlais autrement, je parlerais contre ma pensée, et M. Poirson ne m'en saurait aucun gré. Il cultive la science pour la science elle-même, et la connaissance complète des faits qu'il étudie suffit à le contenter. D'ailleurs, quand je compare son livre aux trois quarts des livres qui se publient aujourd'hui, et qu'on nous donne pour des compositions historiques, je me sens porté à excuser sa prédilection pour la science pure. Son livre nous explique les campagnes, le gouvernement, les finances, la diplomatie de Henri IV. Les œuvres historiques applaudies dans les salons, que les désœuvrés dévorent d'un œil avide, ne sont guère qu'un assemblage de mots sonores. Aussi, quoique l'art fasse défaut dans cette composition savante, je souhaite de grand cœur qu'il s'en produise beaucoup de pareilles, car on peut dire sans exagération que l'auteur a épuisé son sujet, et l'habileté suprême, aux yeux du plus grand nombre, est de l'effleurer si légèrement, que le lecteur ne se défie jamais de vous. C'est là ce qu'on appelle l'élégance, le charme du style. Bien dire sans trop dire, parler à l'imagination sans commander l'attention avec trop d'autorité, voilà le moyen de plaire; on laisse aux érudits l'ennui de traiter les questions qui se présentent, hélas! sur tous les sentiers de l'histoire. Les érudits ont du temps de reste pour un pareil labeur, et d'ailleurs c'est leur métier. A quoi bon empiéter sur leur besogne? Quant aux lecteurs du monde, il faut offrir à leur appétit un régal plus friand. On esquisse pour eux quelques détails biographiques, en ayant soin de nommer les questions qu'on se dispense de traiter, et l'on gagne ainsi un brevet d'historien. Ceux qui veulent savoir posent le livre après avoir tourné la vingtième page; mais sur cent lecteurs qui ouvrent un livre, combien veulent s'instruire? On cherche à tromper l'ennui, et pourvu que la curiosité soit excitée, on ne demande rien de plus.

L'*Histoire du Règne de Henri IV* est écrite pour ceux qui veulent connaître le passé. C'est la science toute nue, mais c'est la science.

Je ne fais pas fi d'un récit bien ordonné; j'aime et j'admire l'emploi de l'imagination, lors même qu'il s'agit de représenter un fait réel. Cependant je verrais avec joie se produire des œuvres consacrées à l'enseignement du passé, où l'imagination ne jouerait aucun rôle, car le moyen le plus sûr d'élever l'esprit public, c'est d'offrir à la génération présente la vie des générations qui nous ont précédés. Pour agrandir le champ de la pensée, pour donner aux sentimens plus de vigueur et de générosité, il ne s'agit pas de chercher dans les événemens accomplis des épisodes singuliers, des scènes émouvantes; il s'agit de suivre pas à pas la lutte du droit contre le fait. Si l'art vient s'ajouter à la science, tant mieux; mais l'historien qui veut émouvoir à tout prix est bien près de ne vouloir rien enseigner. Or, quoique M. Poirson n'ait pas dit sur la réforme tout ce qu'il pouvait, tout ce qu'il devait dire pour éclairer le règne de Henri IV, il ne présente jamais un fait sans en mesurer la portée, sans en exprimer le sens moral, et ce mérite lui assigne parmi les érudits une place à part.

Que d'autres le suivent dans la voie où il est entré, qu'ils fouillent le passé sans préoccupation étrangère à la science, et la foule comprendra tout ce qu'il y a de honteux dans l'indifférence politique. Ceux qui ne vivent que pour eux-mêmes n'oseront plus avouer leurs secrètes pensées. L'homme dépourvu du sentiment de la responsabilité est une chose dont tous les gouvernemens disposent à leur gré. Or l'histoire écrite par un esprit sérieux excite infailliblement le sentiment de la responsabilité, qui manque au plus grand nombre. Ceux qui lisent le récit des événemens politiques sans comprendre que toute action sollicite un jugement ne comptent pas parmi les hommes intelligens : ce n'est pas à eux que l'historien s'adresse; mais il y a des milliers de lecteurs qui n'attendent qu'un guide pour marcher dans le droit chemin. M. Poirson, pour qui le bien n'est que le vrai mis en œuvre, sait depuis longtemps que le récit des événemens n'est pas un délassement, mais une leçon. Que ceux qui peuvent le suivre prennent courage. Si la popularité leur échappe, s'ils ne sont pas vantés dans les salons oisifs, ils auront une joie meilleure et plus solide que la popularité, le sentiment du devoir accompli. Ils verront la génération nouvelle attentive au présent, parce qu'elle connaîtra les luttes et les souffrances de ses aïeux, et ils pourront se dire avec orgueil : « L'esprit qui anime cette génération est notre esprit; elle vit de notre pensée. » Cette joie n'est-elle pas une assez belle récompense?

GUSTAVE PLANCHE.

GEORGE SAND

SES MÉMOIRES ET SON THÉATRE

Dans ce monde éclatant et varié de l'imagination, il y a des talens dont la nature est un problème moral autant que littéraire. Ils réunissent tous les dons de la séduction, et ils portent le germe des plus dangereuses faiblesses. — Leur essence est semblable à celle de ces fleurs dont le parfum capiteux trouble et énerve. Ils ont la grâce sans la pureté; ils ont l'éloquence extérieure, ils manquent de cette séve généreuse des esprits nourris dans une saine atmosphère; ils ont l'instinct ardent de la passion, ils n'ont pas le sentiment de ce qui la relève et l'ennoblit. On dirait que chacune de leurs qualités est ternie par une ombre tous les jours envahissante, ou plutôt ils sont dans tout leur être un mélange de lumière et d'ombre, de bien et de mal, se livrant un perpétuel combat, dont chaque notion morale est par malheur le prix. Tant que la jeunesse dure, le charme de l'éloquence couvre merveilleusement cette lutte intérieure, en lui donnant presque un aspect héroïque, et jette dans les imaginations une sorte d'éblouissement. Dans le premier essor d'une nature vigoureuse, rien n'est plus difficile que de démêler le vrai et le faux, l'entraînement juste et le pli fatal d'une secrète corruption d'esprit; mais à mesure que les années passent, le charme s'atténue, les défauts se prononcent, et l'éclat de la parole ne parvient plus à dissimuler le vide de la pensée. L'heureuse fécondité se change en abondance verbeuse, l'élan passionné se fige et devient le froid sophisme. Est-ce le même esprit? est-ce la même imagination? Il semble qu'il se soit opéré une métamorphose, et cependant il n'en est rien; seulement le temps vient, il agit sur le talent comme il agit sur ces

beautés un peu étranges et sans durée, auxquelles il ravit leur premier prestige, pour ne laisser subsister que les saillies inquiétantes et accusatrices, les traits crians, disparates et souvent vulgaires.

N'est-ce point l'histoire de ce talent qui s'est jeté dans la mêlée littéraire de notre siècle sous le nom de George Sand? Peu d'esprits ont eu au même degré que Mme Sand le privilége de captiver les âmes. Elle a été un des poètes de ce temps les plus passionnés et les plus écoutés. Ses inventions et ses peintures ont semblé une révélation du monde intérieur hardiment dévoilé par une main de femme. Tout au plus, en scrutant de près de telles hardiesses, pouvait-on se permettre de répéter à l'écrivain la question que Stenio adresse à Lélia : « Qui es-tu?... A coup sûr, tu n'es pas un être pétri du même limon que nous; tu n'es pas une créature humaine. » Pour ce talent aussi, le temps a fait son œuvre, et en observant cette vie de poète, en rassemblant par la pensée les traits épars dans tant de créations heureuses, on se prend à dire : Ici fut la vive et ardente éloquence d'Indiana et de Valentine, là la grâce élégiaque et touchante de Geneviève et d'André. — Que reste-t-il? Il reste toujours sans doute la même nature qui semble retrouver par instans ses dons merveilleux; mais c'est la même nature, avec ses qualités diminuées et ses défauts exagérés. D'une main qui paraît trop souvent avoir perdu sa puissance, Mme Sand ourdit une multitude d'œuvres de théâtre, *Favilla* après *Claudie*, *Lucie* après *Favilla*, et *Françoise* après *Lucie*, sans compter la pâle imitation d'un des drames romanesques de Shakspeare. Un jour, — il y a plus d'un siècle, il y a un an, — elle déroule cette incompréhensible et insipide vision d'*Evenor et Leucippe*, qui n'exprime ni un idéal saisissable ni la vérité humaine; hier encore, elle racontait les aventures de *la Daniella*, une de ces histoires semi-poétiques, semi-sensuelles, qui ne laissent pas de devenir vulgaires en abusant de l'Italie et des filles de la nature. Dans l'intervalle, elle a, elle aussi, ses conversations ou ses divagations *autour de la table*, moins éloquentes à coup sûr que celles du critique anglais. Dans ces dernières années enfin, Mme Sand a écrit ce livre de ses impressions et de ses souvenirs intimes, — l'*Histoire de ma vie*, — qui commente, résume et clot une carrière d'un quart de siècle : livre singulier où l'auteur a résolu le problème de raconter sa vie sans se faire très exactement connaître, mais non sans dissiper beaucoup d'illusions, et en donnant surtout le droit de serrer de plus près ce talent pour lui demander ce qu'il est définitivement, d'où il vient, où il va.

Le nom de Mme Sand se lie à toute une époque qui disparaît déjà derrière nous, à une période de grandes tentatives et de grandes déceptions. Qu'on se reporte un instant vers une heure précise de cette époque si étrangement vivante dans sa confusion, vers 1830 :

une double révolution transformait à la fois les lettres et la politique. Dans la poésie lyrique comme dans la philosophie, dans l'histoire comme dans le roman ou au théâtre, partout éclatait un souffle ardent d'innovation. Enivrés par la lutte, les esprits poursuivaient la liberté dans l'art, l'originalité dans l'expression de la vie humaine, de même que dans la politique ils cherchaient, ils pensaient avoir trouvé la liberté incontestée et durable. C'est dans cette atmosphère brûlante du lendemain d'une révolution, dans ce pêle-mêle d'idées et de systèmes, crise morale d'une civilisation, que se révélait tout à coup un talent nouveau, inconnu la veille, et qui semblait n'avoir rien de commun avec les écoles régnantes. Ce nom même de George Sand inscrit sur les premières pages d'*Indiana* et de *Valentine*, qui paraissaient à peu d'intervalle, avait je ne sais quoi d'imprévu et de mystérieux, en sortant soudainement de l'obscurité. Était-ce le nom d'un homme? était-ce une femme qui prenait un déguisement pour mettre le pied sur la scène, après avoir fait, elle aussi, sa révolution de juillet? On ne le savait encore, bien qu'en regardant de près il fût difficile de se méprendre. Une chose n'offrait point de doute, c'était le talent de l'écrivain nouveau. *Indiana* et *Valentine* n'étaient point, il s'en faut, des œuvres accomplies, dans la plus entière acception de ce mot; mais à tout ce qui portait la trace de l'inexpérience, à ce qui pouvait passer pour une réminiscence personnelle, venait se joindre d'une façon visible l'accent vibrant du poète, l'art d'un peintre émouvant et hardi. L'auteur avait surtout entre les écrivains de son temps le don merveilleux de faire mouvoir le drame de la passion humaine au sein d'un paysage enchanteur.

Vous souvenez-vous de cette scène de la Vallée-Noire où, sous la chaleur du jour, tous ces personnages, Valentine, Benedict, Louise, Athénaïs, se reposent à l'ombre, au bord de l'Indre? Louise, d'une main distraite, jette des feuilles dans le courant; Valentine contemple le jeune homme sans s'avouer ce qu'elle éprouve; Benedict suit dans l'eau les traits fuyants de Valentine, le cœur gonflé d'un amour naissant. Tout vit, tout palpite dans cette scène muette. C'est là ce qui n'a point vieilli, ce qui conserve sa jeunesse et sa fraîcheur. A cette époque et dans les années suivantes encore, Mme Sand se laissait aller avec une sorte de bonne grâce à la vie littéraire, jouissant de son succès avec une insouciance peut-être un peu affectée, restant dans son rôle de conteur et dominant tout autour d'elle par la séduction. Ses amis lui avaient décerné dans l'intimité le titre de reine de France, et ils n'ont pas perdu le souvenir d'un repas presque célèbre d'où le penseur Jouffroy se retira subjugué par cette image vivante de la poésie qui devait un jour se glisser dans la république malgré Platon,

et non sans justifier quelque peu les exclusifs dédains du philosophe grec. On en était alors au charme des premiers ouvrages, et ce charme était grand. Seulement, jusque dans ces premiers tableaux, à travers le mélange des qualités littéraires les plus brillantes, il est facile aujourd'hui de distinguer le cri de la nature révoltée, la déclamation prête à déborder. On ne peut surtout s'empêcher de reconnaître une secrète et menaçante parenté entre cette inspiration et les théories sociales de l'époque. En un mot, à côté du génie heureux il y avait une imagination mobile et inassouvie, capable de subir toutes les influences et de succomber à tous les piéges, si même elle n'allait au-devant des plus grossiers, parce que ceux-ci flattaient mieux ses instincts.

Cette lutte intime entre les bons et les mauvais élémens au sein d'une organisation rare à travers tout, c'est l'histoire tout entière de George Sand. Dans cette nature, il y a comme deux êtres qui se combattent. Il y a un poète qui n'a qu'à rester lui-même pour raconter, analyser ou peindre supérieurement, et qui écrit alors les scènes charmantes de *Valentine* ou *André*, certaines pages des *Lettres d'un Voyageur* ou *Mauprat,* et il y a un esprit à qui la vérité et le naturel ne suffisent pas, qui semble altéré de chimères et de romanesque. — Eh quoi! dira-t-on, le romanesque n'est-il point à sa place dans le roman? Ceci a besoin d'une explication : il y a en effet un genre de romanesque qui est l'œuvre délicate et juste de l'imagination et qui est l'essence du roman dans tous les temps. C'est cette partie idéale que l'art ajoute en quelque sorte à la réalité humaine en la recomposant, en la transfigurant. C'est ce monde d'êtres fictifs que la pensée crée, qui n'ont jamais vécu, mais qui gardent le caractère de la vérité morale par les idées et par les émotions qu'ils expriment. Les aventures sont fabuleuses, les sentimens sont puisés au plus profond de l'âme. C'est ce qu'on pourrait appeler le romanesque vrai, par opposition à un romanesque d'une autre nature qui vit d'idées fausses, de faux sentimens et de fausses exaltations, qui substitue le système et la conception chimérique à l'humanité réelle ou idéalisée. Ici tout prend une couleur factice, tout disparaît dans un travestissement violent que l'art le plus savant ne peut parvenir tout au plus qu'à pallier.

Le goût du romanesque faux, c'est la maladie secrète et envahissante chez l'auteur d'*Indiana*. Mme Sand raconte dans ses mémoires que, jeune encore, elle s'était créé un personnage idéal qui la suivait partout et dont elle faisait le héros d'un roman perpétuel; elle lui avait donné le nom de *Corambé*. L'invention n'est point absolument neuve : elle rappelle presque, quoique n'ayant ni la même puissance, ni la même poésie, cette *sylphide* dans laquelle Chateaubriand résumait tous les rêves, toutes les ardeurs de sa jeunesse.

Elle n'est pas moins curieuse par la lumière qu'elle jette sur le développement moral de l'écrivain. Considérez d'abord que Corambé n'a point de sexe bien déterminé, chose essentielle! L'enfant qui devait être Mme Sand, anticipant un peu trop peut-être sur les procédés futurs de l'auteur, fait subir à son héros toute sorte de métamorphoses, et rassemble en lui tous les traits préférés. Corambé a quelque chose de Jésus et beaucoup des déesses païennes. Tout cela forme un assemblage très merveilleux pour une imagination enfantine. Ajoutez quelques années, changez le nom; Corambé deviendra l'orageuse Lélia. Lélia participe aussi de cette nature qui flotte entre tous les sexes et qui n'a rien d'humain. Ce n'est point un type, comme René ou Werther, résumant les inquiétudes et les mélancolies d'un temps. Je ne sais si Lélia a vécu, si elle est morte en faisant à Trenmor la dernière confidence de son scepticisme dans la solitude de sa montagne. Je crois bien qu'en se guindant en héroïne de l'idéal, elle a l'ambition de réaliser quelque type de femme supérieure au sein d'une société menacée de dissolution. Elle s'est trompée certainement; pour peu qu'on analyse cette héroïne, elle ne fut jamais qu'un être à part prétendant ériger en loi son humeur exceptionnelle, cherchant à se mettre au-dessus des obligations et des faiblesses de la vie et se faisant une grandeur de son impuissance, un être pétri de désirs et de dégoûts, passant des curiosités dépravées à une sorte de mysticisme incohérent, et s'enveloppant, si l'on peut ainsi parler, dans l'ombre de ses passions et de ses pensées comme dans une triste auréole. Sans sexe et sans vérité, cette créature étrange ne s'élève point à la hauteur d'un personnage de l'idéal. Elle ne semble faite que pour plier sous le regard de quelque sophiste comme Trenmor, pour briser quelque poète comme Stenio, et laisser une marque indélébile dans l'âme de ceux qui l'auront connue sans jamais avoir son secret. *Lélia*, c'est le faux romanesque dans son épanouissement, dans sa première invasion, lorsque la maladie originelle se cache encore sous l'exubérance de l'imagination.

Bien des années sont passées depuis *Lélia,* bien des œuvres se sont succédé, montrant ce talent sous une multitude d'aspects, et faisant pénétrer en quelque façon jusque dans l'intimité de cette nature d'artiste. Si l'on consulte un certain ordre apparent, si l'on se fie à certaines divisions, toujours un peu factices et superficielles, la carrière poétique de Mme Sand compte plusieurs périodes, ou plutôt dans l'ensemble des productions de Mme Sand il y a divers groupes d'ouvrages qui se rattachent aux phases successives de la vie morale de l'écrivain. Il y a les ouvrages purement romanesques, fruits de l'imagination de l'inventeur, du conteur. Il y a les œuvres où règne sans partage l'esprit social, démocratique, humanitaire; c'est la période monotone et malsaine du *Compagnon du Tour de*

France, d'***Horace,*** du ***Meunier d'Angibaut***, de ***Consuelo*** même, où, sauf quelques éclairs, le génie s'obscurcit, parce que les préoccupations de secte et d'école se substituent à la peinture de la vie. Un instant l'auteur retrouve son art savant et délicat dans ces aimables légendes de la campagne dont ***la Mare au Diable,*** par sa couleur rustique, par sa grâce reposée et tranquille, est le plus vrai et le plus poétique spécimen. Cette fantaisie de grâce et de simplicité s'épuise rapidement, et Mme Sand, par la plus courte voie, arrive aussitôt à ses derniers ouvrages, les derniers par la date comme par le mérite. Les nuances extérieures du talent ou de l'invention se modifient et se multiplient singulièrement dans ce long travail. Au fond, ne serait-il pas possible de ramener tout ce que Mme Sand a produit à quelques sources habituelles et déterminées d'inspiration, à un petit nombre d'idées qui, rapprochées elles-mêmes des faits, mettent à nu tous les ressorts, tous les mobiles de cette organisation d'artiste?

Mme Sand a été sans nul doute dans notre temps le plus éloquent poète de la passion; elle en a décrit les orages, les combats, les subtilités avec une merveilleuse puissance; elle lui a prêté un langage enflammé digne d'une telle cliente. C'est là peut-être, à vrai dire, ce qu'on pourrait appeler la vocation la plus claire et la plus marquée de son génie. Seulement Mme Sand ne s'est point aperçue que la passion, pour être vraie, a besoin de rester dans les conditions de la vie humaine. Elle est dramatique et touchante parce qu'elle rencontre partout des limites, le devoir, la pudeur, les lois morales, les lois sociales. Le trouble est son essence. C'est une lutte souvent poignante où toutes les âmes ne triomphent pas, où celles qui triomphent souffrent de leur victoire, et où celles qui succombent aiment encore quelquefois leur défaite, sans vouloir s'en faire un titre d'orgueil aux yeux du monde. Cette lutte intérieure, ce duel dans le silence, ce tourment d'un cœur obsédé de tout ce qui lui rappelle que le bonheur au prix d'une faute est une déchéance, ces scrupules de la délicatesse qui hésite et qui tremble, tout cela, c'est la poésie mystérieuse de la passion; c'est ce qui fait qu'elle s'élève au-dessus d'un mouvement vulgaire des sens ou d'une ardeur de tempérament. Si elle se dépouille de cette poésie, si elle s'affiche avec orgueil et ne sent plus le frein des lois morales, ce n'est plus la passion, c'est le vice. Et si elle prétend s'imposer en puissance légitime, transformer sa révolte en vertu pour la plus grande gloire du progrès humain, créer une société nouvelle à son image, ce n'est plus même le vice, c'est l'esprit de sophisme, d'autant plus dangereux qu'il est plus éloquent. Cet esprit est répandu dans les romans de Mme Sand; il s'y déploie avec une effrayante intensité; il est la clé des caractères et le ressort de l'action. La véritable héroïne, ce n'est point Indiana ou

Valentine, Lélia ou Fernande, c'est la passion libre, émancipée et couronnée. Tous les personnages de Mme Sand restent persuadés qu'en préparant le règne de l'amour, ou en commençant par pratiquer ses lois, ils travaillent vertueusement à une œuvre sociale. L'amour libre a un nom, mais ce n'est pas la vertu ni même la passion.

Il est impossible de ne point remarquer dans tous ces personnages enfans de l'imagination de Mme Sand une absence complète de noblesse morale. Ils ont l'ardeur effrénée, ils marchent droit au but avec une impétuosité singulière; ils n'ont pas le sentiment élevé, ils n'ont au fond rien d'idéal. On n'aurait pu saisir qu'imparfaitement la cause de ce fait à l'origine; on l'aperçoit clairement aujourd'hui à la lumière de l'*Histoire de ma Vie*. C'est que la passion dont l'auteur de *Lélia* s'est fait le peintre éloquent n'est encore, à tout prendre, que la passion du XVIIIe siècle, qui n'avait rien de noble ni d'élevé. Mme Sand tient pour ainsi dire par toutes les fibres à cette époque. Elle n'a voulu laisser ignorer aucun détail de sa filiation. Qu'on se rappelle d'abord qu'elle remonte à la belle Aurore de Kœnigsmark et au roi de Pologne Auguste II, unis, comme chacun sait, par un commerce des moins légitimes (1). Au premier degré, en suivant cette ligne capricieuse, on trouve le maréchal de Saxe qui s'oublie lui-même un moment, dans ses fréquentes distractions, avec une comédienne du temps, Mlle Verrières, tout exprès sans doute pour laisser un poète dans sa descendance assez nombreuse et assez mêlée. Mme Sand n'est séparée en effet de son aïeul Maurice de Saxe que par deux générations à peine, son père et sa grand'mère, Mme Dupin de Francueil, fille de Mlle Verrières. Cette grand'mère, qui n'est morte que sous la restauration, est vraiment un type du XVIIIe siècle; elle en a les élégances, l'esprit et la supériorité, ou, si l'on veut, la liberté mondaine. Elle avait de l'aristocratie et de la frivolité, elle était incrédule, indulgente pour tout, hors pour les mésalliances, royaliste d'ailleurs, et elle cachait dans ses coffrets de petits vers obscènes contre la reine Marie-Antoinette. C'est un type merveilleusement reproduit, peut-être à l'insu de l'auteur, dans un personnage de *Valentine*, dans cette vieille marquise de Raimbault, sceptique du beau monde qui date de la Du Barry, croit surtout au plaisir, et recommande en mourant à sa petite-fille de ne prendre que des amans de qualité. Mme Sand a une autre parenté avec un cousin qu'elle traite d'évêque, et qui est le fils du mari de sa grand'mère, de Francueil et de Mme d'Épinay, la célèbre amie de Grimm. L'auteur d'*Indiana*, on le voit, plonge par toutes les racines dans cette époque. Il s'ensuit qu'à côté de la généalogie du sang il y a une généalogie

(1) A ce sujet, on fera bien de consulter les études curieuses de M. Henry Blaze qui ont paru sur *Aurore de Kœnigsmark* dans la *Revue* du 15 octobre 1852, et sur le *Dernier des Kœnigsmark* dans la livraison du 15 mai 1853.

spirituelle tout aussi logique. M. Sainte-Beuve a déjà remarqué dans une des femmes les plus distinguées du siècle dernier ce mélange d'ardeur et d'ennui, de désir et d'impuissance, qui deviendra l'essence de Lélia.

La passion telle que la peint Mme Sand peut se résumer en quelques mots d'un de ses romans sur deux de ses héros : « L'un était nécessaire à l'autre;... mais la société se trouvait là entre eux, qui rendait ce choix mutuel absurde, coupable, impie. La Providence a fait l'ordre admirable de la nature, les hommes l'ont détruit. Faut-il que pour respecter la solidité de nos murs de glace tout rayon de soleil se retire de nous?... » Supprimez ici la Providence et les murs de glace, il reste évidemment la théorie ou plutôt la pratique du XVIIIe siècle. C'est la morale de Mlle d'Ette dans ses conversations avec Mme d'Épinay. Le XVIIIe siècle ne mettait à l'amour qu'une condition, au risque de ne point voir toujours la condition remplie : l'essentiel était dans le choix. « Dans ces choses-là, dit Duclos, je ne fais point un crime à une femme d'avoir un amant, au contraire; mais je veux qu'elle ait le courage d'avouer hautement la préférence de cœur qu'elle lui donne. » Le fonds moral est le même dans les romans de Mme Sand, le procédé seul est différent. Sur cette donnée libre, l'auteur de *Jacques* n'a fait que jeter comme un voile la pourpre de son lyrisme, une métaphysique ardente et subtile, et la théorie réparatrice des droits sociaux de l'amour. De là cette étrange complexité des inventions de notre contemporaine, où l'on sent un épicuréisme enflammé jusque dans les aspirations en apparence les plus idéales, où l'on voit à chaque instant et souvent dans le même être poindre la bacchante Pulchérie sous la raisonneuse Lélia. Ce mélange même est-il donc si nouveau? Il se retrouve encore au siècle dernier dans *la Nouvelle Héloïse*, dans ce livre où un spiritualisme prétentieux ne sert parfois qu'à recouvrir de véritables grossièretés de sentiment. C'est ce qui explique aussi comment Mme Sand, puisant à cette source troublée, n'a jamais réussi à peindre l'innocence d'un cœur vierge; ses héroïnes manquent essentiellement de pureté. Obsédées d'une seule pensée ou d'un seul instinct, elles secouent violemment le lien qui les attache; elles plaident pour l'émancipation de leurs désirs, pour la légitimité de la passion libre, et au bout de chacun de leurs actes on aperçoit le dessein avoué par l'auteur, de mettre à nu « le rapport mal établi entre les sexes par le fait de la société. »

Le monde s'est laissé prendre plus d'une fois à ces plaidoyers ardens dirigés contre lui-même, à ces images séduisantes et trompeuses de la passion opposée au devoir, et ici pourrait naître une de ces délicates questions qui touchent au plus vif des choses du temps. Quelle a été l'influence de la littérature d'imagination sur la

société actuelle? quelle a été en particulier l'influence du roman contemporain? Cette influence a été immense, au point qu'on a pu voir quelquefois des types conçus par les romanciers passer tout à coup dans la vie sociale, et des fictions devenir des réalités, ou du moins des apparences de réalités. C'est un phénomène naturel dans une société où un goût très vif et très raffiné d'imitation littéraire n'a pour contre-poids ni la force d'une organisation traditionnelle, ni l'intégrité des mœurs, ni la vigueur des croyances. Le roman, il est vrai, a eu souvent en France le privilége de créer de ces épidémies morales et de tourner les têtes. Seulement autrefois les livres, en restant des livres, se répandaient moins; le monde qui lisait était borné, une certaine discipline générale survivait toujours, de sorte que les modes d'imagination, limitées de toutes parts dans leurs effets, devaient être nécessairement plus superficielles et plus éphémères. Aujourd'hui, dans une société nivelée, décomposée et sceptique, tout semble préparé pour favoriser et étendre ces contagions de l'intelligence qui réagissent sur la vie réelle. Les traditions et les mœurs se sont affaiblies, l'ardeur des changemens est sans limites, les livres vont partout, et non-seulement les livres vont partout, mais encore ils se dénaturent, ils prennent les formes populaires, ils se plient à toutes les combinaisons d'une action de tous les jours, comme pour mieux entretenir l'effet des idées et des images qu'ils répandent. En ce moment même, les romans les plus discrédités ne cessent de poursuivre leur fortune par une sorte de diffusion inaperçue. Jugés comme œuvres d'art, reniés par certaines classes, ils vont dans d'autres régions chercher un nouveau genre de succès.

Ceux qui pensent qu'une société peut défendre ses mœurs en livrant son imagination et rester honnête dans ses actes en laissant pervertir ses idées et ses goûts, ceux-là ne savent pas ce qu'il y a de puissance dans cette propagande assidue, subtile, implacable des mauvaises lectures, et de toutes les surexcitations de l'esprit s'étendant jusqu'au dernier confin de la vie sociale, pénétrant jusque dans l'intimité du foyer. Le talent seul séduit d'abord dans ces peintures si savamment combinées pour vous détacher des simples règles de la vie. Bientôt la tête s'exalte, les sens fouettés se révoltent à leur tour et applaudissent secrètement. Sans que rien soit changé, on ne porte plus dans le foyer qu'une humeur chagrine, un esprit inquiet, un mécontentement inexpliqué, et si la foudre éclate, on s'écrie : Voyez, le poète avait raison! Alors on s'éprend d'un amour étrange pour toutes ces créations impossibles accumulées par un art insinuant et corrupteur. On cherche à se modeler sur ces personnages de la fiction dont on commence par imiter le langage avant d'arriver à imiter leurs mœurs. Peu à peu l'influence gagne, et la province elle-même a ses tribus de femmes émancipées, qui ne manquent pas de se

croire des héroïnes parce qu'elles secouent la poussière du foyer et se mettent galamment au-dessus des lois communes. Les romans de Mme Sand ont été trop souvent de ces œuvres qui caressent les faiblesses secrètes, poétisent l'effervescence du désir vulgaire, donnent au vice lui-même les dehors d'un grand sentiment et célèbrent la prédominance de la passion effrénée sur le devoir en persuadant aux âmes molles qu'elles s'élèvent par la chute : c'est là leur moralité.

Mme Sand a trouvé une autre source d'inspiration dans toutes les choses de l'art et de l'idéal et dans la vie des artistes. L'art est aussi, comme l'amour, un des déshérités de ce monde que l'auteur a admis dans sa poétique clientèle. Or il y a le sophisme de l'art, comme il y a le sophisme de la passion. Il s'est formé, en effet, dans notre temps, une idée singulière, une sorte de légende sur l'homme qui vit par l'intelligence ou par l'imagination. On l'appelle indifféremment le penseur, le poète, l'artiste. De quelque nom qu'on le nomme, c'est toujours un être exceptionnel, placé dans une sphère à part et ne relevant que de l'indépendance de son génie. Ne le jugez pas d'après les règles vulgaires : il a rompu avec cette réalité prosaïque et laborieuse, tissu trop habituel de l'existence humaine. Ses désordres sont un effet de l'idéal, ses caprices sont des vertus, ses mobilités et ses vices sont le luxe légitime d'une nature généreuse. S'il condescend à gouverner le monde, le monde doit s'estimer heureux de recevoir la loi de sa fantaisie, car sa fantaisie même est sacrée; elle pèse dans la balance plus que la sagesse des hommes d'état. C'est lui qui a découvert la supériorité des rêveurs et des utopistes sur les esprits sensés et les hommes d'action. Il ne compte pas avec la vie, ou plutôt il se fait une vie tout artificielle, enflammée et dévorante, et si un jour, par hasard, il se heurte à la ruine, à l'abandon ou à l'oubli, c'est évidemment la société qui est coupable; pour lui, il a reçu en naissant le droit de tout faire et le privilége de n'être responsable de rien, pas même de ses fautes.

L'essence de ce caractère est un sentiment personnel outré et plein de puérilités, où il entre une certaine exaltation nerveuse, un âpre amour des jouissances, beaucoup d'enivrement de soi-même et le goût des émotions factices. Plus qu'aucun autre écrivain, Mme Sand a mis tout son zèle à illustrer ce type de l'artiste conçu dans notre temps, à montrer la supériorité de cet idéal sur la réalité, de la bohême sur la vie réglée. La théorie et les exemples se mêlent dans ses livres depuis les *Lettres d'un Voyageur* jusqu'à *Favilla*. Mme Sand a mieux fait : sans doute pour rendre le contraste plus saillant et l'idée plus plausible, elle a dressé le piédestal de l'artiste exécutant, du musicien, du comédien. Elle a pris un plaisir extrême à faire plier la vertu des grandes dames devant les chanteurs; elle a créé des joueurs de violon qui étaient de véritables génies et des

actrices qui étaient presque des modèles de grandeur. Dans cette œuvre empreinte au début d'un si vif coloris, et qui va bientôt se perdre dans les brouillards, — dans *Consuelo*, — quel est le type de la supériorité morale? C'est la petite chanteuse Consuelo, devant qui s'abaissent toutes les têtes d'Allemagne au siècle dernier. M. de Kaunitz n'est qu'un petit homme frisé et coquet, un personnage de pastorale burlesque, une vieille commère. Marie-Thérèse elle-même est une autre commère. Frédéric II de Prusse est aussi traité d'une façon fort leste. L'art, c'est la royauté du droit divin; le vrai roi, c'est l'artiste écrasant de sa supériorité réelle ces pauvres puissances de la terre qui jouent leur comédie en grimaçant. Après cela, il ne reste plus qu'à prier Consuelo de passer au rang d'impératrice d'Allemagne, reine de Hongrie, et de prendre le vieux Porpora, son maître, pour premier ministre. Le conte de fées sera complet; il est moins naïf, hélas! et moins inoffensif que ceux de Perrault.

Invoquer la bohème, la verte patrie de l'idéal et des arts, c'est un thème qui prête à mille variations merveilleuses; on peut même gravir les glaciers des Alpes en libre enfant de l'imagination et de la fantaisie. Il ne faut rien grossir cependant : ce serait étrangement se méprendre de supposer que notre brillante contemporaine subisse absolument cette fascination de l'idéal, qu'elle reste en tout et toujours inaccessible aux considérations positives de la vie, et ici on pourrait peut-être entreprendre un assez singulier plaidoyer au nom de Mme Sand contre Mme Sand elle-même. Au fond, l'auteur de l'*Histoire de ma Vie* a toujours su calculer et diriger ses intérêts plus que ne l'indiquerait la poétique insouciance de quelques-unes de ses pages. Que Mme Sand soit de la bohème par bien des côtés, qu'elle en ait les humeurs et les goûts, cela n'est point douteux; mais on peut dire aussi qu'elle n'a vécu dans ces régions qu'autant qu'elle l'a voulu, sans en connaître les rigueurs, comme on vit en ayant tout à la fois les priviléges des libertés qu'on se donne et les avantages d'une situation matérielle toujours facile à retrouver. Les lois sociales sont pleines d'iniquités, c'est un point admis; heureusement il est une de ces iniquités qui s'appelle le régime dotal et qui sert à préserver les femmes des suites de leurs faiblesses, ou, si l'on veut, de leur vocation pour l'indépendance. On ne voit pas dans les mémoires de Mme Sand qu'elle ait eu la dangereuse pensée de diminuer l'héritage paternel au profit de la fantaisie. Dans les momens difficiles, elle songe bien plutôt à faire appel à son art d'écrivain pour mettre de l'ordre dans ses affaires. Quand elle a pris une plume, elle s'est dit qu'elle pouvait écrire « vite, facilement, longtemps et sans fatigue, » et si dès l'origine elle était frappée de la fécondité d'un Walter Scott, elle voyait dans cette fécondité, qu'elle espérait égaler, moins la puissance de l'esprit que les fructueuses promesses d'une

production sans limites. Mme Sand, comme elle l'a dit, s'est pénétrée de bonne heure de cette vérité, que « dans notre société toute factice l'absence totale de numéraire constitue une situation impossible; » elle s'est arrangée pour déclamer contre la *société factice* et pour s'assurer une situation *possible*. Chose surprenante, dira-t-on, que ce mélange de préoccupations très positives et d'aspirations idéales! Chose bien simple au contraire, et qui se voit tous les jours! On fait marcher ensemble le calcul et l'utopie, un matérialisme mal déguisé et un certain mysticisme prétentieux, la vulgarité et le rêve, et le dernier mot de ces mélanges est la falsification de tous les instincts simples et vrais de l'âme humaine.

La raison secrète et fatale de ces déviations, Mme Sand a pu la trouver en elle-même, sans aller plus loin; mais il est surtout une influence qui a été comme l'épreuve suprême de son talent, et qui a énervé ses plus brillantes qualités en donnant à ses défauts une intensité périlleuse : c'est l'influence de toutes les idées sociales, démocratiques, révolutionnaires. Il fut pourtant un moment dans l'origine où Mme Sand semblait entrevoir le piége. « L'art seul est simple et grand, disait-elle, restons artistes, et ne faisons pas de politique. » On a su depuis, il est vrai, ce qui se cachait sous ce mot; alors l'artiste séduisait par le charme émouvant de ses premiers récits, en écrivant *André*, et bien des hommes, ne voyant que le conteur, s'attelaient au char de cette gloire naissante. L'auteur de *Valentine* n'a pas su ou n'a pas voulu rester ce séduisant artiste des premiers jours. Pour une imagination plus mobile que forte, c'était d'ailleurs une dangereuse époque. Le fanatisme couvait dans certains cœurs exaltés par une révolution récente; les passions éclataient dans des batailles de rues, dans des luttes audacieusement engagées avec la justice ou dans les dissolvantes prédications de tous les systèmes de régénération sociale. Mme Sand ne résista point; son malheur est d'avoir eu toujours un goût prononcé pour les tribuns, les sophistes et les sycophantes qui l'entouraient, qui la flattaient pour se servir comme d'un porte-voix de cette merveilleuse faculté de vibration lyrique. Un poète, une femme éloquente qui croyait avoir à se plaindre de la société, c'était plus qu'il n'en fallait.

Qu'on se représente un instant notre contemporaine s'initiant aux doctrines de l'avenir, entre minuit et trois heures du matin, sur le pont des Saints-Pères ou dans les rues de Bourges, avec Éverard, qui depuis.....; mais alors c'était Éverard, celui des *Lettres d'un Voyageur*, non l'Éverard quelque peu détérioré de l'*Histoire de ma Vie*. Ce ne fut pas le seul initiateur, on le sait bien. Mme Sand a cru peut-être faire preuve de virilité et s'élever au-dessus du niveau de son sexe en se jetant ainsi dans la mêlée des systèmes, en plantant le drapeau d'un parti ou d'une école sur ses œuvres légères; jamais

elle n'a mieux montré ce qu'il y a de féminin dans son génie. Ses inspirations politiques ou philosophiques à une certaine heure sont uniquement le reflet de ses amitiés et de son entourage. Ce sont des idées qu'elle a reçues la veille, qu'elle embrasse successivement ou simultanément, et qu'elle reproduit avec la docilité d'un enfant terrible ou d'un écho répétant la chanson d'un pâtre. Ainsi s'explique dans ses romans l'invasion croissante d'un élément tout factice, de l'esprit social et révolutionnaire, c'est-à-dire la substitution d'un idéal systématiquement faux à l'observation directe et juste de la vie et des sentimens humains. Mme Sand met le radicalisme et l'illuminisme démocratique dans ses contes. Elle fait des ouvriers déclamateurs, des paysans presque philosophes. Dans ses personnages, on cherche des hommes, on trouve des sophismes qui marchent, qui parlent, qui prennent la place des passions et des caractères. On voit à tout moment, pour ainsi dire, le point où la vérité finit, où commencent les développemens artificiels et déclamatoires, et c'est surtout depuis *Horace* et *le Compagnon du Tour de France* qu'a éclaté cette prétentieuse manie de mettre toutes les utopies révolutionnaires en romans (1).

Certainement la spontanéité et la réflexion ont peu de part dans ce que notre contemporaine appelle ses idées sociales, et cependant ce n'est pas le hasard qui l'a jetée dans cette voie. Elle est allée droit à la démocratie la plus extrême par une intuition secrète, par une sorte d'intime affinité, parce que dans tous ces systèmes qui commencent par l'abolition des vieilles lois morales, elle a vu la théorie, la légitimation de ses instincts. Elle a cédé à l'attrait malsain des sophistes et de leurs œuvres, parce que de bonne heure elle a aimé tout ce qui ressemble à une révolte. Ceux qui se souviennent de ce temps n'ont pas oublié l'espèce de vivacité qu'elle mettait un jour à poursuivre une découverte dont elle attendait les plus merveilleux effets : elle avait trouvé dans son Berri, elle se préparait à lancer dans le monde un prêtre qui préméditait une scission avec son évêque, et qui s'occupait de confectionner dans le plus grand secret des romans humanitaires destinés à régénérer la société et la littérature. Mme Sand a découvert au courant de sa vie plus d'une gloire semblable. Dans ces entraînemens, qui peuvent quelquefois ne paraître que bizarres et puérils, il y a au fond plus de fanatisme qu'on ne pense et que ne voudrait le laisser croire le poète lui-même. C'est un fanatisme étourdi, inconsistant et léger, soit; mais qu'on ne s'y trompe pas, à travers des insouciances d'artiste, en

(1) C'est quand Mme Sand fut entrée dans cette phase du radicalisme social que la rupture de la *Revue* avec le célèbre écrivain devint imminente. Cette rupture se fit d'une façon définitive en octobre 1841, à l'occasion du roman d'*Horace*, que la direction de la *Revue* refusa de publier. (*N. du D.*)

affectant de se représenter comme un rêveur étranger aux choses de ce monde, et tout en disant qu'on ne s'occupe pas plus de politique que son vacher, ce qui prouve tout au moins qu'on a un vacher, — Mme Sand était fort capable de laisser échapper de ces paroles qui montrent jusqu'où peut aller une imagination égarée.

Tout bien considéré, puisque Mme Sand a raconté sa vie (1), elle ne peut trouver mauvais qu'on l'aide à préciser ses souvenirs en certains points qui touchent à l'histoire de son esprit et qu'on ajoute à ce qu'elle dit aujourd'hui ce qu'elle a pensé, ce qu'elle a exprimé sous d'autres formes dans des circonstances décisives. Elle s'est défendue d'avoir eu jamais du goût pour les sociétés secrètes, pour l'assassinat politique, et même elle se défend dans son *Histoire* d'avoir jamais porté des cheveux d'un régicide. Il n'y a rien à dire à cela, seulement on aurait pu s'y méprendre. Que disait-elle en effet lorsqu'en un lieu bien connu d'elle à cette époque, on s'élevait un

(1) Que l'auteur de cette étude nous permette ici une observation. L'*Histoire de ma Vie* n'est-elle pas l'histoire (l'histoire assez peu fidèle, hélas!) des personnes que Mme Sand a connues plutôt que celle même de l'écrivain? Puisque Mme Sand nous a mis en scène dans ses mémoires, on ne peut nous blâmer de saisir, quoiqu'à regret, l'occasion qui se présente de noter les singulières assertions qui nous touchent. Est-ce la peine en effet d'avoir vécu près de dix ans en relations familières, quotidiennes, avec quelqu'un pour ne rien savoir de précis sur sa vie, du moins pour oublier ou confondre tout à plaisir, pour nous dénationaliser par exemple et nous attribuer une nationalité qui n'a jamais été la nôtre? Mme Sand a été le collaborateur assidu de la *Revue des Deux Mondes* pendant neuf ou dix ans, à partir de ses débuts : qu'elle veuille bien se remettre en mémoire ces belles années, se rappeler tout ce que nous n'avons pas oublié, et sans doute elle avouera que le milieu où elle était, que les conseils des amis sûrs et éclairés qui l'entouraient ne lui ont pas fait défaut, ne lui ont pas été inutiles, si de son côté elle a jeté quelque éclat sur ce recueil. Nous avons de cela des témoignages qu'elle ne récusera pas. Pendant ces neuf ou dix ans, Mme Sand a donné à la *Revue* dix ou douze romans sans compter bien d'autres travaux; elle a publié là ses œuvres les plus célébrées peut-être, puisqu'on y voit *André*, *Mauprat*, *Leone Leoni*, les *Lettres d'un Voyageur*, etc. Eh bien! elle oublie tout pour dire dans ses mémoires : « Je fis pour ce recueil *la Marquise*, *Lavinia*, je ne sais quoi encore! » Or jamais *la Marquise* et *Lavinia* n'ont paru dans la *Revue des Deux Mondes*. Mme Sand ajoute d'un ton léger que depuis notre rupture nous ne lui avons plus guère trouvé de talent. Ceci prouve que sous ce rapport Mme Sand est aussi fort mal informée, car si nous avons déploré les écarts de son esprit, les dissidences regrettables sur les principes, qui devaient nécessairement amener une rupture, nous n'avons jamais parlé de l'auteur d'*André* et de *Mauprat* qu'avec une vive sympathie pour son talent. Mais c'est assez de rectifications. Ces mémoires sont-ils d'ailleurs les vrais mémoires de George Sand? L'écrivain éminent que nous avons connu, aimé et admiré n'en laissera-t-il pas de plus sincères et de plus complets? Nous ne pouvons le croire; nous n'avons pas oublié non plus que dans l'hiver de 1835 Mme Sand eut pour la première fois l'idée d'écrire quatre volumes seulement de mémoires, qui ne devaient paraître qu'après sa mort. Quand il nous arrive de feuilleter encore les trois ou quatre cents lettres de Mme Sand qui nous restent entre les mains, nous y trouvons non-seulement crayonné le plan de ces mémoires, mais quelques-uns même des élémens de ce livre posthume, du moins pendant les dix premières et plus belles années de la vie littéraire de l'auteur. (*N. du D.*)

jour contre l'assassinat politique et contre l'une de ces odieuses tentatives de meurtre qui assaillirent si souvent le roi Louis-Philippe dans ses luttes soutenues au grand jour sous le feu des factions? Elle protestait dans des épanchemens particuliers qui prenaient vraiment la forme d'une remontrance; ses injures étaient pour le roi et pour ceux qui le défendaient; ses enthousiasmes étaient pour le meurtrier Alibaud, qu'elle appelait « un homme des temps antiques,... un héros dont le nom sera mis dans l'histoire à côté de Frédéric Stabs, » et elle appelait cela *parler de conviction!* « Je vous ai dit, reprenait-elle, que je vous laissais la théorie du système en général. Proscrivez l'assassinat politique, si cela vous plaît et si vous aimez les rois, peu m'importe; mais vous ne deviez pas toucher à la personne sacrée d'Alibaud. Vous ne deviez pas répéter les calomnies infâmes que le gouvernement faisait publier contre lui... Ce qu'il y a de pire au monde, c'est d'être lâche, et lâches sont ceux qui flétrissent le seul homme de cœur qui soit en France... Rien ne me fera changer d'avis. » Mme Sand trouvait insupportable que dans cette *Revue* même on pût appeler Alibaud un assassin, et qu'on ne pût pas dire « que Mme de Staël est ennuyeuse : » tant il est vrai que dans cette atmosphère irritante et lourde des passions démocratiques, où elle se plongeait chaque jour davantage, elle avait rapidement contracté le goût littéraire et le sentiment de la grande moralité sociale et politique!

Malheureusement cet accent de déclamation n'a fait que persister, et il éclate en plus d'une page de l'*Histoire de ma Vie*, non à propos des régicides il est vrai, mais à propos de tous les chefs de séditions. L'auteur n'y va pas de main légère pour peindre un homme de son choix. Cet homme est grand, héroïque, il s'élève jusqu'à la sainteté... « C'est du silence de cette âme profondément humble et pieusement résignée qu'est sorti le plus pur et le plus éloquent enseignement à la vertu qu'il ait été donné à ce siècle de comprendre... Ses lettres sont dignes des plus beaux temps de la foi... Il s'est assimilé la force du stoïque unie à l'humble douceur du vrai chrétien... C'est par là que sans être créateur dans la sphère des idées il s'est égalé sans le savoir aux plus grands penseurs de son époque... Son cœur est le miroir de la vérité, une pierre de touche pour les consciences délicates, etc... » De qui est-il donc ici question? Est-ce de quelque saint, de quelque héros méconnu? Il s'agit d'un des plus célèbres factieux du temps, d'un personnage plusieurs fois condamné sous la monarchie et sous la république. Mme Sand s'est accoutumée à ce langage, et elle le parle comme un langage naturel. Ce n'est point sans doute qu'elle soit une révolutionnaire bien menaçante; c'est tout simplement le signe d'une intelligence qui a eu le malheur de venir au monde avec le goût du faux, et qui ne s'est jamais guérie

de son mal, parce que des flatteurs lui ont dit que c'était là une marque de génie.

Ce qui a toujours fait illusion chez l'auteur de *Mauprat*, c'est l'artifice de la parole, c'est une vive et séduisante éloquence. Plus que tout autre écrivain dans notre temps, M[me] Sand réunit tous ces dons merveilleux du récit, de la description, d'un lyrisme spontané et débordant; elle excelle à désarmer par le charme de son art et à surprendre en jetant sur tout ce qu'elle touche comme un voile éblouissant de poésie. Écartez ce voile, vous trouverez une nature intellectuelle pleine de ressources il est vrai, mais aussi pleine de faiblesses et de mystérieuses contradictions, frivole et fanatique, blasée et inassouvie, prétentieuse avec mille affectations de simplicité et d'abandon, une nature qui aime à dominer et qui plie sans discernement sous les dominations les plus vulgaires. Tribuns, philosophes incompris, sophistes obscurs ou musiciens de haute école, peu lui importe; elle se fait un panthéon familier peuplé de dieux assez bizarres. Avec une finesse d'observation bien réelle, M[me] Sand manque de véritable délicatesse, et les plus poétiques élans cachent mal ce qu'il y a parfois de grossier en certains mouvemens d'imagination. Avec des dons supérieurs, elle manque même souvent d'esprit, ou plutôt c'est un esprit versatile et déréglé qui s'agite dans le vide, qui prend des aspirations vagues ou des engouemens pour des idées et d'insatiables désirs pour des lois morales. Ce n'est point là peut-être l'image qu'on se crée d'habitude quand on cherche à se représenter cette exceptionnelle personnalité littéraire; la poésie, si l'on veut, perd un peu à ce portrait, la vérité y gagne. Cela ne diminue pas le talent qu'a eu M[me] Sand, qu'elle a montré en ses plus belles heures : on comprend mieux les égaremens de cette imagination plus hardie et plus capricieuse que juste; cela explique surtout comment, après avoir semé sur sa route tant d'histoires brillantes, M[me] Sand en est venue par degrés à ses dernières œuvres, — à ses romans actuels, qui semblent n'être plus que des variations sans éclat et sans nouveauté sur des thèmes connus, à son théâtre, qui n'est que la reproduction terne et effacée de ses romans, et enfin à ce livre, l'*Histoire de ma Vie,* qu'on ne peut considérer que comme une opération mal venue d'industrie littéraire, comme une provocation indiscrètement ou trop habilement jetée à des curiosités malsaines qui ne pouvaient au demeurant être satisfaites.

Ce n'est point évidemment que les derniers ouvrages de l'auteur de *Valentine* soient dénués de tout intérêt et qu'on n'y retrouve encore de ces traits de génie naturel dont l'écrivain a le merveilleux secret. A prendre cette étrange carrière dans son expression la plus récente, on peut dire que c'est la lutte extrême et inégale d'un talent supérieur aux prises avec trois dangereux ennemis : l'inquiétude

d'une nature orageuse, la prétention philosophique, et l'esprit d'industrie, qui est venu à son tour se substituer aux élans spontanés de l'imagination, en créant pour le poète une sorte de fécondité factice et vulgaire. Mme Sand a eu pourtant, il y a quelques années, un dernier bonheur d'inspiration : c'est lorsqu'elle a écrit ces séduisantes légendes de la campagne, gracieux épisode de sa vie littéraire qui commence au roman de ***Jeanne*** et qui se continue par ***la Mare au Diable, François le Champi, la Petite Fadette,*** pour s'arrêter tout à coup.

Parmi les dons que Mme Sand a reçus et dont elle a usé trop souven avec une prodigalité malheureuse, l'un des plus rares peut-être est un sentiment incomparable des beautés naturelles. Même dans ceux de ses romans où le paysage n'est pour ainsi dire qu'un cadre, cet instinct se révèle par des peintures pleines de vérité et de fraîcheur. Mme Sand, elle l'a dit elle-même, a beaucoup vécu à la campagne, dans ces contrées du Berri et de la Creuse qu'elle a chantées, dont elle a si poétiquement décrit les sites; elle n'a eu qu'à rassembler ses souvenirs, à leur donner une forme vivante, et c'est ainsi qu'un jour, après avoir épuisé toutes les ressources de la passion, elle s'est trouvée conduite, ne fût-ce que pour chercher la nouveauté, à un certain genre de littérature qu'elle croit être populaire, qui ne l'est pas à la vérité, mais qui reproduit quelques-uns des aspects les plus séduisans de la vie rustique. S'il fallait absolument choisir entre ces quelques récits pleins d'une saveur agreste et qui ont pu faire croire un moment à l'apparition imprévue d'une pastorale moderne, le plus charmant sans nul doute serait ***la Mare au Diable,*** ce petit drame qui commence comme une églogue de Virgile et finit par la description pittoresque des noces de campagne. La scène du labour où l'on voit tout ce mouvement du travail rural et la terre fumante sous la charrue, les perplexités de Germain, ***le fin laboureur,*** au moment de mettre un terme à son veuvage pour donner une seconde mère à ses enfans et une ménagère à sa maison, le départ à travers les prés quand le jeune veuf va chercher bien loin une prétendue qui est tout près de lui, cette nuit agitée et chaste passée dans la lande, à la clarté des étoiles, par Germain et la petite Marie, cet amour sérieux et simple si délicatement noué par la main d'un enfant entre le laboureur et la jeune fille, tous ces tableaux, habilement nuancés, sont d'un trait exquis, et abondent en fines observations.

Que manque-t-il donc à ces récits qui ont charmé un instant? Il manque à cette simplicité idyllique d'être vraiment aussi simple qu'elle le paraît. Il faut bien s'entendre en effet : cette littérature peut être populaire et rustique par le paysage, par la couleur pittoresque, par mille détails intimes et familiers de la vie des campagnes; elle ne l'est pas par l'esprit qui circule dans ces pages, par les idées qui viennent se mêler comme une ombre à la grâce descrip-

tive, et jusque dans cette voie d'heureuse inspiration on sent l'affectation et le raffinement, on voit le sophisme qui s'attache à cette vaillante imagination. Avant d'arriver aux plus frais tableaux, il faut subir je ne sais quelle déclamation sur les oisifs, ou passer à travers les broussailles de je ne sais quelle dissertation sur la *connaissance*, le *sentiment* et la *sensation*. Fanchon Fadet elle-même, la petite vagabonde, avec son visage ingrat et son âme fière, avec ses mœurs de bohémienne et son esprit rare, n'est encore en son genre qu'un de ces types de femme supérieure caressés et adoptés par l'auteur. La Fadette sait tout, elle a le secret des plantes et des cœurs, elle exerce autour d'elle une sorte de magnétisme, et quand le soir, dans la traine *qui longe la côte du Chaumois*, elle essuie ses pleurs pour parler à Landry, pour se révéler à lui tout entière, est-on bien sûr de ne pas entendre une petite Lélia, ou, si l'on veut, une Consuelo devenue bergère? Et puis Mme Sand a cru sans doute se rapprocher du naturel et de la simplicité en dépensant des trésors d'érudition locale, en se façonnant pour ses fables champêtres un langage tout rustique : elle n'a réussi qu'à mieux faire sentir ce qu'il y a d'artificiel et d'archaïque dans ses créations, elle n'a fait que rendre plus frappant le contraste entre ces paysages, ces scènes, ces héros, ce langage, et les idées qu'on voit poindre à chaque instant. Les paysans de Mme Sand sont bien trop subtils pour être des paysans, ce qui ne veut point dire qu'ils aient un autre genre de vérité, qu'ils soient d'un autre monde vivant, et ce qui apparaît déjà dans *la Petite Fadette* devient bien plus palpable dans *les Maîtres Sonneurs*, cette pâle et triste suite des bucoliques nouvelles. On n'a plus que le Grand-Bucheux et Brulette, ces merveilleux joueurs de cornemuse qui notent la musique des vallées et des montagnes. Alors cette tentative apparaît telle qu'elle est réellement, comme une fantaisie raffinée et prompte à s'épuiser, comme l'effort capricieux d'un talent qui sent diminuer sa séve primitive, qui cherche artificiellement la simplicité, et ne la trouve qu'un moment pour retomber bientôt dans l'affectation et la monotonie.

Cela tient à bien des causes peut-être, aux habitudes d'esprit que l'auteur s'est faites, et aussi à la nature essentiellement personnelle de ce génie, on pourrait même dire d'une façon plus générale, à la nature du génie des femmes. On n'en est point à l'observer en effet, dans les lettres et dans les arts comme dans la vie, les femmes ont un génie qui leur est propre. Ce n'est point par l'intelligence en un certain sens, ce n'est point par la puissance abstraite de la réflexion et de l'étude, qu'elles conçoivent et qu'elles sont artistes : tout vient de l'instinct chez elles, tout se rapporte à un ordre particulier de facultés et d'impressions vives, délicates, personnelles. Elles excellent à raconter ou à peindre ce qu'elles ont vu, ce qu'elles ont senti;

la puissance et l'originalité de leur esprit disparaissent dans l'observation des phénomènes qui leur sont étrangers, dans ce qu'on pourrait appeler la création désintéressée et permanente de l'art. Elles ont du génie dans les lettres familières, dans l'analyse des mouvemens de la société mondaine, parce que là tout a un caractère intime, vivant, personnel, et parce que leur regard embrasse un horizon connu; elles n'en ont plus dans les recherches et dans les récits de l'histoire. Elles peuvent être touchantes et vraies dans la poésie, dans l'expression directe des sentimens et des passions, qu'elles surprennent et qu'elles décomposent avec une délicatesse infinie; elles sont dépaysées dans l'étude philosophique de la nature humaine, ou même au théâtre. Il en est qui écrivent supérieurement un ou deux romans, et qui ne peuvent aller au-delà d'un petit nombre d'œuvres émouvantes et choisies. Par un privilége de leur organisation, les femmes sont dans l'heureuse impuissance d'écrire absolument pour écrire, et de se faire hommes de lettres. Elles peuvent sans doute courber leur imagination sous ce joug vulgaire d'une production quotidienne et incessante; mais elles ne le peuvent qu'en abdiquant ce qui fait le charme et l'éclat de leur esprit.

De là des conséquences frappantes qu'il n'est point difficile de suivre jusque dans les œuvres de l'auteur d'*Indiana*, l'une des plus puissantes pourtant parmi les imaginations de femmes. D'abord cela est bien sensible, malgré le nombre des romans de Mme Sand, malgré cette fécondité apparente qui a donné le jour à tant de personnages, il y a moins de variété qu'on ne le pense dans ces fictions. Combien de fois n'a-t-on pas vu se reproduire cette image de Lélia, de Consuelo, image habilement nuancée, il est vrai, allant de la grande dame à la bohémienne, de l'artiste à la bergère, mais au fond invariablement identique? Stenio, Octave, André, Sylvinet dans *la Petite Fadette*, n'est-ce pas toujours le même type, c'est-à-dire un être faible et incomplet? Mme Sand aime à se jouer avec ces natures d'hommes relativement inférieures, comme elle aime à montrer la supériorité dans les femmes. Les situations se ressemblent comme les personnages, et même dans ses peintures descriptives, qu'on le remarque bien, ce n'est point le sentiment général de la nature que possède Mme Sand, c'est le sentiment de ses contrées natales, des campagnes de la Creuse et du Berri.

En outre, si Mme Sand est éloquente quand elle est vraiment elle-même, quand la femme est en quelque sorte la complice du poète, elle l'est déjà moins là où il ne reste que l'artiste cherchant laborieusement une inspiration, et elle ne l'est plus du tout au théâtre, parce que le théâtre suppose justement les qualités les plus étrangères au génie des femmes, une sorte de désintéressement de soi-

même, une puissance d'observation tout impersonnelle, l'art de ressaisir les caractères les plus divers, une certaine conception générale de la nature humaine et de ses mobiles. Lorsque l'auteur de *Mauprat*, allant d'expérience en expérience, a voulu à son tour tenter la fortune du théâtre, qu'est-il arrivé? On s'est montré facile pour ses premiers essais, par une secrète considération pour le talent d'autrefois, pour le conteur émouvant. Avec un peu de sévérité ou un peu plus de liberté, on eût dit que Mme Sand se trompait, qu'elle n'inventait rien, et que ces œuvres dramatiques, qui ont menacé un moment de devenir nombreuses, n'étaient, à tout prendre, qu'un reflet diminué de toutes les inspirations et de tous les personnages que l'auteur a semés dans ses romans. *Claudie*, qu'est-ce autre chose que ce thème épuisé de la réhabilitation de la faute et de la vertu purifiante de la passion, thème singulier dans un cadre de scènes rustiques? Dans *Françoise*, c'est encore une de ces éternelles providences féminines dont l'accablante supériorité a la monotonie du sophisme. *Flaminio*, c'est la fantaisie, c'est le génie dans le vagabondage et dans la vie de bohême; *Flaminio* est une édition nouvelle d'un roman oublié, de *Teverino*. *Favilla*, c'est l'artiste, c'est le joueur de musique réunissant toutes les perfections morales, et faisant honte au médiocre philistin.

C'est ainsi qu'on voit se succéder toutes ces inventions qui n'ont plus rien de nouveau, et qui, en passant du roman au théâtre, perdent leur originalité et leur relief. Ici, en effet, le poète n'a plus pour le soutenir la facilité du récit, l'abondance du lyrisme, la fécondité des descriptions pittoresques. Il ne reste que deux choses au théâtre, l'action et les caractères; or c'est là justement qu'éclate l'inaptitude de Mme Sand, et dans cette dangereuse perspective de la scène il est bien plus aisé d'observer ce qui manque à ces personnages dénués de vie et de vérité, à ces drames sans mouvement, à ces bergeries mises en dialogue. Les paysans de Mme Sand, il faut le dire, ont eu tout particulièrement à souffrir de cette transformation, car ce qu'ils ont de faux et de prétentieux est devenu plus apparent. Ils intéressaient dans le roman, ils ne font plus illusion au théâtre. Otez à *la Mare au Diable* ou à *la Petite Fadette* une certaine couleur poétique et ce souffle qui renaît par intervalles, vous aurez quelque drame vulgaire comme *le Pressoir*. Ce ne sont pas des paysans faux comme ceux du XVIIIe siècle, ils sont faux d'une autre manière en faisant la leçon à la société, sans devenir surtout des personnages plus vivans et plus dramatiques. Mme Sand n'a point réussi et ne pouvait réussir au théâtre, parce que c'était une tentative en dehors des facultés naturelles de son génie. Elle s'est dit sans doute que ce qui ne valait plus la peine d'être conté pouvait encore être mis en vaudeville.

Mais de toutes les tentatives qui ont rempli cette carrière romanesque, la plus étrange peut-être, la plus incompréhensible est cette longue, verbeuse et insignifiante confidence que Mme Sand a appelée l'*Histoire de ma Vie*. Non pas que rien ici soit en contradiction avec les facultés de cet esprit; c'est plutôt l'excès d'une prédisposition native, c'est l'abus des divulgations intimes, ou, si ce n'était un si gros mot, on pourrait dire que c'est une sorte d'orgie de la personnalité exaltée et enivrée d'elle-même. Mme Sand ne s'est point aperçue que ses œuvres, comme les œuvres de toutes les femmes, où il y a souvent plus de réminiscences que d'invention, étaient ses mémoires les plus fidèles, et que, si tant est qu'elle éprouvât le besoin de se démasquer un peu plus, elle en avait dit assez dans les *Lettres d'un Voyageur*, — assez pour que nul regard curieux ne pût se méprendre, sans que ces aveux à demi voilés encore fussent dépouillés de toute poésie. Les *Lettres d'un Voyageur* n'ont pas suffi, et Mme Sand est allée mêler sa voix à ce chœur discordant de révélations, de confessions et de commentaires qui encombrent notre temps. Depuis quelques années, en effet, n'a-t-on pas vu se développer singulièrement cette littérature de *mémoires?* Qui n'écrit point ses *mémoires* aujourd'hui? Ce ne sont pas seulement les morts qui ont le privilége de ce genre de souvenirs d'autant plus précieux jusqu'ici qu'ils gardaient le caractère d'un témoignage posthume. Tout s'est perfectionné, la postérité est loin, et les vivans eux-mêmes s'arrangent pour assister à l'effet de leurs divulgations en prétendant se faire une sorte de postérité contemporaine. Il n'est plus d'ailleurs nécessaire d'avoir été mêlé aux affaires de son temps, d'avoir vu les hommes de près, d'avoir été initié aux secrets d'une société dans laquelle on a vécu, ou, en d'autres termes, d'avoir quelque chose à dire. Le procédé est plus simple : on rassemble quelques anecdotes qui ont couru le monde ou on raconte les révolutions du siècle, et quand on est tout à fait à la hauteur du genre, on écrit soi-même son odyssée. On livre à une curiosité indiscrète l'intimité du foyer, la dignité de la famille, les amours de son père ou de sa mère. On met ses contemporains dans la confidence de sa beauté, de ses goûts, de ses passions, de ses intérêts, de ses misères, et on dit à l'univers : Me voilà! Œuvre de puérile et grossière vanité, frivole autant que dangereuse pour des hommes, bien autrement dangereuse pour une femme, et même impossible au moins sous cette forme directe et nue d'une révélation personnelle.

C'était, au reste, une pensée conçue de bonne heure par l'auteur de l'*Histoire de ma Vie*, une pensée qui n'a rien gagné en vieillissant. Il y a longtemps déjà que sur cette idée de laisser des *mémoires* Mme Sand avait fondé je ne sais quelle combinaison qui devait lui survivre. Elle a vécu heureusement plus qu'elle ne le croyait

alors, et malheureusement pour elle elle a tenu sa parole en écrivant l'*Histoire de ma Vie*. Or, cette pensée de discourir de soi-même une fois admise, il ne restait plus qu'à savoir comment le poète se tirerait de ce piége tendu par sa vanité à son talent. Mme Sand, par une de ces audaces de sincérité et d'exactitude qui prennent parfois un autre nom, raconterait-elle sa vie tout entière sans déguisement et sans réticence? En vraie fille et en héritière de Rousseau, iraitelle jusqu'au bout de ses confessions? Elle ne le pouvait évidemment; un récit circonstancié et complet de tout ce qui a pu remplir sa vie lui était interdit. A défaut de ce récit simple et nu, écriraitelle une de ces autobiographies morales et littéraires qui sont la révélation d'une âme, d'un esprit? Ici l'idée, en se transformant, prenait un caractère nouveau. L'auteur écrivait les *mémoires* de son intelligence, et retraçait l'histoire de ses livres en montrant comment l'inspiration littéraire jaillit du foyer de la vie intérieure. De telles œuvres, d'une analyse délicate et profonde, sont souvent éloquentes et toujours instructives. Par un singulier renversement d'idées, Mme Sand n'a nullement fait ce qui eût été possible, et elle s'est jetée dans la voie la plus scabreuse, celle des révélations intimes et personnelles, et comme elle ne pouvait tout dire, elle a fini par substituer à ce qu'elle devait passer sous silence mille puérilités, mille détails indifférens ou vulgaires. Elle n'a point écrit des *mémoires*, elle a fait comme un virtuose supérieur qui vit d'un vieux succès et qui se donne toute liberté; elle s'est mise à improviser tous les matins, devant le public, sur les différentes circonstances de sa vie qui revenaient successivement à son esprit, en remontant jusqu'à son aïeul le maréchal de Saxe.

L'aventure ne fut guère amusante pendant deux ans; au huitième volume, on touchait à peine à la naissance de l'auteur, et on avait tourné la dernière page sans en savoir beaucoup plus. Comment d'ailleurs Mme Sand eût-elle écrit ses *mémoires?* Elle ne se souvient pas, elle a au plus haut degré le don merveilleux de l'oubli. Mme Sand ne sait pas même où ont paru quelques-uns de ses plus charmans ouvrages, *Lavinia, la Marquise;* elle attribue aux hommes ce qu'ils n'ont jamais dit, ce qu'ils n'ont jamais fait. Dans ce livre frivole, il y a un fait plus grave, une dissonance étrange et permanente qui ne naît point sans doute d'une absence de sincérité actuelle, mais qui laisse voir ce qu'il y a de mobilité dans cet esprit, et qui finit par ôter tout accent de vérité à de tels récits. L'auteur parle de son enfance, de son passé, des choses et des hommes avec ses impressions du moment. On pourrait presque dire qu'à quelques mois d'intervalle, dans le travail successif de cette prolixe improvisation, les mêmes faits apparaissent sous un aspect tout différent, parce que le point de vue personnel de l'écrivain a changé. L'*Histoire de ma Vie* repose

sur ce perpétuel anachronisme moral. A tout prendre, c'est là peut-être l'explication la plus claire des singulières libertés que Mme Sand prend aujourd'hui à l'égard de bien des hommes de ce temps qu'elle a connus, et qu'elle croit devoir introduire dans ses mémoires sans les avoir consultés. Il ne faut pas s'en étonner, la vie est si longue, les impressions se succèdent si rapidement! Mme Sand a oublié ses relations d'autrefois, elle a oublié ses amis, ou, s'il lui en souvient, il ne lui en souvient guère, et même au besoin, pour mieux attester sans doute l'impartialité de l'historien, elle les exécute merveilleusement avec une grâce supérieure et un magnifique détachement du passé, comme elle juge chaque chose du haut d'une philosophie puérilement prétentieuse qui travestit tout, même les scènes naïves de l'enfance. D'une plume libre et légère, elle sabre ses amis, ses souvenirs et la vérité.

Encore si Mme Sand n'avait pris de ces étranges libertés qu'avec ses amis, avec d'anciennes connaissances qui ont fait place à des connaissances nouvelles! mais elle est allée plus loin, et c'est là un des traits choquans de ce livre. Pour tout dire, l'auteur de l'*Histoire de ma Vie* a fait le contraire de ce que faisaient ces enfans d'autrefois qui jetaient un manteau sur la nudité de leurs parens. Chose bizarre! Mme Sand n'a point dit sur elle-même ce qu'elle ne devait pas dire, ce qu'elle ne pouvait pas dire, ce que nul ne lui demandait d'ailleurs, et en même temps elle s'est crue autorisée à dire sur sa mère ce que personne ne savait, ce qu'elle pouvait bien certes se dispenser de révéler sans diminuer l'intérêt de son récit, car enfin qui pouvait éprouver le désir de savoir que cette mère avait eu une jeunesse orageuse, exposée « à des hasards effrayans, » qu'elle était de l'état-major de nos armées dans les campagnes d'Italie, et qu'elle avait eu à quitter « une riche protection » pour suivre le père de Mme Sand? Il est vrai que l'auteur aussitôt se tourne vers la société pour l'accabler de ses objurgations et pour rejeter sur elle la responsabilité de tous les entraînemens d'une jeune fille qui tombe après être venue au monde avec sa beauté pour tout patrimoine. Le thème n'est point nouveau, comme on voit; il traîne dans toutes les fictions de Mme Sand, et c'est là vraiment sa place. Rapproché de ces tristes réalités, ne semble-t-il pas indiquer la pensée secrète d'aller chercher jusque dans la révélation des misères maternelles de quoi étayer un sophisme? Ou bien notre contemporaine, en mettant le nom de sa mère, fille du peuple, à côté de celui de son père, petit-fils du maréchal de Saxe, a-t-elle cédé à la fantaisie de se montrer dans la double splendeur de son origine aristocratique et plébéienne? On ne le sait. Ce qu'il y a de plus singulier, c'est que Mme Sand, interrogée un jour sur les *Mémoires* de Chateaubriand, répondait d'un ton leste : « C'est un ouvrage *sans mora-*

lité; je ne veux pas dire par là qu'il soit immoral, mais je n'y trouve pas cette bonne grosse moralité qu'on aime à lire même au bout d'une fable ou d'un conte de fées. Jusqu'à présent, cela ne prouve rien et ne veut rien prouver. L'âme y manque, et moi qui ai tant aimé l'auteur, je me désole de ne pouvoir aimer l'homme. Je ne le connais pas, je ne le devine pas en le lisant, et pourtant il ne se fait pas faute de s'exhiber, mais c'est toujours sous un costume qui n'est point fait pour lui. Quand il est modeste, c'est de manière à vous faire croire qu'il est orgueilleux, et ainsi de tout... C'est un fantôme, et un fantôme en dix volumes, j'ai peur que ce ne soit un peu long... » L'*Histoire de ma Vie* a vingt volumes! je ne sais trop ce qu'elle prouve; je suis bien sûr que dans les affectations de sincérité et de modestie de l'auteur il y a au moins autant de vanité qu'il y a d'orgueil dans l'indifférence superbe de Chateaubriand, et en fait de *bonne grosse moralité,* Mme Sand a mis dans ses mémoires les amours de sa mère et de son père. Elle a fait plus que Jean-Jacques, qui ne mettait dans ses *Confessions* que l'épisode de Mme de Warens.

Voilà le malheur de Mme Sand : elle a cru pouvoir tout penser, tout dire, tout oser. Douée d'instincts puissans, mais dangereux, elle a cru qu'elle pouvait impunément promener son esprit dans toutes les régions du sophisme, et qu'il suffisait de vouloir pour effacer toute distinction entre ce qui est vrai et ce qui est faux, entre ce qui est permis à une imagination bien inspirée et ce qui est simplement l'œuvre d'une imagination licencieuse. Avec des facultés littéraires dont l'éclat a été un des charmes de ce temps, Mme Sand a manqué de ce sens moral supérieur qui règle ou féconde la sève de l'intelligence, et qu'arrive-t-il aujourd'hui? Il arrive quelque chose de bien simple. A mesure que les années et les œuvres se succèdent, l'esprit s'épuise dans cette lutte permanente contre la vérité morale, les dons brillans pâlissent, et cette diminution des qualités premières laisse apparaître je ne sais quel élément grossier et vulgaire qui était sans doute dans la nature de ce talent, mais qui se perdait pour ainsi dire dans l'éloquence.

Lorsque Mme Sand décrivait dans sa jeunesse les orages de la passion, la vivacité du coloris suppléait à la pureté de la pensée, le souffle de la poésie animait tout; aujourd'hui elle fait dans ses mémoires des théories sur l'accouplement des sexes et sur leur part réciproque dans la procréation de l'espèce humaine; elle en vient, selon son expression, à dire sans délicatesse les choses délicates, et elle ne craint nullement de se servir de ces mots qui semblaient réservés jusqu'ici à la langue de Rabelais et de Molière. Mme Sand a tant chanté l'amour libre, que son imagination a fini par se créer un monde particulier de mœurs étranges, où l'on se mêle, où l'on vit ensemble, où règne une saveur de sigisbéisme et d'illégitimité.

Je ne sais si on l'a remarqué, tout le monde est bâtard ou près de l'être dans les dernières inventions de Mme Sand; les champis ont pullulé; c'est une société qui semble avoir pour unique origine et pour unique loi le caprice des sens dans la liberté des liaisons, et il ne tient à rien vraiment que par amour de l'art le poète, dans son *histoire*, ne proclame sa propre illégitimité. Peintre de la passion, Mme Sand écrivait dans les premiers temps *Valentine* ou *André;* maintenant elle écrit *la Daniella,* une œuvre de sensualisme débordant, recommencée déjà bien souvent par l'auteur, et visiblement destinée à démontrer une fois de plus la supériorité des femmes de chambre dans l'amour. Il en est ainsi de tout. Autrefois, dans les *Lettres d'un Voyageur,* Mme Sand parlait de l'art avec feu, avec une grâce entraînante; elle se représentait parcourant l'Italie et les Alpes, recueillant sur son passage des images nouvelles; elle traçait de l'artiste un portrait sinon vrai, du moins brillant de poésie. Aujourd'hui elle écrit *Favilla;* elle construit de petits drames avec de petites idées qui ont déjà passé dans ses romans, et il lui arrive parfois de laisser échapper de ces phrases d'industriel dans l'embarras : « D'un côté, dit-elle en parlant de sa position en 1848, d'un côté on me menaçait d'une saisie sur mon mobilier, de l'autre les prix du travail étaient réduits des trois quarts; encore le placement fut-il suspendu pendant quelques mois! » Dans cette plainte touchante, reconnaissez-vous l'artiste des premiers jours? Enfin veut-on savoir où en est Mme Sand dans les évolutions philosophiques et sociales de sa pensée? Elle a bien erré, elle en est venue à se faire un petit symbole bien simple, bien clair, qui est le dernier mot du progrès, et qu'elle inscrit dans ses mémoires; il lui faut « la terre de Pierre Leroux, le ciel de Jean Reynaud, l'univers de Leibnitz, la charité de Lamennais. » On ne peut certes demander mieux.

Je ne veux dire qu'une chose, c'est qu'il y a dans ce talent un instinct grossier, une ivresse du sophisme, un goût de tous les excès qui ont sans cesse tendu à prédominer, et par une combinaison singulière plus ces élémens se sont fait jour, plus l'auteur s'est rejeté dans une phraséologie philosophique, sentimentale et mystique. Prenez bien garde : que Mme Sand décrive les impétuosités les plus ardentes des sens ou les liaisons les plus vulgaires, elle se servira de ces mots de *vertu,* de *chasteté* et d'*extase idéale;* qu'elle mette la main sur quelque système violent ou sur quelque factieux, elle parlera de progrès, d'héroïsme, elle invoquera les saints, les martyrs et Jésus-Christ lui-même; qu'elle trouve sur son passage quelque pauvre diable de comédien, elle va parler tout simplement de *sa sublimité* et de *son génie,* et Mme Sand, qui vit désormais dans cette atmosphère, qui s'est fait une habitude de ce langage, tout en assurant que « le faux, le guindé, l'affecté lui sont antipathiques, »

Mme Sand ne voit pas même que cette emphase vulgaire n'est plus que le signe bizarre des défaillances de la véritable inspiration.

Esprit ardent et inégal, organisation fougueuse et incomplète, imagination puissante et raison faible, Mme Sand a été malgré tout assurément une des plus curieuses natures littéraires de ce temps, et par ses facultés, et par l'action qu'elle a exercée, et par ses égaremens mêmes. De toutes les causes qui ont si étrangement contribué à pervertir un si brillant talent, j'en voudrais dégager une primordiale, profonde, qui est venue en aide à toutes les autres : c'est que Mme Sand a voulu être plus qu'une femme ou autre chose qu'une femme, lorsque son génie était avant tout essentiellement féminin. Si elle l'eût voulu, elle aurait pu certainement couronner d'un merveilleux éclat cette tradition littéraire des femmes qui, à ne prendre que le roman, commence à Mme de La Fayette en France. Lui chercher absolument des modèles dans le passé serait difficile. Elle n'aurait jamais eu, je pense, cette délicatesse et cette grâce suprême qui ont fait de *la Princesse de Clèves* une des plus charmantes peintures de la passion dans une société de gentilshommes; elle eût été le conteur plus large, plus libre, plus saisissant d'une société si complétement transformée. Sans avoir moins d'esprit que bien des femmes du XVIIIe siècle, elle aurait eu plus d'éloquence, plus de génie inventif et créateur. Avec moins de sûreté de jugement et moins de fermeté d'intelligence que n'en eut Mme de Staël dans les choses philosophiques ou politiques, elle aurait eu toujours un plus vif sentiment de l'art, plus de grâce et de facilité de récit. S'il est une femme de qui elle se rapproche, c'est une personne qu'elle a fait oublier, dont la vie fut douloureuse et courte, et qui fit de ses romans, au commencement du siècle, l'écho de son âme brûlante; c'est Mme Cottin, l'auteur de *Malvina* et d'*Amélie de Mansfield*. Dans les ouvrages des deux écrivains, on trouverait plus de points de ressemblance qu'on ne le suppose. Mme Sand n'a pas plus de feu dans l'expression intense et vive de la passion, mais elle a plus d'étendue, plus de poésie, et elle possède surtout le sentiment pittoresque, qui manquait à Mme Cottin, cet art merveilleux de faire revivre un paysage dans sa vérité et dans sa fraîcheur. Enfin cette tradition, Mme Sand aurait pu la continuer en l'agrandissant, en l'enrichissant de créations nouvelles; elle eût été la dernière venue et la plus éloquente de toutes les femmes qui ont laissé la trace de leur génie ou de leur esprit dans les lettres en France.

Cela n'a point suffi à cette inquiète activité; Mme Sand a eu l'ambition d'être plus qu'une femme, je le disais, et elle n'a point réussi à coup sûr. Comment eût-elle réussi? Elle a voulu abdiquer son sexe, oubliant qu'une femme se trahit toujours par un geste, par les habitudes de son esprit, par sa façon d'observer et de sentir, par toutes

ses qualités, et quand elle ne se trahit pas par ses qualités, elle se trahit par ses défauts. Mme Sand a prétendu à une certaine virilité, et elle n'a pu prendre aux hommes que le reflet de leurs idées, l'ombre de leurs systèmes, les petitesses de leurs passions. Elle s'est fait une organisation tout artificielle dont la naïveté est certes le moindre défaut, et, après avoir été un des enchanteurs des générations contemporaines, Lélia, par une secrète et ironique vengeance de la nature, Lélia finit comme Mme de Genlis, — une Mme de Genlis qui a rédigé des bulletins de la république, qui a écrit, elle aussi, ses *mémoires,* qui fait des romans avec des thèses de philosophie, et multiplie sans compter des récits devenus vulgaires.

Le prestige est évanoui. Hélas! il s'évanouit tous les jours pour bien d'autres et par des raisons qui ne sont pas essentiellement différentes, par des causes générales dont l'influence s'est fait sentir sur Mme Sand et sur bien des talens qui se sont révélés comme elle à un certain moment de notre vie contemporaine, et comme elle finissent mal. La littérature d'imagination, vue dans son ensemble, offrira certainement dans l'histoire intellectuelle de notre siècle un des chapitres les plus curieux. On y verra, à peu d'exceptions près, de la séve, du mouvement, et aucune idée de prévoyance supérieure, des instincts énergiques à qui il a manqué de devenir une force d'intelligence réfléchie, de grandes et poétiques existences allant se perdre obscurément dans de vulgaires labeurs sans dignité ou sans puissance, un premier essor merveilleux suivi d'étranges déceptions. A quoi cela tient-il? C'est que la plupart de ces talens qui se sont élevés, qui ont charmé une génération, ont eu plus d'éclat et d'exubérance que de vraie grandeur; ils n'ont pas su discipliner leurs facultés sous l'empire d'un sentiment moral prédominant. Ils ont eu de la jeunesse, ils ne sont jamais arrivés à une haute et sérieuse maturité; ils ont été surpris dans leur croissance, pour ainsi dire, par mille influences subtiles et violentes, la vanité, la manie de l'importance et des rôles publics éclatans, les tentations du lucre, l'épidémie du sophisme. Dans l'indépendance de leurs rêves, ils ont cru que le monde leur appartenait, qu'il était en leur pouvoir de se faire une vérité à eux et de l'assouplir à toutes les mobilités de leur fantaisie, de jouer avec toutes les choses de la vie publique ou privée, idéale ou pratique, comme avec un instrument sonore. La vérité s'est éclipsée dans leurs œuvres, la saine vigueur n'a fait que diminuer dans leur talent, et ce qu'ils ont pris pour une fermentation généreuse n'était, à tout prendre, qu'une maladie morale qui les a exténués eux-mêmes, qu'ils ont communiquée, et dont les imaginations sentent le besoin de se guérir, pour se relever au niveau des justes conceptions de l'art et de la poésie.

Ch. de Mazade.

LES ÉLECTIONS

DE 1857

EN ANGLETERRE

« Je remporterai en France l'impression profonde que laisse dans les âmes faites pour le comprendre le spectacle imposant qu'offre l'Angleterre, où la vertu sur le trône dirige les destinées du pays, sous l'empire d'une liberté sans danger pour sa grandeur. » (Discours de l'empereur en réponse à l'adresse de la Cité de Londres.)

Les élections qui viennent de donner à la Grande-Bretagne un nouveau parlement ont offert un grand et curieux spectacle, qui pour tout observateur désintéressé doit tourner à l'honneur des institutions du pays; elles ont montré le progrès des mœurs publiques chez un peuple habitué à un long et paisible exercice de la liberté, et elles ont fait voir que les ressorts de son antique constitution, loin d'être rouillés, n'avaient au contraire jamais eu plus de force et de souplesse. Pendant tout un mois, le gouvernement s'est tenu comme à l'écart; la royauté a semblé se retirer de l'arène; la nation, appelée à prendre part au choix des députés de la chambre des communes, a pu se prononcer à son aise sur les hommes et sur les choses dans la pleine possession du droit de tout dire et de tout écrire, et les grands pouvoirs publics, loin d'avoir couru le moindre péril à cette épreuve du jugement du pays, en sont sortis au contraire, comme toujours, mieux affermis et plus respectés. L'ordre dans le mouvement est la consigne répétée de génération en génération, et

à laquelle le pays ne s'est pas lassé de se montrer fidèle. La décadence peut être vainement prédite à l'Angleterre par de faux prophètes; la Grande-Bretagne leur oppose avec confiance le permanent témoignage de sa virile grandeur, et en dépit des médecins qui cherchent des cures à faire et qui voudraient la faire passer pour malade, elle continue à donner elle-même le bulletin le plus satisfaisant de sa force et de sa santé.

Tel est l'enseignement que peuvent donner aujourd'hui les dernières élections en mettant sous nos yeux le mouvement de la vie politique du pays affranchi de toute contrainte : elles ne doivent pas seulement servir à faire connaître la lutte des partis entre lesquels le pouvoir est pacifiquement disputé; il faut surtout y chercher le spectacle d'un peuple qui est accoutumé à user de ses droits sans être tenté d'en abuser, et qui a toujours su concilier l'amour du progrès avec le respect des traditions. Le rôle des personnages qui sont sur la scène a sans contredit son importance; mais il s'efface devant le rôle de ce personnage anonyme qui est la foule, et qui, comme le chœur de la tragédie antique, applaudit les uns, gourmande les autres et les juge tous. C'est cet esprit public qui est l'âme de la constitution britannique et comme le souffle de cette grande création : *mens agitat molem*. Il peut seul faire saisir la physionomie et le caractère des élections de la Grande-Bretagne : il en anime le tableau, il en éclaire tout le système, et il en résume également toutes les garanties.

Les élections qui donnent à la Grande-Bretagne sa chambre des communes n'ont pas lieu à huis clos, et elles n'intéressent pas seulement les électeurs : elles se font devant le peuple, sinon par le peuple, et sans donner à la nation tout entière un droit d'entrée dans le corps électoral, elles ne la tiennent pas cependant à l'écart. Elles ont un autre intérêt que celui d'un vote silencieusement donné et silencieusement reçu. Elles engagent en effet devant le pays comme un grand procès où tous les principes s'exposent, où toutes les questions se débattent, où toutes les causes s'instruisent, se plaident et se jugent. Elles sont un appel à l'opinion, qui, librement consultée, se prononce librement, tout en restant défendue contre elle-même par la résistance que les institutions peuvent opposer à ses caprices passagers. Destinées à assujettir la responsabilité des gouvernans au contrôle des gouvernés, elles font des affaires publiques les affaires privées de tous les citoyens. Elles ne mesurent pas ainsi au pays la vie politique à petites doses; elles la répandent à flots, non pas en la précipitant tout à coup comme un torrent qui tour à tour se grossit et se dessèche, mais en la faisant couler comme un grand fleuve qui n'est exposé ni à tarir ni à déborder. Elles font assister à un

spectacle qui se passe au grand jour et en plein air, et qui demande à être compris par les yeux et par les oreilles : ce sont les *meetings* où elles se préparent, les *hustings* où elles se discutent et se décident, qui leur servent de théâtre. Telle est la scène sur laquelle il faut les étudier et suivre les différentes phases qu'elles traversent.

Le signal de l'élection générale des membres de la chambre des communes est donné par l'acte royal de convocation d'un nouveau parlement, soit à raison d'un nouveau règne qui commence, soit à l'expiration des pouvoirs du parlement en exercice, qui ne peuvent se prolonger au-delà de sept ans, soit enfin, comme dans le cas qui vient de provoquer les dernières élections, par suite d'une dissolution qui permet aux ministres de la couronne d'exercer un droit d'appel de la chambre au pays. Le lord chancelier chargé de l'exécution des ordonnances royales donne son ordre (*writ*) au secrétaire de la couronne auprès de la chancellerie, et celui-ci envoie aussitôt au shériff de chaque comté l'ordre de faire élire les députés qui doivent représenter soit le comté, soit tel ou tel bourg dépendant du comté. Dans un délai de deux jours, les shériffs doivent faire publier une proclamation qui appelle les électeurs du comté, aujourd'hui comme autrefois, à la vieille cour du comté, et les invite à s'y réunir six jours après au plus tôt, douze jours après au plus tard. Les électeurs des bourgs qui ont le droit de représentation sont convoqués en général, suivant les instructions du shériff, par l'officier municipal préposé à l'élection, et l'élection doit avoir lieu trois jours francs au moins après la convocation, dans un délai de six jours au plus. Toutes les précautions sont prises pour donner la publicité nécessaire à cette convocation; l'heure à laquelle elle doit être annoncée est fixée entre huit heures du matin et quatre ou six heures du soir, suivant la saison, afin de prévenir le retour de la ruse intéressée dont un candidat s'était servi autrefois dans le bourg de Shaftesbury, en faisant publier, entre onze heures du soir et minuit, le jour de l'élection, qu'il voulait laisser ignorer à son compétiteur.

La convocation du shériff appelle les combattans dans l'arène : ils ne s'y font pas attendre pour s'y assurer ou s'y disputer la victoire; mais avant de s'y présenter, ils ne négligent pas les précautions nécessaires pour se préparer le terrain, et pour ne pas se laisser prendre au dépourvu, ils se mettent en mouvement avant que le signal soit donné. Les affaires d'avant-poste s'engagent dans les *meetings* ou réunions populaires, qui sont entrées dans les mœurs et dans les lois du pays, et qui semblent faire partie de sa constitution. C'est dans les *meetings* que les candidats viennent reconnaître la

position et essayer leurs forces : ils les font annoncer d'avance par les journaux et les affiches, et y donnent un rendez-vous à tous ceux qui partagent leurs opinions. C'est en promenant ainsi leur candidature dans tout un comté ou dans les quartiers d'une ville qu'ils se ménagent des relations publiques avec leurs concitoyens, et vont au-devant de toutes les explications qui peuvent leur être demandées. Leurs amis viennent en même temps à leur aide en multipliant les réunions en leur faveur, afin de faire valoir les titres qui peuvent les recommander aux électeurs. Ceux qui ne sont pas électeurs ne sont pas écartés, et comme ils peuvent contribuer à former l'opinion publique, même sans donner leurs suffrages, ils sont également appelés à entendre discuter le mérite et la politique des candidats. Les candidats ou leurs amis viennent même quelquefois les haranguer dans des réunions où ils les ont spécialement convoqués, et sans faire appel à leurs passions, ils les engagent à user de la part de droits qui leur appartient, à se servir par exemple de leur influence de pratiques sur les petits marchands qui sont électeurs, afin de les décider à voter pour le candidat de leur choix. C'est dans les *meetings* qui couvrent l'Angleterre de réunions le jour et le soir, dans les villes et dans les campagnes, que se fait entendre la voix du pays, dont l'écho se prolonge dans toutes les feuilles publiques; ces *meetings* garantissent à la minorité l'exercice de ses droits légitimes, et ils empêchent la tyrannie de la majorité; ils donnent l'élan aux bonnes causes, et découragent les factions en traînant au grand jour les erreurs et les mauvaises passions qui aiment à s'abriter dans l'ombre; ils ne font pas perdre au pays le respect de l'ordre public, protégé par de justes lois de répression, et en même temps ils l'élèvent à l'école d'une discussion sérieuse où les artifices du langage rencontrent peu de faveur, et où c'est le bon sens qui finit aisément par prévaloir.

Les *meetings* ouvrent la campagne des élections, et tant qu'elle dure, ils se continuent sans relâche, mettant à l'épreuve l'infatigable activité de parole du candidat et de ses amis; mais les *meetings* eux-mêmes ne suffisent pas, et il y a d'autres liens qui doivent encore resserrer les rapports du candidat avec ses commettans. La préparation d'une élection ne s'arrête pas aux discours prononcés en public; elle demande des efforts plus persévérans et des démarches plus pressantes, et elle est même désignée par un mot particulier à la langue anglaise, le *canvass*. La conquête des votes ne s'emporte pas seulement par le succès de la parole; il faut le plus souvent que la popularité vienne s'y joindre. Il ne suffit pas que le candidat fasse dans les *meetings* sa profession de foi; il est encore nécessaire, surtout si l'élection doit être contestée, qu'il rende lui-

même ou qu'il fasse rendre visite à ses électeurs, afin de leur demander de lui envoyer leurs voix. Quand le jour de l'élection approche, il est d'usage qu'il aille leur offrir ses devoirs suivant l'expression consacrée, et porte ses remerciemens à ceux qui se sont déjà prononcés en sa faveur; le dernier des citoyens, s'il est électeur, peut ainsi recevoir la visite d'un grand seigneur ou d'un riche bourgeois qui vient solliciter son suffrage et s'exposer à ses refus. Dans les comtés et dans les villes où le corps électoral est trop nombreux pour que le candidat puisse suffire aux exigences de cette tournée, ce sont ses agens payés ou volontaires qui le remplacent; ils vont porter la parole en son nom et remettre au moins sa carte : si l'on suit les candidats ou leurs amis de maison en maison, on peut entendre se succéder les réponses de ceux qui leur disent oui, ou de ceux qui leur disent non, et les voir échanger avec les premiers un cordial serrement de main, avec les autres un froid salut. La négligence dans toutes ces démarches peut faire échouer une nomination, qui n'est quelquefois emportée qu'à une seule voix de majorité, et quand la lutte est engagée entre les personnes plutôt qu'entre les opinions, il n'est pas rare qu'un électeur se refuse à donner sa voix à celui qui lui a manqué de politesse. Aussi les candidats ont-ils soin ordinairement, le jour de l'élection, de prier leurs commettans d'accepter leurs excuses pour tous leurs oublis involontaires : l'un se rejette sur le défaut de temps, l'autre sur l'inexpérience d'un nouveau venu; celui-ci craint que ses cartes n'aient pas été régulièrement distribuées, et explique comment quelques-unes ont pu être égarées en chemin. Les élections sont par là un moyen puissant de rapprochement entre les différentes classes et pour ainsi dire un pont jeté entre elles; c'est comme une chaîne d'égards qu'elles établissent de haut en bas, et elles imposent aux candidats des ménagemens de toute sorte auxquels doit se plier un patron librement choisi envers tous ceux qu'il veut gagner ou garder comme cliens.

Les discours et les visites, la propagande publique et la propagande privée, tel est donc le double travail qui demande aux candidats tout leur temps et toute leur peine; mais ils ne pourraient pas assurément le mener à bonne fin sans l'active intervention de leurs comités respectifs. En effet, ils y trouvent l'appui et le concours des principaux citoyens intéressés par amitié ou par opinion au succès de l'un des compétiteurs, et prêts à prendre sur eux seuls tout le poids de la lutte, si par exception le candidat absent ou malade ne peut s'aider lui-même. Le lieu de réunion de chaque comité est rendu public, et il devient aussitôt le quartier-général où chacun peut venir donner les nouvelles et chercher les ordres. Ce sont les comités qui dirigent la tournée électorale des candidats,

et qui prennent toutes les mesures propres à les faire réussir; des rédacteurs y sont chargés de composer les adresses, les requêtes, les appels aux électeurs, de les faire distribuer et de les envoyer aux journaux, qui en remplissent leurs colonnes. D'autres y donnent toutes leurs instructions aux nombreux agens, souvent bien payés et bien nourris, qui sont occupés à faire le triage des électeurs, à leur envoyer leurs cartes, à compter ceux dont on est sûr, à rechercher les douteux, et à supputer ainsi les chances de défaite pour les prévenir, les chances de victoire pour ne pas les laisser échapper. En même temps les souscriptions destinées à couvrir les frais sont ouvertes, et plus d'une fois elles ont défrayé le candidat de toutes les dépenses, quand il ne pouvait pas les supporter. L'esprit d'association, qui semble être l'attribut du caractère anglais, montre ainsi sa force et sa puissance; il détermine ce mouvement et cette mise en commun de tous les efforts, qui, au lendemain d'une révolution à la fois puérile et menaçante, avaient fait en France, sous le feu de l'ennemi, le salut du parti de l'ordre : s'il y a des pays où cette activité, brusquement jetée hors de ses voies régulières, paraît une crise, il y en a d'autres où elle est la condition ordinaire de la santé.

L'élection une fois préparée, il faut voir comment elle se passe : c'est là un tableau vivant sur lequel se dessinent tour à tour les scènes les plus variées qui renouvellent l'intérêt permanent du spectacle.

Le premier jour de l'élection est le jour de la nomination; il a été proclamé par le shériff ou par l'officier préposé, et les journaux, ainsi que les affiches, le rappellent à l'envi à ceux qui pourraient l'ignorer ou l'oublier. Dans une grande ville comme Londres, divisée en plusieurs bourgs électoraux, et où le candidat est plus facilement exposé à rester étranger à ses électeurs, la nomination dérange peu le mouvement habituel des affaires, et n'empêche pas que beaucoup d'indifférens, dans les classes les plus élevées, ne se tiennent à l'écart. Dans la province au contraire, où la vie politique garde toute son énergie, elle suspend les occupations et les plaisirs : tout contribue à lui donner l'air d'une fête. Si l'on se transporte, par exemple, dans un chef-lieu de comté, dès le matin les cloches sonnent à toute volée, les hôtels se pavoisent de bannières rivales, on entend le bruit des nouvelles qui circulent, des acclamations qui se succèdent. Quoique toutes les processions publiques des partis soient maintenant interdites et punies par la loi, on peut encore, au moins la veille d'une nomination, assister à l'arrivée solennelle d'un candidat suivi à cheval par des centaines de partisans. Aux dernières élections, le jeune lord Althorp, qui venait à vingt-quatre ans briguer la candidature du comté de Northampton, entrait ainsi dans la ville, accompagné d'un cortége qui rappelait les temps de la féodalité.

L'aspect du lieu de l'assemblée n'est pas moins curieux. Qu'il soit en plein air ou à couvert, on y distingue d'abord un vaste échafaudage élevé de dix à douze pieds au-dessus de terre, et qui paraît destiné à des spectateurs de courses : ce sont les *hustings*, l'appareil principal de la cérémonie. Au milieu, une petite balustrade posée à hauteur d'appui indique la tribune, et quelquefois c'est seulement une saillie de l'estrade qui en tient lieu; elle ressemble alors à une planche de tremplin sur laquelle on viendrait chercher l'élan : tel est le trépied sacré où chacun de ceux qui veulent prendre la parole vient chercher l'inspiration sans pouvoir toujours la trouver. Au-dessous, une galerie avec des siéges et des pupitres est réservée aux sténographes des différens journaux, et l'orateur qui ne peut se faire entendre borne ses efforts à leur dicter son discours, en se consolant par la pensée qu'il aura au moins des lecteurs. Ce sont les principaux amis des différens candidats et les membres de leurs comités qui occupent les *hustings*, où des billets de faveur peuvent donner entrée aux étrangers et même aux étrangères; ils s'y groupent en général suivant leurs sympathies, et se réservent de part et d'autre un des côtés de l'estrade. Devant l'estrade, la foule se presse; électeurs et non électeurs sont mêlés, et c'est souvent par milliers qu'il faut en faire le dénombrement; ils suivent d'ordinaire l'exemple qui leur est donné sur les *hustings* et se partagent, s'il y a lieu, en deux camps. C'est dans cet auditoire bruyant et agité, aux apparences tantôt grossières, tantôt plus sociables, que toutes les opinions vont trouver un écho : il représente la partie intéressée au débat qui va s'ouvrir, et n'attend pas toujours patiemment qu'il commence.

Une tout autre assistance encadre en quelque sorte le lieu de l'assemblée. Si les *hustings* ont été élevés près d'un chef-lieu de comté, au milieu d'une de ces belles prairies qui font l'ornement de l'Angleterre, de nombreuses voitures viennent se ranger souvent en une double file autour de la corde qui en marque l'enceinte; elles sont dételées sur place, et ainsi rapprochées les unes des autres, elles offrent un cercle élégant et gracieux où revivent les dernières traditions des vieux tournois. Dans de riches équipages, amenés au galop par quatre chevaux pomponnés en faveur de tel ou tel parti, sont assises des dames et des jeunes filles avec de larges rubans qui flottent sur leurs chapeaux ou leurs mantelets, et dont la couleur indique le candidat de leur choix. La dernière ligne est formée par des omnibus et des chariots, dont les impériales peuvent servir de galerie à ceux qui cherchent les meilleures places. Entre tous ces rangs de voitures circulent des propriétaires et des fermiers à cheval, les véritables *country-gentlemen*, arrêtant leurs montures pour

ne rien perdre de ce qu'ils peuvent entendre. Enfin, au milieu du champ d'élection, se promènent tranquillement des constables spéciaux, pris à la journée pour prêter main-forte aux *policemen* du comté, et qui n'ajoutent à leur accoutrement de tous les jours qu'une pancarte sur leurs chapeaux et un grand bâton dans leurs mains, insigne respecté de l'autorité de la loi. On voit ainsi passer sous ses yeux le panorama de l'Angleterre campagnarde. Sur les places des villes, il n'y a que l'apparence du spectacle qui change; mais on y retrouve toujours le même auditoire : seulement c'est aux fenêtres, quelquefois sur les terrasses des maisons voisines, que les dames intéressées à la lutte prennent leur place, quand elles ne vont pas la chercher hardiment jusque sur les *hustings,* pour animer la lutte, comme il a été dit autrefois de l'une d'elles, « par la céleste rhétorique de leurs yeux. » Les femmes des candidats manquent rarement de venir s'associer à la bonne ou à la mauvaise fortune de leurs maris, et elles sont souvent saluées pour leur compte par les acclamations populaires : les hourras pour lady Palmerston ou pour lady Russell témoignaient des galanteries spontanées de la foule. Il n'y a pas jusqu'aux jeunes gens à peine sortis de l'enfance qui ne viennent parfois accompagner leurs pères sur les *hustings;* à l'élection de la Cité, dans cette vieille salle de Guild-Hall où se pressait au-dessus de la foule frémissante une élite de spectateurs et de spectatrices, lord John Russell, ayant à côté de lui un de ses jeunes fils, semblait montrer comment les grandes familles de l'Angleterre préparent de bonne heure leurs enfans à la vie publique, en les élevant à l'école des traditions héréditaires du pays.

C'est devant cette assistance si variée que s'ouvre la séance de la nomination, avant midi dans les comtés, avant ou après midi dans les villes. Elle commence par la proclamation qui ordonne le silence. Après avoir donné connaissance de l'acte de convocation, le shériff ou l'officier municipal préposé à l'élection prête le serment requis pour le loyal accomplissement des devoirs de sa charge, et le fait suivre, sous peine d'une amende de 50 livres, de la lecture de l'acte destiné à la poursuite de la corruption (1). Il ne lui reste plus alors qu'à demander quels sont les candidats; mais avant de se présenter eux-mêmes, les candidats se font tour à tour présenter par leurs amis : ils ont toujours au moins un second qui se charge de poser et de justifier leur candidature, en défendant les opinions que chacun d'eux représente et en les opposant à celles de leurs compétiteurs, dans le cas où l'élection doit être contestée. Ainsi se prépare l'entrée en scène des candidats, qui manquent bien rarement de faire appel

(1) Statuts 4 et 5 Vict. c. 57 (22 juin 1851).

à leurs concitoyens et de plaider eux-mêmes leur cause. L'exemple d'abstention volontaire donné par le grand historien de l'Angleterre, M. Macaulay, aux avant-dernières élections à Édimbourg, est trop opposé aux mœurs politiques du pays pour pouvoir être suivi. Au contraire la tradition ne permet pas aux candidats de payer de leur personne dans les universités d'Oxford et de Cambridge, afin que leur dignité ne coure aucun risque d'être compromise, et la nomination donne le spectacle d'une grave cérémonie devant l'assemblée des professeurs et des gradués : à Oxford, le discours latin a même seul droit de cité. Cependant ces exceptions ou ces anomalies n'empêchent pas l'usage général de suivre son cours, et, d'après l'usage général, les candidats une fois présentés, après être restés confondus dans les rangs de leurs amis, en sortent tout à coup pour se frayer passage jusqu'au-devant des *hustings,* où ils se découvrent devant la foule.

Leur apparition est le signal qui met en mouvement le zèle de leurs partisans ou l'opposition de leurs adversaires. S'ils n'ont pas de compétiteurs, ils ne sont accueillis que par des hourras; mais si l'élection est sérieusement disputée entre différens adversaires, les acclamations et les grognemens se livrent presque toujours un assez long combat auquel tous les assistans prennent part, aussi bien sur les *hustings* que devant les *hustings*. En même temps que toutes les bouches s'ouvrent, les mains se lèvent, les chapeaux s'agitent, et, dès que le tumulte commence à s'apaiser, c'est au candidat qu'il appartient d'achever de s'en rendre maître. Plus d'une fois il s'agit pour lui de ramener en sa faveur les sympathies d'une population mal disposée, et dans de telles circonstances le modèle du genre peut se trouver dans le discours prononcé à Carlisle par un des premiers hommes d'état du parlement, sir James Graham, qui était combattu par le parti ministériel. Il en faut citer l'heureux début : « Messieurs, disait-il, j'aime cette place du marché où je me retrouve sur les *hustings;* nous respirons ici un air libre, la lumière du ciel se répand sur nous, il n'y a ici à craindre ni l'obscurité ni l'intrigue. Amis et adversaires, nous pouvons nous regarder face à face, et ce jeu loyal, si précieux pour toute assemblée d'Anglais, a ici quelque chose de sacré. Oui, j'aime cette place du marché, parce qu'elle me rappelle bien des batailles et des victoires d'autrefois; elle me rappelle le temps où nous combattions pour la réforme de la loi électorale, pour la réforme de la loi municipale, à laquelle vous devez votre conseil de ville et votre corps d'*aldermen,* choisis par les contribuables et responsables envers le peuple. Ici fut livrée encore la bataille de la liberté religieuse et civile; ici prévalut le grand principe qui était le signe de ralliement du parti libéral, le grand principe qui

condamne toute exclusion des droits civils à raison de la foi religieuse. Et comment donc ne pas parler encore de cette grande bataille de la liberté du commerce qui a donné au peuple la vie à bon marché? Ce sont là les batailles qui ont été livrées et gagnées ici, et voilà pourquoi moi, qui y ai toujours combattu avec vous, voilà pourquoi, je le répète encore, j'aime cette place... Pour moi, la journée est déjà bien avancée; j'en ai supporté le poids et la chaleur; la onzième heure est venue; c'est à vous de dire si je dois, oui ou non, rester encore une heure de plus à votre service. »

Le ton n'a pas toujours besoin d'être aussi solennel, et parfois c'est la grâce légère qui fait les frais de l'exorde. A Douvres, M. Osborne, secrétaire de l'amirauté, après s'être adressé aux électeurs et non électeurs, s'apercevant qu'un groupe de mutins se préparait à continuer le tumulte, fait une brusque diversion en demandant qu'on lui laisse aussi la liberté de s'adresser à ces non électeurs qu'il voit aux fenêtres, et qui valent à cette assemblée la gracieuse présence d'un nombreux cercle de dames. « J'espère, dit-il, que les non électeurs qui sont de l'autre sexe réussiront à faire prévaloir dans cette réunion, sinon l'urbanité élégante qu'on ne peut guère leur emprunter, au moins cette bonne humeur qui ne doit jamais faire défaut quand de telles personnes font à une discussion l'honneur de venir l'entendre. Je compte bien qu'il n'y aura pas d'autre moyen d'intimidation à craindre que leur défaveur, et qu'aucune autre corruption ne s'ajoutera à l'attrait de leurs sourires. » L'auditoire ne se montre pas indifférent à ces coquetteries, et le candidat saisit aussitôt le moment favorable pour reprendre l'offensive contre ses adversaires. « Je suis surpris, ajoute-t-il, après avoir entendu mon honorable compétiteur déclarer qu'il ne veut faire aucune opposition au premier ministre, de le trouver en face de moi, combattant en ma personne l'élection d'un membre du gouvernement; je veux bien croire qu'il a pour le premier ministre les meilleures intentions, mais je sais aussi que l'amour peut prendre bien des formes différentes, et j'ai même connu des hommes qui battaient leurs femmes tout en passant pour les aimer : je pense qu'un tel procédé manque au moins de logique. » Il fallait mettre les rieurs de son côté; une fois que ce pas difficile est franchi, les bonnes dispositions du public sont gagnées.

C'est à l'aide de toutes ces précautions plus ou moins habilement ménagées que le candidat réussit à se faire écouter, et met à profit le silence que la foule lui accorde au moins par intervalles. Il lui faut alors reprendre et varier sa profession de foi, compléter l'exposé de ses opinions, répondre à toutes les questions par de nouveaux engagemens, et donner en sa faveur toutes les raisons de préférence

qui peuvent faire écarter son compétiteur et ranimer la confiance de ses partisans par l'assurance du succès. Ainsi engagé sur toutes les affaires publiques, le débat intéresse le peuple tout entier aux destinées du pays; il le fait pénétrer dans toutes les questions qui touchent à la grandeur et à la prospérité de l'Angleterre, à sa bonne administration, à la gestion avantageuse de ses finances; il lui fait connaître tous les progrès qui améliorent la condition des classes laborieuses, et il lui apprend comment les candidats entendent justifier la confiance des électeurs. Sans doute de tels discours ne sont pas des harangues de parlement approfondies à loisir, finement aiguisées, ornées de citations grecques ou latines, et il fallait être servi comme M. Disraeli par les plus heureux dons d'une parole pleine de saillies pour s'engager hardiment à garder avec ses auditeurs le langage qu'il aurait tenu devant les membres de la chambre des communes. Cependant les traditions des *hustings* ont leur part d'influence sur le caractère qui distingue en Angleterre la parole politique; elles donnent même aux orateurs du parlement ces habitudes d'aisance et de simplicité qui sont nécessairement de mise dans ces grandes assemblées de la place publique, avec un peuple ennemi de la déclamation, même passionnée, plein de défiance pour la rhétorique, et aimant à se vanter de n'être pas le peuple athénien (1).

Si l'on peut trouver souvent dans les discours des *hustings* des exemples de gravité parlementaire, il ne faut pas néanmoins oublier de faire la part des incidens qui en sont parfois comme les intermèdes comiques, et qui demandent encore aux candidats un grand talent d'à-propos. Le jour de la nomination des députés du comté de Middlesex, à Brentford, lord Robert Grosvenor était mal accueilli par la populace rassemblée devant les *hustings*, et qui lui gardait rancune de la proposition qu'il avait faite au parlement en 1855 pour la fermeture des boutiques de consommation pendant toute la journée du dimanche. Au milieu du tumulte, on lui présente au bout d'une perche une petite boîte disposée en cercueil et où l'on a écrit son nom à la craie. Loin de se troubler, il réplique qu'il a devant lui un *gentleman* (c'était un homme en guenilles) qui n'était pas seulement disposé à prendre soin de lui pendant sa vie, mais qui se préoccupait encore de lui rendre service après sa mort; il ajoute « qu'il doit le remercier de mettre ainsi sous ses yeux un souvenir de mortalité, afin de ne pas lui laisser oublier devant quel tribunal chacun ira rendre compte de ses actions et faire juger la droiture de ses intentions. » Il y a des candidats avec lesquels le jeu des interruptions bruyantes peut coûter cher à ceux qui se le permettent,

(1) Voyez le *Times* du 27 mars.

et l'on peut encore aujourd'hui retrouver dans les journaux anglais le souvenir des mésaventures d'un de ces imprudens qui, aux avant-dernières élections, s'était fait bafouer par lord Palmerston, en s'exposant à ses plaisantes reparties.

En dépit de toutes ces apparences de jovialité dont il ne faut pas tenir trop grand compte, la journée des *hustings* n'est pas une vaine représentation; elle entre dans le système des institutions électorales du pays, et quand elle ne décide pas l'élection, elle est au moins destinée à la préparer. Elle se termine par un appel fait à toute l'assemblée du peuple pour la nomination des candidats, et c'est la levée des mains qui doit faire connaître en leur faveur l'opinion publique. S'il n'y a pas à décider entre différens compétiteurs, il n'y a lieu qu'à une acclamation générale. Dans le cas contraire, l'assemblée est consultée successivement en faveur de chaque concurrent; tout assistant, fût-il un étranger, peut devenir pour un moment électeur; ceux mêmes qui sont restés à cheval autour de l'enceinte réservée peuvent prendre part au vote, et ajoutent par là à la singularité du spectacle. Sur les *hustings*, devant les *hustings*, à l'appel du nom de tel ou tel candidat, les mains se lèvent ou s'abaissent tour à tour : le shériff ou l'officier préposé à l'élection doit aussitôt décider à première vue en faveur de quel candidat la foule s'est prononcée, et il annonce sa nomination au milieu des hourras de ses partisans. Toutefois cette nomination n'est pas définitive, et chacun des amis du candidat opposé ou le candidat opposé lui-même peut y mettre son *veto* en venant demander immédiatement le *poll*, c'est-à-dire l'enregistrement du vote des citoyens qui sont électeurs. C'est là l'épreuve décisive qui peut faire du vainqueur d'un jour le vaincu du lendemain. La nomination populaire, frappée d'appel, peut être infirmée par le corps électoral; elle n'en garde pas moins la valeur d'une épreuve préparatoire. Le peuple tout entier n'a jugé, il est vrai, qu'en première instance; mais il a été réellement consulté.

Le *poll* lui-même, ou l'élection proprement dite, qui est destiné à faire réviser, sur la requête de la partie intéressée, par le corps électoral, c'est-à-dire par l'élite des citoyens, le suffrage de la multitude, donne encore certaines garanties à la partie de la nation qui n'est pas appelée à y prendre part. Il est public, et par là il assure à ceux qui n'en usent pas un droit de contrôle sur ceux qui votent. Les électeurs, comme les candidats eux-mêmes, sont ainsi rendus responsables envers toute la nation.

Le lendemain de la nomination dans les bourgs et dans les villes, et dans les comtés le troisième jour qui la suit, si ce n'est pas un dimanche, est maintenant l'époque fixée pour le *poll*. C'est à un seul jour, et pour les comtés d'Irlande à deux jours, que les derniers actes

législatifs en ont uniformément réduit la durée, qui autrefois pouvait se prolonger pendant toute une quinzaine : dans les universités seulement, le *poll* peut encore se continuer pendant cinq jours. Il doit commencer à huit heures du matin, et il doit se terminer à quatre heures dans les villes, à cinq heures dans les comtés. Les votes, qui ne pouvaient être auparavant recueillis qu'en un seul lieu pour toute une ville ou tout un comté, doivent maintenant être reçus dans différentes places. La désignation de tous ces districts doit être publiée deux jours à l'avance, et dans chacun de ces districts il faut qu'une espèce de hangar, appelé la baraque du *poll*, soit élevé, à moins que l'estrade des *hustings* ou bien quelque grande salle ne soit appropriée à cette destination; mais il ne peut pas être fait choix d'une auberge, d'une taverne, ou d'un hôtel. Les baraques du *poll* peuvent servir à la fois à plusieurs paroisses, localités ou corporations, qui doivent avoir chacune son compartiment spécial, indiqué par un écriteau. Néanmoins elles doivent être toujours proportionnées au nombre des électeurs, qui pour chaque baraque ne doit jamais excéder 450 votans pour les comtés, 300 pour les villes, ni même 100, si l'un des candidats le requiert. Telles sont les dispositions minutieuses qui ont été prises pour mettre le vote à la portée des votans, et pour empêcher que l'épreuve du *poll* ne fût traînée en longueur.

C'est aux baraques établies pour le *poll* que doit se présenter chacun des citoyens inscrits comme électeurs à l'époque déterminée par la loi pour la révision annuelle des listes. Un des clercs ou secrétaires publics désignés par l'officier préposé pour chaque paroisse ou corporation écrit le nom de l'électeur, qui est contrôlé aussitôt sur la liste générale; il y ajoute l'enregistrement de son vote sur un grand livre dont tout intéressé pourra prendre connaissance. En même temps, derrière le clerc, un fondé de pouvoir, désigné par chaque candidat, consigne pour le compte de son commettant les noms de ceux qui lui donnent ou lui refusent leurs suffrages, et son intervention prévient toutes les erreurs intéressées ou involontaires.

Aucune justification de son droit, même par serment, n'est demandée aujourd'hui à l'électeur enregistré (1), et aucune fin de non-recevoir ne doit être opposée à son vote. Il n'est plus assujetti à aucun examen, il n'a plus à subir d'interrogatoire, et il n'est plus tenu à l'observation des formalités d'autrefois, par exemple au serment d'*allégeance et de suprématie,* qui pouvait, sur la requête d'un candidat, exclure les catholiques du droit de voter, en leur imposant une déclaration contraire à leurs croyances : toutes ces vexations

(1) Le serment de l'électeur pour la justification de son droit a été supprimé pour l'Angleterre par un acte de 1843, rendu plus tard applicable à l'Irlande, et en Écosse c'est seulement en 1856 qu'il a cessé d'être exigé, au moins pour les élections des bourgs.

et toutes ces injustices ne sont plus que des souvenirs. La loi (1) se borne à permettre que le serment soit déféré à l'électeur par l'officier préposé ou par tout autre intervenant, si son identité est mise en doute, ou bien s'il est soupçonné d'avoir déjà voté dans la même élection; le serment prescrit contre la corruption, et par lequel il doit affirmer qu'il n'a rien reçu pour son vote, peut également lui être demandé. Des agens attitrés par les candidats exercent sur les votans auprès des baraques du *poll* une surveillance active, et ils désignent les suspects à l'officier préposé; mais les suspects eux-mêmes, une fois qu'ils ont répondu au serment, peuvent donner valablement leur vote, sans préjudice du droit qui appartient à tout intéressé d'en poursuivre légalement l'annulation et la punition.

La régularité pacifique apportée dans l'inscription des votans n'empêche pas que la journée du *poll*, malgré la répartition des électeurs en différens lieux, ne renouvelle le mouvement de la journée de la nomination. En effet, la publicité du scrutin, en permettant de suivre de baraque en baraque, presque vote par vote, les chances heureuses ou malheureuses de chaque candidat, entretient et prolonge toutes les émotions de l'espérance et de la crainte. Le nombre des voix, compté d'heure en heure, est aussitôt affiché avec profusion de placards et colporté de place en place par des messagers à pied ou à cheval. Des voitures, louées par chacun des concurrens, parcourent la ville complétement habillées de pancartes, sur lesquelles peuvent se lire, soit le mot d'ordre qu'il faut suivre, par exemple : *no plumper* (pas de division), s'il s'agit de l'élection de deux candidats qui ont associé leur cause, soit les appels les plus pressans et les plus touchans, qui donnent aux candidats le surnom le plus populaire. Dans le bourg de Finsbury, qui fait partie de Londres, on pouvait lire en grosses lettres sur bien des *cabs* et des omnibus : *Vote for Duncombe, the Finsbury pet* (allez voter pour Duncombe, le favori de Finsbury). L'électeur en retard n'a qu'à entrer au comité pour se faire transporter gratuitement au lieu du vote, sauf à être poursuivi plus tard pour le paiement, s'il est prouvé, comme dans de récens procès, qu'il s'est servi de la voiture d'un des candidats pour aller donner sa voix à son compétiteur. Dans la Cité de Londres, la candidature de lord John Russell, à qui était opposée la liste unie des trois candidats portés par le parti ministériel, donnait au vote l'intérêt d'une lutte vivement soutenue de part et d'autre. En même temps la candidature du baron de Rothschild, à qui le maintien du serment à prêter sur la foi du chrétien n'a pas permis jusqu'ici de siéger dans la chambre des communes, achevait d'exci-

(1) Statut 6 Vict. ch. 18, sect. 81-82.

ter l'empressement des électeurs; elle mettait en campagne tous ses coreligionnaires, et pour leur permettre de venir exercer leurs droits un samedi, les rabbins avaient dû décider que le vote n'était pas une infraction à la loi du repos du sabbat. A mesure que les dernières heures approchent, les candidats et leurs agens renouvellent les plus énergiques efforts; les candidats paraissent aux fenêtres de leur comité et se montrent à leurs partisans, qui les saluent par des acclamations prolongées, ou bien ils vont se promener dans la salle du vote avec leur famille; quelquefois ils se décident à remonter sur les *hustings* pour essayer une dernière harangue. D'autre part, leurs amis ou leurs agens semblent se multiplier : on les trouve aux abords des baraques, auprès des pupitres des clercs, exhortant les indifférens, encourageant les incertains, remerciant les fidèles, et quelquefois entre-croisant leurs voix pour répéter aux électeurs le nom de celui qu'ils leur recommandent. A l'heure de la fermeture du *poll*, les clercs enferment le registre dans une enveloppe cachetée et le remettent à l'officier préposé à l'élection ou à son délégué. C'est seulement le jour suivant que le registre doit être ouvert publiquement et rapproché de tous ceux qui ont servi en différens lieux à la même élection pour être renvoyé ensuite, sans aucun retard, au secrétaire de la couronne auprès de la chancellerie, qui en garde le dépôt et peut en délivrer des copies authentiques. L'ouverture des registres est la préface de la déclaration.

La déclaration est le complément d'une élection. Elle est toujours fixée au lendemain du *poll*, ou bien, à défaut de la demande du *poll*, elle succède immédiatement à la nomination. Elle consiste dans la proclamation publique des députés qui sont appelés à *servir* le bourg ou le comté.

Quand la journée de la déclaration n'est pas confondue avec celle de la nomination, elle ramène une nouvelle solennité, dont l'ancien cérémonial s'est en partie conservé, au moins dans les comtés. Le candidat vainqueur arrive encore quelquefois au lieu de l'assemblée en grande pompe, dans un équipage de gala, suivi d'un cortége assez nombreux de parens et d'amis en voiture ou à cheval, et salué par les fanfares de musiciens ambulans. Le spectacle du jour de la nomination se reproduit alors sur les *hustings* et devant les *hustings;* seulement toutes les passions se sont en général calmées, et les candidats, vainqueurs ou vaincus, en venant reparaître en face de l'assemblée, ont en général l'habitude d'échanger entre eux un de ces serremens de mains dont les usages anglais font comme une loi entre adversaires de bonne compagnie. Ils entendent l'annonce du recensement des votes, et l'officier public préposé à l'élection donne la lecture solennelle de l'acte qui transmet à chaque can-

didat élu le pouvoir de représenter au présent parlement le bourg ou le comté qui l'a choisi. La déclaration est parfois encore suivie dans quelques comtés de l'investiture de l'épée, que le shériff est chargé de ceindre lui-même au nouveau député, qui est ainsi armé chevalier du comté, vieux titre qui n'a jamais cessé d'être donné et d'être porté comme témoignage du constant respect de la tradition. La cérémonie de la déclaration se termine par les harangues des candidats, qui, soit qu'ils aient réussi, soit qu'ils aient échoué, sont dans l'usage de venir remercier leurs électeurs. Dans le cas où l'épreuve de la nomination par acclamation doit suffire pour décider l'élection, le candidat, n'ayant pas eu besoin d'engager la lutte contre des compétiteurs, attend en général que l'élection soit déclarée pour prononcer son principal discours. Autrement, quand il a dû dès la première journée commencer par défendre et justifier sa candidature, il se borne, après la déclaration, à adresser quelques paroles à l'assemblée, à moins qu'il ne lui convienne de refaire au profit de ses opinions de nouveaux frais d'éloquence. S'il est vaincu, il a soin de cacher tout embarras ou tout dépit, il ne se condamne pas au silence, et il remercie ses partisans de lui avoir assuré par leur sympathie la consolation d'une défaite dont il compte bien un jour prendre sa revanche. S'il est vainqueur, il en fait honneur à la bonté de sa cause. Fier et reconnaissant du mandat qu'il a reçu, il s'engage à ne négliger aucun effort pour continuer à mériter la confiance de ses commettans. Ce sont là les phrases d'usage et comme les paroles consacrées; elles ne comportent que des variantes.

Le nouvel élu ne s'enlève pas toujours le plaisir d'opposer son succès à ses adversaires, et en revenant sur les *hustings* de Brentford, lord Grosvenor se plaisait à rappeler que l'emblème de mortalité qui lui avait été présenté le jour de sa nomination s'était trompé d'adresse. Cependant il a soin en même temps d'éviter à l'égard du parti vaincu toute arrogance et toute provocation; lord Palmerston, en s'adressant après sa nomination à ses électeurs de Tiverton, trouvait à propos de citer la vieille et bonne maxime qui, loin de permettre de dire du mal des morts, recommande d'en dire du bien. « Rien ne convient mieux que la modération dans le triomphe, disait un autre député qui venait d'obtenir la majorité, et elle n'a pour moi aucun mérite, car je n'ai jamais eu que des sentimens de respect et même d'amitié pour mes adversaires. Aussi j'espère ne m'être pas fait d'ennemis : si j'ai tiré des flèches, elles ont dû tomber à terre, car je n'avais pas cherché à leur donner des ailes, et elles n'ont dû blesser personne, car elles n'avaient pas de pointes. Les électeurs mélodieux qui devant les *hustings* ont opposé à ma candidature un concert de voix hostiles peuvent être sûrs que leur opposition ne m'empêchera jamais d'avoir l'oreille ouverte à toutes leurs plaintes et un cœur toujours disposé

à les bien servir. » Ce sont là les paroles de paix et de concorde avec lesquelles les candidats heureux ou malheureux se séparent en général de leurs électeurs, et le congé qu'ils prennent de l'assemblée de leurs citoyens ne manque jamais d'être fort pacifique.

Ainsi, sans compter les assemblées préparatoires des *meetings* et la tournée de visites des candidats, l'élection d'un membre du parlement dans la Grande-Bretagne occupe trois journées en cas de contestation, et ne se termine en une seule journée qu'à défaut de toute opposition. A moins qu'elle ne puisse s'achever en un seul acte, elle doit passer par trois phases distinctes : la nomination, le *poll* ou l'élection proprement dite, et la déclaration. Toutes ces grandes épreuves publiques contribuent à achever d'unir les candidats à leurs électeurs par une étroite communauté d'opinion librement manifestée, et en même temps elles les rapprochent de tous les citoyens, appelés dans les *meetings* ou devant les *hustings* à prendre, sans aucun danger pour la société, une part plus ou moins active à la vie politique. C'est à l'aide de toutes ces garanties que les députés envoyés à la chambre des communes ne sont pas exposés à être des inconnus nommés par des indifférens.

Pour compléter la connaissance générale du tableau qu'offre une élection anglaise, il faut savoir quel est le rôle de l'officier public qui y préside et comment il s'exerce. Il importe de s'en rendre compte pour pouvoir reconnaître, en face de l'intervention du pays, l'abstention du gouvernement.

L'officier public qui est préposé à l'élection, et dont le nom de *returning officer* indique l'emploi, est seulement chargé de faire *envoyer* des membres au parlement par les comtés, les bourgs ou les universités de la Grande-Bretagne. Cette charge appartient dans les comtés au shériff (1), dans les bourgs qui jouissent du droit électoral au maire (2), ou à défaut du maire à tel ou tel officier municipal. Dans les universités, c'est le vice-chancelier qui en fait l'office (3). Elle peut être déléguée, sous la responsabilité du déléguant, à tel ou tel adjoint (*deputy*) que l'officier préposé à l'élection est libre de choisir soit pour se faire remplacer, soit pour se faire représenter à chacune des places où le vote doit avoir lieu.

Les devoirs de l'officier préposé à l'élection sont rigoureusement déterminés, et les instructions qui lui sont données par le dernier acte de 1843 règlent les plus petits détails de sa conduite : il n'a qu'à se conformer strictement au formulaire de sa charge, et depuis le dé-

(1) Le shériff, qui, dans chaque comté d'Angleterre, est chargé de l'administration, doit être choisi ou confirmé annuellement par la reine sur la liste de présentation dressée par les juges et les membres du conseil privé.

(2) Le maire est toujours nommé par le conseil de la ville et choisi dans son sein.

(3) A l'université de Dublin, le vice-chancelier est remplacé par le prévôt.

but jusqu'à la clôture de l'élection, chacun de ses actes est tour à tour spécifié de façon à prévenir l'usage de tout pouvoir arbitraire. Étranger à la formation de la liste électorale, il a cessé également de conserver son ancien droit de contrôle sur la capacité légale des électeurs qui y ont été enregistrés, et il est tenu de faire inscrire leurs votes sans aucune discussion (1). Il n'est plus autorisé à débattre avec eux, ni à laisser débattre par les agens des candidats aucune de ces questions qui, antérieurement à l'acte de réforme de 1832, pouvaient soumettre, pendant la durée du *poll*, la validité de chaque suffrage à une véritable enquête, souvent tumultueuse. Les seules occasions où il puisse se trouver en rapports directs avec les votans ne sont pas de nature à faire naître la moindre contestation; même lorsqu'il est appelé à leur déférer l'un des sermens qui sont encore reconnus par la loi, dès qu'il l'a reçu, il n'est pas en droit de faire aucune opposition à leur vote, quelles que puissent être les présomptions de parjure ou d'illégalité. Il peut, il est vrai, mettre à part les votes qui ne lui paraissent pas admissibles, et dont il ne devra même pas tenir compte dans le relevé du *poll* jusqu'à ce que l'autorité compétente en ait apprécié la validité; mais cette inscription d'un vote conditionnel n'est autorisée que dans des cas rigoureusement déterminés, elle n'est légalement prescrite qu'à l'égard d'un vote donné pour la seconde fois sous le nom de la même personne, ou bien s'il s'agit d'un électeur qui paraît s'être substitué à un autre (2). La prévention de substitution, sans pouvoir donner lieu à l'exclusion du vote, permet au moins à l'officier électoral de faire mettre en prison à ses risques et périls l'électeur qui paraîtrait lui en avoir imposé sur son identité, à charge de le faire traduire devant un juge de paix quatre heures au plus après la fermeture du *poll*. L'examen des votes contestables et contestés appartient aujourd'hui exclusivement aux différens comités de la chambre des communes, qui sont chargés de la vérification de chaque élection; ils sont appelés à recevoir et à juger les réclamations auxquelles les votes peuvent donner lieu. Toute compétence à cet égard a été ainsi soigneusement retirée à l'officier électoral.

L'intervention de cet officier dans l'élection lui donne seulement le pouvoir de constater le choix des électeurs, en annonçant officiellement quels sont les candidats en faveur desquels a lieu soit l'épreuve de la nomination, soit l'épreuve du *poll*, et en les déclarant dès-lors envoyés au parlement. Il est ainsi chargé de reconnaître la majorité des voix; mais ni par son influence, ni par son vote, il ne

(1) 6 Vict., c. 18, s. 82.

(2) 6 Vict., c. 18, s. 86, 91. — Dans une assez récente occasion, le recensement de tels votes avait produit une majorité apparente, et le relevé du *poll*, tel qu'il avait été proclamé par l'officier préposé, fut déclaré entaché de fraude.

dispose d'aucun suffrage. Dans le cas d'égalité des votes, c'est seulement en Irlande qu'il jouit du privilége de la voix prépondérante, en Écosse, il lui est enjoint de proclamer les deux membres élus par le même nombre de voix, et en Angleterre, si le silence de la loi semble lui laisser la liberté de prendre l'un ou l'autre parti, l'usage lui commande l'abstention : c'est à la chambre des communes que doit être laissée la responsabilité de la décision, qui aboutit soit à une enquête sur les votes, soit à une nouvelle élection. Jusque-là, le droit de siéger provisoirement au parlement appartient au premier occupant, s'il prend à l'un des nouveaux élus la fantaisie d'user d'un tel privilége, et il devient alors comme le prix de la course.

C'est uniquement en vue de la protection de l'ordre public que l'officier électoral est appelé, s'il y a lieu, à exercer les pouvoirs qui lui sont confiés. Il est particulièrement chargé de ne négliger aucune précaution pour mener l'élection à bonne fin, et si les mesures de sûreté qu'il a prises sont insuffisantes pour la conservation ou le rétablissement de la tranquillité, il peut appeler à l'aide de la police la force militaire, afin que la répression ne se fasse pas attendre. Dans le cas de tumulte, il est même autorisé à suspendre les opérations et à ajourner soit la nomination, soit le vote.

L'impartialité la plus scrupuleuse peut seule assurer, dans la lutte électorale, à l'officier qui est préposé à l'élection le respect de son autorité, et en aucune circonstance elle ne lui fait défaut, malgré toutes les difficultés qui peuvent se rencontrer sur les *hustings* dans la conduite d'une discussion. Ainsi, le jour de la nomination dans le comté de Middlesex, après les discours des candidats, un partisan de lord Grosvenor, l'un des concurrens, avait repris la parole en sa faveur, et un second orateur se disposait à lui succéder en vue de défendre la même candidature; mais les amis du compétiteur de lord Grosvenor, le vicomte Chelsea, voulaient l'en empêcher et lui opposaient leurs réclamations. Le shériff Mechi, les trouvant fondées, déclare qu'il ne peut pas laisser parler à la suite deux partisans du même candidat, et il veut faire retirer le nouvel orateur de la tribune. Celui-ci faisant quelque difficulté pour obéir, le shériff, s'avançant sur le devant des *hustings*, s'interpose courtoisement entre lui et l'auditoire, et il l'empêche de reprendre sa place en lui opposant sa haute stature avec son ample vêtement de soie et de fourrure. La foule accueillit cet incident par des rires auxquels l'orateur réduit au silence ne fut pas le dernier à prendre part, et le shériff s'empressa de venir avec bonhomie donner quelques mots d'explication pour justifier, on pourrait presque dire pour excuser son intervention. En effet, l'officier préposé à l'élection met ses efforts à donner tous les témoignages de son impartialité en évitant les actes, les mots, les appa-

rences qui pourraient la faire soupçonner; il sait que les obligations de sa charge ne lui permettent de connaître ni amis, ni ennemis, et la libre poursuite que chaque citoyen auquel il aurait donné droit de plainte peut intenter contre lui pour le faire condamner soit à l'amende, soit à l'emprisonnement, achève de garantir l'accomplissement de tous ses devoirs. Aussi la journée de la nomination ou celle de la déclaration ne se termine-t-elle jamais sans lui valoir les remerciemens publics de tous les candidats, auxquels se joignent ceux de l'assemblée, et il ne s'expose pas à ce qu'une pareille récompense puisse lui manquer. Pour rappeler une expression heureusement échappée à l'un des shériffs de Londres et accueillie par l'hilarité de la foule, c'est là un *toast d'honneur* qui a son prix pour ceux qui le reçoivent.

Il ne faut donc pas chercher dans l'intervention de l'officier électoral, qu'il soit le shériff nommé par la couronne ou le maire choisi par les conseils électifs des villes, l'intervention d'un agent du gouvernement, qui représente ses vues et ses intérêts, sinon ses passions, et qui soit chargé de faire accepter ou même d'imposer au pays l'opinion d'un ministère ou d'un parti : ce n'est pas à l'Angleterre qu'il faut demander la pratique, même adoucie, d'un tel système. Le gouvernement n'a pas et n'a pas besoin d'avoir à son service un corps de fonctionnaires destinés à prendre le rôle des citoyens et à assurer le succès de telle ou telle politique. Les fonctionnaires du gouvernement, quels qu'ils soient, loin d'être appelés à lui venir en aide, sont au contraire tenus à l'écart sous peine de poursuites de chaque partie intéressée, et, pour mieux marquer combien ils doivent rester étrangers à toute élection, la loi électorale refuse tout droit de vote à un grand nombre d'entre eux : tels sont, par exemple, les magistrats et officiers de police, et en général les collecteurs d'impôts (1). Toutes les précautions sont prises pour prévenir, de la part du pouvoir, la moindre atteinte à l'indépendance des électeurs, et pour ne donner prétexte à aucune crainte, les soldats, dans un rayon de deux milles du lieu de l'assemblée, doivent se tenir renfermés, pendant toute la durée de l'élection, dans leurs casernes et quartiers (2), à moins que l'officier préposé à l'élection n'ait à faire appel à la force militaire pour le rétablissement de l'ordre.

Le gouvernement considère l'élection comme une affaire privée entre le candidat et les électeurs. Aussi n'y a-t-il pas jusqu'aux dépenses de l'élection auxquelles il ne reste étranger, et jamais on ne les porte au compte du budget de l'état. Les honoraires dus aux adjoints de l'officier préposé à l'élection, aux clercs qui inscrivent les

(1) L'autorité prépondérante que pourrait exercer un pair lui a également fait refuser le droit de voter.

(2) Il n'y a d'exception que pour les troupes employées à la garde de la reine, ou pour les postes de service à la banque d'Angleterre.

votes, les frais de construction de toutes les baraques du *poll*, le paiement des constables spéciaux chargés de maintenir l'ordre (1), sont laissés à la charge du candidat : ils doivent être supportés par parties égales entre les candidats qui se présentent aux électeurs, et le vaincu les paie aussi bien que le vainqueur.

Ainsi tout contribue, dans la pratique des institutions anglaises, à habituer les citoyens à se charger eux-mêmes des affaires publiques et à ne pas s'en décharger sur le gouvernement. Les citoyens ont tout à y gagner, et le gouvernement n'a rien à y perdre. Ce ne sont pas quelques désordres isolés et passagers qui peuvent troubler l'harmonie du spectacle donné dans le choix de ses représentans par une grande nation qui se montre à la fois libre et digne de sa liberté. Les élections de la Grande-Bretagne, quoi qu'on puisse dire et écrire, ne reproduisent plus aujourd'hui ces scènes de violence qui méritaient quelquefois d'être appelées des saturnales, ainsi que le reconnaissait dernièrement le chef du parti conservateur, lord Derby; elles sont restées une lutte, mais elles sont devenues presque toujours une lutte pacifique. Les lois ont pris les devans pour mettre fin aux abus qui ne tournaient qu'au profit de la licence, et les mœurs ont suivi peu à peu le progrès des lois. La longue durée du *poll*, l'inscription de tous les votes à une seule place, la discussion publique de la légalité du vote, entretenaient et irritaient les passions des partis sans donner en compensation aucun avantage; les nouvelles dispositions qui ont été établies en ont fait justice, et ont garanti le tranquille exercice du droit des électeurs par les précautions les plus prévoyantes. Les promenades des partisans de chaque candidat réunis en troupe avec leurs insignes, leurs drapeaux, leurs couleurs, provoquaient des rencontres belliqueuses et parfois sanglantes; elles ont été interdites. La distribution publique des cocardes, des rubans, était une occasion fréquente de tumulte, et semblait comme un signe de reconnaissance entre les partis : elle est aujourd'hui passible d'une amende de 10 livres (250 fr.). Enfin l'ovation du candidat vainqueur, qui dans certaines villes était porté triomphalement en fauteuil sur les épaules de ses amis, suivi de tout le cortége de ses électeurs, était souvent un défi auquel le parti vaincu voulait répondre; elle a également cessé d'être autorisée. Ce sont là les salutaires réformes qui, sans demander aucun sacrifice à la liberté, pouvaient contribuer à assurer le bon ordre des élections. Dans la dernière épreuve que le pays vient de traverser, elles ont continué à tenir tout ce qu'on pouvait en attendre, et elles peu-

(1) Les adjoints préposés à la surveillance des baraques du *poll* sont rétribués à raison de 50 fr.; les clercs à raison de 25 fr. Les constables spéciaux sont payés de 6 à 12 fr. par jour. Le compte des frais de construction des baraques ne peut excéder 1,000 fr. pour les comtés, 625 fr. pour les bourgs.

vent donner encore un démenti à tous ceux qui, en invoquant les anciens spectacles des journées d'élection, aujourd'hui si changés, seraient tentés de chercher dans les assemblées électorales de la Grande-Bretagne des lieux de pugilat.

Dans l'Angleterre et l'Écosse, la libre réunion de tout un peuple convoqué dans ses comices pour le choix de 551 députés n'a été l'occasion de scènes de violences que dans une seule ville : c'est seulement à Kidderminster qu'une foule en fureur, irritée de l'échec du candidat conservateur, s'est précipitée à coups de pierres sur les partisans du candidat libéral à la fin de la journée du *poll,* et les a difficilement laissé échapper à sa rage. Un tel attentat, auquel les électeurs n'ont pris aucune part, et qui témoigne seulement de la mutinerie d'une populace égarée, ne doit pas être passé sous silence, et il donne des enseignemens dont il faut tenir compte. Par l'indignation qu'il a soulevée de toutes parts, il a pu montrer que le pays n'est plus disposé à supporter le retour des anciens jours de désordre, et il a contribué aussi à donner l'exemple de l'énergie civile qui met à l'abri de toute défaillance les mœurs politiques de la nation. Les récompenses qui ont été promises pour la dénonciation des coupables, les sommes qui ont été souscrites pour couvrir les frais de la poursuite, peuvent apprendre à ceux qui l'ignorent ou qui sont tentés de l'oublier que des soulèvemens de facticux ne pourraient pas trouver en Angleterre des complices qui s'y associent pour en profiter, ou des indifférens qui s'y résignent pour s'épargner la peine d'y résister.

La même justice ne peut pas être rendue aussi complétement à l'Irlande; sur cent cinq élections, douze ont donné lieu à de tristes scènes de violences. Plus d'une fois ces émeutes populaires auraient pu être facilement conjurées; partout au moins elles ont promptement cédé à la répression, quand les mesures de prévention n'ont pas été suffisantes. Mais en Irlande, comme à Kidderminster, ce ne sont pas les intérêts ou les passions de parti qui ameutaient les séditieux; c'était le goût du désordre, habilement exploité au profit de tel ou tel candidat, qui mettait en mouvement une population toujours habituée à s'emporter plutôt qu'à raisonner. D'ailleurs comment oublier que l'Irlande n'est pas l'Angleterre, et que trois siècles d'oppression l'ont mal disposée à l'exercice pacifique des droits dont la longue pratique peut seule faire l'éducation politique d'un peuple? L'Irlande n'est, à vrai dire, qu'une affranchie, et si, malgré le progrès constant qui permet d'opposer avec succès l'Irlande d'aujourd'hui à l'Irlande d'autrefois, elle trouble encore la légitime fierté que l'Angleterre peut tirer de ses institutions, c'est la moralité de l'histoire qui suit son cours, en apprenant que les vieilles injustices, même réparées, laissent après elles un lourd héritage d'embarras.

Toutefois les troubles de l'Irlande ou les désordres de Kidderminster, quand même ils auraient été suivis d'autres émeutes au lieu de rester circonscrits à une seule ville d'Angleterre et en dehors de l'Angleterre à quelques districts isolés, ne pouvaient faire courir aucun danger à la société ou au gouvernement. Ils n'étaient provoqués que par des passions grossières et brutales qui n'avaient aucun cri de ralliement; ils n'avaient d'autre importance que celle de rixes privées, et ils ne dérangent pas ce merveilleux accord qui, même au sein de la lutte légale des partis, ne met aux prises ni les classes entre elles ni le pays avec le gouvernement.

C'est parce que l'Angleterre n'est pas un pays révolutionnaire qu'elle est et demeure un pays libre. En effet, dans tout ce peuple des villes et des campagnes réuni dans les *meetings*, assemblé devant les *hustings*, y exerçant bruyamment son droit d'approbation ou de critique, et appelé sur la place publique pour y entendre discuter toutes les causes, ce sont les sentimens conservateurs qui n'ont pas cessé de prévaloir. On peut voir des hommes presque en guenilles interroger des candidats sur leurs opinions, leur demander des engagemens, leur témoigner sans ménagement leur opposition, et en même temps on peut s'assurer avec surprise que les habitudes de déférence gardent sur eux tout leur empire : ils se découvriront devant celui dont ils repoussent avec le plus d'hostilité la candidature, et même ils n'oublieront pas, si le candidat qui parle sur les *hustings* porte le titre de lord, de l'interpeller en lui criant : Mylord. Il faut ajouter que de tels égards sont réciproques, et ce n'est pas seulement aux jours d'élection qu'on verrait les héritiers des plus vieilles familles se mettre en rapports suivis avec leurs ouvriers ou leurs paysans, se déclarant même honorés, comme le disait l'un d'eux, de serrer des mains qui portent les respectables empreintes du travail. « Les classes supérieures ont gardé l'attachement et la confiance du peuple parce qu'elles ne s'en sont jamais isolées; elles se sont montrées sans relâche sincèrement dévouées à tous ses besoins, profondément émues et activement préoccupées de ses souffrances, et disposées à payer de leur bourse et de leur personne pour prendre l'initiative de toutes les mesures destinées à perpétuer leur légitime popularité (1). » Aussi sont-elles restées comme l'état-major du pays, prêtes à se porter en avant pour prendre la direction de toutes les causes, et n'ayant jamais eu à défendre des intérêts de caste parce qu'elles n'ont pas cessé de prendre la défense des intérêts publics. Le spectacle des élections peut contribuer à faire reconnaître que l'Angleterre, comme on l'a dit si justement, a la démocratie la plus aristocratique et l'aristocratie la plus démocratique que le monde ait connues. La haine ve-

(1) M. de Montalembert, *de l'Avenir politique de l'Angleterre*, p. 24.

nant d'en bas, le mépris venant d'en haut n'y ont pas droit de cité.

La liberté s'y conserve à l'abri du respect pour les institutions établies. On peut lire tour à tour les journaux les plus opposés : ils se confondent tous dans les mêmes témoignages de respect et de fidélité pour la royauté, et s'associent avec le même empressement à toutes les joies domestiques du souverain. A l'occasion de la naissance d'une nouvelle princesse d'Angleterre, le *Daily News*, journal de l'opinion radicale, publiait ces lignes, qui méritent d'être reproduites : « Le monde doit à la sagesse politique et aux vertus privées de la reine qui occupe le trône le spectacle d'une royale mère de famille servie, soignée et chérie par un lion bien plus indompté et bien plus sauvage que celui qui dans la fable courbe la tête sous la main d'une timide jeune fille. La démocratie de la Grande-Bretagne a pour sa reine un attachement qui dépasse l'amour qu'on peut donner à une femme; elle la suit des yeux avec admiration, et elle tressaille de bonheur chaque fois qu'elle la sait heureuse. » Un tel langage est pour la liberté de la presse un titre d'honneur qui doit être envié à l'Angleterre. De même on peut entendre les discours les plus divers et prendre place dans l'auditoire le plus varié : malgré l'ardente rivalité des opinions, il y aura toujours un lieu de rencontre où le désaccord cessera pour faire place à l'entente commune. Quiconque se tient en dehors de cette grande alliance du bien public se met lui-même au ban de la nation : un des chartistes encore survivans, Robert Owen, était forcé de reconnaître, dans l'adresse aux électeurs de Londres où il leur annonçait le retrait de sa candidature, « qu'il n'y avait pas eu dans le dernier parlement et qu'il n'y aurait pas davantage dans le nouveau un seul membre qui pût partager ses vues ni soutenir ses projets pour la transformation pacifique de la société. » Le sentiment public ne se laisse pas prendre en défaut, ni égarer par les vaines théories de quelques réformateurs isolés, et sans leur imposer silence il leur oppose sa force toute puissante pour les désarmer. Chacun aime à s'en faire l'organe, et c'est par l'hommage à la royauté qu'il a coutume de se manifester. Il ne faut donc pas être surpris si dans les assemblées électorales de la place publique, au sein des villes comme au milieu des campagnes, le nom de la reine n'est jamais prononcé sans être salué aussitôt par des acclamations parties de tous les rangs; les candidats qui soutiennent les propositions les plus avancées se montrent parfois les plus empressés à provoquer ces témoignages de fidélité, afin d'éviter toute méprise. Après s'être passé, suivant son habitude, toutes les fantaisies politiques, après avoir même fait fi de la dernière décoration qui lui avait été offerte avec un dédain tout démocratique, l'amiral C. Napier en remerciant

ses électeurs de leurs suffrages à Southwark, un des faubourgs de Londres, se parait en même temps de son dévouement à la couronne, et il demandait pour la bonne reine, la bonne épouse, la bonne mère qui occupe le trône de l'Angleterre trois salves d'applaudissemens, répétées avec enthousiasme par toute la foule. Il y a eu un temps où en France de pareils exemples auraient été opportuns à suivre : ils reportent tristement le souvenir sur ces réunions d'autrefois où des députés du pays, liés par leur serment à la royauté, refusaient ou laissaient refuser le toast à un roi qui, par son attachement aux lois et aux libertés publiques, aussi bien que par toutes ses vertus domestiques, n'avait jamais cessé de mériter la confiance et le respect de la nation. Si l'ingratitude n'est pas seulement un vice du cœur, mais encore une faute qui coûte cher, la reconnaissance est au contraire une qualité qui fait honneur et qui profite. Elle a épargné à la Grande-Bretagne les folles épreuves des révolutions de hasard, et elle lui a donné l'heureux avantage de pouvoir mettre ses destinées à l'abri de ses institutions.

De tels bienfaits, il est vrai, demandent à être achetés au prix de l'effort; il faut les mériter pour les gagner : c'est en combattant qu'on en fait la conquête, et c'est en restant sous les armes qu'on les conserve. Tel a été le puissant moyen de salut dont l'Angleterre s'est servie pour sortir des dures épreuves qui, dans les mauvais jours de son histoire, ne lui ont pas été non plus épargnées; telle a été la fortifiante école à laquelle chaque génération de citoyens a été élevée. Ce sont les élections qui ont surtout contribué à garantir cette intervention active du pays dans ses propres affaires : elles ont assuré la représentation permanente de tous les intérêts et de tous les besoins, elles ont empêché que le gouvernement ne se mît peu à peu à la place de la nation. En perpétuant les traditions des *meetings* et des *hustings*, de la *nomination* et du *poll*, elles ont conservé à la liberté jusqu'à ce superflu qui, toutes les fois qu'il est sans dangers, n'est pas de trop, parce qu'il assure le nécessaire.

Le tableau général des élections montre dans tout son développement la force croissante de la vie publique dans la Grande-Bretagne. L'étude du système électoral, en faisant connaître les réformes qui en ont changé les abus sans en détruire les principes, et qui peu à peu ont pris le dessus sur les tristes habitudes d'une corruption invétérée, pourra également permettre d'apprécier le progrès persévérant de la constitution politique du pays. Après avoir fait la part de la nation, il faudra faire la part des lois, pour se rendre compte ensuite de la condition présente des partis dans le nouveau parlement.

ANTONIN LEFÈVRE-PONTALIS.

LES

VACANCES DE CAMILLE

SCÈNES DE LA VIE RÉELLE.

TROISIÈME PARTIE.[1]

IX.

Tout en faisant la part la plus large au proverbial esprit de contradiction féminin, Théodore Landry ne pouvait admettre, sans offenser le bon souvenir qu'il avait conservé de Camille, que celle-ci s'empressât autant de mettre à profit sa liberté nouvelle, et qu'elle eût justement songé à lui pour en inaugurer les premières heures. Lorsqu'au moment où il la supposait en proie à une vive douleur, elle l'avait prié d'être son cavalier pour une nuit de bal, Théodore avait été surpris; mais en se mettant aussi promptement à sa disposition, sans tenir compte des embarras d'une certaine nature qui pourraient le lendemain être le résultat de sa complaisance, il n'obéissait à aucun mobile vulgaire. Il agissait sans autre arrière-pensée que la curiosité. Camille avait pour lui l'intérêt d'un roman; seulement il ne se dissimulait pas que ce roman lui semblait plus intéressant que celui qui l'avait par hasard introduit dans l'intimité de sa voisine.

A l'heure indiquée par celle-ci, il la trouva au lieu du rendez-vous, c'est-à-dire à l'angle même de la rue. Camille vint à lui la première et lui prit le bras sans lui parler : elle était en domino noir

(1) Voyez les livraisons du 15 avril et du 1er mai.

très simple et tenait son masque à la main. Comme au détour de la rue on passait devant une station de voitures, Théodore s'empressa de dire en montrant le ciel, qui était d'une sérénité merveilleuse : — Nous avons un bien beau temps, nous pourrons aller à pied. — Et il pressa le pas en passant devant la station, inquiet cependant, car il sentait que sa compagne paraissait vouloir ralentir sa marche, et craignait que la vue des voitures ne lui donnât l'idée d'en vouloir prendre une. La halte de Camille avait un autre motif : elle attendait qu'elle fût rejointe par sa camériste, qui venait derrière elle, et commençait, en se rapprochant, à révéler sa présence par une espèce de petit carillon dont le bruit sortait des plis de son manteau. Camille alla au-devant des questions de Théodore, qui paraissait un peu surpris : — Marie m'a demandé à venir avec moi au bal masqué, dit-elle; elle a eu peur de rester toute seule à la maison. Elle aura assez à faire de me consoler demain et les autres jours : elle peut bien s'amuser un peu ce soir. Il ne faut pas toujours ne penser qu'à soi.

Comme Théodore cherchait à s'expliquer l'origine du bruit singulier que la camériste faisait en marchant, un coup de vent entr'ouvrit son manteau; il s'aperçut alors qu'elle était vêtue d'une jupe de gaze étoilée de paillon grossier et dentelée par le bas. A chaque dent pendait une grappe de petits grelots qui rebondissaient incessamment sur le maillot que Marie portait par-dessous sa jupe historiée d'emblèmes mythologiques. En lui permettant de l'accompagner au bal, Camille avait dit à sa camériste de prendre un domino pareil au sien; mais ce déguisement sévère n'avait pas été du goût de celle-ci. Elle s'était laissé séduire par un costume de *folie*, qui lui semblait devoir produire plus d'effet, et qu'elle trouvait plus commode pour danser. Camille avait été d'abord fort contrariée en revoyant paraître Marie sous ce véritable costume de carnaval; mais il était trop tard pour changer de déguisement. Marie l'avait d'ailleurs désarmée par une proposition naïve : supposant que sa maîtresse regrettait de ne pas avoir eu l'idée de choisir un costume pareil au sien, elle lui avait offert de le lui échanger contre son domino.

En se rendant à l'Opéra, Camille avait dit à Théodore que c'était la première fois qu'elle allait au bal masqué. Sans que celle-ci pût s'en apercevoir, le jeune homme avait souri à cet aveu. Tant de fois déjà il l'avait entendu faire par des femmes qui, à peine entrées dans le bal, avaient trahi la plus exacte connaissance des lieux et des usages! — Ai-je donc l'air si niais, se dit-il, qu'elle puisse supposer qu'il soit facile de m'en faire accroire? Et dans quelle intention d'abord? Quand elle serait déjà venue au bal masqué, où serait le mal? Et si elle pense qu'il y en a, pourquoi y vient-elle?

Il dut reconnaître pourtant, dès qu'ils furent arrivés, que Camille ne l'avait pas trompé; il y avait dans son étonnement ahuri une virginité d'impression qu'il n'était point possible de feindre. Penchée sur le devant d'une loge de la galerie où Théodore l'avait conduite, Camille regardait l'étrange spectacle de cette cohue frémissante, dont les courans opposés soulevaient, en s'entrechoquant, des tourbillons de poussière embrasée, comme la cendre qui s'élève d'un foyer incendié. Camille n'était pas habituée à respirer cet ardent simoun de la saturnale. Les clameurs de la foule, les tempêtes de l'orchestre, que le démon du vertige semblait diriger, après l'avoir étourdie un moment, commencèrent à la fatiguer. Elle quitta la salle et se fit conduire au foyer. La camériste, ne pouvant la suivre à cause de son costume, dut rester dans les corridors; elle ne devait point y demeurer longtemps solitaire : une troupe de ces masques excentriques qui ont le génie du haillon et de la guenille s'était précipitée de ce côté en poussant le cri significatif avec lequel les premiers enfans de Rome réveillèrent le camp sabin dans une nuit mémorable. Marie eut beau protester et se défendre, elle fit partie d'une *razzia* de danseuses, et cinq minutes après, entraînée dans la salle du bal par un colosse dont la chevelure de flamme aurait pu inquiéter les pompiers de service, elle se trouvait initiée aux premiers élémens d'une danse de caractère inconnue au ménétrier de son village.

Camille cependant se promenait dans le foyer, où l'encombrement rendait la marche si difficile, qu'elle demanda à s'arrêter. Théodore la fit asseoir et s'assit auprès d'elle sur un des divans circulaires qui garnissent les petits salons choisis de préférence par tous les genres de célébrités assidues au bal masqué, où les unes trouvent une satisfaction d'amour-propre à se montrer, où les autres sont amenées par des raisons intéressées dont l'amour-propre n'est pas l'unique mobile. Théodore lui désignait les passans célèbres, mettant les noms sur les visages, et sa compagne était bien étonnée quelquefois d'entendre des gens qui avaient une grande réputation d'esprit la compromettre publiquement, en acceptant des assauts de parole avec quelques-uns de ces niais bavards toujours heureux d'attirer sur eux-mêmes une partie de l'attention qu'excite un homme connu. De même qu'en voulant apaiser une rage de dents on fait usage quelquefois d'un violent topique qui peut momentanément engourdir le mal, Camille était venue à l'Opéra non point pour oublier sa douleur, mais pour la fatiguer, et pour étourdir pendant quelques momens sa pensée par les distractions d'un spectacle nouveau et bruyant. En entrant dans le bal, elle savait bien mettre les pieds sur un terrain ouvert à toute la licence de mœurs exceptionnelles, elle était préparée à entendre plus d'un dialogue dégagé des len-

teurs de la périphrase; mais elle comptait pourtant retrouver dans les conversations du foyer un écho de cet esprit libre et tapageur que la tradition d'une autre époque associe aux souvenirs du bal masqué. Camille devait bientôt partager la déception de ceux qu'une curiosité pareille à la sienne avait attirés au bal. De plaisir, d'entrain et de gaieté, elle n'en voyait pas l'apparence. Des hommes lugubres, qui semblaient échappés de l'abbaye de l'ennui, se promenaient gravement et s'abordaient pour parodier, dans quelques lazzis empruntés au répertoire des tréteaux, le vœu monacal des frères trappistes. Les femmes, qui pour le plus grand nombre appartenaient à cette population banale où le caprice des désœuvrés vient chercher des distractions faciles, ne prenaient point même la peine de dissimuler leur instinct vénal. Ce n'était ni la galanterie courtoise, ni la vive allure d'une fantaisie s'allumant à un contact imprévu, ni même le libertinage en quête d'un dénoûment d'orgie, qui accouplaient les cavaliers aux dominos, mais une sorte de fade et silencieux abrutissement n'ayant pas toujours l'excuse de l'ivresse.

Dans un coin du salon où se trouvait Camille, la foule entourait un groupe composé d'hommes dont le nom seul aurait dû être une obligation de dignité: c'étaient des artistes, des poètes, des écrivains, des fils de famille appelés à perpétuer par d'illustres alliances les instincts de grande race, et formant une députation qui représentait pour ainsi dire l'autorité de l'intelligence et du nom. Au milieu de ces élus brillaient les grandes étoiles de la corruption élégante, les aventurières du pavé que la publicité, cette courtisane de tout ce qui réussit, met si complaisamment en évidence. Ces femmes-là ne ressemblaient pas aux faméliques créatures qui viennent au bruit des assiettes, comme les animaux parasites de l'homme. Elles avaient une existence opulente, elles auraient pu, dans la fréquentation des gens souvent considérables et quelquefois considérés dont elles s'entouraient, acquérir une sorte d'éducation factice et superficielle peut-être, mais dont les traces devaient pénétrer leurs habitudes et se retrouver au moins dans leur langage. Dans ce groupe, où semblaient s'isoler ces hommes habitués à donner le ton à l'esprit parisien et ces femmes désignées à l'attention publique, ceux qui se tenaient aux aguets de leurs propos cherchaient peut-être une certaine verve abondante et railleuse, dont les révélations pourraient défrayer le lendemain les causeries de la ville. — Leur curiosité fut promptement déçue. Ces hommes parlaient tout haut et couramment une langue ignoble empruntée au vocabulaire des laquais et des *pitres;* les femmes qui, en les écoutant, jouaient de l'éventail et respiraient les parfums de leurs bouquets, les comprenaient et leur répondaient familièrement dans cette langue du ruis-

seau qui leur revenait aux lèvres avec la douceur de l'idiome natal. Et cependant on se pressait, on montait sur les divans, et chacun voulait voir et entendre ces hommes célèbres, ces reines du scandale parisien, et lorsque l'une d'elles, une belle fille de seize ans qui avait le ciel dans les yeux, ouvrit la bouche et se mit à mâcher du Rabelais tout cru, elle fut même accueillie par un tonnerre de bravos qui la rendit tellement confuse, qu'elle remit son masque pour cacher l'orgueilleuse rougeur causée par cette ovation.

Camille n'était ni prude ni maniérée. Au milieu des réunions d'amis où Léon la conduisait quelquefois, jamais sa présence n'avait été un obstacle à la familiarité qui peut régner dans une société composée de jeunes gens. Seulement ceux qu'elle fréquentait l'avaient accoutumée à une réserve qui d'ailleurs ne gênait pas leurs habitudes. Bien élevés pour la plupart, ils pensaient que la gaieté, pour être spirituelle, n'a pas besoin d'être épicée par le cynisme de l'expression, et estimaient un pauvre plaisir l'embarras qu'on cause à une femme en s'exprimant devant elle dans une langue qu'il ne lui est pas permis de comprendre sans qu'elle s'expose à ce qu'on ne lui en parle plus d'autre. Aussi, en écoutant les propos qui s'échangeaient autour d'elle entre des gens signalés pour leur esprit et possédant une apparence de distinction, Camille éprouvait-elle une déception voisine de la répugnance. Elle ne comprenait pas quel singulier bénéfice d'amour-propre ils pouvaient recueillir de cette brutale exhibition de mœurs douteuses. Théodore, s'étant aperçu de l'embarras témoigné par sa compagne, l'éloigna du groupe au moment où l'un des personnages y commençait le récit d'une aventure équivoque.

— J'ai déjà beaucoup abusé de votre complaisance, lui dit Camille; mais je ne veux pas être indiscrète plus longtemps, et si vous voulez seulement m'aider à rejoindre Marie, je vous rendrai votre liberté.

— Vous ne vous amusez guère ici, n'est-il pas vrai? lui demanda Théodore.

— Non, répondit Camille. Je n'y étais pas venue d'ailleurs dans cette intention, mais seulement pour y chercher une fatigue physique qui amènera sans doute un repos dont j'ai grand besoin. Je regrette d'avoir vu et entendu des choses qui sont loin de m'inspirer le désir de les revoir et de les entendre. Ah! si c'est là ce qu'on appelle le plaisir, je trouve bien à plaindre ceux qui viennent lui demander l'oubli de leurs chagrins.

— Vous parlez comme une personne qui en aurait, dit Théodore en provoquant la confidence.

Camille, en quelques mots, l'instruisit de sa situation nouvelle.

— Léon me gronderait bien, dit-elle en achevant, s'il savait que je suis venue ici.

— Mais, interrompit Théodore, la personne dont vous parlez n'a-t-elle pas perdu tout droit de contrôle sur vos actions en vous rendant votre liberté?

— Ma liberté! murmura Camille. Oh! comme voilà un mot qui m'épouvante!

En passant devant l'horloge, où l'aiguille marquait trois heures, elle exprima de nouveau le désir de se retirer. — Nous partirons ensemble, répondit Théodore, et quand il vous plaira; comme nous sommes voisins, je vous remettrai à votre porte.

— Je ne voudrais cependant pas que ma présence fût un embarras pour vous, lui dit Camille. Il est certain que vous avez ici beaucoup de connaissances, et que les occasions ne vous manqueraient pas de vous distraire de ma maussade compagnie. Je vous en prie, insista-t-elle, si vous aviez quelque raison pour rester, ne vous gênez pas à cause de moi.

— Je n'en ai pas plus pour rester que je n'en avais pour venir, interrompit Théodore, qui s'empressa d'ajouter : Si ce n'est toutefois le désir de vous être agréable.

Camille ne chercha point s'il y avait dans cette réponse quelque chose de plus qu'une intention de politesse; elle était d'ailleurs préoccupée par la présence d'un domino féminin qui depuis quelques instans paraissait s'attacher à leurs pas avec une persistance curieuse dont Théodore semblait être particulièrement l'objet. Profitant d'un moment où la foule les obligeait à s'arrêter, le domino, s'approchant du compagnon de Camille, lui posa la main sur l'épaule et, d'une voix dont la sonorité mal déguisée trahissait la jeunesse, lui dit : — Je te connais.

— Ma chère, répondit lestement Théodore, nous n'avons qu'un temps à vivre, ne le perdons pas inutilement à nous intriguer, c'est un plaisir passé de mode. Une fois, deux fois, si tu me connais, qui es-tu?

— Ah! une vieille date.

— J'ai de la mémoire, une date rappelle un nom.

— Voyons si celle-là te rappellera le mien, dit le domino, qui avait retiré l'un de ses gants, et mettait sous les yeux du jeune homme une main délicate dont les doigts étaient richement ornés de bagues. A l'un de ces doigts, l'artiste reconnut une petite cicatrice dont la vue éveilla sans doute un souvenir dans sa pensée, car il serra avec vivacité la main qui lui était tendue, et murmura d'une voix un peu émue : — Ah! Geneviève!

Pour ne pas troubler une rencontre qui débutait par une recon-

naissance, Camille quitta le bras de Léon et se tint un peu à l'écart; mais, poussée par le flot tumultueux de la foule, elle était souvent ramenée malgré elle derrière le couple dont elle avait voulu s'isoler par discrétion. Quelques lambeaux de conversation qu'il lui fut impossible de ne pas entendre révélèrent à Camille l'intimité ancienne qui avait existé entre Théodore et sa compagne. — Comme c'est loin, comme c'est loin de nous, ce temps-là! disait la jeune femme. Et quand je pense que voilà tout ce qui en reste, ajouta-t-elle en montrant de nouveau la cicatrice qui l'avait fait reconnaître : la trace d'une braise rouge tombée d'un tison de Noël, un soir que nous faisions le réveillon avec des pommes de terre cuites sous la cendre! Ah! il faisait bien froid ce soir-là dans ta tour du nord. J'y ai attrapé des engelures.

— Il faisait encore bien plus froid le lendemain, va, répondit Théodore, et si tu étais revenue, le tison de Noël où tu t'étais brûlée la veille aurait à peine pu te dégourdir les doigts, car il donnait si peu de chaleur et jetait si peu de clarté, qu'en passant la soirée au coin de mon feu, je ne pouvais pas même voir que j'y étais tout seul.

Camille crut entendre que la compagne de Théodore essayait une justification de sa conduite passée. L'artiste lui répondait : — Mais je ne t'en ai jamais voulu. Il y a dans la vie d'une femme une saison pour le muguet et une saison pour les diamans. Nous aurions eu beau aller nous promener tous les dimanches et même pendant la semaine dans les bois de Meudon, nous n'aurions jamais pu y cueillir des fleurs pareilles à celles que tu as dans les cheveux : on ne les trouve que chez les bijoutiers. Je te fais d'ailleurs mon compliment, tu parais toujours charmante, et les bagues vont aussi bien à tes mains que les engelures; c'est plus cher, mais c'est plus joli. Es-tu heureuse d'ailleurs?

— Très heureuse, répondait le domino, mais si tu voulais, j'irais bien de temps en temps me distraire de mon bonheur auprès de toi; tu sais que j'ai conservé une clé de la tour du nord?...

— Eh bien! mon enfant, envoie ta clé au musée, c'est un objet d'art; ma serrure est changée, répliqua gaiement Théodore.

Le domino s'attacha plus étroitement au bras du jeune homme, lui parlant à l'oreille avec une intimité qui, sans qu'on pût les entendre, semblait révéler le sens de ses paroles. — Ma chère, lui répondait l'artiste, ne touchons pas à ces choses fragiles du passé et n'essayons point de réveiller des sentimens qui n'auraient pas la douceur et le charme que nos souvenirs ont pu leur conserver. Les oiseaux empaillés ne chantent plus.

Comme Théodore lui donnait ainsi un congé définitif, sa compagne aperçut Camille, qui marchait derrière elle. Se tournant de

son côté, elle lui fit une révérence courtoise et lui dit d'une voix un peu dépitée cependant : — Ne crains rien, beau masque, et ne sois point jalouse de moi. Lui-même vient de me le dire, je ne suis plus pour lui que le moyen âge, et toi sans doute, tu es la renaissance.

— Oh! oh! fit Théodore avec une admiration ironique.

— Qu'a donc voulu dire cette dame? demanda Camille, lorsque le domino, en s'éloignant, l'eut remise au bras de Théodore.

— Elle n'en sait rien, répondit celui-ci, ce sont des mots qu'elle a dû entendre autrefois dans les ateliers.

Ils sortirent du foyer pour se mettre à la recherche de la caméristc, qu'ils avaient laissée dans le corridor des premières loges. La foule y était encore plus compacte qu'ailleurs et se tenait presque immobile. Théodore, ayant trouvé pour sa compagne un coin isolé dans un angle de l'escalier qui montait aux étages supérieurs, lui dit de l'attendre, tandis que lui-même irait à la recherche de Marie, sans doute aventurée dans la salle. Camille ne resta pas longtemps tranquille dans sa solitude. L'heure était venue où les gens qui ne voient dans un bal à l'Opéra qu'un prologue à un souper et au souper qu'un prologue à l'orgie commençaient à recruter des convives féminins. Deux jeunes gens s'étaient approchés de Camille et sans aucune transition lui avaient proposé de les accompagner dans un restaurant voisin, où les attendaient déjà quelques-uns de leurs amis. L'impertinence de cette proposition pouvait surprendre une femme qui n'était point initiée aux traditions mises en usage dans un certain milieu. En voyant autour d'elle des femmes accueillir, sans montrer le moindre étonnement, des propositions pareilles à celles qu'on venait de lui faire, en remarquant que quelques-unes semblaient même les provoquer, Camille fit la réflexion qu'elle était dans un lieu où la courtoisie n'était pas familière aux hommes qui le fréquentaient : elle devait donc prendre le parti de supporter les ennuis d'une méprise, et répondit seulement de manière à faire cesser celle dont elle était l'objet, mais elle ne put se débarrasser d'une obsession qui commençait à lui faire regretter très vivement d'être restée seule. A quelques propos voisins de l'inconvenance, elle ne put s'empêcher de répondre en des termes assez vifs qui piquèrent l'amour-propre des deux jeunes gens. L'un d'eux, dont le sang-froid n'était pas bien évident, ainsi que l'attestaient son attitude équivoque et sa parole embarrassée, n'avait qu'un pas à faire pour aller de l'impertinence à la grossièreté. Il le fit, et, sous le prétexte de voir si Camille était jolie, il porta la main à la barbe de son masque et souleva rapidement la dentelle. Camille se sentit envahie intérieurement par une indignation qu'elle ne put contenir, et la manifesta par un geste énergique qu'un homme ne

laisse ordinairement pas achever à un autre. — Ah! tu m'en rendras raison! fit le jeune homme en ayant l'air de tourner en plaisanterie la correction qui lui avait effleuré le visage, et se précipitant vers Camille, qui essayait vainement de s'échapper, il la prit par la taille et l'embrassa sur le col, aux grands applaudissemens d'un groupe qui avait assisté à la scène.

Pendant que ceci se passait dans les corridors, Théodore, ayant pénétré dans la salle, déjà un peu dégarnie, y rencontrait, non sans l'avoir longtemps cherchée, la camériste de Camille. Cédant à un entraînement communicatif, celle-ci faisait merveille au milieu d'un quadrille, et se montrait d'abord médiocrement disposée à suivre l'artiste. Elle y consentit cependant, après avoir promis à l'un des masques avec lequel elle était encore engagée qu'elle reviendrait bientôt.

— Mais nous partons, lui dit Théodore.

— Ah! fit-elle, je n'ai pas envie de m'en aller, moi. Je vais prier madame de rester encore un peu.

Au moment où elle rejoignait sa maîtresse en compagnie de Théodore, Camille était sur le point de recourir à l'intervention de l'autorité pour échapper aux brutalités des deux jeunes gens, qui l'eussent peut-être laissée libre, si la galerie ne les avait pas encouragés à vaincre sa résistance. — Ah! comme vous avez été long! s'écria la jeune femme en apercevant Théodore, qui s'était brusquement ouvert un passage dans le groupe. — Et, se cramponnant à son bras, elle essaya de l'entraîner.

La présence de l'artiste avait dégagé Camille de ses agresseurs; mais Théodore avait remarqué du trouble dans la voix de sa compagne, et, voyant qu'elle s'appuyait sur son bras avec la sécurité qu'inspire la certitude d'une protection, il devina que son arrivée était venue se mettre entre elle et quelque insulte dont les deux jeunes gens étaient les auteurs, comme l'indiquait trop clairement l'attitude ironique qu'ils conservaient encore en face de la jeune femme.

— Qu'y a-t-il? demanda Théodore.

— Rien, rien, se hâta de dire Camille, effrayée par l'idée d'une explication qui pourrait amener une querelle. Allons-nous-en. — Venez, Marie, ajouta-t-elle en faisant signe à la camériste de la suivre.

La présence de celle-ci et la singularité de son costume excitèrent de nouveau les ricanemens des deux jeunes gens, qui, pour se venger de Camille, lui préparèrent une sortie ridicule dans laquelle Théodore éprouva un certain déplaisir à se voir enveloppé. Ils avaient déjà atteint la moitié de l'escalier de dégagement, lorsque la

cariste fit observer qu'on avait oublié de reprendre les effets déposés au vestiaire. Théodore craignit qu'elle ne fût involontairement attardée, et préféra les aller reprendre lui-même. Comme il rentrait dans le corridor après avoir laissé les deux femmes sous le vestibule et se dirigeait vers l'ouvreuse à laquelle on avait en entrant confié les manteaux, il fut rencontré par les deux jeunes gens dont l'attitude auprès de Camille venait de le blesser. Ceux-ci le reconnurent, et il entendit le plus jeune des deux qui disait à l'autre : — Si tu m'avais cru, nous aurions suivi cette petite sauvage. J'aurais bien voulu l'apprivoiser.

— Il est encore temps, répondit l'autre; puisque ce garçon est remonté, c'est qu'il ne l'accompagne pas : nous la rattraperons dans le vestibule. La *folie* qui est avec elle nous la fera reconnaître.

Ils se disposèrent aussitôt à prendre le chemin de l'escalier; mais Théodore, s'étant fait délivrer les objets mis au vestiaire, traversa le corridor et arriva sur le palier au moment où les deux jeunes gens descendaient les premières marches. Se voyant rejoint et comprenant que le retour de Théodore allait de nouveau mettre obstacle à son dessein, celui qui avait eu l'idée de poursuivre Camille dit en désignant l'artiste chargé de manteaux : — C'est le domestique.

L'accent railleur qu'on avait donné à ce mot ne pouvait échapper à Théodore, déjà mal disposé; aussi, en passant auprès des deux jeunes gens, les heurta-t-il assez vivement sur l'escalier pour que l'un d'eux fût obligé de s'appuyer au mur. Dans le mouvement que celui-ci fit pour se retenir, son chapeau roula sur une marche. Il arrêta par le bras Théodore, qui continuait sa route, et lui dit avec hauteur : — Vous allez ramasser ce chapeau ! — Je ne suis pas votre domestique, répondit Théodore avec une hauteur égale en se dégageant par un geste brusque; mais le jeune homme, excité par cette réponse et aussi par l'attitude provoquante de celui qui venait de la faire, renouvela son injonction en des termes où éclatait une hostilité déjà mal contenue. Les paroles s'échangèrent courtes, rapides et pressées, suivant la marche ordinaire de toute querelle dont le motif apparent n'est pas la cause réelle. Lorsqu'on intervint entre Théodore et son adversaire, il était trop tard pour amener un dénoûment pacifique à leur débat. L'artiste avait été au-devant d'un geste insultant qui l'avait menacé, et quittait la partie avec la position d'offenseur. Après un échange de cartes, les deux hommes se séparèrent. L'adversaire de Théodore, accompagné de son ami, remonta dans la salle, et celui-ci rejoignit Camille, qui commençait à s'inquiéter de son absence, bien qu'elle ne pût en soupçonner le motif. L'artiste se justifia d'ailleurs en l'attribuant à la lenteur avec laquelle était fait le service du vestiaire.

Bien que le temps fût resté beau, Théodore proposa de prendre une voiture pour s'en retourner. Il avait hâte d'être chez lui et d'y être seul. Quand ils arrivèrent à la porte de Camille, celle-ci lui dit : — Je regrette bien de vous avoir dérangé, car je ne crois pas que vous vous soyez amusé plus que moi au bal. Surtout, ajouta-t-elle, si vous voyez M. Bernier, ne lui parlez pas de cette escapade.

— Je ne lui dirai donc pas que nous nous sommes revus? dit Théodoré.

— Oh! reprit Camille, ce n'est pas à cause de cela, mais seulement à cause de la circonstance dans laquelle nous nous sommes retrouvés. Il m'avait défendu d'aller au bal. C'est un homme si raisonnable! Nous nous reverrons, acheva Camille en serrant familièrement la main du jeune homme.

— Pas demain, interrompit-il avec vivacité; j'aurai une journée très occupée.

— Non, pas demain, répliqua Camille en songeant à la visite que Léon lui avait promise, je ne serai moi-même pas libre, mais plus tard,... ajouta-t-elle avec un accent de tristesse.

— Eh bien! lui dit Théodore, puisque nous demeurons porte à porte, venez me voir, et nous causerons en bons voisins.

— C'est que cela ne sera pas bien gai, ce que je vous dirai, fit Camille, et puis je ne voudrais pas être indiscrète.

— Toutes les fois que vous apercevrez un petit drapeau bleu à ma fenêtre, ce sera un signe que vous pourrez monter.

— Un drapeau bleu? répéta Camille comme pour se rappeler.

— Oui, reprit Théodore, c'est le pavillon de la flânerie.

La jeune femme avait la main sur le marteau de sa porte; elle le laissa retomber en disant : — Bonsoir, mon voisin.

— Bonsoir, ma voisine, répondit Théodore.

Comme il rentrait chez lui, cinq heures du matin sonnaient aux horloges d'alentour. — Récapitulons le total de ma soirée, dit-il après avoir allumé sa lampe. Nous disons donc que j'ai un duel avec, — il regarda la carte qu'on lui avait remise en échange de la sienne, — avec M. Ferdinand d'Héricy, jeune homme mal élevé. — L'idée de ce duel ne fut pas sans le préoccuper un peu. Étant d'un caractère ordinairement doux et conciliant, Théodore n'avait jamais eu d'affaire, et commençait à s'étonner de s'en trouver une sur les bras, surtout lorsque la cause en était étrangère à toute passion, et qu'il n'éprouvait plus aucune animosité contre son futur adversaire. — Après cela, pensait Théodore, il peut arriver tous les jours qu'un malappris vous entraîne involontairement dans une querelle d'où l'on ne sort que la main levée; mais si je n'étais pas allé au bal

masqué cette nuit, je n'aurais pas rencontré ce monsieur, qui n'aurait pas eu l'occasion d'être impertinent avec ma voisine. — Théodore fut quelque temps avant de s'avouer que c'était autant la cause de Camille qu'il avait défendue que la sienne, et se demanda, pour conclure, si Francis Bernier, en sa qualité d'homme raisonnable, eût agi comme lui en se trouvant dans les circonstances qui s'étaient produites pendant la nuit. Comme il s'était mis à sa fenêtre pour voir si le jour allait bientôt paraître, Théodore entendit une fenêtre qui s'ouvrait aussi dans le voisinage, et crut y apercevoir une forme vague qui se tenait immobile. Camille ne peut pas dormir, pensa-t-il; mais ce n'est pas à cause de moi. — Et il fit cette réflexion que, s'il ne dormait pas lui-même, c'était à cause de Camille.

X.

Dès que le jour fut levé, Théodore courut chez Francis Bernier, qui demeurait dans le quartier de l'Observatoire; il le trouva dans son atelier, et tout prêt à se mettre au travail. Comme il lui exprimait son étonnement, Francis répondit : — J'ai une séance de portrait, j'attends un officier de mes amis qui part pour l'armée; mais vous-même, ajouta Bernier, également surpris de la présence de Théodore, vous êtes matinal comme un garde du commerce.

— Je viens vous raconter une histoire.

— Si cela vous est égal et ne vous dérange pas dans votre récit, reprit Bernier en jetant sur les épaules de Théodore un grand manteau rouge de spahi, posez-moi donc cette draperie, j'y travaillerai en vous écoutant, et ce sera toujours cela de fait quand mon modèle arrivera.

— Vous ne perdez pas les minutes, fit Théodore en riant et en prenant la pose que lui indiquait le portrait déjà ébauché.

— Les minutes sont la monnaie du temps, répondit Francis, en se mettant à la besogne. Voyons votre histoire.

— Vous qui allez dans le monde, demanda Théodore, connaissez-vous un monsieur Ferdinand d'Héricy?

— D'Héricy?... J'ai entendu ce nom-là, dit Bernier; mais je ne connais pas la personne qui le porte. Pourquoi me demandez-vous ce renseignement?

— C'est que j'ai un duel avec ce monsieur; je suis venu pour vous demander si vous vouliez être mon témoin et si vous pouviez m'en procurer un autre. Voilà mon histoire. Vous voyez qu'elle n'est pas longue, acheva Théodore.

— Vous avez un duel! fit Bernier en déposant sa palette et ses brosses. Et à quel propos?

— Une querelle...

— Mon ami, dit Francis, vous venez me demander un service qui ne se demande et ne s'accorde pas à la légère. Puisque je suis chargé de vous représenter dans cette affaire, quelle qu'en doive être l'issue, pacifique et j'y tâcherai, sérieuse si on ne peut l'arranger, il est nécessaire que je la connaisse dans tous ses détails. Recommencez donc votre histoire, que je trouve trop courte.

— Eh bien! hier soir, reprit Théodore, j'ai été au bal.

— Au bal masqué?

— Oui.

— A quel bal?

— A l'Opéra.

Francis regarda Théodore. — Hier soir, lui dit-il, je vous ai quitté à dix heures et demie, et je vous ai laissé disposé à lire un roman qui vous intéressait beaucoup; vous avez bien vite changé d'idée! Voyons, Landry, dites-moi la vérité. Vous êtes allé au bal masqué avec votre voisine, qui vous a demandé de l'accompagner, ce que moi je lui avais refusé.

Théodore comprit qu'il était inutile de faire à Bernier un secret d'une chose qu'il devait trop facilement deviner; il répondit affirmativement.

— Je vous ai prévenu des étrangetés de Camille, reprit Francis, et n'ai point d'ailleurs à m'occuper des intentions que vous pouvez avoir à son égard, surtout maintenant qu'elle est détachée de la personne avec laquelle elle vivait; ce qu'il m'importe de connaître, c'est le rôle que votre voisine a joué dans cette querelle, et quel en a été le caractère. Voyons, rappelez-vous les faits.

— Le rôle de ma voisine est absolument neutre, répondit Théodore; elle ignore même ce qui s'est passé entre moi et ce monsieur d'Héricy, que je ne connaissais pas, et qui sans doute ne m'avait jamais vu. Notre querelle a été le fait d'un hasard fâcheux, le choc involontaire d'une mauvaise humeur réciproque.

— Mais, continua Bernier, cette mauvaise humeur devait avoir une cause : voilà ce que vous ne précisez pas et ce qu'il faut expliquer. Si futiles que soient vos griefs communs, ils doivent exister.

Pressé par les instances de son ami, Théodore lui raconta une partie de la scène de l'Opéra, celle qui s'était passée sur l'escalier. Il supprima dans les détails tous ceux qui étaient de nature à faire supposer à Bernier la part indirecte que Camille pouvait avoir dans cette querelle.

Francis parut rassuré. — Si les choses se sont passées comme vous me les racontez, dit-il à Théodore, tout peut s'arranger à l'amiable. Si pressé que vous fussiez de rejoindre Camille, vous au-

riez pu adresser un mot d'excuse à M. d'Héricy quand vous avez manqué de le renverser dans votre course; on peut être brusque et poli à la fois. Votre tort, c'est de n'avoir été que brusque; celui de M. d'Héricy, c'est d'avoir manqué de mesure dans l'expression de sa contrariété. Il ne s'agit que de retirer l'un et l'autre des paroles échappées à un emportement sans cause, et si on m'envoie des témoins concilians, tout en ménageant votre dignité et celle de votre adversaire, j'espère que nous tomberons d'accord pour que cette affaire n'aille pas plus loin.

— Pas plus loin! fit Théodore; elle ira au moins jusqu'à Vincennes.

— Quel Cid vous êtes! interrompit Francis en riant; mais si la partie adverse accepte les torts et vous fait des excuses?

— Bien que je ne connaisse pas mon adversaire, répondit Théodore, je ne lui fais pas l'injure de supposer qu'il fasse collection de soufflets.

— Ah! fit Bernier, redevenu très grave.

— Je ne vous l'avais donc pas dit?

— Non, reprit Francis, qui se promenait dans son atelier; vous aviez seulement oublié ce petit détail. Au reste, il simplifie beaucoup la situation. Quel qu'ait pu être le prologue de votre querelle, que vous ayez eu tort ou raison, le dénoûment qu'elle a eu vous met entièrement aux ordres de votre adversaire. Vous savez cela?

— C'est élémentaire, répondit Théodore.

— Le rôle de vos témoins est donc dégagé de tout travail diplomatique. Ils n'auront qu'à accepter ce qu'on viendra leur proposer.

— Ils accepteront.

— Avez-vous quelques élémens d'escrime? demanda Bernier.

— J'ai ferraillé autrefois à l'atelier.

— Mauvaise école, dit Francis. Tirez-vous le pistolet au moins?

— Je ne sais pas.

— Voyons.

Et Bernier, prenant un petit pistolet de salon, le mit aux mains de Théodore, qu'il plaça devant une plaque de tôle scellée sur un pan de muraille de son atelier. Théodore brûla cinq ou six amorces. Avant qu'il eût pu vérifier la précision de son tir, Francis avait effacé sur la plaque la trace de ses balles.

— Comment est-ce? demanda Théodore.

— Comme tout le monde, répondit Bernier, dissimulant son inquiétude. Maintenant une question, Landry : êtes-vous brave?

— Je n'étais pas à Austerlitz.

— J'aimerais mieux ne pas vous voir plaisanter. Vous aurez à passer un moment sérieux.

— Eh bien ! soyez tranquille, répliqua Théodore; je serai aussi sérieux que le moment, et je ne fournirai pas aux autres l'occasion de plaisanter.

— Je n'en doute pas, lui dit Francis en lui serrant la main. Votre aventure est déplorable; ce qui importe maintenant, c'est qu'elle se dénoue promptement.

— Aujourd'hui même, si c'est possible.

— Nous tâcherons, car votre adversaire n'aura, je pense, aucune raison pour faire naître des lenteurs. Le marquis de Rions, que j'attends, ne peut tarder à venir. Restez ici, je suis avec lui dans des termes assez intimes pour lui présenter un ami et pour le prier de vous assister. Si bien apparenté que puisse être votre adversaire, je doute qu'il se présente sur le terrain mieux accompagné que vous ne le serez, ayant M. de Rions pour second.

Comme Francis achevait, le marquis entra. C'était un jeune homme de vingt-trois ans, qui avait préféré l'existence active et périlleuse des camps à l'oisiveté corruptrice de la vie parisienne. Les mœurs de la tente n'avaient point altéré en lui la distinction de la race, et ajoutaient à sa personne une sorte d'élégance virile indiquant l'homme d'épée et non le traîneur de sabre. En le voyant, on devinait le gentilhomme qui s'était fait soldat, et un soldat qui était resté gentilhomme.

Francis lui présenta Théodore, et lui expliqua en quelques mots l'affaire dans laquelle celui-ci se trouvait engagé. M. de Rions se mit avec la plus grande courtoisie à la disposition de Théodore. — Je suis à vous pour toute cette journée et même pour celle de demain, au cas où votre affaire ne pourrait pas se terminer aujourd'hui, dit le marquis au jeune artiste, qui sut naturellement, par cette intuition secrète commune aux gens intelligens, dépouiller ses manières et son langage de tout ce qu'ils auraient pu avoir d'anormal dans la situation. — Alors, interrompit Francis en s'adressant à Théodore, vous allez retourner chez vous pour y attendre les témoins de M. d'Héricy, qui viendront sans doute dans la matinée, et vous nous les enverrez. Si ces messieurs ne perdent pas de temps et mettent une bonne volonté que nous provoquerons au besoin, tous les arrangemens pourront être pris dans une courte séance, et vous pourrez vous battre dans le milieu de la journée. M. de Rions et moi nous irons vous prendre.

— Mais, interrompit Théodore, pour éviter tant de courses, ne pourrais-je revenir ici en même temps que les témoins de M. d'Héricy?

— On voit bien que vous êtes un débutant, dit Francis en riant, et que vous ignorez les traditions. Sachez donc, mon cher, qu'aucune partie intéressée ne doit se trouver, en pareil cas, dans le lieu où

ses intérêts se discutent. Restez chez vous, encore une fois, nous irons vous chercher en voiture. Ce sont les duels qui ont fait inventer les fiacres, et maintenant que nous sommes seuls, avouez entre nous que vous aimeriez autant n'avoir pas été à l'Opéra hier?

— Dame! répondit naïvement Théodore, ce qui m'arrive est si bête aussi.

— Et, si vous êtes franc, continua Bernier, ajoutez qu'en accompagnant Camille au bal, votre complaisance était un jalon planté pour l'avenir.

— Là-dessus, reprit Théodore, je ne puis véritablement pas vous répondre, en ce moment surtout, où j'ai dans l'esprit bien d'autres préoccupations. Adieu! c'est-à-dire au revoir!

Théodore rentra chez lui. A huit heures et demie, il reçut la visite des deux témoins de M. d'Héricy. Bien qu'ils parussent appartenir à une classe distinguée de la société, et qu'ils se fussent présentés avec la plus grande politesse, l'intérieur de l'artiste et le costume d'atelier dans lequel leur arrivée l'avait surpris semblèrent leur inspirer quelque défiance. L'un d'eux sortit même du caractère réservé que lui imposait son mandat, et, refusant la chaise offerte par Théodore, il lui dit assez sèchement : — Nous ne sommes pas venus ici, monsieur, pour entendre des explications, mais pour vous demander une réparation sérieuse, c'est-à-dire par les armes.

— Il ne s'agit pas d'explications, monsieur, répondit Théodore; mais je demeure au sixième, et vous auriez pu vous asseoir sans compromettre, je crois, la démarche qui me vaut l'honneur de vous recevoir. La seule excuse que je puisse vous adresser, c'est de vous avoir fait monter si haut. Quant à la réparation que vous venez me demander, mes témoins vous affirmeront comme moi que c'est la seule qu'il me soit permis de vous offrir. Avant comme après votre visite, j'avais l'avantage d'être d'accord avec vous sur ce point, acheva Théodore en saluant les deux témoins, qui lui rendirent son salut, et s'éloignèrent après avoir reçu les deux cartes de Francis Bernier et du marquis de Rions.

Resté seul, Théodore se mit nettement de cœur et d'esprit en face de la situation. — Après tout, se disait-il, qu'est-ce qu'un duel? Un quart d'heure de danger précédé de quarts d'heure ennuyeux, parce qu'en menaçant la vie d'un homme, ils la rendent inquiète. Comme pour tâter le pouls à son courage, il se rappela les circonstances antérieures où il avait couru volontairement quelque péril. Un jour, étant en Normandie, chez son parrain, il s'était élancé armé seulement d'un bâton au-devant d'un chien qu'on disait enragé, et l'avait assommé au moment où il se jetait sur des enfans qui sortaient de l'école. — Eh bien! pensait Théodore en retrouvant ce fait dans sa

mémoire, et en évoquant les impressions qui lui étaient restées, je savais que cette bête avait des dents dont la morsure était dangereuse. Pourtant je n'ai pas eu peur. Aussi je n'ai pas été mordu, et le maître d'école a été décoré.

En rassemblant ainsi dans son souvenir les actions où il avait fait preuve de quelque sang-froid, Théodore se rassura sur son attitude pendant ce combat, sans doute bien inégal, puisqu'il était presque étranger à l'une et à l'autre des armes qui seraient employées, et qu'il y avait des chances pour qu'elles fussent au contraire l'une et l'autre familières à sa partie adverse. Il s'habitua peu à peu à ne considérer son duel que comme un dérangement majeur qui suspendait pour un jour ses occupations ordinaires. Cependant sa pensée ne pouvait s'isoler entièrement de la situation, et il subissait l'influence fiévreuse qu'éprouve tout homme qui est sur le point d'aller risquer sa vie, surtout à un âge où la vie commence à peine, surtout s'il va la risquer sans but, sans intérêt, sans passion. — C'est trop bête tout de même, disait Théodore en regardant un vieux fleuret accroché au mur de son atelier : dire que je vais me trouver en face de cet objet pointu, parce que j'ai rencontré hier un monsieur qui ne se contentait pas d'avoir trop dîné, et qui voulait encore aller souper... Mon Dieu! que c'est bête!

Il fut troublé dans ces réflexions par la visite du marchand de tableaux. Bernard venait lui demander des nouvelles de la négociation dont il l'avait chargé auprès de Francis Bernier. Théodore n'avait pas l'esprit aux détails d'intérêt, et oublia un peu le plan de conduite que son ami lui avait tracé dans le cabinet du Café-Anglais. Le marchand de tableaux, voulant, comme Bernier l'avait bien prévu, se ménager la petite influence de Théodore, laissa voir à celui-ci qu'il était disposé à faire quelque acquisition. Désignant à l'artiste, chez lequel il venait pour la première fois, une petite toile à peu près terminée, il lui en offrit un prix qui s'éloignait un peu de ses anciens chiffres, à la condition que le tableau lui serait livré le lendemain même. Il voulait, disait-il, le joindre à un envoi en province qui ne pouvait être retardé davantage.

— Je ne peux m'engager à rien pour demain, répondit Théodore.

— Non-seulement je vous paie mieux que d'habitude, mais encore je vous paierai d'avance, reprit Bernard, qui avait envie du tableau. En vous y mettant tout de suite, comme les journées commencent à être longues, vous pouvez très bien avoir fini ce soir. Tenez, ajouta-t-il en déposant cent francs sur la table de Théodore, voilà quelque chose qui vous encouragera à travailler.

— Mon cher Bernard, vous tombez mal, lui dit Théodore. Vous me surprenez en m'offrant de l'argent d'avance, moi je vais bien vous surprendre en ne l'acceptant pas.

Le marchand fit un mouvement.

— Vous voyez comme vous êtes surpris, ajouta Théodore en riant. Cependant, si vous voulez revenir demain, nous pourrons peut-être nous arranger.

— Ah! ah! fit le marchand, vous abusez de ce que vous n'avez point besoin d'argent aujourd'hui, et vous voulez me faire revenir demain pour que je vous paie plus cher. Je connais cela. Je croyais pourtant vous offrir une bienvenue convenable en vous donnant un prix qui n'est pas dans mes habitudes. Entre nous, votre tableau n'est pas ce que vous avez fait de mieux.

— Je suis bien de votre avis, reprit Théodore; mais alors pourquoi donc m'en donnez-vous un prix double du prix des autres?

— Parce que j'ai le placement certain de celui-là, et que je n'étais pas sûr du placement des autres, répondit Bernard. Voyons, oui ou non, puis-je compter sur vous pour demain?

— Non, répliqua Théodore, parce que moi-même je ne puis pas compter sur moi!

— Alors adieu, fit le marchand en prenant sa canne et son chapeau.

— Ne me dites pas adieu, dites-moi au revoir; j'aime mieux ça, dit Théodore.

— Non, c'est bien adieu, répliqua Bernard; je ne reviendrai plus. Pour la première fois que je monte chez vous, vous n'êtes pas assez gentil. Songez donc que vous demeurez au sixième, mon cher.

— Mais, dit Théodore, qui voulait en tout cas se réserver l'avenir, si je vous refuse, c'est que je ne peux pas faire autrement. Je me bats en duel tantôt; comprenez-vous?

— Farceur! dit le marchand, qui avait ouvert la porte et qui sortit en riant.

Mais, arrivé au bas de l'escalier, il parut se raviser. — Si ce que Landry m'a dit était vrai pourtant! pensa-t-il. C'est un garçon dont la peinture vaudra de l'argent plus tard. S'il était tué, elle en vaudrait tout de suite. — Bernard parut se consulter. — J'ai envie de remonter et de lui offrir deux cents francs. Oui, mais si on ne le tue pas, il prendra note du chiffre, et n'en voudra plus accepter d'autre à l'avenir. Non, un duel d'artiste a le danger de ne pas être assez dangereux. — A l'hôtel des ventes! dit-il à son cocher en montant dans la voiture qui l'attendait à la porte.

Un peu après la sortie du marchand, Théodore était descendu lui-même pour aller acheter du papier à lettre, car, avant d'aller sur le terrain, il voulait, en cas d'accident, écrire à son parrain. Comme il traversait la rue, il reconnut le jeune homme qu'il avait la veille vu monter en voiture avec sa voisine : il entrait dans la maison de celle-ci. — Pauvre fille! dit Théodore, elle aussi va avoir son mau-

vais quart d'heure; — car il savait par Camille qu'elle devait ce matin même recevoir les derniers adieux de son amant.

Rentré chez lui, après avoir écrit à son parrain pour le remercier de l'intérêt qu'il lui avait témoigné, Théodore eut l'idée d'écrire à Camille, en se donnant pour raison que cela lui ferait toujours passer un peu de temps. Il commença donc une lettre assez étrange, bouffonne dans la forme, mélancolique dans le fond, comme peut l'être toute lettre qui exprime la pensée de l'adieu : « J'aurais voulu, disait-il en terminant, que mon petit drapeau bleu pût vous rappeler quelquefois que vous aviez dans votre voisinage un petit coin hospitalier où votre tristesse et votre sourire eussent été les bien accueillis toujours. »

Comme il mettait l'adresse, il entendit frapper à sa porte. C'étaient Francis Bernier et le marquis de Rions, qui venaient le chercher.

— Vous vous battez à trois heures, dit Francis.

— Diable! fit Théodore, il n'est que midi. Où est le rendez-vous?

— Dans les bois d'Aulnay, répondit Francis. M. de Rions y connaît un charmant endroit...

— Qui m'a été très favorable, dit le marquis, et qui vous le sera aussi, je l'espère.

— Le bois d'Aulnay! fit Théodore; cela se trouve très bien : j'avais l'idée d'aller à la campagne, seulement je ne pensais pas y aller armé.

— Ah! reprit Bernier, comme votre adversaire en avait le droit, il a choisi l'épée.

— Un conseil, demanda Théodore. Comment dois-je m'habiller pour cette cérémonie?

— Il faut toujours s'habiller convenablement, et surtout pour aller à un rendez-vous d'honneur. Le costume est presque une forme de politesse.

— C'est la nuit passée que nous aurions dû nous faire des politesses, murmura Théodore, et s'étant aperçu que le regard de Bernier s'était arrêté sur sa lettre adressée à Camille: — Dame! ajouta-t-il, je vais tantôt mettre le pied sur une planche pourrie, et à tout hasard j'écris à ma voisine un mot d'adieu que je vous prierai de lui remettre, s'il y a lieu.

— Espérons que vous ferez votre commission vous-même, répondit Bernier, qui refusa de prendre connaissance de la lettre, bien que Théodore l'y eût invité.

Au moment où l'artiste, qui était allé s'habiller dans sa chambre, rentrait dans son atelier et se mettait à la disposition de ses témoins, il entendit sur le bord de son petit balcon le gazouillement des oiseaux

du voisinage qu'il avait coutume d'inviter chaque matin aux reliefs de son repas frugal; l'heure du déjeuner étant arrivée sans que le déjeuner fût arrivé avec l'heure, toute la petite bande parasite était en émoi sur le balcon, pépiant, sautant, volant, et frappant du bec aux vitres pour demander pâture. — Mes pensionnaires que j'oubliais! Ce n'est pas leur faute si je n'ai pas faim aujourd'hui, dit Théodore, qui venait d'ouvrir sa fenêtre et émiettait sur son balcon le petit pain que sa femme de ménage lui avait monté. Je vais leur en mettre pour demain; on ne sait pas ce qui peut arriver, continua-t-il en partageant tout son pain par petits morceaux; puis, faisant un geste vers les toits où tous les oiseaux s'étaient réfugiés et le regardaient mettre leur couvert, il ajouta : Messieurs, vous êtes servis. — Dès que la fenêtre fut fermée, tous les convives ailés s'abattirent sur le balcon.

— Vous allez déjeuner avec nous, dit Francis à Théodore.

— Non, répondit-il, la préoccupation du dessert m'ôterait l'appétit; je ne suis pas un mousquetaire, moi. Seulement, si je dîne, je dînerai bien. Allons-nous-en.

Comme on était arrivé à la porte de la maison, où attendait un fiacre, Théodore dit à ses témoins, en leur désignant le numéro : — Si j'étais superstitieux pourtant!

— Numéro treize, fit Bernier; nous n'y avons pas pris garde. Voulez-vous prendre une autre voiture? demanda-t-il en riant.

— Bath! répondit Théodore, je reconnais cet antique carrosse; il m'a porté bonheur un soir; c'était un vendredi, comme aujourd'hui, *dies Veneris*. En route!

XI.

Si fatiguée qu'elle fût par une nuit passée en dehors de ses habitudes, Camille n'avait pu trouver le sommeil en rentrant du bal, et lorsque Léon vint la voir à midi, elle était assoupie depuis une couple d'heures à peine. Lorsqu'il était entré chez sa maîtresse, Léon avait éprouvé une singulière impression en apercevant le domino et le costume de *folie* qui n'avaient pas encore été reportés chez le costumier. — Où est madame? demanda-t-il à la camériste, un peu embarrassée en voyant qu'il ne quittait pas des yeux le divan sur lequel étaient posés les costumes.

— Madame dort, dit-elle.

— Vous êtes rentrées tard du bal? ajouta Léon, devinant à la fatigue empreinte sur le visage de la camériste qu'elle avait dû accompagner sa maîtresse.

— A cinq heures, monsieur. — Et, entraînée par les souvenirs

de sa nuit de plaisir, elle ajouta : — Ah! nous nous sommes bien amusées!

— Déjà! murmura Léon pendant que la camériste allait prévenir Camille de son arrivée. C'est bien tôt! ajouta-t-il en se promenant à grands pas dans la chambre. Ah! c'est bien tôt! répétait-il avec un étonnement presque douloureux.

Camille sortit de sa chambre et vint à lui : — Qu'as-tu, Léon? lui dit-elle en lui tendant la main, tu es pâle.

Il lui montra le domino sans répondre et s'assit sur le divan, où elle vint prendre place auprès de lui : — Oui, dit Camille, j'ai eu tort d'aller au bal, et j'en ai été bien punie par l'ennui et le dégoût que j'en ai rapportés; mais que veux-tu? lorsque tu m'as quittée hier soir et que je me suis retrouvée toute seule ici, je n'ai pas eu le courage d'y rester. J'ai appris par hasard que c'était la mi-carême, et qu'il y avait un bal masqué, c'est-à-dire de la foule, du bruit, un tumulte où je pourrais m'étourdir. J'ai demandé à Francis de m'y accompagner, mais il n'a pas voulu.

— Et malgré cela vous y êtes allée toute seule... Et pendant toute la nuit vous êtes restée dans cette infecte cohue, exposée à toutes ses brutalités,... et vous vous êtes amusée... Ah! Camille, Camille!...

— Qui dit que je me suis amusée? demanda celle-ci, fâchée et contente à la fois de l'accent un peu sévère avec lequel lui parlait Léon.

— Mais, répliqua le jeune homme avec vivacité, si vous aviez éprouvé de l'ennui et du dégoût, seriez-vous revenue aussi tard? Pardon, pardon! lui dit-il avec une certaine douceur froide, j'oubliais...

— Quoi? demanda Camille en lui prenant les mains, et voyant qu'il faisait un mouvement pour les retirer, elle ajouta : Achève! que veux-tu dire? — Puis, comme subitement éclairée sur la pensée que cette réticence semblait ouvrir, elle murmura péniblement : Non, j'aime mieux que tu ne dises rien...

— Il faut dire ce qui est à dire, reprit Léon, renouant sa pensée. J'oubliais que l'aveu d'hier au soir m'interdit désormais toute intervention dans vos actes, et qu'en obéissant à une nécessité qui m'oblige à séparer ma vie de la vôtre, j'ai perdu le droit du blâme et de la remontrance. Conservez-moi du moins celui du conseil, et puissent les souvenirs d'un autre temps s'attacher assez à mes avis pour que vous trouviez encore quelque douceur à les suivre dans l'avenir!

— Oh! fit Camille en secouant le bras du jeune homme avec une pétulance fiévreuse, ne plaide pas, parle. Sois doux et bon, comme tu l'as été toujours... Ne me dis pas *vous*, cela me fait autant de

mal de te l'entendre dire que cela m'en faisait cette nuit d'être tutoyée par des gens que je ne connaissais pas... Oui, reprit-elle en s'animant, gronde-moi, tu as raison. J'ai mal fait d'aller au bal, c'est une mauvaise inspiration que j'ai eue; mais l'heure où elle m'est venue était bien mauvaise aussi, tu le sais. Gronde-moi, mais de ta bonne voix, et pas comme tout à l'heure; que les derniers mots de toi qui me resteront dans l'oreille soient de bonnes paroles. Ménage-moi, je souffre bien, tu t'en doutes, n'est-ce pas? J'ai dormi sur un oreiller d'épines. Tiens, ma tête, comme elle est brûlante! touche un peu. — Et, prenant une des mains de Léon, elle l'appliqua sur son front, puis, voyant qu'il semblait s'alarmer, elle s'empressa d'ajouter : N'aie pas peur, je ne serai pas malade, et tu ne me quitteras pas, comme tu m'as connue, avec un médecin au pied de mon lit. Il est bien loin, ce temps-là, bien loin derrière moi!

Et, reportée par un brusque souvenir vers un épisode de cette maladie qui avait été l'origine de son amour, elle dit à Léon : — Que feras-tu des cheveux qu'on m'a coupés et que je t'ai donnés un jour? Est-ce que tu voudrais me les rendre?... Conserve-les. Et tes lettres, est-ce que tu as l'intention de me les redemander? Non, n'est-ce pas? Puisqu'il faut... puisqu'il faut nous quitter, répéta-t-elle comme si ce mot avait eu de la peine à sortir de sa bouche, laisse-moi de toi tout ce que tu pourras me laisser; qu'il me reste au moins les preuves que j'ai été heureuse aussi en mon temps, et que ces quatre années-là n'ont pas été un rêve! Te rappelles-tu qu'il y a trois mois, le soir où tu es venu m'annoncer ton départ pour la campagne, nous avons parlé de ce qui arrive aujourd'hui?

Le souvenir de cette conversation causa à Léon une sorte d'embarras; mais Camille vint elle-même l'absoudre du silence qu'il avait gardé à cette époque. — Je te disais, je crois, reprit-elle, qu'il n'y avait que ton mariage qui pût nous séparer, et je te demandais à en être prévenue d'avance. Peut-être te doutais-tu déjà un peu de quelque chose : eh bien! je ne t'en veux pas d'avoir oublié ce que je t'avais demandé; j'y aurai toujours gagné quelques mois, et mon hiver aura été moins triste que si je l'avais passé au coin de mon feu avec la pensée de ton abandon. Voici le printemps qui approche, les jours seront moins courts et plus beaux; je ne serai pas obligée de rester chez moi, j'irai courir à droite, à gauche. Peut-être que j'essaierai de travailler, — à quoi? je n'en sais rien; je suis bien paresseuse d'ailleurs. Je n'étais guère bonne qu'à être heureuse, et c'est toi qui m'avais trouvé mon état. Il faudra pourtant bien en imaginer un autre pour l'avenir.

— Mon amie, dit Léon en la faisant asseoir auprès de lui, c'est précisément de cet avenir que je voudrais causer avec toi. Si pé-

nible que soit cet entretien, il est nécessaire de l'aborder aujourd'hui que nous allons suivre chacun une route opposée. Comme tant d'autres, notre liaison n'a pas été une de ces associations passagères dont la rupture facile n'est qu'un déplacement d'habitudes. Nous obéissons à une nécessité prévue; mais aucune volonté, même la nôtre, ne pourrait supprimer un passé qui aura été la meilleure époque de notre existence. C'est en souvenir de cette affection, c'est au nom de ce passé que j'ai le droit de m'intéresser à ton avenir et de connaître tes projets. Que vas-tu faire, mon enfant? Beaucoup souffrir d'abord, et souffrir moins ensuite. — Camille voulut l'interrompre; mais Léon fit un geste et continua : — Laisse faire le temps, lui dit-il avec un accent convaincu qui pouvait révéler que lui-même avait pu expérimenter déjà l'efficacité du remède. Tu souffriras donc, et tu rechercheras hors de ton isolement des distractions à ta souffrance; mais quelles distractions, et où les chercheras-tu? Égoïste et jaloux, j'ai pendant quatre ans renfermé mon bonheur dans une intimité ouverte seulement à quelques affections qui ajoutaient un charme de plus à la nôtre sans en troubler la tranquillité. Pendant ces quatre années, tu as ignoré la vie et ses nécessités, le monde et ses habitudes. Tant que j'aurais vécu avec toi, je t'aurais maintenue dans cette ignorance : il est toujours périlleux d'éveiller dans une femme les instincts de curiosité. Tu vas donc rester seule avec une dangereuse inexpérience. Comme un voyageur en pays nouveau, tu demanderas ton chemin, et il ne manquera pas de gens qui essaieront de t'égarer; mais moi qui sais ce que tu ignores, je puis du moins par le conseil te mettre en garde contre les dangers de ta situation nouvelle. Je te connais assez pour savoir que tu n'auras jamais l'initiative de ce qui est mal; mais tu es facile à l'entraînement, docile au caprice du moment, et tu t'y abandonnes sans calculer le résultat qu'il peut avoir. Ton ennemi le plus à craindre, c'est l'ennui. Au lieu de le combattre, tu essaies de lui échapper par la première issue, sans prévoir où elle peut conduire. Ce qui m'inquiète surtout, c'est ton étourderie. Tu pourrais porter une girouette dans ton écusson, dit Léon, jetant volontairement cette plaisanterie au milieu de ses paroles, comme s'il eût voulu rappeler à celle qui les écoutait les entretiens familiers d'un autre temps. Les occasions de nouer des relations nouvelles seront fréquentes; tu les rechercheras pour échapper à la solitude, et à ton insu tu te trouveras entraînée dans un monde dont je t'ai soigneusement écartée, sachant qu'il est des fréquentations contagieuses et des exemples pernicieux qui finissent toujours par avoir raison des répugnances les plus sincères.

Il y eut quelques instans de silence, au bout desquels Léon reprit

avec une sorte d'hésitation pénible : — Tu es jeune, Camille. J'ai eu, j'en suis certain, la meilleure part de ton cœur; mais le souvenir que j'y laisserai, même en se perpétuant, ne suffira pas toujours à le remplir.

— Ah! fit Camille en lui mettant la main sur la bouche, parlons de tout ce que tu voudras, mais pas de cela.

Il l'écarta doucement et continua : — La question est délicate et douloureuse, je le sais; mais il y faut toucher cependant et la prévoir dans l'intérêt de ton avenir, qui reste mon plus cher souci. Il existe dans ta nature un besoin d'affection qui ne pourra être contenu et cherchera toujours à s'épancher. Eh bien! si étrange que cela puisse te paraître, je m'en voudrais de savoir que toute cette tendresse a été dépensée avec moi, et que la source en a été tarie parce que tu m'as connu : c'est le triste dénoûment des passions qui, ayant vécu dans la lutte, succombent à l'épuisement; mais, Dieu merci, notre amour ne fut pas du nombre. Tu pourras donc aimer encore après moi, et tu aimeras, je le souhaite, car, une fois ton cœur occupé par un sentiment sérieux, ta vie s'immobilisera de nouveau dans une affection nouvelle, et tu n'auras pas à redouter les périlleuses distractions où peuvent entraîner la tristesse, l'ennui et l'isolement.

Camille acceptait le mariage de Léon comme une chose inévitable; elle savait qu'il amenait entre eux une séparation des personnes, mais ne s'accoutumait pas à la pensée que cette rupture pouvait aller au-delà. Elle s'attendait presque à entendre Léon lui imposer en la quittant un serment de fidélité, non-seulement à son souvenir, mais à lui-même. Elle se fût engagée avec joie, avec joie elle se fût soumise à toutes ses exigences, et surtout à celles qui eussent été les plus exagérées, car dans cette exagération elle aurait vu la preuve que l'amour de son amant restait avec elle. Aussi, malgré les précautions de langage qu'il venait d'employer, ne pouvait-elle voir dans ses paroles que l'idée qu'elles exprimaient. La raison, si ingénieuse qu'elle soit, aura toujours tort en face de la passion, qui éprouve et ne discute pas. Camille était blessée par des suppositions allant dans l'avenir au-devant d'un fait qu'elle ne pouvait admettre sans renier le passé. Les conseils de Léon lui semblaient être une brutale provocation à l'oubli; elle ne les pouvait croire dictés par une sagesse prévoyante ayant le souci de son bonheur futur, elle y voyait plutôt l'indifférence d'un homme égoïste. Aussi fut-ce avec une amertume un peu ironique qu'elle lui répondit : — C'est là tout ce que tu trouves à me dire au moment de me quitter? Car, si je t'ai bien compris, tu m'engages à mettre écriteau là, ajouta-t-elle en se frappant avec vivacité la poitrine à l'endroit du cœur. Allons! fit-elle en

se promenant dans sa chambre, s'asseyant et se levant, s'arrêtant et marchant, touchant à tous les objets qui se trouvaient sous sa main comme pour mettre au dehors, par ses attouchemens, la fièvre qui était en elle. Allons, la succession est ouverte, ajouta-t-elle en se rapprochant de Léon, ne vas-tu pas aussi me désigner les héritiers?

Léon, connaissant le caractère de Camille, s'attendait bien à la sortie un peu vive qu'avaient provoquée ses paroles. Camille ne pouvait en effet commander à ses impressions, et les exprimait avec un étrange mouvement d'idées et une singulière variété d'images. Il avait l'habitude de la laisser dire, sachant bien que ces emportemens seraient suivis d'un retour à un langage plus modéré. Les relations ordinairement les plus calmes sont quelquefois non pas troublées, mais accidentées par des discussions futiles, dont l'unique prétexte est un besoin vague de rompre l'uniformité d'un bonheur trop tranquille. Ces querelles sans cause, qui ne sont pas des heures perdues pour l'amour, se produisaient assez souvent entre Léon et Camille. Celle-ci avait le défaut de ne pas supporter la contradiction et l'habitude d'y être elle-même fort encline. Dans ces circonstances, Léon ne craignait pas d'exciter un peu Camille, dont l'humeur vive commençait au moindre choc à fermenter comme une liqueur qu'on remue. Une seule fois entre eux la discussion était sortie des limites réservées où un commun accord la renfermait de coutume. L'origine de la querelle était des plus futiles. Camille avait vu dans une boutique de petits animaux sculptés destinés à servir de porte-allumettes, et avait prié Léon de lui en acheter un pour mettre sur sa cheminée. Elle avait paru préférer un chien. Léon le lendemain lui en apporta un. L'animal figurait un vendangeur, et portait sur le dos une petite hotte. En appuyant sur le socle, on faisait mouvoir un soufflet extérieur dont le bruit simulait un aboiement. En remerciant Léon, Camille lui avait fait remarquer cependant que c'était un singe et non un caniche qu'elle lui avait demandé. Léon avait reproché assez vivement à la jeune femme son défaut de mémoire, et de riposte en riposte ils étaient arrivés tous deux à cette période inquiétante d'une querelle où personne ne veut avoir tort, et où, ne trouvant pas dans le grief qui en est l'origine matière suffisante pour la prolonger, chacun à son tour introduit des griefs imaginaires. Léon avait quitté la place au moment où il sentait la colère venir. Camille, lorsqu'elle s'était trouvée toute seule, s'en était prise à l'objet inanimé qui avait été le point de départ du débat, et dans sa fureur mutine elle avait lancé le chien à terre, si violemment que la tête était restée séparée du col. Lorsque Léon, qui ne voulait pas la quitter sur une mauvaise impression, était remonté chez elle cinq

minutes après, il l'avait trouvée assise tristement au coin de sa cheminée, essayant de raccommoder le chien, qu'il lui retira d'entre les mains, tout mouillé de larmes. On s'était réconcilié bien vite, et à partir de ce jour ils avaient pris un singulier engagement, qui était scrupuleusement tenu. Le chien, qui avait été raccommodé, et qu'on avait baptisé Fidèle, devait, en souvenir de la première querelle sérieuse dont il avait été l'objet, avoir la présidence de toutes les querelles futures qui pourraient s'élever entre les deux amans; ceux-ci avaient juré d'interrompre toute discussion commencée, quel qu'en fût le motif, et de s'embrasser aussitôt que l'un d'eux, appuyant sur le socle qui supportait Fidèle, lui ferait aboyer un *quos ego* pacificateur. Grâce à cet ingénieux moyen, les querelles ne pouvaient jamais avoir une longue durée ni une portée sérieuse, car au premier mot un peu vif la réplique était coupée par un aboiement de Fidèle.

Un jour qu'ils avaient été à la campagne, et que Camille était sous une impression de contrariété causée par un accident de voyage, elle avait commencé une petite discussion qui n'eut pas le temps de se prolonger, car elle fut interrompue par le roquet d'une bonne femme, qui passait dans le bois. En voyant l'animal s'arrêter devant elle en jappant, Camille s'était aussitôt jetée en riant dans les bras de Léon, au grand scandale de la bonne femme, qui ne voyait pas que le bois était vert, que Camille était belle et que Léon était jeune. — C'est égal, avait dit celui-ci, quand nous viendrons à la campagne une autre fois, par prudence, nous emmènerons Fidèle.

Dans les circonstances bien différentes où, sous l'impression de paroles mal comprises, éclatait l'irritation de Camille, Léon eut l'idée de la ramener vers un ordre d'idées plus calmes en employant le moyen ordinaire. Il s'approcha de la cheminée sans qu'elle y prît garde, appuya la main sur le soufflet du chien, et Fidèle fit entendre son aboiement. Camille se promenait alors avec agitation. Le reproche abondait à ses lèvres, confus, violent, injuste. Elle s'arrêta aussitôt, oubliant la gravité de la situation, et ne se rappelant plus que les souvenirs et les habitudes du passé qui se rattachaient à ce bruit familier, elle obéit à la voix du chien, et voyant Léon debout devant elle qui lui tendait les bras, elle s'y jeta en pleurant. — Ah! fit-elle cependant, ce n'est pas une querelle cela, mon ami, et ce bon Fidèle, qui a été muet si longtemps, n'aboiera plus. Je t'en prie, ajouta-t-elle, ne reviens plus sur le sujet que tu avais abordé tout à l'heure : c'est trop triste pour moi, trop triste pour tous deux, reprit-elle ensuite; ne regardons pas dans l'avenir. Toi, fit Camille en se reprenant, tu le peux du moins, car, en me quittant, tu sais où tu vas; mais moi, l'avenir m'inquiète, parce que c'est l'inconnu.

Ici Léon croyait avoir à redoubler de précautions, car il avait à

faire à Camille une de ces propositions qui pouvait encore faire naître une méprise. — Écoute-moi, Camille, écoute-moi bien, lui dit-il, nos pensées ont été communes toujours. Toi-même tu avoues que l'inconnu t'inquiète. J'ai donc le droit de partager cette inquiétude, et j'ai dû, tu le penses bien, me préoccuper de les amoindrir, — dans une certaine mesure et pour un certain temps, ajouta-t-il, comme un homme qui, ayant à dire quelque chose de difficile à faire écouter, lance en avant-garde les paroles insignifiantes qui doivent préparer le mot décisif. Tout le temps que tu as vécu avec moi, tu n'as eu d'autre état que d'être heureuse; toi-même, tu me l'as dit tout à l'heure, tu es restée étrangère à toute préoccupation qui n'était pas ton bonheur ou qui ne s'y rattachait pas. Ce n'est pas un reproche, mon enfant, entends-moi bien, et si c'en était un, je devrais en prendre la moitié, puisqu'en m'efforçant de rendre ta vie facile et de l'isoler dans un seul sentiment, je satisfaisais l'égoïsme de mon amour. Si modeste cependant qu'ait été cette existence, où le luxe, les plaisirs et toutes les habitudes coûteuses étaient inconnus, tu ne pourras pas la continuer. Aimer, c'est vivre, mais ce n'est pas la vie. La vie a ses nécessités vulgaires, mais impérieuses. Tu n'avais pas besoin d'y songer, et j'y ai songé pour toi autrefois. Ne veux-tu pas me permettre d'y songer encore? acheva-t-il en lui tendant la main.

Elle lui tendit la sienne : — Je te comprends, dit-elle, l'argent!...

— Non pas l'argent, reprit Léon, mais l'air, le feu, le pain, le toit, les premiers élémens de l'existence pour tous les êtres, le bien le plus précieux pour une femme, l'indépendance. Songe à cela, Camille, et si tu n'y voulais pas penser aujourd'hui, il faudrait bien y penser demain. Tu n'as aucune profession, aucun talent qui puisse te fournir des ressources suffisantes.

— Quand je t'ai connu, je vivais, interrompit doucement Camille.

— Quand tu m'as connu, répondit-il, tu avais l'habitude du travail, et je te l'ai fait perdre.

— S'il le faut cependant, interrompit Camille.

— Il ne le faut pas absolument, reprit Léon, car moi vivant je ne veux pas que tu saches ce que c'est que la misère, et par quel chemin s'en éloigne une femme quand elle l'a connue. Je veux que tu restes en tout temps libre et maîtresse de toi-même, sous la seule dépendance de tes goûts et de tes sympathies. J'ai donc pris des dispositions qui t'assurent une certitude d'existence. Je ne t'impose rien, Camille, et ne te fais pas de conditions. J'ajoute seulement un conseil : efforce-toi de t'attacher à une occupation. Si elle est productive, elle pourra ajouter à tes ressources. Si même elle ne devait

pas l'être dans les commencemens, elle suffirait pour te fournir des distractions utiles et t'éloigner de celles qui ne le sont pas.

— Mais que pourrais-je faire? demanda Camille.

— Consulte tes goûts et choisis le travail qui pourra le mieux te convenir. Le retour quotidien d'un labeur quelconque est une préoccupation saine pour l'esprit. Si je t'engage à cesser d'être oisive, c'est que je sais quels sont pour une femme les dangers de l'oisiveté, et que je voudrais que la Camille de l'avenir pût se reconnaître en regardant la Camille du passé. Pour dernier conseil, acheva Léon, évite la société des femmes.

Une réaction s'était opérée dans l'esprit de Camille, qui était devenue peu à peu accessible au raisonnement. Elle demanda à Léon de lui tracer le plan de sa conduite. — En faisant ce que tu me diras de faire, disait-elle, je serai encore avec toi. Tes conseils resteront dans ma vie comme une empreinte visible de toi-même, et il me semblera que je marche dans tes pas.

Elle voulait qu'il lui fît un programme qui réglât l'emploi de ses jours et de ses heures. Comme le feu, qui s'empare de tout élément nouveau qu'on lui jette, son esprit s'emparait avec rapidité de toute idée nouvelle. Cette rupture était une douleur sans doute, mais aussi c'était un changement. Elle entrait déjà pour ainsi dire en imagination dans cette nouvelle existence qui devait amener beaucoup de réformes dans sa manière de vivre ordinaire, car la petite rente que Léon voulait lui constituer en la quittant, et qu'elle devait recevoir par quartiers chez un notaire, restait bien au-dessous du chiffre de ses dépenses annuelles. Camille demeura très étonnée en apprenant que son budget avait toujours atteint quatre mille francs. Cependant elle ne possédait aucun objet de valeur. Son écrin se composait d'une paire de boucles d'oreilles et d'un bracelet qui était un objet d'art bien plus qu'un bijou. Léon lui ayant donné une montre, elle l'avait perdue, dans la crainte de la casser, lui avait-elle dit pour excuse. Elle avait plutôt des instincts d'élégance que des instincts de coquetterie, et s'habillait avec une grande simplicité; mais si elle n'avait ni le goût du luxe, ni celui des plaisirs, elle possédait le génie du désordre et un penchant très vif à satisfaire les mille petites fantaisies qui dans une promenade peuvent exciter la convoitise d'une femme. Aussi ses armoires étaient-elles encombrées d'une multitude d'objets dont la seule utilité avait été d'exciter un instant son désir. Léon s'était toujours montré fort indulgent pour ses instincts de prodigalité, mais en ce moment il prouva à Camille qu'elle pourrait, en les restreignant dans une limite plus raisonnable, réaliser de grandes économies. Elle lui fit à ce propos toute sorte de promesses. Elle voulait quitter son loge-

ment, vendre une partie de ses meubles, et renvoyer sa camériste. — Qu'est-ce qu'il me faut? disait-elle. Une petite chambre, dont le mur sera assez grand pour que je puisse y suspendre ton portrait, avec une petite fenêtre où je mettrai des fleurs. Je renoncerai à la toilette. Je porterai de l'indienne l'été et du mérinos l'hiver. Tu verras quand tu viendras chez moi comme cela sera gentil.

Camille s'aperçut que Léon avait détourné la tête comme un homme qui ne veut pas répondre. Elle reprit aussitôt : — Je veux dire que si par hasard tu passais dans mon quartier, et qu'il te prît la fantaisie de voir comment j'ai arrangé ma vie, tu ne serais pas trop mécontent.

Dans l'arrangement de cette vie, Léon avait remarqué qu'il n'était pas question de travail; il en fit l'observation à Camille. — Mais que feras-tu chez toi toute seule? lui demanda-t-il. Tu t'ennuieras.

— Je me mettrai à la fenêtre, et je regarderai les passans ou les voisins, répondit-elle avec une franchise qui amena un sourire sur les lèvres de son amant. Sans doute elle en comprit le sens, car elle ajouta, sur le ton de la prière : — Je t'en prie, ne reviens plus à cette supposition de tout à l'heure.

Ils furent interrompus par la camériste, qui entrait pour chercher les costumes qu'on venait reprendre du magasin. Elle venait de sortir lorsqu'elle rentra presque aussitôt, rapportant le domino.

— Madame, dit-elle à Camille, le costumier se plaint que le domino est déchiré, et ne veut pas le reprendre à moins qu'on ne lui donne dix francs en plus du prix de la location.

Camille examina le dégât. En voyant un accroc très large dans l'étoffe, déjà un peu mûre, elle dit tout haut, comme si elle se parlait à elle-même : — C'est probablement ce monsieur brutal que j'ai rencontré cette nuit au bal qui m'aura déchirée.

— Marie, dit Léon, lui prenant le domino des mains et le jetant sur les bras de la servante, rendez ce costume et donnez ce qu'on demande. — Que veux-tu dire? demanda-t-il ensuite avec vivacité à Camille, qui commençait à se repentir de l'aveu, quel monsieur? que t'est-il arrivé?

— Mais rien, rien, fit Camille. Un monsieur, qui était très gai, a voulu m'emmener souper; je me suis un peu débattue, et il m'a déchirée, voilà tout. Heureusement mon voisin est venu et m'en a délivrée, ajouta Camille naturellement.

— Tu n'étais donc pas seule avec Marie à l'Opéra? demanda Léon avec vivacité.

— Je suis bien étourdie, répliqua-t-elle, mais pas encore assez pour m'aventurer toute seule dans un lieu pareil. Francis Bernier n'ayant pas voulu m'accompagner, j'ai pensé que son ami, M. Théodore,

serait plus complaisant; c'est lui qui a été mon cavalier cette nuit.

Cette révélation parut singulièrement émouvoir Léon. Il reprocha à Camille son étourderie et ce penchant à la légèreté qui pouvait la compromettre si facilement aux yeux des gens qui ne la connaissaient pas. Il se calma cependant un peu en apprenant que les relations de Camille avec son voisin n'avaient que deux jours de date, et qu'elles étaient le résultat d'une circonstance à laquelle elle était restée étrangère, puisque Bernier avait été le seul auteur de cette rencontre. Camille, voyant l'impression fâcheuse que ses aveux venaient de causer à Léon, ne crut pas nécessaire de lui avouer qu'elle avait promis à son voisin d'aller le voir. Les reproches de Léon lui avaient d'ailleurs donné à penser. Elle commençait à reconnaître qu'elle avait agi avec Théodore un peu trop familièrement, et que cette familiarité pouvait amener une méprise. Elle renonça intérieurement à continuer toute relation avec lui, et comme Léon faisait quelques allusions aux conséquences qui pourraient par la suite résulter de ce voisinage, elle se hâta de lui dire qu'elle allait déménager sans même attendre l'époque du terme, afin d'éviter tout rapprochement nouveau entre elle et son voisin. — C'est dommage, dit-elle, car il est bien amusant.

— Avoue qu'il t'a déjà fait sa cour? demanda Léon.

— Aucunement, répondit celle-ci; il a eu des manières très discrètes avec moi, et la profession de foi qu'il a faite en ma présence à propos des femmes n'indique pas qu'il ait eu l'intention que tu lui supposes.

Il n'en fut pas dit plus long à propos de ce petit incident, qui laissa néanmoins quelque préoccupation dans l'esprit de Léon.

En lui annonçant la veille qu'il viendrait la voir, Léon avait laissé sa maîtresse ignorer si cette visite était la dernière qu'elle recevrait de lui, ou si elle avait seulement pour but de régler les intérêts de son avenir, qui avait jusque-là employé tout leur temps. Le jeune homme avait appris la veille de son père que leur séjour à Paris se prolongerait peut-être de trois ou quatre jours au-delà du terme qui avait été fixé d'abord. Il promit à Camille de mettre à sa disposition le plus d'instans qu'il pourrait pendant ces quelques jours de délai que le hasard accordait à leur séparation. — Peut-être, lui avait-il dit, vaudrait-il mieux ne pas prolonger cette situation pénible; mais je ne me sens pas le courage de rester à Paris sans te donner jusqu'à ma dernière heure de liberté.

— Tu sais que tu m'as promis ta journée tout entière? lui dit Camille.

— Je puis te donner jusqu'à ce soir huit heures, dit Léon. A cette heure, je devrai aller rejoindre mon père.

— Ne me dis pas où, interrompit Camille.

— Ce n'est pas où tu crois, répondit-il.

— Eh bien! reprit Camille, il n'est que midi et demi, nous aurons le temps d'aller et de revenir.

— Aller où? demanda Léon.

— C'est aujourd'hui l'anniversaire de la première promenade que nous avons faite ensemble lorsque je me suis relevée de ma grande maladie il y a quatre ans, dit Camille. Il fait aujourd'hui un temps très doux et très beau comme ce jour-là. Je suis sûre que la campagne doit être verte. Tu dois te rappeler qu'il y a quatre ans à cette époque nous avons trouvé des violettes dans les bois. Celles que j'ai cueillies ce jour-là n'étaient pas de deuil comme le seront celles d'aujourd'hui, acheva Camille, un peu inquiétée en voyant que Léon ne s'empressait pas de lui répondre.

Celui-ci en effet n'avait pas accueilli sans quelque crainte l'idée de ce pèlerinage vers un lieu où tant de souvenirs allaient se lever sous ses pas comme pour souhaiter la bienvenue à son retour. Il redoutait surtout cette voix éloquente que prend la nature lorsqu'elle se mêle aux impressions de l'homme et la mystérieuse influence qu'elle exerce sur ses sentimens. Déjà la veille au soir, en présence de la maîtresse, il avait senti dans son cœur pâlir un moment l'image de la fiancée, exposée, elle aussi à son tour, aux dangers de l'absence. Pendant les deux heures que Léon venait de passer auprès de Camille, quelques incidens de leur entretien avaient réveillé en lui des émotions dont la gravité du moment avait peut-être seule arrêté l'expression. Sans doute il était prudent, autant pour lui que pour Camille, de ne pas retourner, même pour quelques heures, dans cette atmosphère du passé, toute remplie d'enivrantes douceurs qui pourraient les affaiblir au moment même où ils auraient le plus besoin de force. L'adieu avait été à demi prononcé, et il restait peu de chose à faire pour le rendre définitif. Et pourtant Léon consentit à faire cette promenade périlleuse, qui, en le ramenant au bras de sa maîtresse dans les chemins parcourus avec elle au beau temps de leur amour, allait ajouter de nouveaux souvenirs aux souvenirs anciens, et rendre ainsi plus difficile la tâche de l'oubli. Si on lui avait demandé en ce moment pourquoi il consentait à revenir sur une situation qui avait presque eu son dénoûment, Léon n'aurait pas été sincère en répondant qu'il voulait seulement, avant de la quitter, satisfaire un dernier désir de sa maîtresse, car il obéissait à une contradiction dont l'égoïsme, deviné un jour par son père, avait été l'origine. Chose étrange! Léon, qui en arrivant à Paris avait tant souhaité de trouver Camille disposée à accueillir leur rupture avec résignation, qui avait usé de tant de précautions de langage pour l'amener à écou-

ter avec calme tout ce qu'il avait à lui dire, éprouvait une sorte de déception pénible en voyant qu'il avait réussi à la rendre en apparence résignée et calme. Il trouvait qu'elle s'était laissé convaincre bien vite de la nécessité de leur rupture, et qu'elle l'avait suivi bien complaisamment dans les calculs et les suppositions où il s'était engagé à propos de son avenir. Il avait tout mis en usage pour arrêter les larmes, pour apaiser les regrets, pour tempérer les emportemens, et lorsque, pour lui plaire et le retenir auprès d'elle, elle faisait violence à sa nature, il supposait une autre cause à cette retenue, et n'avait consenti à conduire Camille à la campagne que pour la replacer sous des influences qui ne pouvaient manquer de porter un nouveau choc à son cœur et d'ajouter une nouvelle amertume à ses défaillances.

— Habille-toi, dit-il à Camille; nous irons à Aulnay, et nous nous arrêterons pour déjeuner dans cette petite auberge de Fontenay-aux-Roses qui est si gaie. — Camille alla s'habiller, et revint bientôt dans une toilette printanière qui était toute neuve, et qu'elle tenait en réserve depuis un mois pour solenniser le premier jour de soleil.

XII.

A l'époque où se passe ce récit, le bois d'Aulnay, perdu dans l'agglomération boisée qui s'étend entre Versailles et Sceaux, n'avait pas encore été atteint par cette lèpre de spéculation qui menace d'envahir tous les environs de Paris. On n'y voyait pas alors, comme aujourd'hui, des billards dans les châtaigniers, mais des châtaignes et des oiseaux, car, si voisin qu'il fût de la capitale, le pays d'Aulnay était presque ignoré de cette race de citadins qui a horreur de la nature, et ne s'acclimate dans un lieu rustique que lorsqu'il a cessé de l'être. Les gens qui fréquentaient les bois d'Aulnay avaient, pour la plupart, leurs raisons pour rechercher la solitude, n'eussent-ils eu que celle de l'aimer.

Théodore, accompagné de ses témoins et d'un médecin, que Francis Bernier était allé chercher par prudence, arrivait au village de Fontenay-aux-Roses au moment où Léon et Camille quittaient Paris pour s'y rendre. Afin de ne pas exciter la curiosité des habitans qu'on pourrait rencontrer, les témoins des deux adversaires s'étaient donné rendez-vous à l'étang du Plessis, situé au fond de la Vallée-aux-Loups. De là on devait se diriger vers l'endroit dont le marquis de Rions avait gardé un bon souvenir. Pendant le trajet, Théodore était resté, dans son langage et son attitude, le même qu'au départ. En assistant, sans vouloir y prendre part, au déjeuner de ses compagnons, il s'était mêlé à leur conversation avec une grande liberté

d'esprit, qui ne trahissait cependant aucune forfanterie, mais une résolution dont la sincérité ne pouvait pas être suspectée. La seule chose qui pouvait indiquer que, sans faire dans ses propos aucune allusion au motif de sa promenade, il n'en avait pas oublié le but, c'est qu'il s'interrompait quelquefois pour demander l'heure à Bernier. Comme Théodore renouvelait cette question pour la troisième fois, Bernier, imaginant que l'immobilité pouvait lui être pénible dans un pareil moment, supposa que la marche deviendrait une distraction aux ennuis de l'attente. Il proposa de se mettre en route et d'aller tout doucement jusqu'au lieu où l'on devait se retrouver avec les personnes attendues, ce qui fut accepté. Le fiacre eut ordre d'aller stationner à un poteau de la route de Sceaux que le marquis de Rions, familier avec les localités, se rappelait devoir être voisin du lieu qui serait le théâtre du combat. Suivi de ses témoins et du médecin amené par ceux-ci, Théodore s'engagea donc dans une sorte de chemin creux appelé *la Route aux Bœufs,* qui s'enfonçait à travers bois par une pente ravineuse jusqu'à l'étang du Plessis. Tout en marchant, Bernier, qui accompagnait Théodore, s'appliquait à fournir à celui-ci des occasions d'éloigner de son esprit une préoccupation que son silence commençait à trahir. Il s'arrêtait devant les curiosités du paysage, lui indiquant les *motifs* qui se rencontraient dans le chemin, discutant le style des châtaigniers séculaires, dont les racines venaient ramper à fleur de sol jusque sous leurs pieds, pareilles à des entrelacemens de serpens, établissant des comparaisons entre les maîtres dont quelques œuvres avaient dû être inspirées par la nature qu'on avait sous les yeux, et désignant par les noms des peintres mêmes les sites qui pouvaient rappeler leurs tableaux. Cependant cette inquiétude que Bernier s'efforçait d'éloigner de l'esprit de son compagnon commençait à troubler le sien au fur et à mesure qu'on avançait vers le lieu du rendez-vous. Théodore put s'apercevoir plus d'une fois que Francis faisait confusion dans ses citations et lui désignait, sous le nom d'un maître, tel accident de terrain ou tel arrangement de lignes qui rappelait le dessin ou la couleur d'une école opposée à la sienne. — Tenez, mon cher, dit Théodore en arrêtant Bernier, qui, troublé par le roulement lointain d'une voiture, venait de faire une erreur de ce genre, si vous m'en croyez, nous regarderons le paysage en revenant, et comme nous le verrons sans doute beaucoup mieux que nous ne le voyons dans ce moment, nos observations ne seront que plus justes, car il ne faut pas nous dissimuler que nous ne savons guère ce que nous disons l'un et l'autre.

Théodore se tut, et son ami l'imita. On approchait cependant. A un détour de la route, on aperçut une voiture arrêtée, de laquelle

descendirent trois hommes. — Voici, je crois, notre monde qui arrive, dit Théodore en allongeant le pas comme pour prendre les devans.

Bernier le retint. — Il suffit d'être exact, dit-il; c'est poli; mais ne montrons pas que nous sommes pressés, ce serait brutal.

— Que de manières! murmura Théodore en passant derrière ses témoins. Heureusement que tout cela va finir.

On arriva à l'étang du Plessis, comme M. d'Héricy et ses deux amis y arrivaient eux-mêmes par une route opposée. Les témoins échangèrent un salut, et on s'engagea aussitôt à travers bois sous la conduite du marquis de Rions, qui dirigeait la marche et cherchait à s'orienter en suivant des points de repère. A cette invasion d'une troupe d'hommes au milieu de leur solitude, tous les oiseaux étaient en émoi. La pie bavarde s'envolait d'un arbre à l'autre, échangeant dans son langage quelque injure avec le geai criard et vorace comme elle; troublé dans sa picorée par le bruit des pas, le merle prudent rasait de son vol agile le faîte des buissons, où l'aubépine commençait à fleurir. Et tandis que le pivert grimpeur, occupé à perforer le tronc des chênes, interrompait par une note claire le martellement régulier de son bec acéré, les petites mésanges sautillaient en fredonnant leur babillage sur les branches menues que leur poids léger inclinait à peine.

— Nous y voici, messieurs, dit le marquis de Rions en indiquant une sorte d'éclaircie naturelle formée au milieu des bois.

Au centre, on trouvait un sol dégarni de gazon, égal et dur sous le pied. C'était, comme l'indiquait la teinte noirâtre mélangée à la terre, l'emplacement d'une charbonnerie qui avait exploité les coupes voisines. Le terrain examiné, les témoins de M. d'Héricy tombèrent d'accord qu'on n'en pouvait pas trouver de meilleur, et se rassemblèrent une dernière fois pour régler les conditions du combat et égaliser les avantages de place entre les adversaires qui s'étaient éloignés chacun de son côté. M. d'Héricy, en homme accoutumé à ces parties, attendait en fumant son cigare, et en repoussait méthodiquement la fumée. Il était pâle cependant, et ses traits indiquaient une grande fatigue. Voyant qu'il quittait sa redingote et son chapeau, Théodore en fit autant de son côté. Comme il regardait autour de lui pour examiner le lieu où allait se dénouer son aventure, il entendit à quelques pas dans le voisinage le murmure d'une source voisine indiquée par quelques plantes aquatiques, au-dessus desquelles bourdonnait comme un brouillard sonore un essaim d'insectes éphémères nés du premier rayon de soleil. En écoutant ce bruit et en regardant le terrain du combat, dominé d'un côté par une élévation boisée et limité de l'autre par une prairie qu'on devinait au loin derrière les hauts

peupliers, Théodore fut frappé d'un rapprochement, et chercha où il avait déjà vu ce paysage. Le mouvement qu'il fit en jetant ses habits sur le gazon compléta ce souvenir, et à mi-voix il chanta :

> Là-bas, dans les prés verts,
> Coule claire fontaine.

Il continua en prenant l'épée que Francis Bernier venait de lui apporter :

> J'ai mis mon habit bas,
> Mon sabre au bout d' mon bras.

— Merci, reprit-il en serrant la main que Bernier lui avait tendue après l'avoir armé, et il marcha résolument au-devant de M. d'Héricy, qui s'avançait de son côté en faisant ployer son fer sur le sol aussi tranquillement que s'il eût été, masque au front et la main gantée, sur le parquet d'un prévôt. Le marquis de Rions, à qui les autres témoins semblaient d'un commun accord abandonner le soin de régler le combat et d'en arrêter les dernières dispositions, engagea les épées; puis, s'étant reculé pour prendre place auprès de Francis, il fit un geste aux deux adversaires et leur dit doucement : Allez, messieurs. — En achevant ces mots, il retira son cigare et le jeta à ses pieds. Les deux amis de M. d'Héricy, qui avaient gardé les leurs, imitèrent le marquis, et montrèrent quelque embarras en remarquant qu'ils n'avaient pas eu cette initiative de convenance.

Trois heures sonnaient à la paroisse d'un village voisin. A la manière dont Théodore était tombé en garde, son adversaire comprit qu'il n'avait jamais dû mettre le pied dans une salle. M. d'Héricy ne s'était pas présenté sur le terrain avec la physionomie d'un homme animé d'un ressentiment allant jusqu'à la haine; il n'avait témoigné ni impatience, ni fiévreuse ardeur de vengeance, mais seulement le désir de se trouver une arme à la main en face d'un homme qui lui avait fait un de ces affronts qui brûlent le visage.

Avant le combat, il s'écoula quelques secondes indécises, pendant lesquelles les deux adversaires se regardèrent avec attention, comme s'ils eussent voulu, en pénétrant leur pensée dans les lignes du visage, deviner la nature de leurs sentimens réciproques. En se retrouvant en face l'un de l'autre à une longueur d'épée, avec une injure entre eux, ils échangèrent comme une sorte d'aveu muet qui pouvait signifier que malgré la gravité du moment, ils n'étaient que des adversaires et non pas des ennemis. Supposant qu'ils n'avaient peut-être pas entendu le signal, le marquis de Rions répéta de nouveau et plus haut que la première fois : — Allez, messieurs.

Le premier froissement du fer mit fin à toute hésitation. Le souvenir net et précis de ce qui s'était passé la veille revint à l'esprit

de M. d'Héricy. Théodore serra la poignée de son arme dans sa main, et le duel s'engagea, non sans inspirer une grande inquiétude dès le début aux témoins de l'artiste, qui purent aussitôt se convaincre de la supériorité que son adversaire avait sur lui. Ils se rassurèrent cependant un peu, car, en observant le jeu de M. d'Héricy, il devint évident pour eux qu'il n'avait pas l'intention d'abuser de cette supériorité, et que, sans ménager trop visiblement Théodore, il provoquait une occasion prudente de le blesser sans qu'il y eût danger de mort. Il aurait sans doute pu diriger le combat, si l'artiste s'était seulement borné à parer; mais impatient d'un dénoûment et s'animant au choc des épées, celui-ci obligea M. d'Héricy à se montrer moins modéré, et par quelques audacieuses imprudences, lui rappela certain proverbe qui prête aux maladroits une main malheureuse. Le duel entra dans une seconde période d'un caractère tout différent de la première, et après un court et vif engagement, l'épée de M. d'Héricy atteignit Théodore assez profondément au-dessus du sein. M. de Rions et Bernier se précipitèrent vers l'artiste, qui avait fléchi sur le coup et lâchait son épée. En le voyant tomber, son adversaire s'était approché très visiblement ému.

— Est-ce dangereux? demanda-t-il au médecin qui écartait la chemise de Théodore.

— La blessure est profonde, répondit le docteur, mais on pourra le transporter.

Après avoir échangé quelques mots avec les témoins du blessé, qui reconnurent la loyauté du combat, M. d'Héricy s'éloigna, accompagné de ses amis.

Pendant que M. de Rions courait vers la route où devait attendre la voiture, pour la faire approcher le plus près possible, le médecin donnait les premiers soins à Théodore. Celui-ci semblait être étranger à la situation, et répétait machinalement, en portant la main vers sa blessure :

J'ai mis mon habit bas,
Mon sabre au bout d'mon bras.

Tout à coup une espèce d'animation parut sur son visage. Il allongea un doigt en indiquant le sommet de la colline, et son regard parut s'arrêter avec une sorte de fixité vers ce point qui attira l'attention du docteur et de Francis. Ils aperçurent deux personnes, un homme et une femme, qui passaient dans une allée du bois, mais à une distance trop éloignée d'eux pour qu'il leur fût possible de les reconnaître. Francis, ayant remarqué que la femme se baissait souvent, comme pour ramasser quelque chose dans l'herbe, dit au docteur : — Ce sont des amoureux; ils n'ont pas plus envie d'être

importuns, qu'ils n'ont le désir d'être importunés... Est-ce vraiment grave, docteur? ajouta-t-il en désignant le blessé.

— C'est bien près du poumon, répondit celui-ci en soulevant Théodore, qui venait de s'évanouir en murmurant encore :

Et je me suis battu
Comme un vaillant soldat.

M. de Rions, étant revenu, aida Bernier à transporter Théodore vers la voiture, dont un roulement prochain annonçait l'arrivée.

La clairière où cette scène venait de se passer était abandonnée depuis peu d'instans, lorsque Léon et Camille s'y dirigèrent en descendant par un sentier la colline boisée au sommet de laquelle on les avait aperçus quelques momens auparavant sans les reconnaître. En arrivant à l'auberge de Fontenay, les deux jeunes gens s'y étaient trouvés sans le savoir en même temps que Théodore et ses témoins, qui déjeunaient dans la salle commune; mais en voyant Camille et Léon, leur hôtesse, flairant un couple amoureux, avait dressé leur couvert au fond d'un jardin dans un petit pavillon rustique. Les deux amans, ne s'y attardant guère, s'étaient échappés dans le bois aussitôt leur repas achevé. On se rappelle dans quelles intentions Léon s'était décidé à conduire sa maîtresse à la campagne, au risque de se mettre lui-même en contact avec les impressions qu'il voulait réveiller en elle. Lorsque Camille, un peu fatiguée, avait demandé à se reposer dans cette clairière, qui venait d'être le théâtre d'un duel, la promenade avait déjà duré assez longtemps pour qu'elle pût, ainsi que Léon, commencer à en éprouver les influences. Si pendant cette promenade Camille était allée la première au-devant des souvenirs qu'elle croyait voir errer à travers les arbres, Léon, quoi qu'il fît pour s'en défendre, ne tarda pas à se laisser entraîner avec elle, et céda bientôt aux invincibles attractions exercées par les fantômes du passé.

Au moment où il venait de prendre place à côté de Camille, assise à l'endroit même où Théodore était tombé, le cœur de Léon battait à l'unisson de celui de sa maîtresse, qui absorbait à pleins poumons l'odeur amère exhalée par la pousse des chênes. Camille, n'ayant pu réparer par le sommeil la fatigue qu'elle avait éprouvée au bal pendant la nuit, et lassée encore par une course qui depuis longtemps n'était plus dans ses habitudes, se sentit prise d'une sorte de langueur douce qui lui fermait les yeux malgré elle. Endolorie par une succession d'émotions vives, elle trouvait comme un charme bienfaisant dans ce demi-engourdissement de l'être, et le voulut prolonger. Appuyant sa tête fatiguée sur l'épaule de Léon, elle le pria de la laisser ainsi quelque temps, lui disant de la réveiller, si elle s'endormait. Comme elle avait retiré son chapeau pour

être plus à l'aise, la petite brise qui soufflait dans ses cheveux en soulevait de temps en temps une boucle jusqu'au visage de Léon, penché vers elle avec une tendresse rêveuse. Ce parfum connu qui tant de fois l'avait enivré, lorsqu'il venait le matin surprendre Camille encore endormie, lui montait au cerveau en aromes irritans. Au milieu de cette nature qui préparait son rajeunissement et se parait de ses premières fleurs, Léon avait déjà été pénétré par cette atmosphère juvénile qui l'enveloppait tout entier. En regardant reposer dans ses bras cette femme tant aimée, dont le cœur battait si près du sien, il sentit dans ses artères le sang de la jeunesse se mouvoir plus actif, et pendant quelques minutes il regarda Camille à moitié assoupie, comme il n'avait jamais regardé cette fiancée, encore plus éloignée en ce moment de sa pensée qu'elle ne l'était de lui-même.

Léon fut distrait par un incident de nature à tempérer la vivacité de ses sensations. En voulant secouer deux ou trois fourmis qui s'étaient glissées dans sa manche, il trouva sous sa main, à côté de lui, un petit portefeuille *memento* qu'une machinale curiosité lui fit ouvrir. Le contenu devait lui causer une double surprise. Le portefeuille, tombé sans doute de la poche de Théodore au moment où celui-ci avait jeté ses habits à terre, contenait la carte de son adversaire et la lettre que Camille avait la veille écrite à l'artiste pour lui demander de l'accompagner à l'Opéra. Ce billet n'apprenait rien de nouveau à Léon, et était conçu d'ailleurs dans des termes qui n'accusaient aucune intimité entre celle qui l'écrivait et celui auquel il était adressé. La carte de M. d'Héricy, dans le portefeuille du voisin de sa maîtresse, était un fait moins étrange que la rencontre du portefeuille, et témoignait seulement que Théodore connaissait M. d'Héricy, qui était le cousin de la fiancée de Léon. Celui-ci l'avait vu tout récemment à la campagne, lorsque ce jeune homme y était venu pendant deux jours chasser avec son oncle. Le mouvement fait par Léon réveilla Camille; il lui montra sa trouvaille, et, lui désignant la lettre adressée à Théodore, il ajouta en riant : — Tu vois comme tout se sait.

— Mais, répondit-elle, tu ne sais rien de plus que ce que je t'ai dit.

— Tu remettras ce portefeuille à ton voisin, qui aura sans doute eu comme nous l'idée de venir à la campagne, et qui l'a eue en même temps que nous, acheva Léon.

Camille refusa de prendre le portefeuille. — Tu le remettras à Bernier, lui dit-elle; il le rendra à son ami.

Mais intérieurement elle n'était pas moins surprise du hasard qui avait amené Théodore à Aulnay en même temps qu'elle. Léon, se réservant d'obtenir par son futur cousin quelque renseignement sur Théodore, ne parla point à Camille de la carte de M. d'Héricy, et comme le soleil commençait à s'incliner, il lui proposa de se re-

mettre en route. Avant de partir, Camille voulut joindre au bouquet cueilli dans le bois un beau pied de jacinthe qu'elle aperçut à quelques pas d'elle. Comme elle le retirait du milieu d'une touffe d'herbe dans laquelle, à la fin du combat, M. d'Héricy avait essuyé son épée, elle s'aperçut que ses doigts étaient rougis légèrement.

— Tu t'es piquée? dit Léon, attribuant la présence du sang à quelque épine.

— Mais non, répliqua Camille en essuyant ses doigts; c'était dans le gazon.

— Ce sang est peut-être celui de quelque bête dévorée par les oiseaux de proie, répliqua Léon, n'établissant aucun rapport d'idées entre cet incident nouveau et celui qui l'avait précédé.

Comme ils revenaient par l'omnibus qui fait le service de Fontenay à Paris, Léon s'aperçut que Camille, penchée à la portière pour jeter un sou à un pauvre, retirait vivement la tête. Il regarda sur la route, et sur le siége d'une voiture qui passait près de l'omnibus il reconnut son futur cousin, Ferdinand d'Héricy. Celui-ci, après son duel, avait été déjeuner avec ses témoins à l'auberge de Fontenay, et, comme le coupé était trop petit pour contenir trois personnes, il avait pris place sur le siége. En le voyant, Camille s'était rappelé l'homme qui l'avait abordée avec tant d'impertinence la nuit précédente, et, oubliant qu'il n'avait pu voir son visage, puisqu'elle était masquée, elle s'était retirée instinctivement pour qu'il ne pût pas la reconnaître. Comme Léon lui demandait la cause de ce mouvement, elle lui répondit : C'est bien singulier! mais ce monsieur qui était sur le siége de la voiture, c'est celui qui m'a déchiré mon domino cette nuit.

— C'est bien singulier en effet, répondit Léon préoccupé, et il y a bien des gens qui ont été à la campagne aujourd'hui!

Arrivés à la barrière, ils quittèrent l'omnibus pour prendre une voiture de place, et arrivèrent chez Camille à la tombée de la nuit. Pendant le trajet, ils avaient peu parlé; une sorte d'inquiétude inavouée existait entre eux. Léon quitta Camille, qui, se trouvant très fatiguée, manifesta l'intention de se coucher aussitôt. En l'embrassant, Léon lui promit de revenir le lendemain. Sorti de chez elle, il courut chez M. Ferdinand d'Héricy, dont il sut provoquer les confidences, sans que le jeune homme pût deviner quel était le motif de sa curiosité. Ferdinand lui raconta l'emploi de sa journée et quel en avait été le dénoûment pour Théodore, qu'il déclara ne pas connaître.

— Mais à quel propos cette querelle? demanda Léon.

— Il paraît, répondit M. d'Héricy, que j'ai été un peu léger cette nuit avec une dame à laquelle s'intéressait M. Théodore.

— Sa maîtresse sans doute, fit Léon, que sa situation en face de Ferdinand obligeait à se contenir.

— Il y a apparence, car, si protecteur qu'on soit des dames, on ne se fait pas aussi énergiquement le chevalier d'une étrangère. Au reste, je regrette bien tout cela, reprit M. d'Héricy avec conviction. Ce jeune homme n'a pas rompu d'une semelle, quoique ne sachant pas tenir une épée, et j'apprendrais avec plaisir que sa blessure n'aura pas de suites dangereuses.

Pendant que Léon était chez le cousin de sa fiancée, Francis Bernier arrivait chez sa maîtresse. — Mon enfant, lui avait-il dit, vous n'avez pas suivi mon conseil, hier soir; votre étourderie de l'Opéra a été cause d'un grand malheur.—Et il lui raconta le duel de Théodore. En apprenant que le blessé était seul, Camille, dont la sensibilité avait été très vivement excitée, alla sans arrière-pensée au-devant de la demande de Bernier, qui n'avait pas encore pu trouver de garde pour son ami, et lui demanda s'il était convenable qu'elle allât voir son voisin. — Il est toujours convenable d'obéir à un bon mouvement, répondit celui-ci.

Camille jeta à la hâte un châle sur ses épaules, et se disposa à accompagner Francis.

— Comme ce pauvre garçon doit m'en vouloir! dit-elle dans l'escalier.

— Il ne vous en veut pas assez, je le crains, répliqua Francis.

Camille ne chercha pas à comprendre, et ne comprit pas. Comme elle entrait dans l'atelier où l'on avait transporté le lit du blessé, pour qu'il eût plus d'air, elle aperçut Théodore, qui avait le délire et murmurait :

Que l'on mette mon cœur
Dans un' serviette blanche;
Qu'on l'envoie au pays.....

Et, suivant d'un regard vague les mouvemens de Camille approchée de son lit, il ajouta, en la regardant avec une fixité qui trahissait une pensée restée lucide dans la confusion de son esprit :

Dans la maison d' ma mie,
Disant : Voici le cœur
De votre serviteur!

A dix heures, Léon revenait chez sa maîtresse, ramené par un étrange besoin de la voir. La camériste, qui s'était endormie, le fit attendre quelque temps avant de lui ouvrir.

— Madame est sortie, dit-elle, assez embarrassée pour justifier l'absence de sa maîtresse.

Le jeune homme parut hésiter un moment à prendre un parti. Il entra dans la chambre de Camille et déposa sur une table le portefeuille de Théodore; puis, comme s'il étouffait dans l'atmosphère de cette chambre vide, il en ressortit avec précipitation. Il interrogea

la camériste; mais celle-ci était absente quand sa maîtresse était sortie, et ne put lui donner de renseignemens. Le pressentiment qui avait ramené Léon chez Camille lui disait, au moment où il ne la trouvait pas chez elle, qu'elle ne devait pas être bien loin de lui. D'un doute naissant qui était déjà entré dans son esprit, il voulut faire une certitude. Le numéro de la maison de Théodore lui était inconnu; mais il savait que le peintre habitait le voisinage, et sortit de chez sa maîtresse, résolu à l'attendre à la porte jusqu'à onze heures, et à monter chez l'artiste, s'il n'avait pas vu rentrer Camille. Il aurait pu l'attendre aussi bien chez elle, et Marie lui avait proposé d'allumer du feu; mais Léon avait besoin d'air et d'agitation, il préféra l'attente anxieuse de la rue. Comme il fermait la porte de la maison, il se trouva en face d'un homme qui se disposait à y frapper, et reconnut un domestique de son père. — Vous, Joseph! fit Léon, très surpris.

— C'est monsieur votre père qui m'envoie vous chercher, dit le domestique. Il a trouvé en rentrant du cercle une lettre de la campagne qui annonce une mauvaise nouvelle.

— Qu'y a-t-il? demanda Léon avec inquiétude.

— J'ai cru comprendre, ajouta Joseph avec hésitation, que madame votre mère était malade... Monsieur paraît bien inquiet; il m'a envoyé ici à tout hasard.

Léon entraîna le domestique vers la station voisine, monta dans une voiture, et jeta au cocher son adresse en lui ordonnant de brûler le pavé. — Non, monsieur, interrompit Joseph; monsieur votre père m'a dit, si je vous rencontrais, de vous emmener directement au chemin de fer. Il y est déjà sans doute, car le train part à onze heures.

En arrivant à la gare, Léon trouva son père, qui se promenait sous le vestibule, en proie à une douloureuse inquiétude. — Il mit sous les yeux de Léon une lettre dans laquelle le jeune homme reconnut l'écriture de sa tante. Elle commençait ainsi : « Viens vite, et amène mon neveu, ma sœur veut te voir et voir son fils. Le médecin a parlé du choléra. »

Comme la cloche du départ se faisait entendre, les deux voyageurs furent rejoints par le médecin de la famille, que M. d'Alpuis avait été chercher au milieu d'une soirée. A l'heure où son amant montait en wagon pour courir au chevet de sa mère, Camille quittait le chevet de Théodore, où elle était remplacée par une garde que Bernier était parvenu à découvrir dans le voisinage.

HENRY MURGER.

(La dernière partie au prochain n°.)

LES COTES

DE

L'AMÉRIQUE CENTRALE

ET LA SOCIÉTÉ HISPANO-AMÉRICAINE.

Aucune partie de l'Amérique espagnole n'est restée aussi longtemps inconnue à la France que la contrée comprise entre l'isthme de Tehuantepec et celui de Panama. La chute de la république centro-américaine n'a pas eu chez nous un grand retentissement, et les noms des cinq états qui se sont formés à sa place ne sont familiers aux oreilles françaises que depuis quelques années, grâce aux expéditions des aventuriers américains, aux différends de l'Angleterre et des États-Unis, et surtout au projet toujours pendant d'un canal interocéanique. Ces tentatives, violentes ou pacifiques, diplomatiques ou industrielles, sont toutes tournées vers la question du transit. On ne voit plus dans l'Amérique centrale qu'un isthme à couper, soit par canal, soit par chemin de fer. Cette préoccupation est celle des gouvernemens américain et anglais, qui s'y disputent la prépondérance, des voyageurs qui étudient les lieux, des économistes et des ingénieurs qui apprécient l'importance et la valeur pratique des systèmes de communication proposés (1). On peut dire même que la question du transit, dominant les esprits et les ambitions, fait trop oublier qu'outre une voie de communication, ce pays offre des richesses naturelles à l'agriculture et à l'industrie. Le commerce du monde peut s'y créer non-seulement un passage, mais de nouvelles ressources qui l'alimentent. L'Amérique centrale ne doit pas se contenter du rôle de témoin inactif, regardant passer, sans y prendre

(1) Voyez, sur les *Communications interocéaniques,* la *Revue* du 15 janvier 1857.

part, le mouvement de plus en plus considérable des marchandises qui la traverseront; elle doit aussi recevoir et fournir des produits par sa fertilité particulière et par sa propre activité.

A ce point de vue, quelles données possède-t-on, quelles espérances peut-on concevoir sur l'avenir de l'Amérique centrale? Pour le côté oriental de cette contrée, celui qui confine à l'Océan-Atlantique et qui regarde l'Europe, on a les relations de M. Stephens (1) et de M. Squier (2). Quant à la partie occidentale, elle est délaissée et peu connue. Cependant ce côté de l'Amérique prendra dans l'avenir une importance incontestable, car il communique par le plus vaste et le plus clément des océans avec l'Asie, où se trouvent les millions de consommateurs de l'Inde et de la Chine, avec la Polynésie, avec l'Australie, qui grandit si rapidement, avec la Californie et l'Orégon, enfin avec l'Amérique méridionale. Un voyage exécuté de 1853 à 1856, un séjour de trois années m'ont permis de voir de près ces parages occidentaux, et je puis à bon droit parler du caractère du sol, de la configuration des côtes, du commerce local et de la population.

Si nous jetons un coup d'œil sur la configuration générale du pays, nous y verrons se dégager trois masses principales nettement accusées dans la chaîne des Cordillères : d'abord le grand plateau sur lequel est située la plaine de Guatemala, à près de 2,000 mètres au-dessus du niveau de la mer; plus loin, vers le sud, un autre plateau moins élevé, au centre de l'état d'Honduras; enfin un troisième système de montagnes dominé par le volcan de Cartago, au pied duquel s'étendent les fertiles plaines de San-José. Entre ce dernier plateau et le précédent, les terres s'abaissent pour former le bassin des lacs du Nicaragua, où ne se rencontrent que des hauteurs d'une faible élévation. De cette division géographique est sortie la division politique du pays, d'abord en cinq provinces, et plus tard en cinq républiques. La première et la plus importante, celle de Guatemala, occupe le plateau du nord, et l'état d'Honduras le second plateau; entre les deux, sur des terres moins élevées, se trouve la république de San-Salvador; le bassin des lacs, qui vient ensuite, forme la principale partie du territoire de Nicaragua, et la république de Costa-Rica comprend le dernier noyau de ces montagnes. La chaîne des Cordillères traverse la province néo-grenadine de Veraguas dans toute sa longueur, ne s'abaissant que vers Panama.

Les Cordillères séparent l'Amérique centrale en deux parties d'inégale largeur. Ici, comme au Chili et au Pérou, la chaîne est presque continuellement très voisine du Pacifique. Entre la mer et le versant occidental des Cordillères, les trois zones désignées sous les noms de *tierra caliente*, *tierra templada* et *tierra fria* (chaude,

(1) *Central America, Chiapas and Yucatan*, Londres 1851.
(2) *Nicaragua, its People, scenery*, etc., Londres 1852.

tempérée et froide) sont étagées pour ainsi dire, et l'on pourrait, en remontant du rivage aux majestueux sommets qui bornent l'horizon, voir successivement dans le moindre espace possible les diverses productions des diverses températures. Ce qui distingue surtout le pays, c'est le caractère essentiellement volcanique du sol : depuis le golfe de Fonseca jusqu'à San-José de Guatemala, on voit, — spectacle unique au monde, — une suite non interrompue de hauts volcans, dont plusieurs sont toujours en ébullition; un peu plus au sud, la chaîne des Marabios en a quatorze sur une longueur de trente lieues. Malheureusement aucun savant n'a fait de ces contrées une étude spécialement géologique. M. de Humboldt, dont les recherches n'ont pas dépassé le Mexique, a exprimé plusieurs fois le regret de ne pas les avoir poussées jusque dans l'Amérique centrale. Il aurait retrouvé là tous les phénomènes volcaniques, solfatares, sources d'eau chaude, lacs placés sur le haut des montagnes, enfin les tremblemens de terre et les éruptions, dont les ravages combinés ont à plusieurs reprises détruit des villes entières: ainsi en 1854 la capitale du San-Salvador, en 1841 Cartago, dans l'état de Costa-Rica, et plusieurs fois, dans le siècle dernier, l'ancienne ville de Guatemala, dite *la Antigua*.

Les principaux volcans de l'Amérique centrale sont la Coseguina, dont le cratère, après la désastreuse éruption du 20 au 24 janvier 1835, reparut effondré, comme affaissé sur lui-même, diminué de mille mètres, c'est-à-dire de la moitié environ de sa hauteur, et le Pacaya, dans lequel l'imagination des conquérans voyait un gigantesque creuset d'or et d'argent en éternelle fusion. Le plus curieux est sans contredit l'Izalco, le seul avec le Jorullo qui se soit produit au Nouveau-Monde depuis la conquête, et le seul absolument de notre globe qui soit en éruption permanente depuis sa formation.

L'Izalco se dresse comme un phare au-dessus de Sonsonate. A côté de lui se trouve le village d'Izalco, situé sur un de ces plateaux larges et élevés où les Indiens établissaient de préférence leurs positions. Ce village est un des plus anciens centres de population indienne du pays, comme le montre l'étendue de terre cultivée qui l'environne; pendant longtemps, son importance rivalisa avec celle de Sonsonate, qu'il surpassait même en habitans. D'après Juarros, l'historien espagnol de la principauté de Guatemala, on y trouvait encore au commencement du siècle 6,000 âmes, aujourd'hui réduites à moins de 2,000. Peut-être la présence de ce fâcheux voisin a-t-elle contribué à la dépopulation du village. Cependant jusqu'ici le courant de lave s'est écoulé dans une direction opposée, et la continuité des éruptions en a modéré la violence. Dans le grand nombre de tremblemens de terre et d'éruptions qui désolèrent l'Amérique centrale en 1854, l'Izalco continua à se comporter le plus régulièrement du

monde, et nulle secousse n'y fut ressentie pendant cette désastreuse nuit de Pâques, où la ville de San-Salvador, distante seulement de vingt lieues, était détruite de fond en comble. L'activité constante de ce volcan si bien réglé semble garantir, par l'issue qu'il donne sans cesse aux humeurs souterraines, la tranquillité du pays.

Sur l'emplacement occupé aujourd'hui par l'Izalco, se trouvait encore en 1768 une belle et riche *hacienda* (ferme), où l'on élevait de nombreux troupeaux. De temps en temps les pâtres avaient entendu sous leurs pieds des bruits menaçans; ils avaient parfois senti le sol s'agiter d'une manière étrange. Vers la fin de l'année, ces avertissemens sinistres devinrent plus nombreux, et le 23 février 1769 la terre s'entr'ouvrit à moins d'un quart de lieue de la maison de l'*hacienda*. D'abord des cailloux et de la poussière, irrégulièrement et faiblement lancés ou plutôt exhalés, sortirent seuls de cet orifice; peu à peu vint la fumée, puis les flammes; le cratère s'élargit, et le volcan se forma lui-même de sa lave, grandissant sur le flanc de la montagne, jusqu'à ce qu'il atteignît sa hauteur actuelle, 1,500 mètres au-dessus de la plaine. Les explosions de l'Izalco ne sont pas à intervalles aussi égaux qu'a bien voulu le dire un voyageur américain, qui les fait de seize minutes quinze secondes, ni plus ni moins. Quelquefois il reste une heure et plus sans donner signe de vie. Toutefois les détonations sont espacées le plus souvent de dix à quinze minutes. Alors on entend comme une puissante décharge d'artillerie; quelques secondes après s'élève une colonne de fumée, puis un nuage de cendres et une pluie de pierres lancées dans toutes les directions. La lave n'est jamais liquide, elle se produit sous forme de poussière grise et ténue ou de blocs de même couleur, poreux, quoique peu friables et d'une densité assez faible. Le sol, sauf de rares exceptions, ne s'ébranle qu'insensiblement dans les environs et même sur le flanc du volcan.

Quelque point que l'on gravisse sur le versant occidental des Cordillères, on aperçoit toujours l'Océan-Pacifique. La mer, c'est le théâtre où doit se développer l'activité, la destinée commerciale du pays. Là est la route qui mène en Asie, en Australie, vastes débouchés offerts à l'exportation. Les ports sur le Pacifique ont donc une très grande importance. Je les visitai successivement en remontant du sud au nord, étudiant les conditions physiques qui permettent d'en présager la future prospérité.

Comparés aux ports de l'Amérique centrale situés sur l'Atlantique, les ports des côtes occidentales sont d'une incontestable supériorité. Yzabal, Belise, San-Juan-de-Nicaragua, sur l'Atlantique, sont incommodes et d'accès difficile. Moins rapprochées des Cordillères, les côtes orientales ont une fâcheuse insalubrité, due en grande partie à cet éloignement, et par suite à la formation de terrains d'alluvion

bas et marécageux. Les vents du nord-est qui y soufflent pendant la plus grande partie de l'année condensent sur le versant des montagnes des nuages qui retombent en pluie sur la côte. Les mêmes causes assurent au contraire une grande salubrité aux rivages du Pacifique; la saison des pluies y est rarement de plus de quatre mois. L'élévation relative du territoire en écarte les fièvres, si fréquentes dans ces latitudes, et le rideau des Cordillères maintient une précieuse égalité de température.

Le voyageur qui arrive à Panama après avoir suivi la côte aride et brûlée du Pérou est vivement frappé de l'admirable tableau que déroule à ses yeux un golfe profond et capricieusement découpé. C'est d'abord l'archipel des Perles, collier d'émeraudes égrené à la surface des flots; plus loin, les charmantes îles de Perico, d'Urava, de Flamingo, de Taboga et autres, qui entourent la baie d'un cercle de verdure; au fond brillent sous les feux du soleil les vieilles murailles et les blanches maisons de Panama. Les montagnes, qui cachent un autre Océan, viennent baigner leur pied dans la mer, et les forêts qui les couvrent étalent les magnificences de la végétation tropicale. En approchant du port, le paysage change de caractère : une crique s'enfonce dans un épais rideau de cocotiers, sous lequel s'abrite la frêle cabane de l'Indien; à gauche, perchés sur les rochers, se dressent les remparts avec leurs tours et leurs guérites ou poivrières, et plus loin le môle construit en bois, toujours rempli d'une foule remuante et bariolée, qui charge et décharge les goëlettes éparses dans la baie.

Ce port est un exemple de l'énergique expansion des Américains et du progrès continu de leurs envahissemens. Ici, comme aux îles Sandwich, la ville leur appartient malgré le pavillon néo-grenadin qui flotte sur les murs; langage, journaux, habitans, commerce haut et bas, jusqu'à l'argent, trait significatif, tout est *yankee*. De là le contraste singulier d'une foule affairée qui s'agite dans une ville où tout conserve l'empreinte espagnole. Panama est restée à peu près telle qu'elle fut reconstruite après que le flibustier Morgan eut, en 1671, détruit et brûlé l'ancienne ville. Peu de constructions sont nouvelles; les rues sont étroites, bordées de hautes maisons qu'entoure l'inévitable balcon vert fermé au regard du passant; le rez-de-chaussée seul, avec ses *bars* (tavernes) si chers à l'Américain, vous rappelle le présent. De nombreuses églises, dans les ruines desquelles paissent tranquillement des mules, témoignent de la piété des premiers conquérans; aujourd'hui la population se contente des deux seules qui subsistent. La cathédrale, située sur la place, est un échantillon bien conservé du type adopté par les Espagnols pour tous les temples de grande dimension qu'ils ont construits dans le Nouveau-Monde. A l'extrémité de la rue principale, une porte d'une

architecture curieuse conduit à un faubourg peuplé d'Indiens, où les maisons, moins rapprochées, sont comme ensevelies sous la verdure. Puis commence le sentier qui, selon la tradition, date de Pizarre; ce fut la seule route entre les deux Océans jusqu'à l'établissement du chemin de fer américain inauguré au mois de février 1855.

Le chemin de fer amène à Panama presque tout le commerce de transit. Malheureusement ce port, si pittoresque qu'il soit, est loin d'être excellent. Entouré comme d'une ceinture pestilentielle de plages vaseuses que chaque marée laisse à découvert et de fossés convertis en marais, il est très insalubre. En outre, des bancs dangereux reportent au large le mouillage des grands navires et ne permettent l'accès de la ville qu'aux caboteurs, qui eux-mêmes échouent à marée basse. C'est sur une des îles de la rade, Taboga, que s'est transporté le véritable port de Panama. Là sont mouillés les navires, là se font les vivres et l'eau, là sont les *ship-chandlers* (1), et tous les établissemens des compagnies de bateaux à vapeur, dont les départs fréquens et réguliers animent la rade. Un village complet s'y est formé, dont la population est mêlée d'Indiens et d'Européens; il a son église, ses magasins, ses hôtels, ses cafés, et jusqu'à ses maisons de campagne, où vient se reposer l'habitant de Panama. L'établissement des Anglais est comme un Gibraltar en miniature : c'est un rocher séparé de l'île par une langue de sable; ils ont trouvé moyen d'y caser leurs dépôts, leurs ateliers, leurs citernes, un gril pour le halage de leurs navires, les logemens de leurs employés, quelques jardins de terre rapportée, et même une batterie de canons lilliputiens, qui semble là tout exprès pour compléter la ressemblance. En face sont leurs vapeurs, élégans de forme, ras sur l'eau, construits pour la marche, tandis que de l'autre côté de la baie sont rangés les monstrueux paquebots américains de la Californie, véritables léviathans de la mer, pouvant porter jusqu'à mille passagers. Les Américains ont la ligne du nord; les Anglais, celle du sud.

Entre Panama et l'état de Costa-Rica s'étend le pays de Veraguas, qui termine au nord le territoire de la Nouvelle-Grenade. C'est là qu'aborda Colomb lors de son quatrième voyage; là aussi, un peu plus tard, Pedro Arias de Avila soutint de rudes combats contre les tribus de l'intérieur. Sauf ces deux souvenirs, les historiens se taisent sur cette tranquille province, qui semble mettre, comme les femmes de bien, sa gloire à ne point faire parler d'elle. Un modeste courant d'immigration s'y établit silencieusement. Aujourd'hui encore les habitans, dont le nombre ne s'élève guère qu'à 50,000, sont Indiens pour la plupart; le commerce est à peu près nul. Au

(1) Marchands qui vendent tout ce qui concerne la marine.

lieu des navires qui pourraient apporter sur ces rivages le mouvement et la vie, l'étroite et longue pirogue de l'indigène est le seul indice de la présence de l'homme. Pourtant le pays est beau et admirablement fertile; toutes les richesses des tropiques y sont accumulées à profusion; bien plus, à chaque instant, sur les côtes, on rencontre de magnifiques rades, d'excellens mouillages, de beaux et bons ports. Pourquoi cet abandon? L'or et l'argent occupaient exclusivement la pensée des conquérans, le travail des mines devint la seule colonisation, et les provinces relativement pauvres en métaux précieux, comme celle de Veraguas, sont restées jusqu'à ce jour semblables à ce château des contes de fées, où la vie était suspendue, où tout attendait l'heure du réveil.

Une compagnie américaine étudie un projet de chemin traversant la province de Veraguas et reliant les deux mers. Ce serait une simple route carrossable, partant, sur l'Atlantique, du beau port d'Admiral's-Bay, aujourd'hui désert, passant par la ville principale du pays, Chiriqui, et débouchant sur le Pacifique au port sûr et commode de David. La réunion de ces deux têtes de ligne serait un avantage précieux. Ce point est, après Panama, celui où l'isthme est le plus étroit, et de vastes plaines rendraient, sur la plus grande portion du parcours, les frais d'exécution à peu près insignifians. Cette position ne pourrait cependant prétendre qu'à une importance secondaire, sans la découverte d'un vaste bassin houiller (1) qui semble y traverser l'isthme de part en part, et dont les traces, visibles aux deux côtes, ont été constatées par M. Wheelwright auprès de la ville de Chiriqui. Des dépôts de charbon, placés d'une façon aussi providentielle, devront amener un mouvement considérable dans cette portion de la province de Veraguas.

Cette province a, du côté de la mer, un aspect particulier. De nombreuses îles indiquent par leurs groupes les sommets principaux d'une chaîne de montagnes sous-marine parallèle à celle de la côte. C'est d'abord la magnifique île Coïba, de quatre-vingt-dix milles carrés environ; à l'autre extrémité, les Paridas; au milieu, les trois groupes des Ladrones, des Contreras et des Secas. Une tradition répandue dans le pays veut que, dans l'une de ces dernières îles, des trésors aient été enfouis par les Indiens à l'époque de la conquête; des fouilles y ont fait découvrir, je crois, sinon des trésors, du moins des débris d'une curieuse antiquité. La côte même est très pittoresquement découpée; tantôt, comme à Pueblo-Nuevo ou à Chiriqui,

(1) J'emprunte la note suivante à un rapport de M. Lagarde, chirurgien de la marine : « Sur l'île Muerto, à l'entrée de la rivière de Chiriqui, on trouve un charbon de terre de bonne qualité, dont l'analyse, faite avec soin par le professeur Rogers de Pensylvanie, a donné pour résultat : parties volatiles et bitumineuses, 36.27; charbon solide, 58.48; cendres, 5.25. »

elle montre l'embouchure de grandes rivières calmes, silencieuses, bordées de manguiers et d'énormes paletuviers, sur lesquelles glisse sans bruit le *bongo* (pirogue) de l'Indien, allant se perdre sous quelque voûte de verdure dans l'inextricable réseau des bras du fleuve. Ailleurs elle se contourne en magnifiques baies comme celles de Bahia-Honda, Pivay, el Pajaro, que dominent des montagnes toutes vêtues d'une splendide et impénétrable végétation. Au bord de l'eau se dressent, comme une gigantesque muraille, des arbres hauts de cinquante pieds, aux troncs enguirlandés par d'innombrables plantes grimpantes, qui s'enlacent de mille manières et retombent sous mille formes; çà et là un coin de gazon, et de distance en distance une cascade tombant du haut d'une falaise dans la mer. C'est la nature vierge dans sa gloire, sur un point où l'esprit entreprenant du XIX[e] siècle aurait dû, ce semble, porter déjà son audacieuse activité. Faut-il désirer pour cette belle province la venue de l'Américain, ou souhaiter qu'elle soit annexée à la paisible et industrieuse république de Costa-Rica, sa voisine? Aujourd'hui elle est comprise dans la mesure qui a séparé en partie le territoire de Panama du reste de la Nouvelle-Grenade, mais on ne voit pas quel avantage elle en peut retirer. Seule de toutes les puissances européennes, l'Angleterre voulut y prendre pied par l'acquisition de l'île Coïba, à laquelle se refusa le gouvernement de Bogota. Le jour viendra pourtant où quelque intervention étrangère saura tirer parti de cette riche nature en y répandant l'industrie, l'agriculture et le commerce, si un courant d'immigration paisible n'y établit une nation.

Après un séjour de près de trois mois sur les côtes de Veraguas, je visitai celles de Costa-Rica. En sortant du golfe Dulce, connu par la profondeur de ses eaux et par une tentative avortée de colonisation française, j'abordai à Punta-Arenas, dans le golfe de Nicoya. C'était par une soirée du mois de février, époque où le grand produit du pays, le café, arrive de l'intérieur pour être embarqué sur les navires. La ville goûtait le repos qui suit une journée bien remplie; les habitans respiraient la fraîcheur devant leurs maisons, dans leurs petits jardins; plus loin, des boutiques éclairées attiraient les promeneurs; les *pulperias* (cabarets) retentissaient de la joie bruyante des matelots. Çà et là campaient en plein air les gens de l'intérieur qui avaient apporté le café, assis par groupes auprès de leurs chariots qui encombraient les rues, causant, jouant ou dansant, tandis que leurs grands bœufs, dételés et couchés, ruminaient devant quelques poignées de *zacate* (fourrage de maïs vert). Déjà quelques chariots se mettaient en marche pour le retour; d'autres arrivaient encore, s'annonçant de loin par le grincement aigu de leurs roues pleines et massives, mal ajustées sur un essieu grossier. Je fus séduit par l'originalité de ce tableau, qu'éclairait irrégulièrement la

lumière incertaine d'un mince croissant de lune, et je revins à bord, fort prévenu en faveur de la nouvelle ville. Le lendemain, par malheur, l'éclat accusateur du soleil me montra la stérilité du sol et les droits qu'avait la ville à porter le nom de ***Pointe-de-Sable***.

Punta-Arenas est le principal port de l'état de Costa-Rica. C'est de toutes ces côtes le point le plus animé. Peut-être même l'activité serait-elle encore plus grande, si le gouvernement n'avait, il y a quelques années, sans motifs bien valables, transféré le port au lieu voisin, dit la Caldera, pour le transporter de nouveau à Punta-Arenas. La prospérité de Punta-Arenas ne date guère que d'une quinzaine d'années, mais depuis lors elle s'est incessamment accrue. La rade est bonne, la ville, construite sur une langue de sable de deux lieues de long, qui ferme le port intérieur du côté du large, s'y prolonge en une rue unique sur toute l'étendue de la pointe, laissant apercevoir d'un côté la rade et les navires de long cours, de l'autre le port et de nombreux caboteurs. Les maisons sont en bois, spacieuses et bien construites; il s'en élève beaucoup de nouvelles, et une suite de magasins approvisionnés, quelques-uns presque élégans, indiquent des ressources que l'on serait loin de supposer d'abord. J'ai vu qu'on y établissait une scierie à vapeur, qui devait fonctionner sur une grande échelle. Sur la plage, à quelques pas l'un de l'autre, sont les deux seuls édifices publics que possède la ville : une église, en bois comme le reste, et un phare, luxe auquel sont peu habitués les navigateurs des mers du sud. A côté, quelques petits canons dépareillés, hors d'état de faire feu, sont mis en batterie, on ne sait pourquoi. En somme, le port n'a guère qu'un mouvement de 20,000 tonneaux, tant en exportations qu'en importations, et la faiblesse numérique de la population l'empêchera longtemps d'atteindre un grand développement, malgré un climat heureux et un sage gouvernement. C'est du reste le seul endroit de cette côte où un navire puisse trouver des ressources en vivres et en matériel.

De Punta-Arenas à la baie d'Amapala, située plus au nord, on rencontre dans le golfe de Papagayo le port de San-Juan del Sur, dont l'importance n'est que momentanée; ce port sert de débouché à la ligne actuelle qui traverse l'isthme par le Nicaragua. Malgré la précaution singulière qu'a prise le gouvernement de Costa-Rica d'y décréter une ville, rien de ce genre ne s'y est encore élevé, et tôt ou tard on abandonnera ce port sans ressources, maladroitement placé sur la plage la plus inhospitalière de l'Amérique centrale. Le golfe de Papagayo est renommé pour la violence des vents du nord, qui y rendent la navigation difficile et même parfois dangereuse.

Les deux points indiqués par la nature des lieux comme têtes du canal qu'on songe à creuser dans le Nicaragua seraient Realejo et Amapala. Le premier possède une rade d'une parfaite sécurité. Au-

jourd'hui la population n'y est que de 1,200 âmes, et le commerce ne s'alimente guère que du voisinage de la jolie petite ville de Chinandega, distante de deux ou trois lieues dans l'intérieur. Le second, désigné indifféremment sous le nom de golfe de Fonseca ou d'Amapala, est une vaste baie semée d'îles nombreuses et fertiles, dont plusieurs, disposées comme une chaîne en travers de l'entrée, garantissent la tranquillité de cette petite mer intérieure. C'est une des plus belles rades du monde; aussi la rivalité des convoitises a-t-elle nécessité le partage de son littoral entre trois des états de l'Amérique centrale, qui viennent s'y réunir comme trois coins juxtaposés : ce sont le Nicaragua, l'Honduras et le San-Salvador.

Le port principal, La Union, appartenant au San-Salvador, n'a pas 800 âmes. Il n'y paraît de navires que de loin en loin, pour les foires de San-Miguel, qui se tiennent en février et novembre à une quinzaine de lieues dans l'intérieur. La république de San-Salvador (1), le plus petit des cinq états (1,000 lieues carrées et 100,000 habitans), est tout entière située sur le Pacifique. Acajutla est le point où s'opère le mouvement maritime de Sonsonate, ville assez importante placée à quatre lieues dans l'intérieur. Des travaux bien entendus, exécutés par le docteur Drivon, assurent le facile déchargement des navires. — D'Acajutla, une route pittoresque et bien entretenue (chose rare) conduit, le long d'une petite rivière, à travers les bois, jusqu'à Sonsonate. La distance est de cinq lieues. Le matin, avant l'heure de la chaleur, il y règne une active circulation : les voitures s'y croisent avec les cavaliers et les piétons, les chariots vont et viennent, chargés de marchandises, les bestiaux errent le long du chemin; l'Indien à demi nu se dirige vers ses travaux, muni du *machete,* sorte de sabre qui paraît lui tenir lieu de toute espèce d'instrument agricole. A mesure qu'on approche de la ville, les habitations, d'abord éparpillées, deviennent plus nombreuses, et les fermes se transforment en fraîches *villas;* les jardins, puis les maisons se multiplient : vous entrez dans le *Barrio del Angel,* charmant faubourg qui présente Sonsonate sous l'aspect le plus pittoresque. A gauche, au fond d'un ravin, coule sur un lit de cailloux la petite rivière que vous suiviez depuis Acajutla; sur l'autre rive, la ville, entourée d'un cercle de verdure, tranche vivement par l'éclatante blancheur de ses maisons sur l'azur radieux du ciel; devant vous, un pont de pierre, hardiment jeté sur le ravin, indique l'entrée, tandis que dans le rideau de montagnes qui forme le fond de la scène, le volcan Izalco se couronne par intervalles d'une ardente girandole de flammes et de vapeurs. La ville a 5,000 habi-

(1) Ainsi nommée par le frère du célèbre Alvarado parce que la conquête du pays fut achevée le 6 août, jour de la transfiguration du Sauveur; le nom ancien était Cuscatlan ou *terre de richesses.*

tans; régulièrement percée de rues à angles droits, elle se fait remarquer par une extrême propreté, cette demi-vertu, selon saint François de Sales, qui est si peu pratiquée dans le Nouveau-Monde. Ses maisons, blanchies à la chaux, n'ont qu'un étage à cause des tremblemens de terre; mais elles regagnent en étendue ce qu'elles sacrifient en hauteur, et beaucoup seraient en état de loger un régiment. Quant aux édifices publics, ce sont, comme toujours, des églises et des couvens, ruinés pour la plupart. Les couvens principaux étaient ceux de San-Domingo, San-Francisco, San-Juan et la Merced; les églises étaient au nombre de treize, et, des cinq qui restent aujourd'hui, deux seulement ont gardé leur destination.

Le commerce de Sonsonate est presque uniquement entre les mains de Français; c'est un fait assez rare pour être remarqué. Parmi ces compatriotes, l'un des plus honorables, le général Saget, a marqué sa place dans l'histoire du pays. Ancien soldat de l'empire, il s'exila comme tant d'autres au commencement de la restauration, et vint chercher fortune dans l'Amérique centrale, où, peu après son arrivée, la proclamation de l'indépendance ouvrit cette longue période de guerres intérieures qui durent encore aujourd'hui. Il se rangea naturellement sous les drapeaux du parti libéral, où ses connaissances militaires lui valurent un avancement rapide. Devenu le second après Morazan, il accompagna dans tous ses dangers ce héros de la fédération jusqu'à sa dernière campagne dans l'état de Costa-Rica; là il reçut de lui une mission pour Punta-Arenas, et ce fut pendant cette courte absence que Morazan périt tragiquement, par une catastrophe que notre compatriote eût peut-être prévenue sans cet éloignement imprudemment ordonné. Morazan avait relevé une dernière fois le drapeau de la confédération, et s'était cru assez sûr des populations de Costa-Rica pour envoyer la presque totalité de ses troupes, sous les ordres du général Saget, à Punta-Arenas, où venait d'éclater une insurrection militaire. A peine fut-il seul, que les trois cents hommes qui lui restaient se virent assaillis dans la ville de San-José par quatre ou cinq mille hommes qu'avaient ameutés les chefs *serviles*. Ce siége inégal dura deux jours et deux nuits. Morazan essaya de se réfugier dans la ville voisine de Cartago; repoussé par les habitans, il revint à San-José, y fut pris et fusillé le 18 septembre 1842. Depuis lors, le général Saget s'est retiré à Sonsonate, et le voyageur français trouve dans sa maison l'hospitalité la plus cordiale et la plus bienveillante.

Le dernier port de cette côte est celui de San-José, le seul que la république de Guatemala possède sur le Pacifique. Cette république est le premier des cinq états qui se partagent le pays, tant par le chiffre de sa population que par l'étendue de son territoire et l'importance de ses villes; mais les côtes, longues de soixante-dix lieues,

que l'état de Guatemala occupe sur le Pacifique, n'offrent pas le moindre abri où puissent se réfugier les navires. Partout le rivage y prolonge à perte de vue son inflexible ligne droite, et partout le dangereux ressac, connu sous le nom de *tasca* ou *barre,* rend impossibles les communications régulières du bord avec la terre. En cet état de choses, le choix du lieu où la république établirait un port était assez indifférent. Les premiers conquérans l'avaient placé à Istapa, et on l'y conservait, parce que c'est le point le plus rapproché de la capitale. Au 1er janvier 1854, le gouvernement, je ne sais pourquoi, l'a transporté à quelques lieues plus à l'ouest, à San-José. Cette opération, qui en France paraîtrait compliquée, est sur les côtes de Guatemala la chose du monde la plus sommaire : un décret à signer, quelques bâtimens de douane à construire, et tout est dit.

Nous passâmes devant l'établissement déshérité d'Istapa, que nous aperçûmes tristement perché sur le haut d'une falaise, et bientôt un pavillon flottant sur une case isolée, seul indice qui pût nous guider, nous annonça San-José. A l'horizon, la chaîne de volcans allongeait ses lignes imposantes, mais la plaine est basse et marécageuse. Le seul navire qu'on vît là était un triste pronostic de l'avenir du nouveau port : l'*Euscalduna,* beau trois-mâts neuf de Bordeaux, s'était, peu de jours auparavant, jeté à la côte, et le choc incessant et destructeur de la lame le déchirait peu à peu. Après le coucher du soleil, un immense voile de vapeurs condensées s'éleva au-dessus des terres, semblable à ces brouillards nocturnes que nos colons des Antilles appellent le *drap mortuaire des savanes;* puis la nuit vint, nous laissant tristement frappés du contraste de cette nature désolée avec la riante campagne de Sonsonate; le grondement monotone de la mer déferlant sur la grève se fit seul entendre dans ce port silencieux et désert. Le commerce de la république achemine les trois quarts de ses produits vers l'Atlantique, et c'est de l'Atlantique qu'il reçoit ses importations. Le capitaine de port de San-José me dit, il est vrai, qu'à peu de distance se trouvait un vaste étang, facile à creuser et à transformer en un havre intérieur; mais ce havre ne ferait pas disparaître l'insécurité d'un mouillage où les navires ne se hasardent que pendant quelques mois de l'année; la difficulté serait d'y entrer, c'est-à-dire de passer la barre; il faudrait des travaux coûteux, auxquels on ne peut songer de longtemps.

En résumé, la distribution des ports sur cette côte n'est pas en rapport avec l'importance relative des divers états. Le Guatemala manque de ports à vrai dire, et c'est aux trois républiques les plus faibles du pays qu'appartient le point unique où peut se concentrer par la suite le mouvement commercial, à savoir l'admirable baie d'Amapala. On peut donc prévoir que les développemens futurs du commerce modifieront les rangs respectifs des cinq états.

Le commerce de l'Amérique centrale sur les côtes de l'Océan-Pacifique est peu considérable. Le port le plus animé est Punta-Arenas, dans l'état de Costa-Rica. Cette prospérité relative n'a d'autre origine que la production du café, production toute récente. Il y a une vingtaine d'années, quelques pieds de caféiers furent importés de la Nouvelle-Grenade; ils réussirent si bien, que la culture s'en généralisa promptement, d'abord dans la plaine de San-José, chef-lieu de Costa-Rica, et peu à peu dans tout ce petit pays. En 1845, la production était déjà de 50,000 quintaux, elle est aujourd'hui plus que triplée; le capitaine de port de Punta-Arenas pense qu'avant peu d'années elle atteindra le chiffre de 300,000 quintaux. La qualité en est de plus en plus appréciée sur les marchés étrangers, et le prix, qui n'était en 1845 que de 7 piastres le quintal (45 kilogrammes), s'élevait jusqu'à 12 piastres en 1854. L'époque de la récolte du café est le signal d'une activité singulière : les villes deviennent désertes, chacun s'établit sur sa plantation; les femmes même, tout insouciantes qu'elles soient d'ordinaire, s'intéressent à cette récolte presque autant qu'à leur toilette, et j'étais tout étonné de recevoir les détails les plus circonstanciés sur cette culture de la bouche d'une des plus gracieuses et des plus charmantes personnes de Punta-Arenas; elle arrivait de la plantation de son mari, voyage de cinquante lieues qu'elle avait tout simplement fait à cheval.

Cette culture est la seule importante; quelques autres cependant pourraient acquérir un développement sérieux : le sucre, le tabac, les bois de construction et d'ébénisterie. Quelques mines, peu riches aujourd'hui, pourraient le devenir; c'est à ces mines que Juarros attribue le nom de la province de Costa-Rica, mais il ajoute naïvement que nul ne sait à quelle époque elles étaient riches.

En général, on retrouve sur ces côtes les productions tropicales, riz, safran, vanille, cascarille, caoutchouc, etc. Ne parlons que de celles qui offrent déjà les élémens d'un commerce réel. A ce titre, après le café de Costa-Rica, il faut citer l'indigo du San-Salvador, improprement connu en Europe sous le nom d'indigo de Guatemala. Malheureusement l'état de guerre du pays, le manque de bras, l'incertitude du lendemain ont fait abandonner peu à peu la plupart des indigoteries; cette industrie n'a fait que décroître depuis le départ des Espagnols. Elle produisait alors jusqu'à 10,000 balles de 68 kilogrammes; aujourd'hui ce chiffre est graduellement descendu à 3,000, puis à 1,200, et cette diminution continue. Un autre produit du San-Salvador est le baume appelé *baume du Pérou*, parce que les premiers échantillons qui en arrivèrent en Europe avaient passé par Lima. L'arbre qui donne sous différentes formes ce médicament si recherché est exclusivement originaire de l'état de San-Salvador, où pendant longtemps la côte comprise entre Acajutla et Jiqui-

lisco fut désignée sous le nom de *côte du Baume*. La réputation de cette substance est d'une antiquité respectable, car dès 1562 le pape Pie IV en autorisa l'emploi dans la consécration du saint-chrême.

Dans la république de Guatemala, la production principale est la cochenille, dont 750,000 kilogrammes environ, valant près de 5 millions de francs, s'exportent annuellement; mais c'est à peine si le quart de ce mouvement s'opère par l'Océan-Pacifique.

Les Indiens ont aussi leurs produits spéciaux : ce sont des calebasses gravées, des hamacs en *pitre* (espèce de paille), des nattes de paille aux dessins éclatans, des paniers d'osier bizarres de forme et de couleur. Leur industrie la plus lucrative est la pêche de la tortue et des huîtres perlières. La tortue dite *carey* leur fournit seule l'écaille qui s'achète; ils en vendent la livre sept ou huit piastres, ce qui prouve qu'elle est rare. Les tortues de la grande espèce, dont l'écaille est malheureusement sans valeur, sont au contraire extrêmement abondantes; mais on se lasse bien vite de cette chair insipide. Deux hommes suffisent pour la pêche : l'un guide la pirogue, l'autre, placé à l'avant, attentif, l'œil au guet, tient en main, au bout d'une corde longue et menue, la lance dont il harponne l'animal; puis tous deux, avec une adresse singulière, parviennent à faire entrer dans leur étroite pirogue, vivans et se débattant, ces monstrueux chéloniens qui pèsent parfois près de trois cents livres. — La pêche des huîtres perlières se fait sur une plus grande échelle. Le chef d'une pêcherie engage vingt-cinq ou trente Indiens qu'il loge et nourrit pendant la saison, et qui chaque matin se rendent au lieu de pêche, répartis sur deux ou trois grandes pirogues. Là, tous debout, rangés par ordre, ils plongent successivement; à peine l'un s'est-il jeté, que le suivant se jette à son tour; chacun arrache du fond de l'eau une ou deux huîtres, puis recommence; un habile plongeur peut ainsi en rapporter jusqu'à cent dans sa journée. Ces huîtres sont très grosses et bonnes, quoique peu délicates. La crainte des requins qui pullulent dans ces parages semble inconnue à ces hardis pêcheurs; une seule fois ils nous prièrent d'enterrer les dépouilles d'un bœuf tué à bord, de peur que l'odeur du sang n'éveillât la voracité de ces ennemis toujours proches. La pêche des huîtres est d'un produit fort incertain; parfois les frais ne sont pas couverts, parfois aussi une rencontre heureuse, une seule perle, fait la fortune de la saison. Du reste, rien n'est perdu; les écailles même se vendent, et chaque année un navire anglais vient les recueillir aux diverses pêcheries.

Tel est parmi ces populations l'état actuel du commerce. Mettez à la place ou à côté des Indiens insoucians, des paresseux Espagnols, une société laborieuse, désireuse de gain, habile à tirer profit des ressources naturelles qui abondent : la transformation sera rapide.

La population de l'Amérique centrale se compose, comme dans

toutes les républiques espagnoles du Nouveau-Monde, de blancs, d'aborigènes ou Indiens, et de métis ou *ladinos*. Elle s'élève, dit-on, à 1,500,000 âmes, évaluation probablement trop faible, car le recensement ne peut atteindre tout le monde en des pays où les huit dixièmes des habitans sont Indiens ou métis. Cette proportion est remarquable : elle indique à la fois le peu d'importance que les conquérans attachèrent à la possession de ces contrées et le caractère relativement pacifique qu'y conserva leur conquête. Ici l'établissement de la domination étrangère fut exempt des épouvantables horreurs qui ensanglantèrent le Mexique et le Pérou. La république de Costa-Rica toutefois fait exception; là, sur un chiffre de 100,000 habitans, les Indiens ne figurent que pour un dixième. En même temps c'est de beaucoup le plus sage et le plus prospère des cinq états. La population de l'Amérique centrale fournit au territoire une moyenne de 100 habitans par lieue carrée. Comme terme de comparaison, on peut se rappeler que la Belgique a environ 2,500 âmes pour la même unité de surface.

Des deux races qui occupent le pays, la race aborigène est la plus curieuse, et c'est dans la province de Veraguas qu'il faut l'étudier. L'absence presque totale de mouvement sur cette côte a laissé à l'Indien sa physionomie originale; son langage même, dit-on, renferme encore des traces, non-seulement de l'idiome *nahuatl* apporté par les Mexicains, mais même des divers dialectes toltèques antérieurs à la domination mexicaine. Son visage cuivré, aux pommettes saillantes, ses yeux profonds, limpides et expressifs, ses cheveux noirs et droits, ses membres bien proportionnés, aux extrémités fines, indiquent une race pure. Ses habitudes sont simples et gardent surtout deux traits bien caractéristiques de la vie sauvage, la haine du travail et l'amour de l'isolement. *No queremos mucha vecindad*, me disait l'un d'eux : « nous n'aimons guère le voisinage. » En effet, leurs cabanes, éparses le long de la côte, sur le bord des rivières, au fond des baies ou sur les îles, sont rarement réunies en villages. L'existence contemplative de l'Indien n'est interrompue que par les quelques heures de travail nécessaire à l'entretien de son petit jardin, qui lui fournit sa nourriture, — du maïs, des bananes, quelques fruits. Le plus souvent ce jardin est assez loin de sa cabane et comme perdu au milieu des bois. Parfois pourtant ce goût pour la solitude cède à l'attrait d'une réunion officiellement annoncée; alors toutes les pirogues, chacune portant une famille, s'engagent dans l'*arroyo* (bras de rivière) qui conduit chez l'amphitryon. Au lieu du semblant de pantalon, costume ordinaire des Indiens, on voit reparaître ces jours-là les vêtemens bariolés, les *ponchos* (manteaux ronds) aux couleurs vives et éclatantes si chères aux races sauvages; les femmes, habituellement vêtues d'une simple chemise et d'un jupon, mêlent alors

des fleurs rouges aux longues tresses de leurs cheveux, s'entourent le cou de colliers de graines, et garnissent de volans l'ouverture de la chemise, qui laisse la naissance de la poitrine à découvert. Dans ces fêtes, qu'anime le son de la guitare, les Indiens prolongent souvent leurs danses jusqu'au milieu de la nuit, heureux si quelques réaux égarés permettent d'y joindre le régal chéri de l'*agua ardiente*.

La poésie de ces Indiens est toute dans leurs chansons. Par malheur elle est devenue peu à peu espagnole, perdant ainsi son originalité primitive. Cette métamorphose est du moins une preuve de la parenté de génie des deux races. Ce n'est pas sans étonnement que j'ai retrouvé là une vieille et curieuse ballade espagnole, aujourd'hui sans doute oubliée en Espagne :

« L'épouse se lève un matin, disant qu'elle va au jardin jouir de la fraîcheur. Mieux lui valait dormir!

« Sur les beaux cheveux qu'en sa pensée elle destine à l'amour, elle jette, en sortant, une toque. Mieux lui valait dormir! »

Après plusieurs rencontres de mauvais augure, elle arrive au jardin :

« Elle n'y voit d'abord rien, et finit par rencontrer ce qu'elle n'y cherchait pas. Mieux lui valait dormir!

« Son amant tué, et près d'elle son mari, qui met fin à leurs deux existences. Mieux lui valait dormir ! »

En général, leurs chants sont tristes et mélancoliques : ils ont souvent un tour recherché que ne désavoueraient pas nos faiseurs de romances; mais on y trouve quelquefois un peu d'originalité et de grâce, comme dans ces quelques vers que j'entendis chanter par une jeune Indienne employée à une pêcherie de perles des îles Paridas :

« Jeune fille, dont les yeux si beaux brillent sous de longs cils dorés, puisse ta mère m'appeler son fils, et tes sœurs leur frère!

« Si je meurs, mon âme, enterre-moi près de ta couche, afin que tes yeux me servent de cierges!..... »

Ici, comme dans beaucoup de parties de l'Amérique espagnole, le clergé, rassuré par la facile soumission de ses prosélytes, leur a permis de conserver dans le rite catholique certains souvenirs de leur culte primitif. On regrette que l'insouciance des Indiens ait laissé échapper le sens traditionnel de quelques coutumes bizarres, qu'ils perpétuent sans savoir pourquoi. Cette insouciance va jusqu'à détruire chez eux toute trace d'affections de famille. Pendant une course en canot sur une des rivières du Veraguas, j'aperçus au fond de l'eau, très transparente en cet endroit, sous les racines des manguiers, le cadavre d'un enfant de cinq ou six ans. Je me dirigeai vers une cabane voisine; j'y trouvai une femme jeune encore, et l'informai de cette triste découverte. « Eh! Miguel! » cria-t-elle à son

mari occupé au dehors, « le *señor* a trouvé le corps du *niño* (petit) à la pointe de l'*arroyo;* tu avais raison. » C'était la mère de l'enfant. Ce fut là toute l'oraison funèbre du *niño*, qui avait disparu depuis trois jours sans qu'on s'en fût autrement inquiété. Du reste, on retrouve en d'autres pays des exemples d'une insensibilité non moins étrange. Un officier de marine m'a raconté que, se promenant un jour dans la campagne de Nanking, il rencontra, portant son enfant dans ses bras, une femme qui, effrayée à la vue du *barbare*, jeta son fardeau dans une haie pour s'enfuir plus vite, en trébuchant sur ses pieds mutilés. Bien plus, il est tel point, — les îles Marquises, — où le sentiment maternel a presque disparu; il est remplacé par l'adoption érigée en système.

Hors du Veraguas, dans les autres parties de l'Amérique centrale, l'Indien, mêlé sans cesse au mouvement qui l'entoure, a perdu, dans le contact avec les Européens, son caractère primitif : il est devenu plus industrieux, plus attaché au sol, moins étranger aux sentimens de famille. Vivant heureux près de sa femme, entre le champ qu'il cultive et la cabane qui l'abrite, son humeur paisible l'a sauvé de cette destruction totale qui, toujours plus prochaine, menace ses frères des États-Unis. Il se soumet avec une grande indifférence au joug, fort léger du reste, des petits-neveux de ses conquérans. Dans les luttes intestines qui ont ensanglanté pendant plus de trente ans l'Amérique centrale, c'est parmi les Indiens que se sont recrutées les prétendues armées de tous les partis. L'Indien se disciplinait promptement, sa bonne volonté était constante, sa patience remarquable. Une seule chose manquait, c'était l'ardeur guerrière. Rien de curieux comme sa contenance la première fois qu'on lui met un fusil dans les mains : il le regarde, ose à peine y toucher, et attend que quelque âme charitable lui enseigne à faire connaissance avec son *animal* (il appelle ainsi tout objet inconnu et qui lui semble étrange). Ce n'est qu'à la longue qu'il se familiarise et surtout qu'il s'aguerrit, si tant est qu'il en vienne jamais là. Souvent le malheureux est enrégimenté sans qu'il se rende bien compte de la cause qui réclame son appui. Dans l'une des nombreuses guerres de Carrera et de Morazan, un lieutenant de Carrera, s'étant emparé de Sonsonate, y avait laissé une faible garnison et un corps assez nombreux d'Indiens fraîchement recrutés. Le soir venu, pour empêcher les désertions qu'eussent pu provoquer les souvenirs encore récens de la famille, on réunit la nouvelle troupe dans une église située à l'extrémité de la ville; un poste de confiance fut chargé de la surveiller, et un factionnaire placé à la porte. Instruit par ses espions, vers le milieu de la nuit, un lieutenant de Morazan, qui tenait la campagne, entre hardiment dans Sonsonate; deux aides de camp seulement sont avec lui. Le poste dort dans une

maison voisine. Enveloppé d'un manteau, cet officier se présente, en murmurant un mot d'ordre quelconque, au factionnaire, qui le prend pour un officier de ronde. Il pénètre au milieu des Indiens couchés à terre : « Allons, debout, garçons! dit-il; voici l'ennemi! aux armes! et surtout du silence! » Les dormeurs se gardaient bien de bouger, se demandant à voix basse dans le singulier patois qui est résulté du mélange de leur langue avec l'espagnol : « Qu'est-ce que celui-ci? que nous veut-il? Ce n'est pas celui d'hier soir. » Leur recruteur improvisé insiste, harangue; un premier se met sur son coude, puis un second, puis tous, et bientôt ils sont debout; le tour est joué. Notre homme les fait s'armer, se mettre en rangs, et sort tranquillement à la tête de ses nouveaux soldats, ordonnant au factionnaire de se joindre à la troupe. En quelques instans il fut hors de la ville. Les Indiens ne se doutèrent jamais qu'ils avaient passé d'un parti dans l'autre, et qu'ils étaient des traîtres innocens.

A côté de la vie obscure, silencieuse et facile de l'Indien, s'étale l'existence large et opulente des riches familles de race blanche. Le courant de l'émigration européenne est si faible en ce pays, qu'on y retrouve intactes les anciennes mœurs des colonies espagnoles, curieux mélange de luxe et de simplicité. L'hospitalité surtout s'y pratique avec une cordialité, une franchise dont l'Europe a depuis longtemps perdu le souvenir. Il n'est pas rare d'y voir des visites de famille à famille durer plusieurs mois, et une famille se compose quelquefois d'une quinzaine de personnes. Quel est l'étranger qui, introduit dans l'intimité d'une de ces riches familles, n'a été effrayé de l'interminable procession de visages divers qui passe devant lui, et surtout du formidable bataillon des tantes, sœurs, nièces, cousines?... Puis vient l'arrière-garde des domestiques, composée aussi de pères, de mères et d'enfans, plus nombreuse souvent que le corps d'armée. C'est une vraie vie de patriarches, et l'on se demande comment les fortunes peuvent suffire à l'entretien d'une telle population dans un pays où le désordre est la règle. Pourtant l'*amo de la casa*, le maître de la maison ou plutôt de la tribu soutiendra sans hésitation ni surprise ses parens de tous les degrés. Il faut dire du reste que là le comfortable est inconnu, et que le luxe (il y en a souvent beaucoup) est concentré dans les salons. Les chambres à coucher n'ont parfois d'autres meubles qu'un lit de sangle, deux chaises, et, dans un coin, l'inévitable malle, qui sert tout à la fois d'armoire, de commode et de secrétaire. A votre grand étonnement, vous en verriez sortir, comme d'un gobelet d'escamoteur, robes, bijoux, linge, chapeaux, tout l'arsenal féminin. On vit en commun; on se réunit aux heures de repas autour de la table dressée sous la galerie, on se réunit encore le soir pour une promenade à cheval, et la danse couronne la journée, qu'elle prolonge jusqu'au milieu de la nuit.

Jamais dans l'Amérique espagnole on ne rencontre de ces misères en habit noir si fréquentes dans la société moderne : la raison en est dans ces habitudes hospitalières. L'homme qui a perdu toute ressource va chez quelque ami plus heureux; il y vit parfois des années comme ami de la maison, *amigo de la casa*, puis un beau jour il recommnceera une vie indépendante, sans avoir connu ces obsessions de la misère qui suivent un revers. L'insouciance du débiteur ne peut être comparée qu'à celle du créancier.

L'avenir des enfans inquiète peu les familles, leur éducation encore moins; il en résulte une ignorance qui choquerait, si elle n'était générale. L'instruction des hommes se réduit en moyenne à un peu d'orthographe et d'arithmétique; ce peu, presque superflu pour entrer dans l'armée, est suffisant pour aborder le commerce. Les femmes ne savent rien, et les plus instruites n'ont d'autre notion sur l'Angleterre que la couleur du pavillon porté par ses navires.

Il n'y a pas de distinction entre les castes; tout est réellement accessible à tous, chose singulière dans un pays où la race conquérante et la race conquise sont restées en présence, où le régime colonial a été si longtemps exercé. Les fonctionnaires les plus élevés sont souvent d'origine indienne; on voit parfois de hauts personnages faire de leurs fils de simples *dependientes* (commis de maisons de commerce). L'égalité s'est établie avec la même facilité ou la même indifférence de la part des libéraux et de la part des conservateurs. Peut-être est-ce là une des causes de l'excessive mobilité politique de ces peuples. Dans une société peu avancée, la séparation des castes est un point d'appui pour le gouvernement.

Telle qu'elle est, cette société a pour l'étranger un charme singulier, tant l'accueil qu'on y reçoit ressemble peu à la réserve et à la froideur qui règnent dans nos salons d'Europe. Une recommandation n'y est pas considérée comme une lettre de change tirée par un ami indiscret : toujours acceptée avec empressement, elle vous ouvre dix portes; plus vous allez dans une maison, plus on aime à vous voir; vous devenez partie intégrante de la famille. Les femmes sont coquettes comme ailleurs, mais la coquetterie a chez elles un attrait de naïveté qui en ferait regretter l'absence; l'amour de la toilette, peut-être exagéré, est compensé par un goût parfait. Un esprit naturel du tour le plus franc supplée au manque d'instruction; cet esprit est toujours bienveillant, et le souvenir que l'étranger en conserve compte toujours au nombre des meilleurs.

Le défaut capital de la société espagnole de l'Amérique centrale est le manque d'énergie. Le jour où ce pays prendra, dans les relations des peuples, la place que la nature lui a assignée, on verra de nouvelles races s'y implanter. Que deviendra alors la société hispano-américaine? Ce qu'est devenue la population espagnole de la Califor-

nie. Entend-on prononcer son nom au milieu de tous les intérêts nouveaux qu'a su y créer la jeune Amérique? Pourtant dix années ne se sont pas écoulées depuis que cette contrée fait partie de l'Union! — La vice-royauté de Guatemala, dont les débris forment aujourd'hui les cinq états de l'Amérique centrale, fut, on le sait, de toutes les colonies espagnoles la dernière qui se sépara de la métropole. Cette révolution, toute pacifique du reste, ne date que de 1821, et dès le lendemain de la déclaration d'indépendance se dessinèrent nettement les deux partis qui devaient si longtemps ensanglanter le pays, les *serviles* et les *federales*. Les premiers, soutenus par le clergé et les grands propriétaires, inclinent au régime monarchique et combattent pour la séparation des cinq états; les seconds invoquent la liberté, et veulent que l'Amérique centrale devienne une confédération. Au reste, ces termes de *serviles* et de *federales* ne doivent être pris que comme de simples dénominations. Le jeu des ambitions personnelles, les rivalités de provinces, les passions locales, ont eu plus d'empire que les idées et les principes pompeusement énoncés dans les programmes de chaque parti. C'est là un trait commun à toutes les républiques hispano-américaines.

La république de Guatemala a toujours été le centre d'opérations des *serviles*, et le petit état de San-Salvador, le foyer des doctrines libérales. Dans la première en effet, soumise plus immédiatement à l'influence espagnole, les vastes propriétés des grandes familles sont restées plus nombreuses, et les prêtres ont conservé toute leur autorité, tandis que l'habitant du San-Salvador, le Salvadoreño, plus éloigné de ces influences, s'est parfois laissé aller jusqu'à des velléités d'indépendance religieuse. De là trois groupes distincts, aux intérêts nettement tranchés : au nord Guatemala, au centre le fédéralisme, représenté par le San-Salvador, auquel s'adjoignent l'Honduras et le Nicaragua; enfin au sud la petite république de Costa-Rica, dont la politique constante a été de s'isoler de ses voisines et de se soustraire aux désastreuses conséquences de leurs éternelles guerres civiles. Cet état mérite une mention spéciale. Grâce à son humeur paisible, que seconde sa position géographique, il a pu réduire son armée, ce qui n'est pas seulement une économie, mais un gage nouveau de paix intérieure. Sagement administré, il est parvenu à s'affranchir de toute dette publique; chaque année, ses comptes se soldent en excédant, son commerce augmente, sa population s'accroît. L'on ne saurait mieux le comparer qu'au Chili.

Les deux partis que nous avons signalés ont eu chacun un chef remarquable et une période de suprématie. Francisco Morazan fut le héros de la fédération. Fils d'un créole des Antilles françaises, il appartenait par sa famille à cette classe moyenne dont il allait défendre les idées. Dès 1824, âgé à peine de vingt-cinq ans, il se mêle

aux affaires du pays, et par sa remarquable intelligence il les domine de fait, jusqu'au jour où son élévation régulière à la présidence ouvre pleine carrière à son activité patriotique. Il comprenait que la fédération, en donnant à l'ensemble des cinq états la force qui leur manquait isolément, pouvait seule s'opposer aux envahissemens futurs qu'appellerait sur l'Amérique centrale sa position entre les deux Océans. Malheureusement les compatriotes de Morazan n'entendaient rien aux plans de civilisation qui remplissaient sa tête; ses talens prolongèrent l'existence de la confédération, mais celle-ci n'avait cessé d'être en butte aux sourdes menées du parti contraire, et en 1837 parut sur la scène l'homme qui devait, après cinq ans de luttes, assurer le triomphe définitif des *serviles* et rompre la confédération, — Rafael Carrera, devenu dictateur du Guatemala. Métis, presque Indien, simple gardeur de pourceaux, ne sachant ni lire ni écrire, Carrera n'avait que vingt et un ans lorsqu'il se mit à la tête d'une troupe d'Indiens révoltés, sur lesquels son origine, jointe à sa remarquable hardiesse et à son indomptable volonté, lui avait acquis une autorité absolue. Par quelle singulière alliance d'intérêts ce représentant de la population conquise devint-il le représentant du parti *servile?* Il y eut sans doute dans sa résolution, sans qu'il s'en rendît bien compte, un vague instinct de race. Le parti libéral, se rattachant naturellement et nécessairement à l'Europe, ne pouvait que s'attirer l'antipathie de la multitude, pour qui le cri de *guerre aux étrangers* traduisait dans toute sa crudité le sens qu'elle attachait à son émancipation. De là cette haine commune, aveugle chez les masses, raisonnée chez la noblesse et le clergé, et cette lutte opiniâtre qui se termina par la mort du général Morazan. Aujourd'hui Carrera règne sans conteste; chef despotique et sanguinaire, sans foi ni scrupule, il n'en est pas moins l'homme du pays, qui le comprend et en est compris, le dictateur populaire identifié à la cause nationale, tandis que son rival, personnification des classes moyennes, n'eut jamais une véritable popularité.

La fédération dissoute, les cinq états menèrent une existence séparée, sans événement remarquable, jusqu'au 13 juin 1855, jour où Walker débarqua à Realejo. Nous ne reviendrons pas sur cette expédition de flibustiers qui n'est pas terminée, mais qui fait présager l'avenir de l'Amérique centrale. Cette entreprise n'est pas un fait isolé; on la voit se reproduire à chaque instant sous une forme ou sous une autre : hier c'était le colonel Kinney voulant s'emparer d'une prétendue concession de 30 millions d'acres de terre dans le Nicaragua; auparavant c'était le bombardement de Greytown. A Panama, l'Américain est pour ainsi dire maître de l'isthme; il se retrouve partout en ce pays, et partout il fait étalage de cette avidité brutale qu'il lui plaît de décorer du nom d'*instinct d'annexion.*

Comment s'étonner de cette prépondérance des Américains en présence de l'inertie des populations espagnoles? Le passé de la race indienne devrait pourtant servir à celles-ci de leçon. Parfois il arrive qu'au milieu de ces solitudes immenses, au fond de forêts séculaires, on voit se dresser le gigantesque tombeau d'une des antiques cités américaines : ses ruines couvrent des espaces de plusieurs lieues carrées; des remparts, où l'imagination croit retrouver les murailles d'Ilion, les entourent encore de leur indestructible ceinture; çà et là des pyramides aux faces recouvertes d'escaliers de pierre élèvent vers le ciel leur masse colossale, attestant la grandeur d'un culte disparu. Et ces restes, que la puissante végétation a recouverts presque partout d'un suaire de verdure, ne sont pas le tombeau d'une ville barbare, il suffit de regarder les sculptures qui s'y rencontrent à chaque pas. Qu'ont substitué les Espagnols à cette société dont ils ont à peine daigné nous transmettre le souvenir? qu'est devenue cette race intelligente qu'ils avaient soumise? De leur propre aveu, la dépopulation a été des deux tiers, et l'immigration est presque nulle.

De cette absence de producteurs et de consommateurs est résultée l'insignifiance des exportations et des importations. Dans cet Océan-Pacifique, incessamment sillonné par la vapeur, où tout ce qui a vie et mouvement se rattache à Panama par une ligne de *steamers*, il n'y a entre Panama et les côtes qui l'avoisinent aucune communication réglée (1). Il ne faut rien attendre des maîtres du pays, qui n'ont ni ressort ni énergie. En revanche ils ont un voisin qui n'en manque pas, qui est décidé et envahisseur, qui transforme en quelques années les pays où il pénètre, et qui veut pénétrer partout. C'est le rude et brutal *Yankee*. Mais l'intérêt commun de toutes les nations ne permet pas de laisser tomber sous une domination étrangère un pays qui tire de sa situation une si grande importance. Il faut que ce pays reste neutre. Or cette neutralité ne lui peut venir que de deux façons, soit que les grandes puissances maritimes y occupent des points différens pour contenir leur ambition mutuelle, soit qu'une population assez forte pour maintenir son indépendance s'y forme par l'immigration, et, mettant enfin à profit les ressources naturelles de ces contrées, les fasse servir aux intérêts généraux. Nous n'avons pas besoin de dire que de ces deux solutions nous préférons la seconde.

ÉDOUARD VANÉECHOUT.

(1) Une tentative faite en 1854, par une compagnie américaine, pour en établir une, échoua complétement dès le premier voyage.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 mai 1857.

Au premier coup d'œil qu'on jette sur l'Europe, il est facile de voir que l'aspect des choses ne change pas d'un instant à l'autre. Chaque jour, heureusement pour la tranquillité des peuples, n'a pas sa moisson d'événemens et ses coups de foudre. Tout au plus peut-il y avoir, si l'on nous permet ce terme, des incidens dans les incidens. Les questions déjà engagées suivent leur cours, les négociations ou les conflits diplomatiques parcourent des phases diverses, le monde fait ses affaires. C'est ainsi qu'on n'en a point fini encore aujourd'hui avec cette question de la Chine, qui a grandi subitement à la suite des hostilités survenues dans la rivière de Canton, avec la question de Neuchâtel, qui a eu la mauvaise fortune au dernier moment de se heurter à un contre-temps imprévu, avec l'agitation électorale qui se prolonge dans les principautés danubiennes : incidens d'hier et de demain auxquels viennent se joindre l'ouverture des parlemens en Angleterre et en Espagne, de sérieuses et délicates discussions dans les chambres belges et piémontaises, et même des excursions de souverains qui ont aussi leur importance politique, comme le voyage du souverain pontife dans la Romagne et le voyage de l'empereur d'Autriche en Hongrie, dans cette contrée ravagée il y a huit ans par la guerre.

Il faut bien commencer par le commencement. Le nouveau parlement d'Angleterre s'est donc réuni de fait à la dernière heure du mois d'avril, et il a repris véritablement ses travaux peu après, le jour où le discours de la reine a été lu aux deux chambres. Le discours de la reine ne dit que ce qu'on savait déjà sur les conditions générales de la politique extérieure et intérieure de la Grande-Bretagne. Il restait un point à éclaircir : quelle allait être la situation respective du ministère et des partis? Que le cabinet eût la majorité dans la nouvelle chambre des communes, cela n'était point douteux; mais quelle était la force et quelles étaient les tendances réelles de cette majorité? Quel serait de plus le degré de son dévouement à la politique ministérielle? Le danger pouvait venir, on le sait, de quelque proposition de réforme électorale dont certains membres des communes semblaient dispo-

sés à prendre l'initiative, et qui aurait été vraisemblablement appuyée par lord John Russell. Le chef du cabinet a eu l'habileté de souffler lui-même sur ce nuage et d'ajourner la difficulté à la session prochaine, en annonçant que le gouvernement préparerait un projet destiné à étendre les franchises électorales. Par là, lord Palmerston empêchait les dissidences d'éclater, il maintenait la cohésion dans son parti, et il réduisait les plus décidés de ses adversaires à ne compter que sur leurs propres forces dans la guerre qu'ils soutiennent contre le ministère. Du reste, indépendamment de tout autre motif, lord Palmerston avait ici en sa faveur une considération d'un certain poids : c'est que les élections viennent à peine de s'achever en Angleterre, et un ajournement ne pouvait qu'être du goût des partisans eux-mêmes d'une réforme qui eût entraîné une dissolution nouvelle du parlement. C'était la plus dangereuse question pour le ministère de lord Palmerston et pour l'intégrité de son parti. Or, ce péril intérieur écarté, que reste-t-il ? Parmi tant d'affaires différentes de politique extérieure, il reste une question prédominante que la reine mentionne dans son discours, celle de la Chine, où l'Angleterre se rencontre dans une certaine mesure avec la France, comme les deux puissances se rencontrent aujourd'hui en bien d'autres questions et sur bien d'autres points du monde.

Cette question de la Chine, qui est née d'une façon si inattendue et qui peut prendre de si étranges proportions, cette question, disons-nous, il ne faudrait ni la grossir ni la diminuer. Il ne faudrait ni exagérer la portée de l'action commune de l'Angleterre et de la France, ni fermer les yeux sur les conséquences qui peuvent découler de la situation actuelle. Pour le moment, on ne peut que constater le point de départ de cette obscure complication et la position respective des deux puissances, position qui n'est point évidemment la même, et qui implique de la part de chacun des deux gouvernemens une certaine indépendance de politique. L'Angleterre, on ne l'a pas oublié, est déjà engagée à quelques égards par les actes d'hostilité de ses agens. Elle a des intérêts immenses à sauvegarder, la puissance et la dignité du nom britannique à maintenir en face de populations barbares et fanatisées. Cependant l'Angleterre elle-même n'est point encore en guerre avec la Chine. La reine dans son discours restreint les faits qui ont eu lieu aux proportions d'un conflit local entre les autorités anglaises et le haut commissaire chinois. La lutte n'est point ouverte entre les deux empires, et le discours royal annonce en même temps l'envoi d'un plénipotentiaire qui doit prendre la direction des événemens. Ainsi des hostilités partielles et l'envoi d'un plénipotentiaire chargé d'effacer la trace de ce qui s'est passé, ou de laisser la force agir seule, si la diplomatie ne suffit pas pour assurer des garanties nouvelles et plus efficaces à tous les intérêts anglais et européens, telle est la situation de l'Angleterre. Quant à la France, sous quels auspices entre-t-elle dans cette affaire et quelle est sa politique ? Le gouvernement, on le sait, vient de nommer comme plénipotentiaire en Chine un membre de notre diplomatie, M. le baron Gros, qui a rempli diverses missions dans la Plata, à Athènes, et qui plus récemment a préparé un traité de délimitation entre la France et l'Espagne. M. le baron Gros, à ce qu'il semble, est chargé d'obtenir une satisfaction pour le supplice infligé à l'un de nos missionnaires, et en outre sa mission s'étend à des objets plus généraux. Il a naturellement

pour instruction essentielle de négocier le renouvellement des traités qui expirent maintenant; il doit demander pour la France le droit d'avoir un représentant à Pékin et de nommer des consuls sur divers points du Céleste-Empire; il est chargé, dit-on, de réclamer l'ouverture de neuf ports chinois au lieu de cinq, ouverts au commerce en vertu des anciens traités. On voit dès-lors en quoi l'action de la France et celle de l'Angleterre peuvent se confondre, en quoi elles se séparent. La France n'est point en guerre avec la Chine, elle n'est pas placée sous cette espèce de fatalité d'un conflit engagé par ses agens; elle n'est point à cette extrême limite où l'orgueil du patriotisme blessé par des barbares peut conduire à quelque acte d'éclatante revendication, et en cela sa situation diffère de celle de l'Angleterre. Aussi n'a-t-elle pas besoin de faire le même déploiement de forces militaires. Dans l'action diplomatique, en ce qui touche les garanties à réclamer pour les intérêts généraux de la civilisation et du commerce, elle se retrouve avec la Grande-Bretagne. Son plénipotentiaire, M. le baron Gros, a le titre de commissaire extraordinaire en Chine, comme le plénipotentiaire britannique, lord Elgin. Les représentans des deux puissances, dit *le Moniteur,* ont des pouvoirs analogues; ils se prêteront un mutuel concours dans les négociations qu'ils ont à poursuivre; ils ont une mission commune, qui semble se résumer en un mot : ouvrir diplomatiquement la Chine. Seulement, si la diplomatie est impuissante, qu'arrivera-t-il? Ici évidemment le rôle de la France et celui de l'Angleterre redeviennent distincts, chacun des deux états mesure son action à ses intérêts. Le concours de la France a sans contredit ses limites, qu'il ne peut dépasser à cette extrémité de l'Orient.

Le point important, c'est l'accord des deux puissances dans ces questions lointaines aussi bien que dans des questions plus rapprochées qui s'agitent sous nos yeux en Europe. La reine d'Angleterre, dans le discours qui a inauguré les travaux du parlement britannique, laissait pressentir la solution prochaine des différends relatifs à Neuchâtel. Cette attente, qui est celle de l'Europe, serait-elle trompée? Voici en effet qu'il est survenu tout à coup ce que nous appelions un incident dans un incident, un contre-temps imprévu. Toutes les difficultés cependant semblaient sur le point d'être aplanies. La France, l'Angleterre, la Russie et l'Autriche, agissant comme médiatrices, avaient combiné un arrangement qu'elles proposaient à l'acceptation de la Prusse et de la Suisse. Toutes les susceptibilités, tous les intérêts étaient assez ménagés pour que le succès définitif ne parût pas douteux, lorsqu'on s'est trouvé un instant rejeté dans l'incertitude. Par quelle circonstance? Le conseil fédéral ne s'est pas contenté d'adhérer à l'arrangement qui lui était proposé; avant que le cabinet de Berlin se fût prononcé de son côté, il a mis au jour les principaux actes de cette négociation, les instructions qu'il avait données à son plénipotentiaire, les instructions de la Prusse, et l'arrangement même, et les protocoles de la conférence. Le fait était peu diplomatique, il en faut convenir; le journal officiel français l'a remarqué en mettant sur le compte d'une indiscrétion peu justifiable ce qui était, après tout, l'acte délibéré des autorités helvétiques. La Suisse peut répondre, il est vrai, que la publicité est dans les conditions de son régime politique, que le conseil fédéral n'a aucun pouvoir de valider une transaction diplomatique avant de l'avoir livrée au public et soumise à l'assemblée fédérale, qu'elle tenait d'ailleurs

l'arrangement qui lui était proposé comme complet et irrévocable. Ces raisons seraient plus sérieuses et plus fondées s'il s'agissait d'un acte définitif, accepté par toutes les parties, et auquel il ne manquerait plus que la dernière sanction : nul n'aurait pu mettre en doute alors la compétence de l'assemblée fédérale; mais les autorités helvétiques n'ont point remarqué qu'il n'y avait ici qu'un projet, et que ce projet n'appartenait ni à la Suisse ni à la Prusse, qu'il appartenait aux puissances médiatrices tant qu'il n'avait pas été transformé en une transaction définitive. Elles ont oublié que divulguer avant le temps les secrets de la diplomatie, c'était quelquefois, sinon compromettre absolument, du moins embarrasser ou suspendre le succès d'une négociation. Si la Suisse a ses radicaux disposés à repousser toute concession, la Prusse a aussi ses royalistes qui ne demanderaient pas mieux que de voir échouer l'œuvre de la conférence, et qui sont toujours prêts à saisir les occasions d'éveiller les susceptibilités d'un souverain dont l'esprit est accessible aux impressions les plus vives. Il n'est point impossible que le roi Frédéric-Guillaume ne se soit un peu ému de cette divulgation soudaine et imprévue. Quoi qu'il en soit, en admettant que la publication autorisée par le conseil fédéral ait été un acte peu correct en diplomatie, un appel trop direct à l'opinion, la situation n'a point changé au fond: les intérêts de la Prusse et de la Suisse restent les mêmes; l'acte de médiation conserve sa valeur, il a toute l'autorité que lui donnent les conseils des quatre principales puissances de l'Europe. Voilà pourquoi, après tout, cette question de Neuchâtel, un moment mise à nu et contrariée par un procédé irrégulier, ne marchera pas moins à une solution pacifique. La Suisse a mis trop de hâte à publier les résultats de cette négociation, cela se peut; la Prusse l'absoudrait aujourd'hui en disputant une adhésion dont la lenteur même serait une complication de plus.

La diplomatie a de bien autres difficultés à vaincre et des intérêts bien autrement complexes ou divergens à concilier sur un autre terrain, dans les principautés du Danube, où s'agitent aujourd'hui toutes les influences au milieu des émotions ardentes d'une crise électorale. On est ici en présence de faits assez distincts et assez curieux : les populations s'agitent pour arriver à faire entendre leurs véritables vœux; la plupart des puissances de l'Europe réclament et attendent une libre et fidèle expression de ces vœux. L'Autriche et la Turquie seules ne s'inquiètent nullement de la sincérité de ces manifestations; elles semblent au contraire travailler de tous leurs efforts à comprimer ou à dénaturer l'essor de l'opinion dans les provinces du Danube. C'est chez les agens autrichiens que les autorités moldaves vont prendre leurs mots d'ordre pour soutenir la lutte contre les partisans de l'union qui ont la prétention étrange de se mêler aux élections; c'est pour obéir aux injonctions venues de Constantinople et pour se ménager les faveurs du cabinet ottoman que ces autorités se mettent au-dessus de toutes les lois, même des lois qui sont leur œuvre. La Turquie, après s'être vue obligée de rappeler ses troupes des provinces danubiennes, a fait récemment une dernière tentative auprès des cours de l'Europe pour occuper de nouveau les principautés, et présider ainsi à la libre manifestation du vœu national; elle invoquait justement l'agitation causée par le mouvement électoral qui s'accomplit. La démarche diplomatique de la Turquie a pu être favorablement

accueillie à Vienne, parce que les Autrichiens, ne pouvant s'établir dans les principautés, ne demanderaient pas mieux que d'y voir les Turcs dans la circonstance actuelle; mais elle a été reçue avec une singulière froideur à Londres comme à Paris, à Pétersbourg comme à Berlin. Partout on aurait pu répondre au cabinet ottoman que ce travail d'opinion qui l'inquiète, c'est justement ce que l'Europe veut connaître, que cette agitation n'a de dangers qu'en raison de la compression et des violences qu'on exerce pour paralyser l'expression sincère du désir public. En Valachie, soit qu'on ait reconnu l'impossibilité d'arrêter un mouvement qui semble se prononcer de plus en plus, qui paraît devenir chaque jour plus invincible, soit que l'arrivée des commissaires européens ait eu une salutaire influence, une certaine liberté a fini par régner; mais c'est en Moldavie que se sont concentrés particulièrement tous les efforts pour combattre le progrès des idées de fusion. Les adversaires de ces idées ont pensé que si un vœu favorable à l'union était émis dans le divan de la Valachie, ce vœu pourrait du moins être balancé par une manifestation contraire du divan moldave. Aussi le ministre de l'intérieur du caïmacan de Moldavie s'est-il mis résolûment à l'œuvre, suspendant les journaux, supprimant les comités, dissolvant les réunions les plus paisibles, poursuivant tous ceux qui étaient favorables à la fusion, révisant lui-même les listes électorales; il a eu un instant la pensée de faire présider les opérations du scrutin par les préfets. Or sait-on ce qui est arrivé plus d'une fois en pareil cas? Le préfet présidait effectivement les opérations électorales; il dépouillait les votes, lisait invariablement le nom de son candidat, brûlait aussitôt le bulletin, et tout était dit. Ces manœuvres se sont produites avec d'autant plus de hardiesse en Moldavie, que la commission européenne était restée jusqu'ici à Bucharest, et n'avait point paru à Jassy. Aujourd'hui cependant les représentans de l'Europe viennent de se rendre en Moldavie. Le ministre français a été reçu à Jassy comme il avait été reçu à Bucharest, et la fermeté de ses paroles contribuera sans doute à ranimer la confiance dans les populations en même temps qu'elle pourra intimider cette espèce de conjuration ourdie par quelques instrumens de l'Autriche et de la Turquie. L'Europe n'a point à dicter des vœux aux populations roumaines, mais elle a tout au moins le droit de protéger leur liberté dans l'expression de ce qui convient le mieux à leurs instincts, à leurs besoins et à leurs intérêts.

Au milieu de ces questions diverses qui s'agitent à la surface de l'Europe, quel sens faut-il attacher aux voyages du saint-père dans les Légations, de l'empereur d'Autriche en Hongrie? Si ces excursions n'étaient simplement que des distractions de souverains parcourant leurs états, elles n'auraient point de place dans la politique; mais il n'en peut être ainsi évidemment. Le voyage de Pie IX dans la Romagne est inspiré par une pensée politique, et doit avoir des conséquences. On sait à quel point les Légations ont été souvent agitées; on n'ignore pas les conditions difficiles de ces provinces, soumises depuis longtemps à l'occupation autrichienne, l'inquiétude, le malaise des populations, et les idées de séparation qui se sont répandues. Le souverain pontife a voulu sans doute combattre ce travail par sa présence, voir de plus près l'état du pays, s'assurer des véritables besoins publics. Accompli dans ces conditions, ce voyage peut être une enquête utile pour les po-

pulations et pour l'autorité temporelle du saint-siége lui-même, qui doit trouver sa meilleure défense dans un bon gouvernement. C'est à ce point de vue que l'excursion de Pie IX devient un acte sérieux, propre à exercer quelque influence, non pas assurément qu'on doive en attendre des changemens de nature à combler tous les désirs; mais si des abus disparaissaient, s'il y avait quelque adoucissement de régime, et si surtout une certaine pacification devait amener la fin de l'occupation étrangère, ce serait déjà un notable résultat. Quant à l'empereur François-Joseph, il visite aujourd'hui la Hongrie, comme il a visité, il y a quelques mois, Venise et la Lombardie. Il aura parcouru ainsi en peu de temps les deux pays qui ébranlèrent un instant, il y a neuf ans, la puissance autrichienne, et où vit encore plus d'une trace de la guerre. L'Italie et la Hongrie ont été soumises, elles ont même porté durement le poids de leur défaite. L'empereur d'Autriche semble vouloir maintenant ouvrir en quelque sorte une ère nouvelle par une politique pacificatrice, et comme il proclamait une amnistie à Milan pendant son voyage en Lombardie, il signale aujourd'hui sa présence en Hongrie par des actes du même genre. L'amnistie décrétée récemment à Bude s'étend à tous les condamnés pour haute trahison, rébellion ou insurrection, aussi bien que pour crimes de lèse-majesté ou injures envers la famille impériale. Toutes les instructions judiciaires commencées jusqu'à ce jour pour cause politique doivent cesser en même temps, sauf à l'égard de ceux qui se sont évadés. C'est la seule exception faite par cette large amnistie, et cette exception même ne sera point maintenue sans doute, de sorte que la monarchie autrichienne semble en avoir fini avec le legs douloureux des dernières révolutions. Du reste, l'empereur François-Joseph a su habilement éveiller les sympathies de la Hongrie en parlant à ce pays de sa prospérité particulière dans l'empire. Voilà donc sur plusieurs points de l'Europe des voyages de souverains qui ont un caractère politique.

Mais ne voit-on pas depuis quelque temps se multiplier singulièrement ces voyages princiers? Ils n'ont pas tous, il est vrai, la même importance et la même signification; ils se mêlent à la politique et sont une diversion dans les affaires. Depuis quelques jours, on le sait, le grand-duc Constantin est à Paris. Il a été reçu avec cette hospitalité courtoise que la France met volontiers au service de tous ses hôtes, et dans laquelle on aurait tort vraisemblablement de voir un penchant trop prononcé pour la Russie. Les fêtes, les bals, les revues se sont succédé. On a été peut-être un peu curieux de voir un prince à qui l'on a voulu attribuer une certaine influence dans les événemens de la dernière guerre, et cette curiosité a été un stimulant. Maintenant le grand-duc Constantin chasse à Fontainebleau; d'ici à peu il doit parcourir nos côtes de l'Océan, et il doit même aller visiter la reine d'Angleterre à Osborne, tandis que d'un autre côté le roi de Bavière arrive à Fontainebleau. Ainsi se succèdent ces voyages princiers. Ce n'est point cependant qu'à travers ce mouvement nous n'ayons nos affaires intérieures. La session du corps législatif était sur le point de finir légalement : elle vient d'être prorogée jusqu'à la fin du mois. C'est qu'en effet bien des questions restaient en suspens. Le budget est encore à voter. Le rapport de la commission du corps législatif vient à peine de paraître, et, d'après les évaluations sur lesquelles il se fonde, les dépenses s'élèveraient à 1 milliard

697 millions, les recettes seraient de 1 milliard 735 millions. Parmi les recettes est compris l'impôt nouveau sur les valeurs mobilières. Dans les derniers travaux du corps législatif, les affaires financières occupent une assez grande place, et au nombre de ces affaires, l'une des plus importantes est assurément le projet de loi pour le renouvellement du privilége de la Banque de France. Les conditions de ce renouvellement se résument en quelques points principaux. La durée du privilége est prorogée de trente ans. Le capital de la Banque, qui était représenté par 91,250 actions, sera porté désormais au chiffre de 182,500 actions d'une valeur nominale de 1,000 francs. Cette augmentation de capital n'est point précisément un avantage pour la Banque, qui reste chargée de verser au trésor public en 1859 une somme de 100 millions, en échange d'une quantité proportionnelle de titres de rente au taux, fixé dès aujourd'hui, de 75 francs. Cette somme doit être appliquée aux découverts actuels du trésor, en d'autres termes à l'extinction de la dette flottante. Ce qui est plus avantageux pour la Banque, c'est la faculté qui lui est accordée d'ajouter en certaines circonstances un droit de commission au taux de ses escomptes et de ses avances. La Banque ne peut prêter à des conditions qui dépassent le taux de l'intérêt légal. Il arrive souvent cependant que la valeur réelle de l'argent est supérieure à ce taux; dans ce cas, la Banque pourra rétablir l'équilibre par le moyen qui lui est offert. Au demeurant, les conditions de ce grand établissement de crédit vont être modifiées; il reste à savoir si ces conditions nouvelles qui lui sont faites seront complétement en harmonie avec les lois du vrai crédit, si elles profiteront entièrement, exclusivement aux affaires sérieuses, au commerce, à l'industrie, c'est-à-dire à la richesse réelle du pays.

Quand l'Académie des Sciences morales et politiques tenait récemment une de ces séances qui ont toujours un attrait aussi sérieux qu'élevé dans une société intelligente, on se disait malgré tout que la politique ne consiste pas seulement à résoudre les problèmes de tous les jours, mais à les étudier aussi dans leurs principes, leurs conséquences, dans tout ce qui les rattache aux phénomènes généraux de l'ordre social. La dernière séance académique avait le double intérêt d'une lecture du secrétaire perpétuel, M. Mignet, et du compte-rendu d'un concours qui embrassait les questions les plus diverses : sur la philosophie de saint Thomas d'Aquin, sur le rôle de la famille dans l'éducation, sur les conditions morales et économiques des divers régimes auxquels les contrats nuptiaux ont été soumis en France. Elle avait aussi proposé un prix pour un manuel d'économie politique à l'usage des classes ouvrières, et enfin elle avait offert à tous les esprits hardis cet autre sujet, le plus sérieux, le plus délicat, et non certes le moins intéressant : « Exposer et apprécier l'influence qu'a pu avoir en France sur les mœurs la littérature contemporaine considérée surtout au théâtre et dans le roman. » Si l'on veut prendre une idée du nombre de travaux que provoquent ces concours, il suffit de connaître un fait constaté par l'orateur de l'Académie. Ces diverses questions ont produit soixante-dix-sept mémoires, des mémoires dont quelques-uns sont des livres, qui n'ont pas tous, il est vrai, le même intérêt, mais qui supposent en général de l'intelligence, du savoir et un certain goût du travail de l'esprit. C'est un professeur de l'Université, M. Jourdain, qui a obtenu le prix pour un résumé sur la philosophie de saint

Thomas. Un inspecteur de l'enseignement primaire, M. Rapet, est l'heureux auteur du manuel d'économie politique préféré par l'Académie. M. Barrau a été couronné à son tour pour un traité sur le rôle de la famille dans l'éducation, et à côté de lui un prix a été réservé à un écrit substantiel de M. Prévost-Paradol, qui a su, dans un petit nombre de pages, rajeunir, animer et colorer ce sujet si vieux et toujours nouveau de l'éducation.

Mais l'influence de la littérature sur les mœurs! là est, il nous semble, le grand sujet proposé par l'Académie des Sciences morales et politiques. Un esprit grave et ferme qu'on a pu apprécier ici, M. Eugène Poitou, a essayé de tracer ce tableau, et il a écrit un ouvrage qui a été couronné par l'Académie. M. Poitou s'est livré à cette désolante enquête; il a instruit le procès des productions contemporaines; il a montré en quelque sorte à l'œuvre les dépravations licencieuses de l'imagination. Seulement la littérature est-elle la seule coupable? L'écrivain, l'inventeur a tort sans doute de ne point rester fidèle aux conditions supérieures de son art, et de ne point faire de son talent, quand il en a, l'auxiliaire des idées justes; mais en même temps la société ne le provoque-t-elle pas? N'applaudit-elle jamais à ce qui la corrompt et la diffame? Ne va-t-elle pas battre des mains aux peintures équivoques? Le succès ne s'attache-t-il pas quelquefois aux œuvres sans goût et sans idéal? Enfin, au lieu de trouver dans le sentiment public un juge sévère et incorruptible, l'écrivain ne trouve-t-il pas le plus souvent un complice? Et si quelqu'un osait élever la voix au nom du goût oublié, au nom de l'art méconnu, au nom des lois morales travesties, la société le traiterait peut-être comme un homme à idées fixes, ou plutôt elle ne s'occuperait pas du censeur morose, et elle se remettrait à savourer les exquises corruptions du roman du jour entre la spéculation de la veille et la spéculation du lendemain. Que cet état soit éphémère, on n'en peut douter, et c'est justement dans le tableau tracé par M. Poitou que les écrivains nouveaux peuvent apprendre comment l'art littéraire et la société se relèvent à la fois par un sentiment plus sévère et par un goût plus pur.

Ce n'était là cependant qu'une partie de cette séance académique dont l'un des plus vifs attraits était la lecture de M. Mignet. Le secrétaire perpétuel a lu un éloge de Lakanal, autrefois membre de l'Académie des Sciences morales et politiques, et l'un des acteurs du drame révolutionnaire de la fin du dernier siècle. Est-ce bien un éloge qu'a lu l'autre jour M. Mignet? C'est du moins un essai substantiel et fin où l'auteur a trouvé quelques traits nouveaux pour peindre encore une fois la révolution française, pour décrire ce torrent qui emportait les hommes et les choses. Lakanal avait eu le malheur de s'associer à bien des actes terribles de cette époque où les hommes furent quelquefois cruels par faiblesse. S'il a mérité d'être après sa mort l'objet d'un éloge au sein de l'Académie, c'est qu'en dehors de certains actes exceptionnels, il fit le moins de mal qu'il put, et cette influence qu'il conservait en se maintenant au niveau des violences du temps, il l'employa souvent en faveur des institutions scientifiques et littéraires de la France. Il se fit un jour le sauveur des monumens publics livrés à la dégradation; il fut un de ceux qui contribuèrent le plus à la fondation de l'Institut. L'empire le rejetait dans l'obscurité; sous la restauration, il allait vivre aux États-Unis, où il se dégoûta un peu de la démocratie américaine. Ce n'est que sous

le dernier gouvernement qu'il rentrait en France, pour y mourir presque à la veille de la république, qu'il regrettait encore, a dit spirituellement M. Mignet, et qu'il n'aurait plus regrettée, s'il avait vu deux fois les mêmes événemens aboutir à la même fin.

Les lettres n'ont plus de fréquens bonheurs, elles ont au contraire des deuils imprévus, qui laissent une indicible tristesse. C'est ainsi qu'on vient de voir s'éteindre tout à coup un des plus brillans esprits, une des plus étincelantes imaginations de ce temps, l'auteur de *Rolla* et du *Caprice*, Alfred de Musset. Ce n'est pas l'âge qui l'a courbé, celui-là, et qui a glacé la vie dans ses veines; il fini sa journée avant que le soir fût venu, et il semble emporter avec lui la grâce d'une génération littéraire. Alfred de Musset ne chantait plus depuis quelques années; il était là pourtant, image survivante d'une jeunesse qu'on ne pouvait se résoudre à croire évanouie. Il vient à peine de disparaître de cette sphère terrestre, et on voit mieux aujourd'hui le vide laissé par ce génie aimable et vigoureux. Ce n'est pas cependant qu'il ait multiplié les œuvres : tout ce qu'il a fait tient en quelques petits volumes. Ses nouvelles occupent moins de place qu'un roman vulgaire; ses vers, on peut les lire en quelques heures; ses comédies, pleines d'une fantaisie éblouissante et d'une capricieuse observation, forment un théâtre qu'on peut porter dans la main : mais ces pages contiennent la plus fine, la plus subtile et la plus énergique essence de la poésie. Dans ces œuvres, il faut citer d'abord *la Coupe et les Lèvres*, les vers de *Namouna* sur don Juan, les poétiques élans de *Rolla*, les quatre *Nuits*, qui forment tout un poème de la passion désolée, *l'Espoir en Dieu*, la satire *sur la Paresse*, *Fantasio*, *le Caprice*, *la Quenouille de Barberine*, etc. Plus jeune que les premiers des poètes contemporains, Alfred de Musset a une physionomie vivante et distincte auprès d'eux. Il a été leur frère puîné par l'âge, il a été leur émule par tous les dons de l'inspiration. Il a eu surtout cette originalité de rester un poète essentiellement français, de continuer en quelque sorte, sous une forme nouvelle, les traditions du génie familier de notre pays. L'auteur de *Frédéric et Bernerette* a du génie français la netteté, la souplesse, l'humeur libre et facile, le tour délié et vif; il y joint une mélancolie fine, une grâce cavalière et tendre, l'accent vibrant de la passion, enfin je ne sais quelle flamme allumée, dans l'origine peut-être, à une lecture de Byron, et bientôt devenue une flamme toute personnelle, jaillissant du foyer intérieur. La spontanéité fut un des dons de ce poète. Ce qu'il sentait, ce qui lui venait à l'esprit ou au cœur, il l'exprimait, et il n'allait point au-delà; il ne cherchait pas à prolonger par des développemens artificiels et déclamatoires l'inspiration qui expirait sur ses lèvres. Lors même qu'il l'aurait voulu, il ne l'aurait pas pu sans doute, tant c'était une nature de premier mouvement, nerveuse, impressionnable, prompte aux défaillances comme aux retours soudains, et c'est ce qui explique sa sobriété en même temps que cette couleur originale et vive de ses œuvres. C'était un esprit français, disons-nous ; il ne le montra jamais mieux que dans ces quelques vers du *Rhin allemand*, jetés capricieusement en réponse à la haineuse déclamation d'un obscur rimeur d'Allemagne. Cette fière et charmante réponse d'un poète qui ne se piquait guère de politique ne sauva pas Alfred de Musset en 1848, et n'empêcha pas qu'il ne perdît une pauvre petite place de bibliothécaire. Il est vrai que

cette révolution fut si peu poétique! Elle vengea d'un coup le rimeur allemand, M. Becker, sur le premier poète peut-être de notre temps.

On peut broder aujourd'hui toute sorte de légendes sur l'auteur de *la Confession d'un Enfant du siècle*. La vérité est que, malgré ses dons rares, Alfred de Musset eut de la peine à se faire jour. Pendant longtemps, il eut à souffrir de ses irrévérences du début et de ses apostrophes à la lune. On ne voulait voir en lui que l'auteur de *Mardoche* et des chansons andalouses. Il ne trouva pas toujours dans la littérature l'accueil sympathique dû à un tel talent. En 1833, lorsqu'il publiait dans la *Revue* ses charmans proverbes, *les Caprices de Marianne*, *Fantasio*, etc., on s'en souvient ici, il y eut même plus d'un témoignage d'indifférence et de dédain. Les beautés poétiques et émouvantes de ses *Nuits*, quand elles parurent ici également, n'étaient pas non plus, tant s'en faut, senties par tous. Ses livres alors se répandaient peu, ses comédies paraissaient un jeu futile d'imagination légère, et même lorsque le Théâtre-Français mit la main sur *le Caprice*, — qui ne fut point rapporté de Russie par une comédienne ingénieuse, comme on l'a dit si souvent, — même à cette époque plus d'un habile se demandait encore si le Théâtre-Français ne courait pas une singulière aventure. Dès 1838, quelqu'un, qui connaissait bien les projets et la valeur du jeune poète, l'avait proposé au Théâtre-Français pour renouveler et fortifier son répertoire : la proposition fut froidement accueillie; ne fallut-il pas même une modification considérable dans la constitution du Théâtre-Français en 1847, pour mettre à la scène la première comédie jouée d Alfred de Musset, c'est-à-dire *le Caprice?* Ce n'est qu'à dater d'un certain moment que le souffle a changé, que l'auteur de *Rolla* a trouvé enfin la seule popularité qui convienne à une telle nature de talent, la popularité dans la jeunesse, parmi tous les esprits faits pour goûter les plus exquises délicatesses de la poésie. Alors la mode s'en est même peut-être un peu mêlée, et, comme il arrive souvent, le succès est venu, ce rayon a brillé lorsque ce n'était plus le même homme ni le même poète. Dans ces dernières années, Alfred de Musset avait peu produit. Il avait écrit pourtant, dit-on, un fragment dramatique sur Auguste, et il avait composé une comédie qui devait être représentée à l'époque où la reine d'Angleterre et le roi de Sardaigne vinrent successivement à Paris. Quelque prématurée que soit cette mort, ne pourrait-on dire qu'elle s'adapte assez bien à cette destinée poétique? Qui pourrait imaginer en effet Alfred de Musset vieillissant? Lui-même, il se fût accoutumé difficilement à cette idée, et, s'il se taisait depuis longtemps, il ne voulait pas du moins offrir le spectacle d'un déclin. Il semble que ce soit le privilége de quelques êtres d'élite de disparaître dans cette attitude de la jeunesse. Mais laissons là ces conjectures, qu'il ne faudrait pas pousser trop loin; il est mort, ce charmant génie, et il aurait pu vivre encore, cela n'est point douteux. Il aurait pu vivre s'il n'eût été, comme l'a si bien dit M. Vitet sur son tombeau, une de ces natures venues au monde moins pour se gouverner que pour charmer les hommes. Il a eu des faiblesses, il s'est peut-être trop complu dans cette figure de don Juan si puissamment évoquée par lui : pourquoi mettre du mystère là où il y en eut si peu? Seulement il faut être sobre envers ceux qui ne font de mal qu'à eux-mêmes par leurs faiblesses; il en est tant qui ont des vices profitables, — profitables pour eux s'entend, — et qui ne font de mal qu'aux autres!

Ainsi s'en vont les hommes : Alfred de Musset mourait hier à Paris, un autre écrivain disparaissait presque au même instant à Bruxelles, et si ce n'était pas un poète, c'était du moins un esprit courageux, honnête et sincère. C'était un écrivain qu'on a vu ici même soutenir la lutte au nom du bon sens et des idées modérées dans les momens les plus périlleux des dernières révolutions. M. Alexandre Thomas, qui vient de mourir tristement et obscurément en Belgique, avait quitté volontairement la France depuis plus de six ans; il avait d'abord vécu en Angleterre dans un isolement laborieux. Il avait soutenu, si l'on nous passe le terme, les rudes combats de la solitude; son esprit y avait succombé, et il est allé s'éteindre en Belgique. M. Alexandre Thomas a écrit quelques travaux remarquables, dont l'un est le tableau d'*Une Province sous Louis XIV*. Il a mieux fait, il a laissé dans sa vie d'écrivain un acte honorable et peu connu. A la veille de la révolution de février, il croyait avoir à se plaindre du ministre de l'instruction publique, et il avait écrit une brochure assez vive contre lui. Le jour de la révolution, au lieu de se faire un titre aux yeux des vainqueurs de ses agressions de la veille, il supprimait sa brochure, et il se mettait à son rang parmi les défenseurs de la cause qui venait de succomber.

La Belgique est un petit théâtre où s'agitent depuis quelque temps de grandes questions, celles qui ont le privilége de remuer le plus vivement les esprits, parce qu'elles touchent en définitive aux intérêts les plus élevés des sociétés contemporaines. Entre les partis, il ne s'agit plus même, à proprement parler, de politique; il s'agit des rapports de l'église et de l'état, de l'indépendance et de l'action des deux pouvoirs, des prérogatives et du rôle pratique de chacun d'eux dans l'enseignement, dans l'administration de la bienfaisance. En un mot, il y a un antagonisme qu'on voit éclater à chaque pas, qui a son retentissement dans la presse et soulève tous les jours de vives polémiques, où les droits de la société civile sont soutenus ardemment aussi bien que ceux de l'église. C'est entre ces influences diverses ou hostiles que le ministère actuel, catholique par son origine et par sa nature, modéré d'inclinations, est obligé de maintenir un certain équilibre, ayant souvent à se défendre tout à la fois et contre les intempérances des cléricaux les plus extrêmes et contre les entraînemens d'un libéralisme exalté. Cette situation morale et politique de la Belgique se reflète tout entière dans la sérieuse et forte discussion qui s'est ouverte il y a quelques jours déjà au sein du parlement de Bruxelles à l'occasion d'une loi présentée par le gouvernement pour régler l'existence des établissemens de bienfaisance et déterminer les droits de la charité privée. Cette discussion n'est point finie encore, bien que nombre d'orateurs aient été entendus : — MM. de Theux, Malou, de Liedekerke pour le parti catholique; MM. Rogier, Tesch, Verhaegen pour l'opinion libérale; M. Alphonse Nothomb, ministre de la justice, pour le gouvernement. Il y a plusieurs années qu'on voit cette question de la charité grandir en Belgique, passionner les partis et solliciter une solution. Le cabinet de M. Henri de Brouckère avait élaboré un projet qui était évidemment dicté par un esprit de transaction, et dont le parlement belge fut un instant saisi. Ce projet disparut avec le cabinet qui l'avait préparé, et le ministère actuel à son tour présentait aux chambres il y a un an un nouveau projet, qu'il appelait également une œuvre de conciliation, une œuvre conçue, selon

les paroles de M. de Decker, dans l'unique pensée d'associer les efforts de la charité privée à l'action de la charité publique. M. de Decker demandait que cette grande question fût abordée et résolue en dehors de toute considération de parti. C'était l'illusion d'un esprit sincère et honnête. Les partis, un peu désorganisés depuis quelque temps, ont retrouvé là en effet un champ de bataille. Ce qu'on peut dire du moins, c'est que le pays dans les élections dernières a pu se prononcer en pleine connaissance de cause sur le projet du gouvernement.

La difficulté ne consiste pas précisément dans l'organisation des établissemens publics de bienfaisance, qui est un des objets de la loi aujourd'hui en discussion. Sur ce point, il ne peut y avoir que des dissidences secondaires. La difficulté commence là où il s'agit de préciser les droits de la charité privée, et c'est de la divergence qui s'est produite dans l'interprétation de ces droits qu'est venue la nécessité d'une loi nouvelle, définitive. Les catholiques extrêmes sont pour la liberté absolue de la charité, qu'ils ne séparent pas de la pensée religieuse, d'où elle émane, et partant de là, ils nient la compétence de l'état; ils demandent une sorte de décentralisation universelle de la charité, ils réclament pour les particuliers le droit illimité d'instituer des fondations et d'en confier après eux l'administration à qui bon leur semble. Les dernières conséquences de ce système ne sont point difficiles à apercevoir : l'état n'est plus rien, la main-morte renaît indirectement, les personnes civiles se multiplient, il se forme une puissance indépendante ayant son budget, ses moyens d'action, toute une armée de fonctionnaires spéciaux. Les libéraux, au contraire, ne tiennent nul compte de la pensée religieuse, source première de la charité; ils annullent le droit individuel, ils veulent tout centraliser entre les mains de l'état, et ils arrivent à faire de la charité une chose purement officielle, administrative. Ils ne réussiraient pas même autant qu'ils le pensent en Belgique, s'ils triomphaient, car s'il ne restait plus que l'état, la charité, comme cela s'est vu bien des fois, serait encore ingénieuse à tromper la loi par des fidéi-commis. Le ministère belge a essayé de concilier ces divers systèmes, ou du moins de dégager de cette confusion d'idées contraires une solution supérieure et équitable. Ainsi le projet du gouvernement fait la part du droit individuel en assurant aux particuliers la liberté de créer des fondations et de désigner soit des administrateurs de ces fondations, soit des distributeurs spéciaux des secours institués en faveur des indigens; mais en même temps les droits de l'état sont placés sous la garantie d'un ensemble de dispositions tutélaires propres à prévenir les abus.

Est-ce à dire que le cabinet de Bruxelles ait prévenu tous les abus possibles et surmonté toutes les difficultés? Il a été fait certainement de fortes objections dans la discussion parlementaire, et le gouvernement a tenu compte des plus sérieuses, puisque M. Nothomb vient de proposer divers amendemens, dont l'un consiste à ordonner qu'il sera rendu compte tous les ans aux chambres de la situation des établissemens de bienfaisance. Tel qu'il est, le projet ministériel ne rencontre pas moins l'opposition ardente des libéraux, tandis que d'un autre côté il est soutenu et défendu par les catholiques, c'est-à-dire que les deux anciens partis de la Belgique se trouvent recomposés et de nouveau en présence. Le parti libéral surtout s'est fait une arme du projet de loi sur la charité, qu'il représente aux yeux du pays comme un essai de rétablissement des couvens et de la main-morte, ce qui est une vé-

ritable exagération. Aujourd'hui l'adoption du projet du gouvernement est une question de majorité parlementaire, et cette majorité a soutenu jusqu'ici le cabinet; mais il n'est point douteux que, même après un vote favorable, cette loi restera l'arme de combat des libéraux pour regagner des suffrages dans le pays, et reconquérir le pouvoir qu'ils ont perdu une fois par leurs divisions et par leurs fautes. CH. DE MAZADE.

HISTOIRE DE MADAME DE MAINTENON ET DES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENS DU SIÈCLE DE LOUIS XIV, par M. le duc de Noailles, de l'Académie française. — M. le duc de Noailles a un tort ou un malheur : le troisième volume de son *Histoire de Madame de Maintenon* paraît neuf ans après la publication des deux premiers. Quel intérêt peut rester ainsi suspendu et se retrouver au bout de neuf ans? Et quelles années! Une grande monarchie tombée, une république apparue uniquement pour servir de tombeau à la monarchie et de berceau à l'empire; tous les fantômes de l'espérance et de la peur évoqués à la fois parmi nous; la société saisie de démence et menacée de ruine. Le siècle de Louis XIV est un bien grand siècle, Mme de Maintenon est dans ce siècle un grand personnage, le livre de M. le duc de Noailles est un très bon livre; mais qui peut s'étonner qu'au milieu de tels événemens et de tels spectacles contemporains Louis XIV et Mme de Maintenon aient disparu? Probablement M. le duc de Noailles lui-même n'y a guère pensé; ce n'est ni de son choix ni presque par son fait qu'il a laissé neuf ans à l'écart son héroïne et son ouvrage. Il y revient et les ramène devant le public, maintenant que la tempête est dissipée et la scène vide. Le public leur reviendra aussi, car bien que, très souvent mis et remis sous ses yeux, le temps et les personnes qui sont le sujet du livre ont toujours droit et pouvoir de l'intéresser, dès qu'il s'intéresse à quelque chose, et le livre est dans une rare et belle harmonie avec son sujet.

Peu de personnages historiques ont été plus débattus et plus diversement jugés que Mme de Maintenon. L'éloge et le blâme, l'encens et l'injure, l'admiration et la haine ont été tour à tour prodigués à sa mémoire, si bien qu'elle est restée comme une sorte de problème, une figure douteuse et obscure, malgré l'éclat qu'elle a jeté et le bruit qu'elle a fait. Nous n'affirmerons pas que M. le duc de Noailles ait complétement résolu le problème et mis fin, sur le caractère de son héroïne, à toute contestation. Il se place hautement à la tête des admirateurs et des amis de Mme de Maintenon, mais il le fait en homme de sens, d'esprit et de goût ; en même temps qu'il raconte sa vie avec grand détail, il ne vise point à grandir sa place et son importance; il s'applique plutôt, comme elle le fit elle-même, à contenir qu'à étendre son rôle, et il la peint avec complaisance sans l'étaler avec pompe. C'était une personne essentiellement judicieuse et habilement modeste, qui savait que les prétentions nuisent au succès de l'ambition, et qui excellait à être sans paraître et à s'élever en s'effaçant. M. le duc de Noailles a très bien saisi et reproduit ce trait dominant de son caractère et de sa destinée, l'étendue même de son récit et les développemens dans lesquels il entre à chaque pas le servent dans ce dessein; la prodigieuse fortune de Mme de Maintenon s'accomplit lentement et naturellement dans son livre comme dans l'histoire ; on la voit grandir et monter sans effort, sans fracas, presque aussi imperceptiblement qu'étrangement. Il semble qu'en héritant du château de Mme de Maintenon, M. de Noailles

y ait recueilli quelque chose de son prudent et élégant savoir-faire, et, racontée par lui, la veuve de Scarron se trouve un jour la femme de Louis XIV sans qu'on ait été un moment choqué ni même surpris de la transformation.

La vérité n'est pas tout entière dans cet habile tableau, mais il n'y a rien que de vrai : on ne pénètre pas dans tous les replis du cœur et de l'esprit de Mme de Maintenon, on n'assiste pas assez à cette vie intime et secrète qui s'agite au fond de toute âme humaine et qui reste souvent obscure, volontairement ou involontairement, pour la personne même dont elle révèle la vraie nature; mais les événemens et les actions, la conduite et la destinée de Mme de Maintenon, son caractère dans ses rapports avec le monde qui l'entourait, grands ou petits, riches ou pauvres, doctes ou humbles, sa bonté éclairée et active, l'élévation contenue de son esprit, son autorité sensée et douce, la liberté de son jugement dans sa royale servitude, tous ces mérites supérieurs, quoique un peu extérieurs, d'une nature riche et froide, très occupée des autres, par devoir ou par charité, quoique un peu égoïste, sont retracés par M. le duc de Noailles avec un art sincère, et de façon à laisser dans l'esprit des lecteurs une profonde impression d'estime et de bienveillance pour Mme de Maintenon, en les détournant du désir de regarder au-delà de ce qu'on leur montre. C'est un portrait incomplet, mais fidèle, peint en beau, mais ressemblant.

Il y a deux portraits, celui de Louis XIV à côté de celui de Mme de Maintenon : Louis XIV tel qu'on le rencontre à chaque pas dans les galeries de Versailles, roi du monde et dieu de l'Olympe, roi très chrétien, Jupiter, Apollon ou Mars, grand souverain et grande idole, grand conquérant sans être un grand guerrier, sérieux dans les affaires, amoureux de pompes et de fêtes, bien servi par de grands hommes et se servant très bien lui-même, le plus modéré et le plus honnête comme le plus brillant des rois absolus, et en même temps le plus éclatant exemple de l'impuissance du pouvoir absolu à fonder le bon et durable gouvernement des états. M. le duc de Noailles n'a pas expressément tiré cette dernière conséquence, et en lisant son livre on ne peut guère s'en étonner : c'est l'ouvrage, non pas d'un historien éloigné, mais presque d'un contemporain de Louis XIV et d'un grand seigneur de sa cour. Trop sensé et trop éclairé pour conserver aujourd'hui toutes les idées de ce temps, M. de Noailles en a les sentimens, les instincts, les goûts, les mœurs; il y vit en le racontant; il le décrit, il le défend, il l'explique, il l'excuse comme un témoin qui l'a connu et aimé, et qui l'aime encore et n'en parle qu'avec un regret presque personnel, comme on parle de sa jeunesse et de son propre passé. C'est même là un des mérites et des agrémens sérieux de son livre; les jugemens n'y sont pas toujours exempts de prévention et de préoccupation partiale, mais l'impression générale en est naturelle et vraie; ce n'est pas l'appréciation d'un juge indifférent, ce sont les mémoires d'un sage ami.

Cette disposition a entraîné M. le duc de Noailles à agrandir et à remplir de plus en plus son cadre. Autour de Louis XIV et de Mme de Maintenon viennent successivement prendre place toute la cour et tout le siècle. Le titre du livre est exact : c'est bien l'*Histoire de madame de Maintenon et des principaux événemens du règne de Louis XIV*. Peut-être aurait-il mieux valu dire : l'*Histoire de madame de Maintenon et de la société française sous le règne de Louis XIV*. C'est en effet le tableau de la société plutôt que le récit des événemens; les personnages, leurs caractères, leurs mœurs,

leur façon de vivre, leur position et ses vicissitudes, leurs relations, leurs conversations, leurs correspondances, remplissent la scène; les grands faits publics sont le fond du drame, mais non le véritable objet et le principal intérêt du spectacle; le lecteur vit au milieu de ce qu'on est convenu d'appeler *le monde* plutôt qu'au sein de la nation. L'ouvrage a même souvent, comme monument de ce monde qu'il peint surtout, le mérite et l'attrait de la nouveauté. M. de Noailles a mis en lumière et habilement rapproché un grand nombre d'incidens, d'anecdotes, de billets oubliés ou jusqu'ici inconnus, et cette vie familière de la société et de la cour, répandue çà et là dans l'histoire, la rend non-seulement plus amusante, mais aussi plus vraie.

Le premier et le plus intéressant chapitre du volume qui vient de paraître est l'histoire de la célèbre maison d'éducation de Saint-Cyr, fondée en 1686 par Louis XIV et abolie en 1792 par l'assemblée législative. Cette histoire s'ouvre par un édit de Louis XIV, qui veut, dit-il, « en faisant élever dans les principes d'une véritable et solide piété un nombre considérable de jeunes filles issues de familles nobles, et particulièrement de pères morts dans le service ou qui servent actuellement, étendre ses soins jusque dans l'avenir, et jeter les fondemens de la grandeur et de la félicité durable de cette monarchie, » et elle se termine par une lettre du sous-lieutenant d'artillerie Bonaparte : celui qui sera l'empereur Napoléon demande à la république qui se lève vingt sous par lieue, pour ramener auprès de sa mère sa sœur chassée de la maison chrétienne où la faisait élever la royauté qui tombe! Quand les faits parlent si haut, il n'y a qu'à se taire.

A l'occasion de ce chapitre sur la maison de Saint-Cyr, on a fait à M. le duc de Noailles une bien pauvre querelle. On lui a reproché d'avoir emprunté à l'*Histoire de Saint-Cyr*, publiée en 1853 par M. Th. Lavallée, de nombreux passages sans les indiquer soit en note, soit par des guillemets. M. de Noailles avait pris ses précautions contre ce reproche, car en tête du chapitre il avait placé une note générale où il rappelle l'ouvrage de M. Lavallée, et demande la permission de profiter des additions qui s'y trouvent à l'*Histoire de Saint-Cyr*. A quelle histoire de Saint-Cyr? A celle qu'avait écrite et publiée dix ans auparavant, en 1843, M. le duc de Noailles lui-même, et qui est devenue le chapitre Ier du tome III de son livre. Il est vrai que cette première édition, tirée à cinq cents exemplaires, n'avait pas été vendue; mais elle était très connue quand l'ouvrage de Th. Lavallée parut, et l'on y en rencontre plus d'une fois la trace. Si donc il y avait lieu à se plaindre d'emprunts, M. le duc de Noailles aurait le droit de priorité; mais quand deux ouvrages, en se touchant par une seule partie du sujet, diffèrent d'ailleurs à ce point, et pour l'étendue et pour la manière, de telles plaintes sont puériles. On les a poussées bien plus loin : on a reproché à M. le duc de Noailles d'avoir fait des emprunts à La Beaumelle, à Saint-Simon, à Dangeau, comme s'il avait pu prendre ailleurs les faits et les détails qui sont le fond de son livre! Tous les historiens seront désormais tenus d'indiquer au bas de leurs pages toutes les sources auxquelles ils puisent. M. le duc de Noailles aurait pu le faire sans que le mérite propre et original de son livre eût rien à en redouter. V. DE MARS.

V. DE MARS.

